

ENVER HOXHA

L'IMPÉRIALISME

ET

LA RÉVOLUTION

PRÉFACE A LA PREMIÈRE EDITION

Depuis la parution, en 1848, du «Manifeste du Parti Communiste» de Marx et d'Engels, jusqu'à ce jour, la lutte entre le marxisme révolutionnaire et l'opportunisme, dans le domaine politique comme dans le domaine idéologique, a été centrée sur un problème: la révolution est-elle ou non nécessaire pour transformer la société et l'établir sur des bases socialistes, les conditions pour accomplir la révolution sont-elles ou non réunies, peut-on la réaliser par la voie pacifique, ou bien est-il indispensable pour cela de recourir à la violence révolutionnaire?

La bourgeoisie et les opportunistes, avec toutes leurs théories qui se comptent par dizaines, pour ne pas dire par centaines, se sont efforcés et s'efforcent toujours de nier la vérité incontestable que la contradiction fondamentale de la société capitaliste est celle entre exploités et exploités, de nier la place et le rôle historique de la classe ouvrière, de nier la lutte de classes elle-même en tant que facteur déterminant du développement et du progrès de la société humaine. Leur but a toujours été de semer le désarroi idéologique parmi le prolétariat, de faire obstacle à la révolution, de perpétuer l'exploitation capitaliste, de détruire le marxisme-léninisme, la science triomphante de la révolution et de la construction du socialisme.

Tous ces adversaires et ennemis du prolétariat et de la révolution se sont employés à faire croire que le marxisme-léninisme est périmé, en échauffant diverses «théories», soi-disant appropriées aux nouvelles conditions historiques, aux transformations subies par le capitalisme et l'impérialisme, à l'évolution générale de la société humaine.

C'est ainsi que Bernstein a proclamé Marx périmé, et Kautsky, spéculant sur le passage du capitalisme à l'impérialisme, a nié la nécessité de la révolution. Leur exemple et leurs méthodes ont été suivis par tous les révisionnistes modernes, depuis Browder et Tito jusqu'aux «théoriciens» chinois des «trois mondes», en passant par Khrouchtchev et les «eurocommunistes».

Sous le fallacieux prétexte qu'ils appliquent et développent le marxisme-léninisme de «façon créatrice», en l'adaptant aux conditions nouvelles créées aujourd'hui dans le monde, tous ces antimarxistes s'attachent à réfuter l'idéologie scientifique de la classe ouvrière et à y substituer l'opportunisme bourgeois.

Le prolétariat, les révolutionnaires et leurs véritables partis marxistes-léninistes ont mené et mènent toujours contre le révisionnisme moderne et ses divers courants une lutte acharnée, continue, et qui ne cessera jamais.

Les révisionnistes, la bourgeoisie réactionnaire et ses partis s'attachent à définir notre théorie, le marxisme-léninisme, comme un dogme, un corps de doctrine immuable, figé, qui ne s'adapterait soi-disant pas aux temps actuels, pleins de dynamisme et de vie. Mais s'il s'agit de dynamisme et (le

vitalité, le marxisme-léninisme est la seule théorie à en avoir, car elle est la théorie de la classe ouvrière, la classe la plus avancée de la société, la plus active et la plus révolutionnaire, qui pense fuste, qui produit les biens matériels et qui est constamment en action.

La bourgeoisie et ses idéologues, en s'efforçant de convaincre les gens que le marxisme-léninisme est prétendument périmé et qu'il ne répond pas aux «temps modernes», ont pour but de battre en brèche l'idéologie scientifique du prolétariat et d'y substituer certaines théories qui vantent une vie abâtardie, une vie de lumpen, une société dérégulée et dégénérée, une société dite de consommation. Les élucubrations selon lesquelles on aurait maintenant découvert les formes d'une société nouvelle, en mouvement et en progrès permanents, visent également à frapper la pensée progressiste révolutionnaire du prolétariat, son idéologie dirigeante, à perpétuer l'oppression et l'exploitation capitalistes.

Notre théorie, comme nous l'enseigne Lénine, juge et définit correctement les formes et les méthodes de la lutte de classe. Elle reste étroitement liée aux problèmes pratiques qui surgissent de la vie, de l'époque. Cette arme nous aide à analyser et à comprendre judicieusement à tout moment l'évolution de la société humaine, à analyser et à saisir avec justesse chaque tournant historique de la société, à réaliser sa transformation révolutionnaire.

Notre Parti, à son VIIe Congrès, a démasqué les divers courants révisionnistes, notamment la théorie chinoise des «trois mondes». Soulignant l'importance vitale du marxisme-léninisme pour le triomphe de la révolution, du socialisme et de la libération des peuples, il a rejeté résolument les thèses et les conceptions bourgeoises-opportunistes sur l'étape actuelle du processus historique mondial, qui renient la révolution et défendent l'exploitation capitaliste, et il a affirmé avec force qu'aucun changement dans l'évolution du capitalisme et de l'impérialisme ne justifie les «inventions» et les mystifications révisionnistes. La critique de principe et la dénonciation continue des théories antirévolutionnaires et anticommunistes sont indispensables si l'on veut défendre le marxisme-léninisme, faire avancer la cause de la révolution et des peuples, et démontrer que la théorie de Marx, Engels, Lénine et Staline reste éternellement jeune, quelle est une sûre boussole, un guide vers les victoires futures.

Avril, 1978

NOTE POLIR LA DEUXIEME ÉDITION

Cet ouvrage a été publié pour la première fois [en albanais] en avril 1978 et distribué au sein du Parti.

Pour répondre aux vœux des communistes, après qu'ils en eurent pris connaissance, ce livre a été réédité à l'intention du public.

Il évoque aussi quelque événement qui s'est produit dans l'intervalle entre les deux éditions.

Décembre, 1978

PREMIERE PARTIE

I

LA STRATEGIE DE L'IMPERIALISME ET DU REVISIONNISME MODERNE

Le VIIe Congrès du Parti du Travail d'Albanie, ayant analysé la situation internationale actuelle et la situation du mouvement révolutionnaire mondial, a mis en lumière les dangers que l'impérialisme et le révisionnisme moderne présentent pour la révolution et la libération des peuples, il a souligné la nécessité de leur livrer une lutte implacable et de prêter un soutien actif au mouvement marxiste-léniniste dans le monde.

Ces questions revêtent une grande importance, car l'édification du socialisme, la lutte pour le renforcement de la dictature du prolétariat et pour la défense de la patrie sont étroitement liées à la situation internationale et au processus général de l'évolution mondiale.

Aujourd'hui de grandes forces, qui représentent les ténèbres, l'asservissement et l'exploitation du prolétariat et des peuples, l'impérialisme américain et ses officines, le social-impérialisme soviétique, le social-impérialisme chinois, la grande bourgeoisie et la réaction, se sont dressées et luttent contre le marxisme-léninisme. Contre notre idéologie révolutionnaire se sont également dressés des courants idéologiques comme la social démocratie, le révisionnisme moderne et beaucoup d'autres courants contre-révolutionnaires.

Dans notre lutte contre tous ces ennemis, nous devons nous guider entièrement sur la théorie marxiste-léniniste et nous appuyer fortement sur le prolétariat mondial. Nous mènerons victorieusement notre combat sur le plan théorique lorsque nous aurons fait une analyse dialectique correcte de la situation internationale, de l'évolution des événements, des objectifs et des buts de toutes les forces sociales en mouvement, qui sont en contradiction et en lutte entre elles. L'analyse scientifique de la situation internationale et une stratégie clairement conçue permettent de définir les justes tactiques de la lutte révolutionnaire dans des circonstances diverses, et de gagner bataille sur bataille. C'est ainsi qu'a toujours agi notre Parti.

Le socialisme est en lutte contre le capitalisme, le prolétariat mondial mène un combat implacable et incessant contre la bourgeoisie capitaliste, les peuples du monde sont en lutte contre: leurs oppresseurs du dedans et du dehors. Le prolétariat mondial est guidé dans son combat par son idéologie marxiste-léniniste, qui en explique la nécessité et mobilise les forces dans la bataille. Et c'est précisément pour cela que le capitalisme et l'impérialisme n'ont cessé de conduire une âpre lutte contre la théorie de Marx, Engels, Lénine et Staline.

Karl Marx a découvert les lois de l'évolution sociale, des transformations révolutionnaires et du passage de la société, d'un ordre social inférieur à un ordre social supérieur, il a analysé, sur des bases scientifiques, la propriété privée des moyens de production, le mode de répartition capitaliste, la plus-value que s'approprie le capitaliste. Il a conçu la théorie scientifique des classes et de la lutte de classes et a tracé les voies de la lutte du prolétariat pour renverser la bourgeoisie, détruire le système capitaliste, instaurer sa propre dictature et édifier la société socialiste.

Divers théoriciens réactionnaires dans tous les pays du monde se sont efforcés par tous les moyens de dénigrer la théorie de Marx, de la couvrir de boue, de la déformer et de la combattre. Mais cette théorie, qui est une science, a fini par dominer la pensée progressiste humaine et par devenir une arme puissante du prolétariat et des peuples dans la lutte contre leurs ennemis.

Appliquant la théorie marxiste et la développant plus avant, Lénine a doté le prolétariat et son avant-garde, le parti marxiste-léniniste, d'une théorie scientifique pour les conditions de l'impérialisme et des révolutions prolétariennes. Lénine a développé le marxisme non seulement en théorie, mais aussi dans la pratique. Appliquant la doctrine de Karl Marx, il a dirigé la révolution bolchevique et l'a menée à la victoire. L'oeuvre de Lénine a été portée plus avant par Staline.

La victoire de la Grande Révolution socialiste d'Octobre e a assené le premier coup écrasant à l'impérialisme, à l'ensemble du système capitaliste mondial. Elle a marqué le début de la crise générale du capitalisme, qui est allée sans cesse s'approfondissant.

La création et la consolidation de l'Etat soviétique constituaient une victoire colossale qui montrait au prolétariat et aux peuples que l'ennemi qu'ils avaient devant eux, le capitalisme et l'impérialisme, pouvait être vaincu, écrasé. Et l'Union soviétique en était le vivant témoignage.

La coalition impérialiste et capitaliste mondiale, furieuse de la défaite qu'elle essuya du fait de la Révolution d'Octobre en Russie, renforça ses moyens de lutte politique, économique et militaire contre le nouvel Etat des prolétaires et contre la propagation de l'idéologie marxiste-léniniste dans le monde. Les impérialistes, la bourgeoisie réactionnaire, la social-démocratie européenne et mondiale, de concert avec les autres partis du capital, préparèrent la guerre contre l'Union soviétique. Avec les hitlériens et les fascistes italiens et japonais, ils fomentèrent aussi la Seconde Guerre mondiale.

Mais cette guerre démontra encore mieux la vitalité du socialisme et du marxisme-léninisme, qui en sortirent triomphants.

Après la victoire sur le fascisme, le monde connut de grandes transformations à l'avantage du socialisme. De nouveaux Etats socialistes furent mis sur pied en Europe et en Asie. On vit se créer le camp socialiste avec à sa tête l'Union soviétique. C'était là une grande et nouvelle victoire du socialisme, du marxisme-léninisme et une nouvelle et cuisante défaite du capitalisme, de l'impérialisme.

Le système capitaliste sortit de la Seconde Guerre mondiale profondément ébranlé. Son équilibre était désormais entièrement rompu. L'Allemagne, le Japon et l'Italie, puissances vaincues, voyaient leur économie détruite. Elles perdaient leurs anciennes positions politiques et militaires. D'autres Etats impérialistes, comme la Grande Bretagne et la France, bien que victorieux, se retrouvaient, à l'issue du conflit, économiquement et militairement si affaiblis, que leur rôle de grandes puissances était tombé au plus bas.

La crise générale du capitalisme fut encore aggravée par l'effondrement du système colonial. Cette chute fut à l'origine de la naissance de plusieurs jeunes Etats nationaux, alors que dans les pays demeurés à l'état de colonies ou de semi colonies grandissait le mouvement de libération contre le joug impérialiste.

Ces changements créèrent des conditions plus favorables pour le triomphe du socialisme à l'échelle mondiale. Du fait de la profonde crise économique et politique et du mécontentement croissant des masses, nombre d'Etats capitalistes se trouvaient au seuil d'explosions révolutionnaires. Dans cette situation si grave, critique même, ceux-ci virent venir à leur secours l'impérialisme américain.

A la différence des autres puissances impérialistes, les Etats-Unis sortirent de la guerre encore plus puissants. Non seulement ils ne furent pas éprouvés, mais ils accumulèrent des richesses énormes et accrurent démesurément leur potentiel économique et militaire, leur base technique et scientifique. Cet impérialisme, qui s'était engraisé du sang versé par les peuples, assumait seul le *leadership* du monde capitaliste.

L'impérialisme américain mobilisa toutes les forces réactionnaires du monde capitaliste pour sauver l'ordre ancien, capitaliste, et étouffer tout mouvement révolutionnaire et de libération nationale qui le menaçait, pour détruire le camp socialiste et restaurer le capitalisme en Union soviétique et dans les pays de démocratie populaire, pour établir son hégémonie partout dans le monde.

Afin d'atteindre leurs objectifs, l'impérialisme américain avec le capital mondial mirent en mouvement leur gigantesque machine étatique bureaucratique et militaire, leur immense potentiel économique, technique et financier ainsi que toutes leurs forces humaines. L'impérialisme

américain contribua au redressement politique, économique et militaire du capitalisme européen et japonais épuisé et, à la place du système colonial délabré, édifia un nouveau système d'exploitation et de rapine, le néo-colonialisme.

Dans la furieuse campagne qu'il entreprit contre le marxisme-léninisme, le communisme, l'Union soviétique et les autres pays socialistes d'Europe et d'Asie, l'impérialisme américain mobilisa de multiples moyens de propagande, des philosophes, des économistes, des sociologues, des écrivains, etc.

Dans le même temps, il pratiqua une politique ouverte d'agression. La fièvre de la guerre, de la militarisation et de l'anticommunisme gagna aux Etats-Unis tous les domaines de la vie, l'économie, la politique, l'idéologie, l'armée et la science.

Pour vaincre le socialisme, étouffer les mouvements de libération révolutionnaires, combattre la grande influence de la théorie marxiste-léniniste et établir son hégémonie sur le monde, l'impérialisme américain eut recours à deux voies.

La première était celle de l'agression et de l'intervention armées. Les impérialistes américains créèrent des blocs militaires d'agression comme l'O.T.A.N., l'O.T.A.S.E., etc., ils installèrent d'importantes forces armées sur les territoires de nombreux pays étrangers, mirent en place des bases militaires dans tous les continents et constituèrent de puissantes flottes qu'ils répandirent sur les mers et les océans. Afin de réprimer et d'étouffer la révolution, ils intervinrent militairement en Grèce, en Corée, au Vietnam et ailleurs.

L'autre voie était celle de l'agression idéologique et de la subversion contre les Etats socialistes et les partis communistes et ouvriers, celle des efforts pour susciter la dégénérescence bourgeoise de ces Etats et de ces partis. A cette fin, l'impérialisme américain et tout le capital mondial mirent en action de puissants moyens de propagande et de diversion idéologique.

Mais l'impérialisme américain et le capitalisme mondial, qui se redressait après la guerre, avaient à faire face à un adversaire puissant, au camp socialiste avec à sa tête l'Union soviétique, au prolétariat mondial et aux peuples épris de liberté. Aussi leur fallait-il bien faire leurs comptes avec cette force gigantesque guidée par une politique juste et claire, par une idéologie triomphante qui s'était emparée et s'emparait toujours plus du cœur et de l'esprit des ouvriers, des révolutionnaires, des éléments progressistes.

Malgré les efforts de l'impérialisme américain et de la réaction mondiale pour les réprimer et les anéantir, le mouvement révolutionnaire du prolétariat et la lutte de libération des peuples ne cessaient de grandir et de se renforcer. L'Union Soviétique, guidée par Staline, pansa sans tarder les plaies de la guerre et elle progressait rapidement dans tous les domaines, l'économie, la science, la technique, etc. Dans les pays de démocratie populaire, les positions du socialisme se consolidaient. Les partis communistes et le mouvement démocratique anti-impérialiste étendaient leur influence sur les masses.

Dans ces conditions, l'impérialisme et le capitalisme mondial eurent recours aux révisionnistes modernes, aux yougoslaves parmi les premiers, dans leur lutte contre le socialisme et les mouvements de libération des peuples.

C'était, pour le capitalisme mondial une chance que de voir un pays dit de démocratie populaire, la Yougoslavie, s'opposer à l'Union soviétique et entrer ouvertement en conflit idéologique et politique avec elle, car il s'agissait de la rébellion d'un membre au sein du camp socialiste. Le capitalisme mondial mena grand tapage autour de cet événement, qui lui était utile dans sa lutte contre le socialisme et la révolution.

Mais si la trahison titiste fit un grand tort à la cause de la révolution et du socialisme, elle ne parvint cependant pas, contrairement aux espoirs de la bourgeoisie et de la réaction, à diviser le camp socialiste et le mouvement communiste. Les communistes et les révolutionnaires dans le monde entier condamnèrent sévèrement cette trahison et firent ressortir le danger que représentait le titisme, comme officine de l'impérialisme contre le communisme.

Les révisionnistes khrouchtchéviens qui, après la mort de Staline, s'emparèrent du pouvoir en Union soviétique, rendirent le plus grand service au capitalisme mondial dans sa lutte contre le socialisme,

la révolution et le marxisme-léninisme. L'apparition du groupe révisionniste de Khrouchtchev constituait la plus grande victoire politique et idéologique de la stratégie de l'impérialisme après la Seconde Guerre mondiale.

Le revirement contre-révolutionnaire en Union soviétique réjouit infiniment les impérialistes américains et toutes les autres puissances capitalistes, parce que le plus puissant Etat socialiste, le soutien de la révolution et de la libération des peuples, abandonnait la voie du socialisme et du marxisme-léninisme et allait devenir un appui, dans la théorie et dans la pratique, de la contre-révolution et du capitalisme.

Le tournant qui se produisit en Union soviétique provoqua la division du camp socialiste et du mouvement communiste international. Ce fut là un des facteurs principaux qui encouragea la propagation du révisionnisme moderne dans beaucoup de partis communistes et créa des conditions favorables à cette fin. Le courant révisionniste khrouchtchévien porta un grand préjudice à la cause de la révolution et du socialisme dans le monde entier.

Entre les véritables forces marxistes-léninistes et révolutionnaires, d'une part, et le révisionnisme khrouchtchévien, de l'autre, s'engagea une âpre lutte. Le Parti du Travail d'Albanie, tout comme il avait lutté et luttait toujours avec détermination contre le révisionnisme yougoslave, arbora dès le début le drapeau de la lutte irréductible et conforme aux principes contre le révisionnisme soviétique et ses adeptes, il défendit avec courage le marxisme-léninisme, la cause du socialisme et de la libération des peuples. Contre la trahison khrouchtchévienne se dressèrent également les véritables marxistes-léninistes et les révolutionnaires du monde entier. Dans divers pays, le prolétariat révolutionnaire engendra de jeunes partis marxistes-léninistes, qui assumèrent la lourde tâche de diriger la lutte de la classe ouvrière et des peuples contre la bourgeoisie, l'impérialisme et le révisionnisme moderne.

Les espoirs de l'impérialisme et du révisionnisme de détruire définitivement le socialisme, d'étouffer le véritable mouvement communiste international et de réprimer la lutte des peuples furent déçus. Les révisionnistes khrouchtchéviens ne tardèrent pas à dévoiler leur propre visage antimarxiste et contre-révolutionnaire. Les peuples virent alors que l'Union soviétique était devenue une superpuissance impérialiste qui rivalisait avec les Etats-Unis d'Amérique pour l'hégémonie mondiale et, de pair avec l'impérialisme américain, un autre grand ennemi de la révolution, du socialisme et des peuples du monde.

D'autre part, la grave crise économique, financière, idéologique et politique qui s'étendit sur tout le monde capitaliste et révisionniste, non seulement mettait en évidence le pourrissement encore plus marqué du système capitaliste, sa nature immuable d'opresseur et d'exploiteur, mais elle dévoilait aussi la démagogie et l'hypocrisie de tous les révisionnistes modernes qui fardaient l'ordre capitaliste.

Mais, alors que le mouvement révolutionnaire croissait et se consolidait dans le monde entier, que le capitalisme était pris toujours plus durement dans l'étau de la crise et que le révisionnisme khrouchtchévien et les autres courants du révisionnisme moderne étaient de plus en plus démasqués aux yeux du prolétariat et des peuples, sur la scène mondiale apparut ouvertement le révisionnisme chinois. Celui-ci se fit le proche allié de l'impérialisme américain et de la grande bourgeoisie internationale pour étouffer et saboter les luttes révolutionnaires du prolétariat et des peuples.

La situation qui s'est créée aujourd'hui dans le monde est assez complexe. Dans l'arène internationale agissent à présent diverses forces impérialistes et social-impérialistes qui, d'une part, luttent de concert contre la révolution et la liberté des peuples et, d'autre part, s'affrontent et s'empoignent pour s'arracher des débouchés, des zones d'influence et l'hégémonie. A la rivalité soviéto-américaine pour la domination du monde sont venues s'ajouter maintenant les prétentions expansionnistes du social-impérialisme chinois, les convoitises rapaces du militarisme japonais, les efforts de l'impérialisme ouest-allemand en vue de s'assurer de nouveaux espaces vitaux, la féroce concurrence du Marché commun européen, qui a tourné ses regards vers les anciennes colonies.

Tout cela a encore aggravé les multiples contradictions du monde capitaliste et révisionniste. Dans le même temps, non seulement la perspective de la révolution et de la libération des peuples ne s'est

pas assombrie à la suite de la trahison des révisionnistes titistes, soviétiques, chinois, et autres, mais après un recul momentané, la révolution amorce maintenant un nouvel essor. A coup sûr, elle ira de l'avant dans la voie que lui a tracée l'histoire et elle triomphera à l'échelle mondiale.

Rien ne peut faire échapper l'impérialisme, le capitalisme et le révisionnisme à la vengeance impitoyable du prolétariat et des peuples, rien ne peut les sauver des profondes contradictions antagonistes et des crises continuelles, des révolutions; d'une mort inéluctable. C'est précisément cette situation qui pousse l'impérialisme à chercher de nouveaux chemins et de nouvelles voies, à échafauder de nouvelles stratégies et de nouvelles tactiques pour échapper à la catastrophe qui l'attend.

La stratégie de l'impérialisme mondial

L'impérialisme américain et les autres Etats capitalistes ont lutté et luttent toujours pour maintenir leur hégémonie dans le monde, pour sauvegarder le système capitaliste et néo-colonialiste, pour sortir le moins éprouvés possible de la grave crise qui les tenaille. Ils se sont efforcés sans cesse d'empêcher les peuples et le prolétariat de réaliser leurs aspirations révolutionnaires et libératrices. Dans la lutte pour atteindre ces objectifs, le rôle principal appartient à l'impérialisme américain, qui domine ses partenaires politiquement, économiquement et militairement.

Les ennemis de la révolution et des peuples cherchent à donner l'impression que les changements survenus dans le monde et les revers essuyés par le socialisme ont créé une situation tout à fait différente de la situation antérieure. Aussi l'impérialisme américain et la bourgeoisie capitaliste mondiale, le social-impérialisme soviétique et le social-impérialisme chinois, le révisionnisme moderne et la social-démocratie, bien que divisés par de dures contradictions, sont en quête d'un modus vivendi, d'une «nouvelle société» hybride pour maintenir sur pied le système bourgeois-capitaliste, conjurer les révolutions et poursuivre leur oppression et leur exploitation des peuples sous de nouvelles formes et avec de nouvelles méthodes.

L'impérialisme et le capitalisme ont finalement compris qu'ils ne peuvent plus maintenant exploiter les peuples suivant les méthodes antérieures; aussi, tant que leur système n'est pas mis en péril, leur faut-il consentir quelques concessions sans conséquence pour maintenir les masses sous le joug. Et cela, ils entendent le faire à travers les investissements et les crédits qu'ils accordent aux

Etats et aux cliques qu'ils ont soumis à leur influence, ou par les armes, c'est-à-dire par des guerres locales, soit en y participant directement soit en poussant un Etat contre un autre. Les guerres locales servent au capital mondial à maintenir encore mieux sous son hégémonie les pays qui tombent dans son piège.

Tous les «théoriciens» au service du capital mondial, à l'Ouest et à l'Est, s'efforcent de trouver des appellations à cette «société nouvelle». Actuellement, ils ont trouvé cette «nouvelle» forme de société dans la société capitaliste-révisionniste de l'Union soviétique, qui n'est qu'une société dégénérée, ils l'ont trouvée dans le système capitaliste de l'«autogestion» yougoslave et dans certains régimes dits d'orientation socialiste du tiers monde: Ils cherchent aussi à trouver une «société nouvelle» capitaliste de ce type dans la variante chinoise qui tend maintenant à se cristalliser.

Des déclarations ayant force de programme faites le 22 mai 1977 par le président Carter, et exposant la ligne d'une politique prétendument nouvelle des Etats-Unis d'Amérique, il ressort clairement que la caractéristique générale et fondamentale de cette «nouvelle politique», dans les conditions actuelles, c'est la lutte de cette superpuissance pour faire face à la révolution prolétarienne et aux luttes de libération nationale des peuples, qui aspirent à s'affranchir du joug du grand capital mondial, en particulier de l'impérialisme américain et du social-impérialisme soviétique.

Le monde capitaliste, comme nous l'avons indiqué plus haut, cherche une issue pour sortir, ne fût-ce que temporairement, du gouffre où il s'enfonce. Cette issue, l'impérialisme américain,

naturellement, s'emploie à la trouver en coordonnant si possible ses efforts avec le social-impérialisme soviétique, avec ses alliés de l'O.T.A.N., avec la Chine et avec d'autres pays capitalistes industrialisés. Carter, faisant appel aux pays de l'Est, de l'Ouest et aux pays de l'O.P.E.P., leur a demandé d'oeuvrer ensemble pour «aider effectivement les pays les plus pauvres». L'impérialisme américain présente cette collaboration comme étant la seule solution et la seule voie susceptible de prévenir les guerres.

Dans son discours, le président américain a dit qu'à présent «nous sommes délivrés de cette peur permanente du communisme, qui nous poussait naguère à nous jeter dans les bras de tout dictateur éprouvant la même peur».

Naturellement, lorsque Carter, ce fidèle représentant de l'impérialisme le plus sanguinaire de notre époque, parle de «délivrance de la peur du communisme», il entend le communisme à la yougoslave, à la khrouchtchévienne, à la chinoise, qui n'a de communiste que le masque, mais la bourgeoisie capitaliste ne s'est jamais délivrée ni ne se délivrera jamais de la peur du communisme authentique. Au contraire, le communisme authentique a épouvané et épouvantera toujours plus l'impérialisme et le social-impérialisme. Cette peur et cette épouvante obligent les impérialistes et les révisionnistes à s'accorder, à coordonner leurs plans et à rechercher des formes aussi appropriées que possible pour prolonger l'existence de leur pouvoir d'oppression et d'exploitation.

En ces moments de profonde crise économique, politique et militaire, les impérialistes américains s'efforcent de consolider et de mettre à profit les victoires de l'impérialisme, remportées à la suite de la trahison du révisionnisme moderne en Union soviétique, dans les ex-pays de démocratie populaire et en Chine, et de s'en servir comme d'une barrière pour faire échec à la révolution et à la lutte révolutionnaire de libération du prolétariat et des peuples.

Le président américain avoue également que c'est par peur du communisme que les capitalistes et les impérialistes ont approuvé et soutenu, dans le passé, des dictateurs fascistes comme Mussolini, Hitler, Hiro-Hito, Franco et autres. Dans leurs pays respectifs, ces dictatures fascistes ont été la dernière arme de la bourgeoisie capitaliste et de l'impérialisme mondial contre l'Union soviétique du temps de Lénine et de Staline et contre la révolution prolétarienne mondiale.

Avec une certaine assurance, le président américain déclare que les Etats communistes (révisionnistes, cela s'entend) ont changé d'aspect et, en cela, il ne se trompe point. Il affirme aussi que «ce système ne pouvait durer indéfiniment sans évoluer». Naturellement, il confond la trahison révisionniste et le véritable système socialiste, le communisme. L'impérialisme américain considère le système soviétique khrouchtchévien comme une victoire du capitalisme mondial et il en déduit que la menace de conflit avec l'Union soviétique est devenue moins intense, bien qu'il ne nie pas les contradictions qui l'y opposent, ni leur rivalité pour l'hégémonie.

Selon Carter, le gouvernement américain fera tous ses efforts pour maintenir le statu quo. En d'autres termes, tant l'impérialisme américain que les autres Etats impérialistes s'efforceront de préserver et de renforcer leurs positions dans le monde, quant aux désaccords qui peuvent exister et qui existent effectivement entre eux et les pays amis et alliés, ils espèrent les régler ensemble dans le cadre de ce statu quo.

En conclusion, dit Carter, «la politique américaine doit être fondée sur une nouvelle et plus vaste mosaïque des intérêts globaux, régionaux et bilatéraux». Après avoir analysé cette nouvelle et large «mosaïque» des intérêts globaux, régionaux et bilatéraux, il réaffirme que «les Etats-Unis respecteront tous leurs engagements envers l'O.T.A.N., qui doit être une organisation puissante, que l'alliance des Etats-Unis avec les grandes démocraties industrialisées est indispensable, parce qu'elle défend les mêmes valeurs, et que nous devons tous à cette fin lutter pour une vie meilleure».

Comme on le voit, les Etats-Unis aussi joignent leurs efforts à ceux des révisionnistes modernes soviétiques, des révisionnistes chinois et des «grandes démocraties industrialisées», pour créer une «réalité nouvelle», un «monde nouveau». En d'autres termes, par la démagogie, la politique des Etats-Unis d'Amérique s'efforce de s'adapter aux situations créées. Pour sauvegarder le statu quo, freiner l'hégémonie soviétique, affaiblir le social-impérialisme soviétique, attirer la Chine à eux afin de l'engager toujours plus profondément dans le camp impérialiste, pour étouffer les luttes

révolutionnaires du prolétariat et des peuples, les Etats-Unis doivent faire quelques concessions politiques mensongères. Mais ils ne font aucune concession militaire, aucune concession dans leur politique de maintien des Etats et des peuples sous leur joug et sous leur contrôle, dans leur politique d'exploitation des richesses nationales des autres pays à leur propre profit et à celui des pays industrialisés.

Voilà quelle est la «nouvelle politique» des Etats-Unis d'Amérique. Pour nous il est clair que ce n'est nullement une politique nouvelle, mais toujours la même politique impérialiste, rapace; néo-colonialiste, une politique d'asservissement et d'exploitation jusqu'à la moelle des peuples et de leurs ressources, une politique d'extinction des révolutions et des luttes de libération nationale. L'impérialisme américain cherche maintenant à appliquer sur cette politique ancienne et immuable, une peinture soi-disant nouvelle, une peinture fraîche, afin de fournir aux éléments contre-révolutionnaires, au pouvoir ou non, une arme pour combattre le communisme, qui dresse les peuples et le prolétariat dans les luttes de libération et la révolution.

Contrairement à ce que soutient la théorie chinoise des «trois mondes», qui est une théorie capitaliste et révisionniste mensongère, l'impérialisme américain continue d'être à l'offensive. Il s'efforce de préserver ses anciennes alliances et d'en créer de nouvelles à son avantage et au désavantage du social-impérialisme soviétique et de quiconque peut menacer la puissance impérialiste américaine. Il s'emploie surtout à renforcer l'O.T.A.N., qui a été et demeure une organisation politique et militaire agressive.

Dans tout leur jeu stratégique, les Etats-Unis n'enveniment pas outre mesure leurs relations avec l'Union soviétique, ils poursuivent avec elle les négociations S.A.L.T., indépendamment du fait que Carter a déclaré qu'il produira la bombe à neutron. Néanmoins, entre les Etats-Unis et l'Union soviétique se manifeste une tendance au maintien du statu quo.

Naturellement, si les Etats-Unis et l'O.T.A.N. s'efforcent de maintenir le statu quo avec l'Union soviétique, il n'en existe pas moins des contradictions entre eux, mais ces contradictions ne sont pas encore arrivées au point de justifier les thèses chinoises selon lesquelles la guerre en Europe est imminente.

L'impérialisme américain soutient actuellement la Chine pour qu'elle se renforce militairement et économiquement. Les capitaux américains affluent dans ce pays, où de grands investissements sont faits sous forme de crédits ouverts par les principales banques américaines mais aussi par l'Etat américain.

Les Etats-Unis jouent la carte de la Chine avec force, mais avec circonspection. Dans le même temps, ils continuent de jouer la carte du Japon. Ils souhaitent ne pas voir les eaux se troubler entre eux et le Japon, ils entendent s'aider dans un esprit de réciprocité afin que le Japon, selon les visées des Américains, puisse se renforcer et devenir comme un Israël en Extrême-Orient, dans le Pacifique, le Sud-Est asiatique et, pourquoi pas, quand il le faudra et en temps voulu, agir aussi contre la Chine.

C'est dans cette situation que la Chine a signé un traité d'amitié et de collaboration avec le Japon. Mais ce traité prend déjà et prendra à l'avenir de nouvelles et plus grandes dimensions, aux incidences multiples, odieuses et dangereuses pour les destinées du monde, du fait que le Japon et la Chine établiront entre eux une étroite collaboration économique et militaire, qui visera à la création de sphères d'influence, séparées ou communes, surtout en Asie, en Australie et dans toute la zone du Pacifique. Cette collaboration, naturellement, s'édifiera d'abord à l'ombre de l'alliance avec les Etats-Unis et de la propagande pour la guerre contre le social-impérialisme soviétique. L'alliance sino-japonaise a pour but principal de freiner et d'affaiblir l'Union soviétique, de la chasser de Sibérie, de Mongolie et d'ailleurs, d'éliminer son influence dans toute l'Asie et l'Océanie, dans tous les pays membres de l'A.S.E.A.N.

C'est là la stratégie de l'impérialisme américain, mais en même temps aussi celle de l'impérialisme chinois et du militarisme japonais. Les Etats Unis s'efforceront de venir en aide à la Chine et au Japon et de les maintenir sous leur direction, de resserrer leur alliance avec eux et de les lancer contre l'Union soviétique. Pourtant, il se peut aussi qu'un jour la politique diabolique, hypocrite, impériale, sans principes et d'esprit impérialiste et militariste de la Chine et du Japon s'oppose à la

superpuissance qui les a aidés à se redresser, tout comme le fit autrefois l'Allemagne, qui au temps de Hitler, devint une redoutable puissance fasciste, attaqua les alliés des Etats-Unis et entra en guerre même avec ceux-ci.

Les Etats-Unis tâchent de maintenir l'équilibre entre la puissance chinoise et la puissance japonaise grandissante. Mais un beau matin, cet équilibre leur échappera des mains et l'alliance impérialiste et militariste sino-japonaise deviendra un danger non seulement pour l'Union soviétique mais pour les Etats-Unis eux-mêmes, car les intérêts de ces deux grands pays impérialistes asiatiques que sont la Chine et Japon, concordent dans leurs desseins de dominer en Asie et ailleurs, et d'affaiblir l'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique.

A l'O.T.A.N., les Etats-Unis ont une position prépondérante et une grande influence militaire, politique et économique. Néanmoins, en dépit de son unité interne, l'O.T.A.N. a commencé à se différencier, quant à l'influence respective de ses membres, chacun d'eux cherchant à prendre le pas sur les autres.

Dans cette organisation la position de la République fédérale allemande se renforce d'année en année. Sa puissance économique et politique ainsi que son commerce d'armes dépasse les frontières du Marché commun européen. Actuellement, on peut dire que la politique de l'Allemagne occidentale prend les traits d'un revanchisme totalitaire fasciste, qui cherche à créer ses propres zones d'influence. Cela, naturellement, n'est guère du goût ni de l'Angleterre ni de la France, les deux autres principaux partenaires des Etats-Unis à l'O.T.A.N.

L'Allemagne occidentale recherche la réunification des deux Etats allemands, afin de créer un Etat puissant à grand potentiel militaire, qui menacera le social-impérialisme soviétique et qui puisse, dans l'éventualité d'une conflagration générale, devenir, en alliance avec le Japon et la Chine, un danger pour le monde entier. Elle a des relations particulièrement étroites avec la Chine, et se place au premier rang des Etats européens dans les échanges commerciaux avec elle. L'Allemagne occidentale est le plus grand et le plus puissant fournisseur européen de la Chine tout à la fois en crédits, en technologie et en armements modernes.

L'Angleterre et la France, elles aussi, s'intéressent beaucoup à la Chine, c'est pourquoi elles développent leurs relations avec ce pays. Mais les intérêts qui lient la Chine à Bonn sont plus considérables. Cela préoccupe l'Angleterre et la France, car en se renforçant encore plus, la République fédérale allemande peut accentuer sa domination sur les autres partenaires de l'O.T.A.N. et du Marché commun européen. Aussi observe-t-on que si le gouvernement anglais et le gouvernement français parlent tous deux d'amitié et de relations avec la Chine, ils n'oublient pas pour autant de souligner qu'ils désirent également développer encore plus leurs relations économiques et amicales avec l'Union soviétique. C'est ce que dit aussi Bonn, mais en fait le gouvernement ouest-allemand développe plus rapidement ses relations avec la Chine, qui apparaît être l'ennemi principal de l'Union soviétique. Le groupe fasciste de Strauss, les généraux hitlériens, les vrais et puissants revanchards de Bonn, s'affichent ouvertement comme les alliés les plus proches de la Chine. Voilà pourquoi la Chine ne regarde pas l'Allemagne fédérale du même oeil qu'elle regarde la France et l'Angleterre.

La stratégie du social-impérialisme Soviétique

A peine se furent-ils emparés du pouvoir en Union soviétique, les khrouchtchéviens se fixèrent pour principal objectif de détruire la dictature du prolétariat, de restaurer le capitalisme et de faire de l'Union soviétique une superpuissance impérialiste.

Khrouchtchev et son groupe, ayant consolidé leurs positions après la mort de Staline, entreprirent avant tout une attaque contre l'idéologie marxiste-léniniste et ils engagèrent la lutte pour la répudiation du léninisme en attaquant Staline et en le couvrant de toutes les calomnies depuis longtemps fabriquées par l'abjecte propagande de la bourgeoisie capitaliste mondiale. Les khrouchtchéviens répondirent ainsi aux vœux du capital et se firent ses porte-parole contre

l'idéologie marxiste-léniniste et la révolution en Union soviétique. Ils se mirent en devoir de liquider de façon systématique toute la structure socialiste de l'Union soviétique, ils luttèrent pour libéraliser le système soviétique, convertir l'Etat de dictature du prolétariat en Etat bourgeois et réaliser la transformation capitaliste de l'économie et de la culture socialistes.

Devenue un pays révisionniste, un Etat social-impérialiste, l'Union soviétique édifia sa propre stratégie et sa propre tactique. Les khrouchtchéviens mirent au point une politique qui leur permit de masquer toute leur activité à l'aide d'une phraséologie léniniste. Ils élaborèrent leur idéologie révisionniste de façon à la faire passer aux yeux du prolétariat et des peuples pour un «marxisme-léninisme de l'époque nouvelle», de façon à dire aux communistes, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, qu'«en Union soviétique se poursuivait la révolution dans les nouvelles conditions politiques, idéologiques et économiques de l'évolution mondiale» et que non seulement cette révolution s'y poursuivait, mais que ce pays en était soi-disant à la phase de l'édification d'une société communiste sans classes, où le parti et l'Etat étaient en passe de s'éteindre.

Le parti a été dépouillé de ses attributs d'avant-garde de la classe ouvrière, d'unique force politique dirigeante de l'Etat et de la société, et converti en un parti dominé par les *apparatchiks* et les agents du K.G.B. Les révisionnistes soviétiques ont intitulé leur parti «parti du peuple tout entier », mais ils l'ont réduit à un état où il ne peut plus être le parti de la classe ouvrière, étant devenu celui de la nouvelle bourgeoisie soviétique.

D'autre part, les révisionnistes soviétiques ont prôné la coexistence pacifique khrouchtchéviennne comme la ligne générale du mouvement communiste international et proclamé la «compétition pacifique avec l'impérialisme américain» comme la voie de la victoire du socialisme en Union soviétique et dans d'autres pays. Ils ont déclaré également que la révolution prolétarienne s'était soi-disant engagée dans une nouvelle phase et qu'elle pouvait triompher aussi par d'autres voies que celle de la prise violente du pouvoir par le prolétariat. Selon eux, on pouvait accéder au pouvoir par la voie pacifique, parlementaire et démocratique, à travers des réformes.

Spéculant sur le nom de Lénine et du Parti bolchevik, les révisionnistes khrouchtchéviens n'ont ménagé aucun effort pour imposer à tous les partis communistes du monde cette ligne antimarxiste qui était la leur, cette révision générale de la théorie marxiste-léniniste. Ils souhaitaient voir les partis communistes et ouvriers du monde se rallier à cette ligne révisionniste et se transformer en des partis contre-révolutionnaires, en des instruments aveugles de la dictature bourgeoise pour servir le capitalisme.

Mais ils n'y sont pas parvenus entièrement, comme ils le souhaitaient, et cela en premier lieu parce que le Parti du Travail d'Albanie s'en est tenu inébranlablement à l'application conséquente du marxisme-léninisme et à la défense de sa pureté. A ces moments-là, il se trouva aussi d'autres partis qui, pour des motifs non purement marxistes-léninistes, hésitèrent, ne souscrivirent pas totalement aux orientations khrouchtchéviennes, certains d'entre eux y adhérèrent du bout des lèvres, pour finalement se soumettre. A l'époque, le Parti communiste chinois aussi s'opposa aux khrouchtchéviens, mais, comme le montrent les faits, il poursuivait des desseins et des objectifs tout à fait contraires à ceux qui poussèrent le Parti du Travail d'Albanie à se lancer dans la lutte contre le révisionnisme khrouchtchévien.

A leur avènement au pouvoir, les khrouchtchéviens préparèrent aussi la plate-forme de leur politique extérieure. Tout comme l'impérialisme américain, le social-impérialisme soviétique a fondé sa politique extérieure sur l'expansion et l'hégémonie, à travers la course aux armements, les pressions et les chantages, l'agression militaire, économique et idéologique. Cette politique visait à établir la domination social-impérialiste dans le monde entier.

Dans les pays du Comecon, l'Union soviétique mène une politique typiquement néo-colonialiste. Les économies de ces pays ont été converties en appendices de l'économie soviétique. Pour pouvoir maintenir ces pays sous son joug, l'Union soviétique use du Pacte de Varsovie, celui-ci lui permettant d'y installer de nombreuses forces militaires, qui ne diffèrent en rien des armées d'occupation. Le Pacte de Varsovie est un pacte militaire agressif qui sert la politique de pressions, de chantages et d'interventions armées du social-impérialisme soviétique. C'est cette politique néo-

colonialiste que servent aussi les «théories» révisionnistes-impérialistes de la «communauté socialiste», de la «division socialiste du travail», de la «souveraineté limitée», de l'«intégration économique socialiste», etc.

Mais le social-impérialisme soviétique ne se contente pas de la domination qu'il exerce sur ses Etats satellite. Tout comme les autres Etats impérialistes, l'Union soviétique lutte maintenant pour conquérir de nouveaux marchés, des sphères d'influence, pour investir ses capitaux dans divers pays, accaparer des sources de matières premières et étendre son néo-colonialisme en Afrique, en Asie, en Amérique latine et ailleurs.

Poursuivant sa politique d'expansion et d'hégémonie, le social-impérialisme soviétique a mis au point tout un plan stratégique comportant une série d'actions économiques, politiques, idéologiques et militaires.

Dans le même temps, les révisionnistes soviétiques, afin de saper les révolutions et les luttes de libération des peuples, usent des mêmes méthodes et moyens d'action que les impérialistes américains. Généralement, les social-impérialistes agissent par le truchement des partis révisionnistes, leurs instruments, mais, selon le cas et les circonstances, ils cherchent aussi à corrompre et à acheter des cliques dominantes dans les pays peu développés, ils offrent des «aides» économiques asservissantes pour s'y implanter, attisent des conflits armés entre diverses cliques, en soutenant l'une ou l'autre, fomentent des complots et des coups d'Etat afin de porter au pouvoir des régimes pro-soviétiques, recourent à l'intervention militaire directe, Comme ils l'ont fait, de concert avec les Cubains, en Angola, en Ethiopie et ailleurs.

Les social-impérialistes soviétiques se livrent à leur ingérence et à leurs actions hégémonistes et néo-colonialistes sous le couvert de l'aide et du soutien à prêter aux forces révolutionnaires, à la révolution, à l'édification du socialisme. En fait, ils aident la contre-révolution.

L'Union soviétique révisionniste cherche à s'ouvrir la voie pour réaliser ses plans expansionnistes, néo-colonialistes, en cherchant à faire croire qu'elle poursuit une politique léniniste et internationaliste, qu'elle est l'alliée, l'amie et le défenseur des nouveaux Etats nationaux, des pays peu développés, etc. Les révisionnistes soviétiques soutiennent que ces pays peuvent avancer avec succès dans la voie de la liberté et de l'indépendance, et même du socialisme, s'ils se lient à l'Union soviétique et à la prétendue communauté socialiste, qu'ils proclament être la «principale force motrice de l'évolution mondiale actuelle». A cette fin, ils ont inventé, entre autres, les théories de la «voie non capitaliste de développement», et de l'«orientation socialiste».

La stratégie des social-impérialistes soviétiques, contrairement à ce qu'ils prétendent, n'a rien de commun avec le socialisme et le léninisme. C'est la stratégie d'un Etat impérialiste rapace, qui cherche à étendre son hégémonie et sa domination sur tous les continents et sur tous les pays.

Cette politique hégémoniste et néo-colonialiste que pratique l'Union soviétique révisionniste, se heurte, et il ne peut en être autrement, à la politique menée par les Etats-Unis et depuis quelque temps aussi par la Chine. Ainsi s'affrontent les intérêts des impérialistes dans leur lutte pour un nouveau partage du monde. Ce sont précisément ces intérêts et cette lutte qui opposent les superpuissances entre elles, qui poussent chacune d'elles à user de toutes les forces et de tous les moyens dont elle dispose pour affaiblir sa rivale ou ses rivales, aussi longtemps que ces heurts n'ont pas atteint le degré d'âpreté qui les fasse se jeter dans des affrontements armés.

La stratégie du social-impérialisme chinois

Le cours des événements et les faits témoignent de plus en plus clairement que la Chine s'enfonce chaque jour davantage dans le révisionnisme, le capitalisme et l'impérialisme. Dans cette voie, elle s'emploie à mener à bien une série de tâches stratégiques, à l'échelle nationale et internationale.

A l'échelle nationale, le social-impérialisme chinois s'est fixé pour tâche d'abolir toute mesure de caractère socialiste qui a pu être prise après la libération, d'édifier dans le pays un système

capitaliste à la base et à la superstructure, et de faire de la Chine à la fin de ce siècle une grande puissance capitaliste à travers la réalisation de ce qu'on appelle là-bas les «quatre modernisations», de l'industrie, de l'agriculture, de l'armée et de la science.

Le social-impérialisme chinois lutte pour établir dans le pays une organisation qui assure la domination de l'ancienne et de la nouvelle bourgeoisie capitaliste chinoise sur son peuple. Cette organisation et cette domination, le révisionnisme chinois cherche à les instaurer par la voie fasciste, par le fouet et la répression. Il s'emploie à créer l'unité entre l'armée et les arrières, afin que celles-ci servent cette armée de répression.

Les formes et les méthodes qui ont attiré le plus l'attention de la direction chinoise en vue de leur application en Chine sont les titistes, en particulier le système d'«autogestion» yougoslave. De nombreuses commissions et délégations chinoises de tous les secteurs et branches sont chargées, d'étudier sur place ce système et l'expérience du «socialisme» capitaliste yougoslave, en général.

Ce système et cette expérience ont déjà commencé à être mis en oeuvre en Chine. Mais, par ailleurs, les dirigeants révisionnistes de la Chine sont obligés de constater les échecs de l'«auto-gestion» titiste, de tenir compte du fait que les conditions dans leur pays diffèrent totalement de celles de la Yougoslavie. En outre, ils trouvent indispensable d'emprunter également beaucoup de formes et de méthodes capitalistes, qui, selon eux, ont prouvé leur «efficacité» aux Etats-Unis, en Allemagne occidentale, au Japon et dans d'autres pays bourgeois. Apparemment, le système capitaliste qui est en passe de s'édifier et de se développer en Chine, sera un croisement de diverses formes et méthodes révisionnistes-capitalistes et traditionnelles chinoises.

Pour devenir une grande puissance capitaliste, le révisionnisme chinois a besoin d'une période de paix. C'est à cette nécessité que se rattache le slogan du «grand ordre» lancé au XI^e Congrès du parti chinois. Afin d'établir un tel «ordre», il leur faut, d'une part, instaurer un régime capitaliste de type dictatorial fasciste et, d'autre part, préserver à tout prix la paix et le compromis entre les groupes rivaux qui ont existé et existent toujours dans le parti et l'Etat chinois. Quant à savoir à quel point cette paix et cet ordre seront assurés, cela, l'avenir le montrera.

La politique des dirigeants chinois, qui veulent faire de la Chine une superpuissance, vise à profiter économiquement et militairement de l'impérialisme américain ainsi que des autres pays capitalistes développés, alliés des Etats-Unis.

Cette politique de la Chine a suscité un grand intérêt dans le monde capitaliste, particulièrement - celui de l'impérialisme américain, qui y voit un important soutien à sa stratégie tendant à main-tenir sur pied le capitalisme et l'impérialisme, à renforcer le néo-colonialisme, à réprimer les révolutions, à étouffer le socialisme et à affaiblir son rival, l'Union soviétique.

L'impérialisme américain souhaite, comme l'a déclaré Carter, «collaborer étroitement avec les Chinois». Il a souligné que «nous considérons les relations sino-américaines comme un élément fondamental de notre politique globale et la Chine comme une force clé pour la paix». La Chine, de son côté, est pour une coexistence pacifique aussi étroite que possible avec les Etats-Unis d'Amérique.

Par ces conceptions et prises de position, la Chine se met au rang des Etats bourgeois-capitalistes qui fondent leur existence en tant qu'Etat sur l'impérialisme américain. Désormais, ce tournant de la Chine vers l'impérialisme, comme font fait avant elle l'Union soviétique et d'autres, devient chaque jour davantage une réalité. Cela, les impérialistes eux-mêmes le constatent et, se réjouissant de cette «réalité nouvelle», ils déclarent que «les conflits idéologiques qui opposèrent les Etats-Unis, l'Union soviétique et la Chine dans les années 50, sont actuellement moins marqués, et la nécessité d'une collaboration entre les superpuissances se fait toujours plus sentir. . .»

Les impérialistes américains et le président Carter se montrent prêts à aider la Chine à renforcer son économie et son armée, assurément dans la mesure où cela ne lèse pas leurs intérêts. Ils flattent les dirigeants révisionnistes chinois, car la stratégie de la Chine représente une aide considérable pour les visées hégémonistes de l'impérialisme américain.

La Chine applaudit aux prises de positions et aux actions américaines contre l'Union soviétique révisionniste, cherchant par là à faire croire que ces attitudes sont soi-disant à l'avantage de la

révolution et qu'elles contribuent à affaiblir la grande puissance la plus dangereuse au monde, le social-impérialisme soviétique. De son côté, l'impérialisme américain applaudit aux prises de position et aux actions de la Chine contre l'Union soviétique révisionniste, car, comme l'a dit l'un des plus proches collaborateurs de Carter, «le conflit sino-soviétique crée une sorte de structure globale plus pluraliste», que l'impérialisme américain juge préférable et compatible avec sa conception «de la façon dont le monde doit être organisé», partant, de la manière dont il faut pousser les autres à s'entre-dévorer en sorte que les Etats-Unis dominent plus facilement le monde. La politique pragmatiste et confuse de la Chine l'a conduite à s'allier à l'impérialisme américain et à proclamer le social-impérialisme soviétique ennemi et danger principal. Demain, lorsque la Chine verra qu'elle a atteint son objectif, qui est d'affaiblir le social-impérialisme soviétique, lorsqu'elle verra, selon sa propre logique, que l'impérialisme américain se renforce, alors, comme elle s'appuie sur un impérialisme pour combattre l'autre, elle pourra porter sa lutte sur l'autre flanc. L'impérialisme américain pourra alors devenir à ses yeux plus dangereux, et elle-même, automatiquement, adoptera l'attitude contraire.

C'est là une possibilité réelle. A leur VIII^o Congrès tenu en 1956, les révisionnistes chinois jugeaient que le danger principal était l'impérialisme américain. Par la suite, à leur IX^o Congrès tenu en avril 1969, ils déclaraient que les deux superpuissances, l'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique, représentaient toutes deux le danger principal. Plus tard encore, après leur X^o Congrès tenu en août 1973 et à leur XI^o Congrès, ils ont déclaré ennemi principal le seul social-impérialisme soviétique. Avec de tels flottements, et une telle politique pragmatiste, il n'est pas impossible que leur XII^o ou XIII^o Congrès soutienne le social-impérialisme soviétique et proclame ennemi principal l'impérialisme américain, et cela jusqu'à ce que la Chine aussi atteigne son but devenir une grande puissance capitaliste mondiale. Quel rôle jouera-t-elle alors dans l'arène internationale? Ce ne sera jamais un rôle révolutionnaire, mais un rôle régressif, contre-révolutionnaire.

La politique extérieure chinoise a pour orientation importante l'alliance avec le Japon. Cette alliance raciste de ces deux Etats, récemment scellée par le traité sino-japonais, vise, comme nous venons de le souligner, à réaliser les plans stratégiques de la Chine et du Japon pour dominer de concert l'Asie, les pays de l'A.S.E.A.N. et l'Océanie. Ce traité et l'amitié avec le Japon sont nécessaires aux révisionnistes chinois pour pouvoir, avec les militaristes japonais, menacer le social-impérialisme soviétique et, si possible, liquider celui-ci et son influence en Asie.

Mais la Chine cherche aussi à profiter de ses liens avec le Japon pour en obtenir des crédits et pour importer de la technique, de la technologie et des armements en vue de réaliser ses ambitions de grande puissance. Elle attache à sa collaboration économique multiforme avec le Japon une si grande importance que plus de la moitié de son commerce extérieur se fait vers ce pays.

Dans la mise en oeuvre de sa politique expansionniste, la Chine social-impérialiste s'emploie à étendre le plus possible son influence en Asie. Actuellement, elle n'en a aucune en Inde, où les Etats Unis comme l'Union soviétique ont des intérêts particuliers ou communs dans le cadre de l'évolution de la situation et des futures alliances. La Chine souhaite améliorer tant soit peu ses relations diplomatiques avec l'Inde. Mais celle-ci a de grandes prétentions sur le Tibet. Elle luttera pour liquider même le peu d'influence que la Chine peut avoir au Pakistan, car celui-ci est un pays stratégique limitrophe de l'Iran et de l'Afghanistan. C'est là que commencent les rivalités pour le grand bassin pétrolifère du Moyen-Orient, où domine l'impérialisme américain. La Chine a beaucoup de mal à y pénétrer. Elle entend mener une politique contraire aux intérêts des peuples arabes et favorable aux intérêts américains, jusqu'à ce quelle se soit renforcée elle-même. En même temps, elle aidera les Etats-Unis à se dresser, de concert avec des pays tels que l'Iran, l'Arabie Saoudite et autres, comme une puissante barrière contre la pénétration politique, économique et militaire de l'Union soviétique dans cette zone vitale de l'impérialisme américain et de l'impérialisme européen.

Pour réaliser leurs desseins, les social-impérialistes chinois consacrent une attention particulière à l'Europe occidentale. Leur objectif est de l'opposer au social-impérialisme soviétique. Aussi

soutiennent-ils par tous les moyens l'O.T.A.N. et l'alliance des pays européens avec les Etats-Unis., le Marché commun européen et l'«Europe unie».

Dans son plan stratégique, la Chine social-impérialiste vise à étendre son influence et son hégémonie dans les pays du «tiers monde», comme elle les qualifie. La théorie du «tiers monde» revêt une grande importance pour la Chine. Cette «théorie», Mao Tsétoung ne l'a pas formulée en rêveur, mais avec des objectifs hégémonistes bien définis, afin que la Chine domine le monde. Ses successeurs poursuivent la même stratégie que lui et Chou En-lai.

Les visées stratégiques chinoises s'étendent aussi sur ce qu'on appelle le «monde des non alignés», vanté par le titisme. Entre ces «mondes», il n'y a guère de différence, ils s'interpénètrent. Il est difficile de préciser quels sont les Etats qui font partie du «tiers monde» et ce qui les différencie des «pays non alignés», quels sont les Etats inclus dans les «non alignés» et ce qui les distingue des pays du «tiers monde». Ainsi, de quelque manière qu'on les dénomme, il s'agit toujours des mêmes Etats.

C'est là aussi une des raisons pour lesquelles la direction chinoise attache une si grande importance aux rapports très amicaux, au niveau des Etats et des partis, avec Tito et la Yougoslavie, dans tous les domaines, idéologique, politique, économique, militaire.

La communauté de vues des révisionnistes chinois et des révisionnistes yougoslaves ne les empêche pas de mettre à profit leur amitié cordiale pour leurs objectifs propres.

Tito cherche à exploiter les déclarations de Houa Kouo-feng sur sa fidélité et celle du parti yougoslave envers le marxisme-léninisme, sur le caractère socialiste de l'«autogestion», sur la politique intérieure et extérieure «marxiste-léniniste» menée soi-disant par les titistes, afin de montrer que la dénonciation dont il a été l'objet pour ses déviations antimarxistes, sa politique chauvine, réactionnaire, pro-impérialiste, et pour son révisionnisme, ne serait qu'une calomnie des stalinien et, sur cette base, il cherche à grandir son renom à l'échelle internationale.

De son côté, Houa Kouo-feng met à profit les relations avec la Yougoslavie pour ce qu'on appelle l'ouverture de la Chine vers l'Europe. Les révisionnistes chinois s'efforcent également d'utiliser leur amitié avec les titistes, qui se posent en champions du «non-alignement», comme un canal important à, travers lequel ils pourraient pénétrer dans les «pays non alignés» et y établir leur domination. Ce n'est pas sans intention que, pendant son voyage en Yougoslavie, Houa Kouo-feng a porté aux nues le mouvement des «non alignés» comme une «force considérable dans la lutte des peuples du monde contre l'impérialisme, le colonialisme et l'hégémonisme». Il a chanté les louanges de ce mouvement et de Tito, parce qu'il rêve de prendre ce mouvement en main et d'en établir le centre à Pékin.

La politique du social-impérialisme chinois est, dans toutes ses orientations, la politique d'une grande puissance impérialiste, une politique contre-révolutionnaire et belliciste, aussi sera-t-elle toujours plus haïe, rejetée et combattue par les peuples.

Les superpuissances impérialistes que nous venons d'évoquer, resteront impérialistes et bellicistes, et, si ce n'est aujourd'hui, demain elles plongeront le monde dans une grande guerre atomique.

L'impérialisme américain s'efforce d'enfoncer toujours plus profondément ses griffes dans les économies des autres peuples, tandis que le social-impérialisme soviétique, qui vient à peine de les sortir, cherche à les planter dans divers pays du monde pour s'y créer, lui aussi, des positions néocolonialistes et impérialistes, puis pour les renforcer. Mais il existe aussi l'«Europe unie», liée à travers l'O.T.A.N., aux Etats-Unis, qui a des tendances impérialistes non pas globales, mais au niveau de certains de ses membres. D'autre part, la Chine, qui cherche à devenir une superpuissance, ainsi que le militarisme japonais qui s'est redressé, sont entrés eux aussi dans la danse. Ces deux impérialismes s'allient pour former une puissance impérialiste qui s'oppose aux autres. Dans ces conditions, s'accroît encore le grand danger d'une guerre mondiale. Les alliances actuelles existent, mais elles tendront à se disloquer, en ce sens qu'elles modifieront leurs orientations mais non leur contenu.

Les belles paroles que l'on dit sur le désarmement à l'O.N.U. et dans les diverses conférences internationales organisées par les impérialistes, sont de la démagogie. Ceux-ci ont institué et ils défendent le monopole des armes stratégiques, ils pratiquent un grand commerce d'armes non pas pour assurer la paix et la sécurité des nations, mais pour tirer des surprofits et pour écraser la révolution et les peuples, pour déclencher des guerres agressives. Staline a dit:

«Les Etats bourgeois s'arment et se réarment avec frénésie. Pourquoi? Sûrement pas pour bavarder, mais pour faire la guerre. Et les impérialistes ont besoin de la guerre, car c'est le seul moyen pour procéder à un nouveau partage du monde, à un nouveau partage des débouchés, des sources de matières premières et des sphères d'utilisation du capital». (J. Staline, Oeuvres, éd. alb, t. 12, pp. 242=243).*

Dans leur rivalité, qui les conduit directement à la guerre, les superpuissances, à coup sûr, provoqueront de nombreuses guerres partielles, qu'elles fomenteront entre différents Etats du «tiers monde», des «pays non alignés» ou des «pays en voie de développement».

Le président Carter a exprimé l'idée que la guerre ne peut éclater qu'en deux points du globe, au Moyen-Orient et en Afrique. Et l'on comprend pourquoi, parce que c'est précisément dans ces deux régions du monde que les Etats-Unis ont actuellement de plus grands intérêts. C'est au Moyen-Orient que se trouve le pétrole, et en Afrique, ce riche continent, se heurtent les grands intérêts économiques et stratégiques néo-colonialistes pour le partage des marchés et les zones d'influence entre les superpuissances, qui cherchent à conserver et à renforcer leurs positions et à en conquérir de nouvelles.

Outre le Moyen-Orient et l'Afrique, les intérêts des superpuissances s'affrontent aussi dans d'autres zones, comme par exemple l'Asie du Sud-Est. Les U.S.A. et l'U.R.S.S., plus la Chine, s'efforcent d'établir leurs zones d'influence et de se partager les marchés. Cela entraîne aussi des conflits, lesquels tournent parfois en guerre locales, qui n'ont nullement pour objectif de libérer les peuples, mais de porter au pouvoir ou de destituer des cliques dominantes du capital local, qui sont tantôt pour une superpuissance tantôt pour une autre. Le social-impérialisme soviétique et l'impérialisme américain sont deux hydres en lesquelles les peuples n'ont pas confiance. Et ils n'ont pas davantage confiance dans la Chine.

Lorsque les superpuissances ne seront plus en mesure de réaliser leurs intérêts rapaces par des moyens économiques, idéologiques et diplomatiques, lorsque les contradictions auront atteint leur plus haut degré d'acuité, lorsque les accords et les «réformes» ne seront plus capables de résoudre ces contradictions, alors commencera la guerre entre elles. Aussi les peuples qui s'en-glanteront dans cette guerre, doivent-ils tout mettre en oeuvre pour ne pas être pris au dépourvu, pour saboter la guerre inter impérialiste de rapine en sorte qu'elle ne prenne pas des dimensions mondiales, et, s'ils n'y parviennent pas, pour la transformer en guerre de libération et en sortir victorieux.

Le rôle du titisme et des autres courants révisionnistes dans la stratégie globale de l'impérialisme et du social-impérialisme

Dans la lutte féroce qu'ils mènent contre la révolution, contre le socialisme et les peuples, l'impérialisme et le social-impérialisme, le capitalisme mondial et la réaction ont à leur côté les révisionnistes modernes de tous les courants. Ces renégats et traîtres contribuent à la mise en oeuvre de la stratégie globale de l'impérialisme en minant de l'intérieur, en divisant et en sabotant les efforts du prolétariat et la lutte des peuples pour s'affranchir du joug social et national. Les révisionnistes modernes se sont mis en devoir de dénigrer et de fausser le marxisme-léninisme, de désorienter les esprits et de détourner les gens de la lutte révolutionnaire, d'aider le capital à préserver et à perpétuer son système d'oppression et d'exploitation.

Parallèlement aux révisionnistes soviétiques et aux révisionnistes chinois, dont nous avons déjà parlé, **les révisionnistes titistes yougoslaves jouent un rôle de premier plan dans le grand et dangereux jeu contre-révolutionnaire.**

Le titisme est une vieille officine du capital, une arme favorite de la bourgeoisie impérialiste dans la lutte contre le socialisme et les mouvements de libération.

Les peuples de Yougoslavie ont combattu avec abnégation contre les occupants nazi-fascistes pour la liberté, la démocratie et le socialisme. Ils ont réussi à libérer le pays, mais ils ont été empêchés de poursuivre la révolution dans la voie du socialisme. La direction révisionniste yougoslave, Tito en tête, travaillée depuis longtemps dans la clandestinité par l'Intelligence Service et qui, durant la guerre, se posait en parti fidèle aux traits de la IIIe Internationale, avait en fait d'autres visées, en opposition avec le marxisme-léninisme et les aspirations des peuples de Yougoslavie à l'édification d'une société véritablement socialiste dans leur pays.

Le Parti communiste de Yougoslavie qui accéda au pouvoir avait hérité bien des erreurs de nature déviationniste. Après la Seconde Guerre mondiale, il manifesta des traits national-chauvins prononcés, qui s'étaient déjà fait jour pendant la guerre. Ces traits se concrétisèrent dans son éloignement de l'idéologie marxiste-léniniste, dans ses attitudes envers l'Union soviétique et Staline, dans ses prises de position et ses actes chauvins envers l'Albanie, etc.

Le système de démocratie populaire instauré en Yougoslavie était provisoire, il ne convenait pas à la clique au pouvoir, bien que celle-ci continuât de se dire «marxiste». Les titistes n'étaient pas pour l'édification du socialisme, ils ne voulaient pas non plus que le Parti communiste de Yougoslavie se guidât sur la théorie marxiste-léniniste et ils rejetaient la dictature du prolétariat. C'est là qu'avait son origine le conflit qui éclata entre le Bureau d'Information des Partis communistes et ouvriers et le Parti communiste de Yougoslavie. C'était un conflit idéologique entre le marxisme-léninisme et le révisionnisme et non pas un conflit de personnes à des fins de «prééminence», comme veulent le présenter les révisionnistes. Staline défendait la pureté de la théorie marxiste-léniniste, Tito, lui, défendait le courant déviationniste, révisionniste et antimarxiste du révisionnisme moderne, en marchant dans le sillage de Browder et des autres opportunistes qui se manifestèrent à la veille et pendant la Seconde Guerre mondiale.

Dans les premières années qui suivirent la libération, la direction yougoslave feignait de prendre pour exemple l'édification du socialisme en Union soviétique et elle proclama qu'elle construisait soi-disant le socialisme dans son pays. Elle le faisait pour tromper les peuples de Yougoslavie qui avaient versé leur sang et qui aspiraient au socialisme authentique.

En fait, les titistes n'étaient ni ne pouvaient être pour l'ordre social socialiste, ni pour la forme d'organisation de l'Etat soviétique, car Tito était pour le système capitaliste et pour un Etat essentiellement démocratique - bourgeois, où le pouvoir serait aux mains de sa clique. Cet Etat devait donner l'impression qu'en Yougoslavie on construisait le socialisme, mais un socialisme «spécifique», d'un «type plus humain», précisément ce genre de «socialisme» qui ferait fonction de cinquième colonne dans les autres pays socialistes. Les impérialistes anglo-américains et le groupe titiste avaient tout bien calculé et coordonné. Ainsi, les révisionnistes yougoslaves, faisant le jeu de l'impérialisme et du capitalisme mondial, et en collusion avec eux, se mirent en opposition avec l'Union soviétique.

Dans la poursuite de leurs plans de longue date, l'impérialisme anglais, et plus tard l'impérialisme américain, aidèrent Tito, dès l'époque de la lutte antifasciste de libération nationale, non seulement à se détacher de l'Union soviétique mais encore à entreprendre contre elle des actes de sabotage, et surtout à oeuvrer pour détacher aussi du camp socialiste d'autres pays de démocratie populaire, afin d'isoler l'Union soviétique de tous ces pays et de rallier ceux-ci à l'Occident. C'était là la politique du capitalisme mondial et de son officine, le titisme.

Churchill, cet anticommuniste enragé, s'employa directement et personnellement à mettre Tito et son groupe au service du capitalisme. Pendant la guerre, il envoya à l'état-major de Tito, selon les dires du leader britannique lui-même, «ses amis les plus dévoués», puis, son propre fils. Finalement,

en mai 1944, il eut lui-même une entrevue avec Tito, à Naples, pour s'assurer que celui-ci jouait franc jeu. Churchill écrit dans ses mémoires que pendant ses entretiens avec lui, Tito se montra même disposé à faire par la suite une déclaration ouverte somme quoi «le communisme ne sera pas instauré après la guerre en Yougoslavie».

Tito mit tant d'énergie à servir ses patrons, que Churchill, appréciant ses grands services, lui déclara: «Maintenant je comprends que vous aviez raison, c'est pourquoi je suis avec vous, vous m'êtes très cher et même plus qu'auparavant». On ne saurait imaginer de déclaration d'amour plus enflammée.

Avant même de se détacher complètement de l' Union soviétique et des pays de démocratie populaire, la Yougoslavie reçut des impérialistes, surtout de l'impérialisme américain, des aides économiques, politiques, idéologiques et militaires considérables, qui devaient devenir par la suite encore plus fréquentes et continues.

Ces aides avaient pour condition le développement du pays dans la voie capitaliste. La bourgeoisie impérialiste n'avait rien de contraire à ce que la Yougoslavie conservât en apparence ses formes socialistes, au contraire elle avait grand intérêt à la voir garder un vernis socialiste, car par là même elle pourrait s'en servir comme d'une arme plus efficace dans la lutte contre le socialisme et les mouvements de libération. Ce genre de «socialisme», non seulement différerait totalement du socialisme prévu et réalisé par Lénine et Staline, mais il se dresserait même contre lui.

Dans un laps de temps relativement court, la Yougoslavie devint le porte-parole «socialiste» de l'impérialisme américain, une officine de subversion au service du capital mondial. Depuis 1948 jusqu'à ce jour, le titisme s'est caractérisé par une activité fébrile contre le marxisme-léninisme, par l'organisation d'une campagne de propagande dans le monde entier pour présenter le système yougoslave comme la forme d'un ordre «socialiste véritable», comme une «société nouvelle», un «socialisme non aligné», qui n'est plus à l'image de celui qu'avaient construit Lénine et Staline en Union soviétique, mais un ordre socialiste «à visage humain», essayé pour la première fois au monde et qui donne de «brillants résultats». Cette propagande a visé et vise à fourrer dans une impasse les peuples et les forces progressistes qui luttent pour la liberté et l'indépendance partout dans le monde.

Les révisionnistes yougoslaves ont adopté dans leur pays les formes de gouvernement que les trotskistes et les autres éléments anarchistes, poussés par la bourgeoisie capitaliste, tentèrent d'instaurer à l'époque de Lénine en Union soviétique pour y saboter la construction du socialisme. En adoptant ces formes, Tito, tout en prétendant construire le «socialisme», dénatura complètement les principes marxistes-léninistes de l'édification de l'industrie, de l'agriculture, etc.

Sur le plan de l'administration et de la direction organisationnelle et politique, les républiques de Yougoslavie prirent une physionomie marquée par la liquidation du centralisme démocratique et l'effacement du rôle du Parti communiste de Yougoslavie. Le Parti communiste de Yougoslavie changea de nom, il devint «la Ligue des Communistes de Yougoslavie», appellation en apparence marxiste, alors qu'en fait cette Ligue était antimarxiste par son contenu, ses normes, ses attributions et ses buts. La Ligue devint un front sans ossature, perdit les traits d'un parti marxiste-léniniste, conserva son ancienne forme, mais elle ne jouait plus le rôle d'avant-garde de la classe ouvrière, elle n'était plus la force politique qui guidait la République Fédérative de Yougoslavie, elle n'exerçait prétendument, comme le disaient les révisionnistes, que des fonctions «éducatives» générales.

La direction titiste mit le parti sous la dépendance et le contrôle de l'U.D.B., elle le transforma en une organisation fasciste et fit de l'Etat une dictature fasciste. Nous connaissons bien le grand danger de cette action, car c'est précisément ce que l'agent des titistes, Koqi Xoxe, chercha à réaliser en Albanie.

Tito, Rankovic et leurs agents liquidèrent complètement tout ce qui pouvait avoir une véritable couleur de socialisme. Le titisme mena une lutte sévère contre les tentatives d'éléments de l'intérieur pour faire sauter cette officine et cette organisation capitaliste-révisionniste ainsi que contre toute la propagande marxiste-léniniste conduite à l'étranger pour dénoncer ce régime qui se prétendait socialiste.

La direction titiste eut tôt fait d'abandonner la collectivisation de l'agriculture qu'elle avait commencée dans les premières années, elle créa les fermes d'Etat capitalistes, encouragea le développement de la propriété privée dans les campagnes, autorisa l'aliénation des terres, réhabilita les koulaks, laissa le champ libre au marché noir dans les villes et dans les campagnes, et réalisa les premières réformes qui accentuaient l'orientation capitaliste donnée à l'économie.

Cependant, la bourgeoisie titiste était en quête d'une forme «nouvelle» pour masquer l'ordre capitaliste yougoslave. Cette forme fut trouvée. On la baptisa «autogestion» yougoslave. On l'affubla d'un habit «marxiste-léniniste» en prétendant que ce système était le socialisme le plus authentique.

D'abord, l'«autogestion» vit le jour comme un système économique, puis elle s'étendit au domaine de l'organisation d'Etat et à tous les autres domaines de la vie du pays.

La théorie et la pratique de l'«autogestion» yougoslave constituent une négation ouverte des préceptes du marxisme-léninisme et des lois générales de l'édification du socialisme. Le système économique et politique «autogestionnaire» est une forme anarcho-sindicaliste de la dictature bourgeoise, qui règne en Yougoslavie, dans ce pays assujéti au capital international.

Le système «autogestionnaire», avec tous ses traits distinctifs, comme le sont l'élimination du centralisme démocratique, du rôle de direction unique de l'Etat, le fédéralisme anarchique, l'idéologie anti-Etat en général, a entraîné en Yougoslavie un désordre et une confusion économiques, politiques et idéologiques permanents, un développement ralenti et inégal entre les différentes républiques et régions, de grandes différenciations sociales et de classe, la discorde et l'oppression nationales et la dégénérescence de la vie spirituelle. Il a suscité un profond morcellement de la classe ouvrière en dressant ses détachements les uns contre les autres, en alimentant l'esprit sectoriel, de clocher et individualiste bourgeois. En Yougoslavie non seulement la classe ouvrière est dépouillée du rôle hégémonique dans l'Etat et la société, mais le système d'«autogestion» lui impose des conditions qui l'empêchent d'être en mesure de défendre ses intérêts généraux et d'agir unie et compacte.

En Yougoslavie ont été déversés, sous forme d'investissements, de crédits et de prêts, de gros capitaux du monde capitaliste, surtout de l'impérialisme américain. Ce sont ces capitaux qui constituent la base matérielle du «développement» du «socialisme autogestionnaire» capitaliste yougoslave. L'endettement yougoslave à lui seul s'élève à plus de 11 milliards de dollars, et la Yougoslavie a reçu des Etats-Unis d'Amérique plus de 7 milliards de dollars de crédits.

Malgré ces abondants crédits qui sont dispensés de l'étranger à la direction titiste, les peuples de Yougoslavie n'ont jamais goûté ni ne goûtent les «brillants résultats» du «socialisme» spécifique. Au contraire, en Yougoslavie sévit un chaos politique et idéologique, le système au pouvoir engendre un très fort chômage à l'intérieur, et une nombreuse émigration de la main-d'oeuvre à l'étranger, ce qui rend la Yougoslavie entièrement dépendante des puissances impérialistes. Les peuples yougoslaves sont exploités jusqu'à la moelle dans l'intérêt de la classe au pouvoir et de toutes les puissances impérialistes qui ont fait des investissements dans ce pays.

L'Etat yougoslave ne se soucie guère de voir les prix monter de jour en jour et la pauvreté des masses s'accroître constamment, de voir le pays non seulement criblé de dettes mais aussi tenaillé par la grande crise du monde capitaliste. La Yougoslavie jouit d'une indépendance et d'une souveraineté mutilées, car, entre autres, elle n'a pas de potentiel économique en propre. L'essentiel de son potentiel, elle le possède en commun avec des sociétés et des Etats capitalistes étrangers, aussi est-elle forcée d'éprouver à ses dépens les effets ruineux de la crise et de l'exploitation étrangère.

Mais ce n'est pas par hasard que le capitalisme mondial soutient à tel point, politiquement et financièrement, l'«autogestion» yougoslave et fait écho à la propagande titiste, qui tend à faire passer ce système pour une «nouvelle forme éprouvée de l'édification socialiste», à l'usage de tous les pays.

Il le fait parce que la forme d'«autogestion» yougoslave est une voie de subversion et de diversion idéologiques et politiques contre les mouvements révolutionnaires de libération du prolétariat

et des peuples, c'est une façon de frayer le chemin à la pénétration politique et économique de l'impérialisme dans divers pays du monde. Pour certaines circonstances et certains pays, l'impérialisme et la bourgeoisie veulent garder l'«autogestion» comme un système de réserve, afin de prolonger l'existence du capitalisme, qui ne rend pas facilement l'âme, mais recherche sans cesse des formes différentes de gouvernement, sur le dos des peuples.

Les théories et les pratiques yougoslaves du «non-alignement» rendent un grand service aux divers impérialistes en ce qu'elles les aident à duper les peuples. Cela convient tant aux impérialistes qu'aux social-impérialistes, parce que cela contribue à établir et à renforcer leur influence sur les «pays non alignés», à éloigner les peuples épris de liberté de la voie de la libération nationale et de la révolution prolétarienne. C'est pourquoi, aussi bien Carter et Brejnev que Houa Kouo-feng vantent la politique titiste des «non alignés» et s'efforcent de l'utiliser dans leur propre intérêt.

Le titisme a été et demeure une arme de la bourgeoisie impérialiste, un sapeur-pompier de la révolution. Il s'est aligné sur le révisionnisme moderne en général et sur ses diverses variantes, il tend aux mêmes buts et est en parfait accord idéologique avec lui. Les voies, les formes et les tactiques auxquelles ils recourent dans la lutte contre le marxisme-léninisme, la révolution et le socialisme peuvent être différentes, mais leurs visées contre-révolutionnaires sont les mêmes.

Dans les efforts que la bourgeoisie et la réaction déploient pour étouffer la lutte révolutionnaire du prolétariat et des peuples, **un grand service leur est rendu par les partis révisionnistes des pays d'Europe, en premier lieu, et de tous les pays des autres continents.**

Les partis révisionnistes des pays d'Europe occidentale s'efforcent de mettre sur pied une théorie pour une «société nouvelle», prétendument socialiste, à laquelle on accéderait par des «réformes de structure» et en étroite coalition avec les partis social-démocrates et même avec les partis de droite. Cette société, selon eux, sera édifiée sur des bases nouvelles à travers des «réformes sociales», la «paix sociale», la «voie parlementaire», un «compromis historique» avec les partis bourgeois.

Les partis révisionnistes d'Europe, comme ceux d'Italie, de France et d'Espagne et, à leur suite, tous les autres partis révisionnistes d'Occident, renient le léninisme, la lutte de classes, la révolution et la dictature du prolétariat. Ils se sont tous engagés dans la voie du compromis avec la bourgeoisie capitaliste. Ils ont donné à leur ligne antimarxiste l'appellation d'«eurocommunisme». L'«eurocommunisme» est un nouveau courant pseudo-communiste qui, tout à la fois, est et n'est pas en opposition avec le bloc révisionniste soviétique. Cette attitude hésitante s'explique par leur intention d'établir une coexistence, sur le plan des idées, avec la social-démocratie européenne, avec toutes les diverses conceptions qui bouillonnent dans la chaudière de l'Europe. Les «eurocommunistes» peuvent s'unir à quiconque, sauf à ceux qui luttent pour le triomphe de la révolution et pour la pureté de l'idéologie marxiste-léniniste.

Tous les courants révisionnistes, opportunistes et social-démocrates cherchent par tous les moyens à prêter main-forte aux superpuissances dans leurs menées diaboliques pour juguler la révolution et opprimer les peuples. En appuyant ces soi-disant nouveaux organismes de la bourgeoisie, ces courants ont pour seul but d'étouffer la révolution en dressant devant elle mille obstacles matériels, politiques et idéologiques. Ils s'attachent à désorienter et à diviser le prolétariat et ses alliés, parce qu'ils savent que si ceux-ci sont divisés dans des luttes fractionnistes, ils ne pourront créer, ni à l'intérieur du pays ni sur la plate-forme internationale, l'unité idéologique, politique et combattante indispensable pour tenir tête aux attaques du capitalisme mondial en décomposition.

La coalition du révisionnisme moderne et de la social-démocratie craint l'accession du fascisme au pouvoir, surtout dans certains pays menacés par l'extrême-droite. Afin d'éviter la dictature fasciste, les révisionnistes et les social-démocrates s'efforcent d'«émousser» les contradictions et la lutte de classes entre les masses du peuple et le prolétariat, d'une part, et la bourgeoisie capitaliste, d'autre part. De la sorte, pour pouvoir assurer une «paix sociale», les sujets de cette coalition doivent se faire des concessions réciproques, consentir à un compromis avec la bourgeoisie capitaliste, et

s'accommoder avec elle sur un genre de régime convenant aux deux parties. Ainsi, alors que la bourgeoisie capitaliste et ses partis poursuivent ouvertement leur lutte contre le communisme, les partis révisionnistes s'efforcent de dénaturer le marxisme-léninisme, l'idéologie dirigeante de la révolution.

En Europe, les syndicats, réformistes, éduqués et spécialement rompus aux compromis avec le patronat, à des revendications uniquement économiques, qui ne sont que des demandes d'aumônes, et non pas à des grèves fondées sur des revendications politiques et visant à la prise du pouvoir par le prolétariat, sont devenus, les soutiens des partis révisionnistes. Le marchandage tend naturellement à équilibrer l'offre et la demande, une partie demande l'aumône l'autre en fixe la mesure. Les deux parties, les syndicats réformistes et les partis révisionnistes, tout comme le patronat avec ses partis, son pouvoir et ses syndicats, sont menacés par la révolution, par le prolétariat, par ses partis marxistes-léninistes authentiques. Aussi recherchent-elles un compromis réactionnaire, solution qui ne peut être identique dans tous les pays capitalistes à cause de leurs différences quant à la puissance du capital, au degré d'approfondissement de la crise et à l'ampleur des contradictions qui les rongent.

La révolution, seule arme pour annihiler la stratégie des ennemis du prolétariat et des peuples

Tous les ennemis, les impérialistes, les social-impérialistes et les divers révisionnistes, de concert et isolément, s'évertuent à duper l'humanité progressiste, à discréditer le marxisme-léninisme et, en particulier, à déformer la théorie léniniste de la révolution, à étouffer la révolution, toute résistance populaire et toute lutte de libération nationale.

L'arsenal des ennemis du marxisme-léninisme est considérable, mais les forces de la révolution, elles aussi, sont colossales. Ces forces qui bouillonnent, qui se battent, qui luttent contre les ennemis de la révolution sont précisément celles qui troublent le sommeil du monde capitaliste et de la réaction mondiale, et lui rendent la vie intenable.

*«Un spectre hante l'Europe: le spectre du communisme. Toutes les puissances de la vieille Europe se sont unies en une Sainte-Alliance pour traquer ce spectre»**. (K. Marx et F. Engels, -Manifeste du Parti Communiste-, éd. alb., p. 13, Tirana, 1974)

Cette constatation de Marx et d'Engels demeure actuelle de nos jours. L'impérialisme, le social-impérialisme et le révisionnisme moderne considèrent que le danger du communisme n'existe plus pour eux, car, imaginant que le coup rude essuyé par la révolution du fait de la trahison révisionniste est irréparable, ils sous-estiment la force du marxisme-léninisme, surestiment les forces matérielles, militaires, de répression et la puissance économique dont ils disposent. Mais ils se font des illusions.

Le prolétariat mondial rassemble ses forces. Lui et les peuples épris de liberté se rendent toujours mieux compte, par leur propre expérience, de la trahison des révisionnistes modernes titistes, khrouchtchéviens, chinois, «eurocommunistes» et autres. Le temps travaille pour la révolution et le socialisme et non pas pour la bourgeoisie et l'impérialisme, ni pour le révisionnisme moderne et la réaction mondiale. Le feu de la révolution brûle partout dans les coeurs des peuples opprimés, qui aspirent à conquérir la liberté, la démocratie, la vraie souveraineté, à prendre en main le pouvoir et à avancer dans la voie du socialisme, en détruisant l'impérialisme et ses valets.

Actuellement, on assiste au même phénomène qu'à l'époque de Lénine, lorsque la rupture d'avec la IIe Internationale fut suivie de la création de nouveaux partis, marxistes-léninistes. La trahison révisionniste a entraîné et entraînera inéluctablement partout la création et le renforcement des véritables partis communistes, qui ont pris en main et ont arboré le drapeau du marxisme-léninisme

et de la révolution, rejeté et foulé aux pieds par les révisionnistes. Il leur incombe d'opposer à la stratégie globale de l'impérialisme mondial et du révisionnisme, la glorieuse stratégie léniniste de la révolution, la grande théorie du marxisme-léninisme. Il leur incombe de faire prendre pleinement conscience aux masses des objectifs de la lutte et de sa juste voie, des sacrifices à consentir, d'unir ces masses, de les organiser, de les diriger et de les mener à la victoire.

Nous, marxistes-léninistes, qui sommes à la pointe de la lutte titanique que se livrent aujourd'hui le prolétariat et les peuples opprimés qui aspirent à la liberté, d'une part, et les impérialistes féroces et rapaces, de l'autre, nous devons bien comprendre les objectifs, les tactiques, les méthodes et les formes de lutte de nos ennemis communs et de nos ennemis particuliers dans chaque pays. Nous ne jugerons pas cette question comme il se doit, si nous ne nous fondons pas puissamment sur la théorie marxiste-léniniste de la révolution et si nous ne comprenons pas qu'il existe dans la situation actuelle comme il existera dans l'avenir une série de maillons faibles de la chaîne capitaliste mondiale, où les révolutionnaires et les peuples doivent mener une action continue, une lutte organisée, irréductible et courageuse pour briser ces maillons l'un après l'autre. Cela exige, naturellement, du travail, une action de combat, des sacrifices et de l'abnégation. Les peuples et les hommes courageux guidés par les intérêts de la révolution, peuvent tenir et tiendront tête aux grandes forces de l'impérialisme, du social-impérialisme et de la réaction, qui se lient entre elles, nouent de nouvelles alliances et cherchent des issues aux situations difficiles qui leur sont créées. Et ces situations difficiles sont créées aux forces régressives par les révolutionnaires, par les marxistes-léninistes, par la lutte des peuples dans tous les continents, dans tous les pays.

Les communistes, partout dans le monde, n'ont aucune raison d'être intimidés par les mythes fallacieux qui ont -prédominé dans la pensée révolutionnaire pendant un certain temps. Les communistes doivent lutter pour gagner à eux ceux qui se fourvoient afin de les, corriger, sans épargner leurs efforts à cette fin, mais naturellement en se gardant de verser eux-mêmes dans l'opportunisme. Dans le processus de la lutte sur le plan des principes, au début on verra se répercuter certaines oscillations, mais les hésitations se manifesteront chez les hésitants, alors que chez les résolus, qui appliquent correctement la théorie marxiste-léniniste, qui ont une juste vision des intérêts du prolétariat de leur pays, du prolétariat mondial et de la révolution, il n'y aura pas d'hésitations; bien au contraire, lorsque les hésitants verront les camarades s'en tenir inébranlablement à leurs idées révolutionnaires marxistes-léninistes, ils se renforceront davantage dans leur lutte.

Si les marxistes-léninistes appliquent correctement et avec fermeté la théorie marxiste-léniniste, conformément aux conditions internationales actuelles et aux conditions nationales de chaque pays, s'ils ne cessent de renforcer leur unité internationaliste prolétarienne, dans une lutte impitoyable contre l'impérialisme et le révisionnisme moderne de toutes tendances, ils surmonteront à coup sûr tous les obstacles, même les plus difficiles, qu'ils rencontreront sur leur voie. La correcte application du marxisme-léninisme et de ses principes immortels, entraînera inéluctablement la destruction du capitalisme mondial et la victoire de la dictature du prolétariat, au moyen de laquelle la classe ouvrière construira le socialisme et ira vers le communisme.

II

LA THEORIE LENINISTE DE L'IMPERIALISME DEMEURE TOUJOURS ACTUELLE

Dans les conditions actuelles, alors que, sous prétexte que la situation a changé, les révisionnistes khrouchtchéviens, titistes, «eurocommunistes», chinois et les autres courants antimarxistes s'attaquent à la cause de la révolution et de la libération des peuples, l'étude approfondie des oeuvres de Lénine sur l'impérialisme revêt une importance primordiale.

Il nous faut revenir à ces oeuvres et étudier à fond et avec minutie en particulier l'oeuvre géniale de Lénine «L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme». L'analyse attentive de cet ouvrage nous permettra aussi de voir comment les révisionnistes, et les dirigeants chinois entre autres, altèrent la pensée léniniste sur l'impérialisme, comment ils conçoivent les objectifs, la stratégie et les tactiques de celui-ci. Leurs écrits, leurs déclarations, leurs prises de position et leurs actes témoignent qu'ils considèrent la nature de l'impérialisme de manière tout à fait erronée, qu'ils la regardent à partir de positions contre-révolutionnaires et antimarxistes, comme le faisaient tous les partis de la IIe Internationale et leurs idéologues, Kautsky et Cie, que Lénine a implacablement démasqués.

Si l'on étudie attentivement cette oeuvre de Lénine et que l'on s'en tienne fidèlement à son analyse et à ses conclusions géniales, on verra que l'impérialisme conserve entièrement de nos jours les traits dont l'a défini Lénine, qu'il n'y a rien à changer à la définition léniniste de notre époque en tant qu'époque de l'impérialisme et des révolutions prolétariennes, et que la victoire de la révolution est inéluctable.

Comme on le sait, Lénine commence son analyse de l'impérialisme par la concentration de la production, du capital et les monopoles qu'elle engendre. Aujourd'hui aussi, les phénomènes de la concentration et de la centralisation de la production et du capital ne peuvent être analysés de façon juste et scientifique que sur la base de l'analyse léniniste de l'impérialisme.

La caractéristique du capitalisme actuel est la concentration toujours accrue de la production et du capital, ce qui a conduit à la fusion des entreprises ou à l'absorption des petites par les puissantes. Cette concentration a entraîné à son tour l'accumulation massive de la main-d'oeuvre dans les grands trusts et consortiums. Ces entreprises ont concentré également dans leurs mains de grandes capacités productives, des ressources énergétiques et des matières premières en immenses quantités. Aujourd'hui, les grandes entreprises capitaliste exploitent aussi l'énergie nucléaire et la technologie la plus avancée, dont elles ont fait leur apanage exclusif.

Ces organismes gigantesques ont un caractère national et international. Dans leur pays, ils ont ruiné la plupart des petits propriétaires et industriels, tandis que sur le plan international ils ont grandi pour devenir d'énormes trusts qui contrôlent des branches entières de l'industrie, de l'agriculture, du bâtiment, des transports, etc., de nombreux pays. Partout où les trusts ont planté leurs griffes, où est réalisée la concentration de la production par une poignée de capitalistes milliardaires, on voit s'étendre et s'accroître la tendance à la liquidation des petits patrons et industriels. Cette voie a conduit au renforcement plus poussé des monopoles.

« Cette transformation de la concurrence en monopole, a dit Lénine, constitue l'un des phénomènes les plus importants - ..-sinon le plus important -- de l'économie du capitalisme moderne. . . » .
(V. Lénine, Oeuvres, éd. alb, t. 22, p. 237.)

Evoquant ce trait de l'impérialisme, il ajoute que

«... la naissance des monopoles, conséquence de la concentration de la production, est une loi générale et essentielle du stade actuel de l'évolution du capitalisme». (V. Lénine, Oeuvres, éd. alb, t. 22, p. 241.)

L'évolution du capitalisme dans les conditions actuelles confirme pleinement cette conclusion de Lénine. De nos jours, les monopoles sont devenus le phénomène le plus typique et le plus courant qui détermine la physionomie de l'impérialisme, son fondement économique. Dans les pays impérialistes, comme les Etats-Unis d'Amérique, la République fédérale allemande, la Grande-Bretagne, le Japon, la France etc., la concentration de la production a pris des proportions inouïes. C'est ainsi par exemple qu'en 1976, les 500 plus grosses sociétés américaines employaient près de 17 millions de personnes, représentant plus de 20% de la force de travail occupée. Elles fournissaient 66% des produits mis en vente. A l'époque où Lénine écrivit son oeuvre «L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme», dans le monde capitaliste existait une seule grande société américaine, la «United States Steel Corporation», qui disposait d'un actif évalué à plus d'un milliard de dollars, alors qu'en 1976, on comptait quelque 350 sociétés milliardaires. Le trust de la production automobile «General Motors Corporation», ce super monopole, avait, en 1975, des capitaux propres se montant à plus de 22 milliards de dollars et exploitait une armée de près de 800.000 ouvriers. Après lui vient le monopole «Standard Oil of New Jersey», qui domine l'industrie américaine du pétrole et celle d'autres pays, et qui exploite plus de 700.000 ouvriers. Dans l'industrie automobile, trois grands monopoles mettent en vente plus de 90% de la production de cette branche, et, dans l'industrie aéronautique et dans la sidérurgie, quatre très grandes sociétés fournissent 65% et 47% de la production respective de ces industries.

Les autres pays impérialistes également ont connu et connaissent ce même processus. En République fédérale allemande, 13,6% du total des entreprises concentrent environ 50% de la production et 40% de la main-d'oeuvre du pays. En Grande-Bretagne règnent une cinquantaine de grands monopoles. La corporation britannique de l'acier contrôle plus de 90% de la production d'acier du pays. En France, deux sociétés ont concentré dans leurs mains les trois quarts de la production d'acier, quatre monopoles ont accaparé la production automobile, et quatre autres se partagent les produits pétroliers. Au Japon, dix grandes compagnies sidérurgiques produisent toute la fonte et plus des trois quarts de l'acier, alors que la métallurgie non-ferreuse est l'apanage de huit compagnies. Il en va de même dans d'autres branches et secteurs*. *(Ces données sont tirées du «Monthly Bulletin of statistics»; United Nations, 1977; du «Statistical Yearbook», 1976; de la revue américaine «Fortune», 1976, etc.)

Les petites et moyennes entreprises qui subsistent dans ces pays, sont sous la dépendance directe des monopoles. Travaillant pour eux, elles en reçoivent des commandes, des crédits, des matières premières, de la technologie, etc. Elles sont pratiquement devenues des appendices de ces monopoles.

La concentration et la centralisation de la production et du capital, qui engendrent des monopoles géants à technologie diversifiée, constituent aujourd'hui un phénomène largement répandu. A l'intérieur de ces monopoles géants, de ces «conglomérats», opèrent des entreprises et des branches entières de la production industrielle, de la construction, des transports, du commerce, du secteur des services, de l'infrastructure, etc. Elles fabriquent des produits allant des jouets d'enfants aux missiles intercontinentaux.

La puissance économique des monopoles et la concentration du capital toujours croissant, font que les «petits», c'est-à-dire les entreprises non monopolisées, typiques dans le passé, ne sont pas seules à être victimes de la lutte concurrentielle, mais que des entreprises et groupes financiers importants sont aussi frappés. Durant ces deux dernières décennies, ce processus, en raison de l'avidité insatiable de profits de la part des monopoles, et aussi de l'exacerbation de la concurrence, a pris des proportions colossales. Aujourd'hui, dans le monde capitaliste, les fusions et les absorptions sont

d'un ordre de grandeur de 7 à 10 fois plus élevé que dans les années qui ont précédé la Seconde Guerre mondiale.

La fusion et l'union des entreprises industrielles, commerciales, agricoles et bancaires ont conduit à la création de nouvelles formes de monopoles, de grands complexes industriels et commerciaux ou industriels et agraires, formes appliquées largement non seulement dans les pays capitalistes occidentaux mais aussi en Union soviétique, Tchécoslovaquie, Yougoslavie et dans d'autres pays révisionnistes. Dans le passé, les unions monopolistes effectuaient le transport et la vente de leurs produits avec l'aide d'autres firmes indépendantes, alors qu'aujourd'hui les monopoles ont concentré dans leurs mains aussi bien la production que les transports et le marché de leurs produits.

Les monopoles, no contents de chercher à éliminer la concurrence dans les entreprises qu'ils regroupent, ont aussi étendu leurs tentacules pour accaparer toutes les ressources de matières premières, toutes les zones riches en minerais essentiels, comme le fer, le charbon, le cuivre, l'uranium, etc. Et ce processus se développe à la fois sur le plan national et international.

La concentration de la production et du capital a pris des dimensions colossales surtout après la Seconde Guerre mondiale, à la suite de l'extension et du développement du secteur du capitalisme monopoliste d'Etat.

Le capitalisme monopoliste d'Etat se traduit par la soumission de l'appareil d'Etat aux monopoles, par leur domination complète dans la vie économique, politique et sociale du pays. Ainsi, l'Etat intervient directement dans l'économie à l'avantage de l'oligarchie financière, afin d'obtenir le maximum de profits pour la classe au pouvoir à travers l'exploitation de tous les travailleurs, et d'étouffer la révolution et les luttes de libération des peuples.

La propriété monopolistique d'Etat, en tant qu'élément fondamental le plus typique du capitalisme monopoliste d'Etat, représente non pas la propriété d'un capitaliste ou d'un groupe de capitalistes particuliers, mais la propriété de l'Etat capitaliste, la propriété de la classe bourgeoise au pouvoir. Dans divers pays impérialistes, le secteur capitaliste monopoliste d'Etat contrôle de 20 à 30% de la production globale.

Le capitalisme monopoliste d'Etat, qui représente le plus haut degré de concentration de la production et du capital, est la forme principale de propriété qui domine aujourd'hui en Union soviétique et dans les autres pays révisionnistes. Ce capitalisme monopoliste d'Etat est au service de la nouvelle classe bourgeoise au pouvoir.

En Chine également, l'économie prend de formes typiques du capitalisme monopoliste d'Etat, à travers une série de réformes, telles que l'établissement du profit comme objectif principal de l'activité des entreprises. l'application des pratiques capitalistes d'organisation, de gestion et de rémunération, la création de régions économiques, de trusts et de complexes, qui ressemblent beaucoup à ceux de l'Union soviétique, de la Yougoslavie et du Japon, l'ouverture des portes au capital étranger, les liaisons directes des entreprises locales avec les monopoles étrangers, etc.

A l'heure actuelle, dans le monde capitaliste et révisionniste la concentration et la centralisation de la production et du capital ont été portées au niveau inter étatique. C'est cette tendance qu'encouragent et mettent en oeuvre pratiquement le Marché commun européen, le Comecon et autres, qui représentent l'union de monopoles des diverses puissances impérialistes.

Lénine, en son temps, analysant les formes des monopoles internationaux, traitait des cartels et des syndicats financiers. Dans les conditions actuelles, alors que la concentration de la production et du capital a pris de très grandes proportions, la bourgeoisie monopoliste a conçu de nouvelles formes d'exploitation des travailleurs. Telles sont les sociétés multinationales.

En apparence, ces sociétés tendent à donner l'impression qu'elles sont la propriété commune de capitalistes de plusieurs pays. En fait, les sociétés multinationales, par le capital dont elles disposent comme par le contrôle qu'elles exercent, appartiennent principalement à un pays, mais elles déploient leur activité dans plusieurs Etats. Elles s'agrandissent toujours plus, en absorbant de petites et grandes sociétés et firmes locales qui ne peuvent soutenir la concurrence sauvage.

Les sociétés multinationales ouvrent des filiales et étendent leurs entreprises dans les pays où la perspective du maximum de profits leur est le mieux assurée. La société américaine multinationale «Ford», par exemple, a implanté dans divers pays une vingtaine de grandes usines qui occupent 100.000 ouvriers de diverses nationalités.

Entre les sociétés multinationales et l'Etat bourgeois existent des liens étroits et une interdépendance fondés sur leur caractère de classe et d'exploitation. L'Etat capitaliste leur sert d'instrument pour réaliser leurs objectifs de domination et d'expansion, sur le plan national comme sur le plan international.

En apparence, ces sociétés multinationales, prises séparément, par leur grand rôle économique et le poids qu'elles ont dans toute la vie de leurs pays, constituent une grande force économique qui atteint ou dépasse, dans bien des cas, le budget ou la production de plusieurs pays capitalistes développés pris ensemble. Une puissante société américaine multinationale, la «General Motors Corporation» dépasse par sa production industrielle celle des Pays-Bas, de la Belgique et de la Suisse, pris ensemble. Ces sociétés interviennent dans les pays où elles opèrent, pour s'assurer des avantages et des privilèges particuliers. C'est ainsi par exemple, qu'en 1975, les patrons de l'industrie électronique des Etats-Unis ont demandé au gouvernement du Mexique de modifier son Code du travail, qui prévoyait certaines mesures de protection, faute de quoi ils transféreraient leur industrie au Costa-Rica, et, pour faire pression sur ce gouvernement, ils ont fermé plusieurs usines qui employaient près de 12.000 ouvriers mexicains.

Les sociétés multinationales sont des leviers de l'impérialisme et l'une des formes principales de son expansion. Elles sont les piliers du néo-colonialisme et elles empiètent sur la souveraineté nationale et l'indépendance des pays où elles opèrent. Pour frayer la voie à leur domination, ces sociétés ne reculent devant aucun crime, depuis l'organisation de complots et la désagrégation de l'économie jusqu'à la simple corruption de hauts fonctionnaires, de dirigeants politiques et syndicaux, et autres. Le scandale Lockheed l'a clairement démontré.

Nombre de sociétés multinationales se sont implantées aussi dans les pays révisionnistes et elles y déploient leur activité*. *(En Union soviétique se sont implantées ou ont leurs bureaux 17 sociétés américaines multinationales, 18 japonaises, 13 ouest-allemandes, 20 françaises, 7 italiennes, etc. En Pologne opèrent plus de 30 sociétés multinationales, dont 10 américaines, 6 ouest-allemandes, 6 anglaises, 3 japonaises, etc. En Roumanie on en compte 32, en Hongrie 31, en Tchécoslovaquie 30, et il en va de même dans les autres pays révisionnistes. (Ces données sont tirées du livre «Vodka-Kola», de Karl Levinson, 1977, pp. 79-82).) Elles ont commencé à pénétrer aussi en Chine.

La concentration et la centralisation de la production et du capital, qui caractérisent actuellement le monde capitaliste et qui ont conduit à une forte socialisation de la production, n'ont nullement modifié la nature exploiteuse de l'impérialisme. Au contraire, elles ont accru et intensifié l'oppression et la paupérisation des travailleurs. Ces phénomènes démontrent irréfutablement le bien-fondé de la thèse de Lénine, selon laquelle dans les conditions de la concentration de la production et du capital, sous l'impérialisme,

*«On assiste à un progrès immense de la socialisation de la production», mais néanmoins «...l'appropriation reste privée. Les moyens de production sociaux restent la propriété privée d'un petit nombre d'individus»**. *(V. Lénine, Oeuvres, ed. alb., t. 22, p. 247.)

Les monopoles et les sociétés multinationales demeurent de grands ennemis du prolétariat et des peuples.

L'intensification du processus de concentration de la production et du capital qui se développe à notre époque a exacerbé davantage la contradiction fondamentale du capitalisme, celle entre le caractère social de la production et le caractère privé de l'appropriation, ainsi que toutes les autres contradictions. Aujourd'hui comme par le passé, les revenus et sur profits énormes réalisés à travers l'exploitation féroce des ouvriers sont accaparés par une poignée de magnats capitalistes. Les moyens de production dont sont dotées les branches regroupées de l'industrie, sont aussi la propriété privée des capitalistes, alors que la classe ouvrière reste l'esclave de ces détenteurs des moyens de

production, et sa force de travail, une marchandise. A présent, les grandes entreprises capitalistes n'exploitent plus des dizaines ou des centaines d'ouvriers, mais des centaines de milliers. Du fait de la féroce exploitation capitaliste de cette grande armée d'ouvriers, la plus-value pillée par les grandes sociétés américaines, rien que pour l'année 1976, se montait à plus de 100 milliards de dollars en regard de 44 milliards en 1960.

Lénine a démasqué les opportunistes de la IIe Internationale, qui professaient que les contradictions antagonistes du capitalisme pouvaient être liquidées du fait même de l'apparition des monopoles et de leur développement. Il a démontré scientifiquement que les monopoles, en tant que porteurs de l'oppression, de l'exploitation et de l'appropriation privée des fruits du travail, exacerbent encore plus les contradictions du capitalisme. C'est sur la domination des monopoles que repose la superstructure du régime capitaliste. Cette superstructure défend et représente, sur le plan national comme sur le plan international, les intérêts rapaces des monopoles. Ce sont les monopoles qui dictent la politique intérieure et extérieure, la politique économique, sociale, militaire, etc.

La réalité actuelle de la concentration de la production et du capital réfute, elle aussi, les thèses des chefs de file réactionnaires de la social-démocratie, des révisionnistes modernes et des opportunistes de tout acabit, selon lesquelles les trusts, la propriété du capitalisme monopoliste d'Etat, etc., peuvent «se transformer» pacifiquement en économie socialiste, et que le capitalisme monopoliste actuel soi-disant «s'intégrerait» graduellement dans le socialisme.

La concentration de la production et du capital, indique Lénine, sert aussi de base à l'accroissement de la concentration du capital-argent, à son accumulation aux mains des grandes banques, à l'apparition et au développement du capital financier. Dans la voie de l'évolution du capitalisme, le développement des monopoles s'accompagne de l'essor des banques, qui drainent le capital-argent des monopoles et des trusts, de même que des petits producteurs ou des petits épargnants. Ainsi les banques deviennent les détentrices des principaux moyens financiers dont disposent les capitalistes et sont au service de ces derniers.

Le même processus qui s'est accompli pour la liquidation des petites entreprises par les grandes, par les cartels et les monopoles, s'est renouvelé pour la liquidation successive des petites banques. Ainsi, tout comme les grandes entreprises ont constitué les monopoles, les grandes banques ont formé leurs consortiums bancaires. Durant ces deux dernières décennies, ce phénomène a pris des proportions énormes et il se poursuit aujourd'hui encore à des rythmes très élevés. Le trait distinctif des fusions et des absorptions actuelles c'est qu'elles ont porté non seulement sur les petites banques, mais aussi sur les banques moyennes et relativement grandes. Ce phénomène s'explique par l'exacerbation des contradictions de la reproduction capitaliste, par l'extension de la lutte concurrentielle et la grave crise du système financier et monétaire du monde capitaliste.

Aux Etats-Unis d'Amérique règnent 26 grands groupes financiers. Le plus important d'entre eux, le groupe Morgan, contrôle 20 grandes banques, des sociétés d'assurance etc., et dispose d'actifs atteignant 90 milliards de dollars.

Le degré de concentration et de centralisation du capital bancaire est aussi très élevé dans les autres principaux pays capitalistes. En Allemagne fédérale, sur 70 grandes banques, trois possèdent à elles seules 58% de la totalité des actifs bancaires. En Grande-Bretagne, toute l'activité des banques est contrôlée par quatre grands établissements, connus comme les «Big Four». Le niveau de concentration du capital bancaire est également très élevé au Japon et en France.

Lénine a démontré qu'il se produit une interpénétration du capital bancaire et du capital industriel. Au début, les banques s'intéressent au sort des crédits qu'elles accordent aux industriels. Elles s'entremettent afin que les industriels qui reçoivent d'elles des crédits s'entendent et ne se concurrencent pas entre eux, car cela les léserait elles-mêmes. C'est là la première forme d'interpénétration du capital bancaire et du capital industriel. Avec la concentration croissante de la production et du capital-argent, les banques deviennent des investisseurs directs dans les entreprises productives, en organisant des sociétés communes par actions. C'est ainsi que le capital bancaire pénètre dans l'industrie, la construction, l'agriculture, les transports, dans la sphère de la circulation et partout ailleurs. De leur côté, les entreprises achètent de nombreuses actions des banques et

deviennent leurs associées. Actuellement, les dirigeants des banques et des entreprises monopoleuses font conjointement partie des conseils d'administration des unes et des autres, créant ainsi ce que Lénine appelait «union personnelle». Le capital financier engendré par ce processus, renferme en soi toutes les formes du capital: capital industriel, capital-argent et capital-marchandise. Lénine, caractérisant ce processus, a dit:

«La concentration de la production, avec, comme conséquence, les monopoles, la fusion ou l'interpénétration des banques et de l'industrie, voilà l'histoire de la formation du capital financier et le contenu de ceste notion».*

Bien que le capital financier, après la Seconde Guerre mondiale, se soit accru et ait subi des modifications dans sa structure, il n'en a pas moins gardé ses objectifs de toujours: s'assurer le maximum de profits à travers l'exploitation des larges masses travailleuses, à l'intérieur et à l'extérieur du pays. C'est ce rôle que jouent aussi les sociétés d'assurance, dont le nombre a sensiblement augmenté ces dernières années dans les principaux pays capitalistes, et qui sont devenues de véritables concurrentes des banques. Aux Etats-Unis par exemple, alors que les actifs des banques se sont accrus, de 1950 à 1970, de trois fois et demie, les actifs des sociétés d'assurance, pour la même période, ont augmenté de six fois et demie.

Grâce aux capitaux qu'elles accumulent en pillant le peuple, ces sociétés en sont venues à accorder aux monopoles des crédits très importants, qui se montent à des centaines de millions de dollars. De cette manière, les sociétés d'assurance fusionnent et s'entrelacent avec les monopoles industriels et bancaires, devenant elles-mêmes une partie organique du capital financier.

Poussée par son avidité insatiable de profits, la bourgeoisie monopoliste transforme en capital toute source de moyens monétaires provisoirement disponibles, comme les cotisations des travailleurs au titre de la retraite, les épargnes de la population, etc.

Le capital financier concentré s'assure des revenus extrêmement importants des profits provenant non seulement de l'absorption des liquidités des grosses entreprises, des petits industriels etc., etc., mais aussi de l'émission de valeurs et d'emprunts qu'il pratique. Comme pour les dépôts d'épargne, les banques accordent pour ces sommes un bas taux d'intérêt aux prêteurs, mais elles tirent de ces opérations d'immenses profits, grâce auxquels elles accroissent leur capital, augmentent les investissements, qui, à leur tour, assurent naturellement au capital financier de nouveaux profits continus. Le capital financier fait de plus gros investissements dans l'industrie, mais il a étendu aussi son réseau de spéculation sur d'autres richesses, - la terre, les chemins de fer et d'autres branches et secteurs.

Les banques sont effectivement en mesure d'accorder les crédits considérables qu'exigent le haut niveau de concentration de la production et la domination des monopoles. Les grandes unions monopolistes se voient ainsi créer des conditions favorables pour exploiter plus féroceement les masses travailleuses à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, pour s'assurer le maximum de profits. A la suite de la restauration du capitalisme en Union soviétique et dans d'autres pays révisionnistes, les banques ont revêtu tous les traits caractéristiques des monopoles. Dans ces pays comme dans tous les autres pays capitalistes, elles servent l'exploitation des larges masses travailleuses, au dedans comme au dehors.

Dans les pays capitalistes et révisionnistes, ces dernières années, la vente à crédit des objets de consommation courante et surtout des biens durables, s'est accrue sensiblement. L'octroi de ces crédits assure à la bourgeoisie des marchés pour la vente des marchandises, aux capitalistes des profits énormes à travers les taux d'intérêt élevés, et les débiteurs sont ainsi livrés pieds et poings liés à leurs créanciers et aux firmes capitalistes.

A l'époque actuelle, les dettes et autres formes d'obligations des travailleurs à l'égard des banques et des établissements de crédit ont énormément augmenté. Rien qu'aux Etats-Unis, l'endettement de la population au titre de ce type de crédits avait atteint en 1976 167 milliards de dollars contre 6

milliards en 1945; alors qu'en République fédérale allemande l'endettement de la population dépassait 46 milliards de marks.

La concentration et la centralisation accrues du capital bancaire ont eu pour effet d'accroître la domination économique et politique de l'oligarchie financière et d'amener celle-ci à recourir à une série de formes et de méthodes d'action qui tendent à aggraver le joug économique, la paupérisation et la misère des larges masses travailleuses.

Le développement du capital financier a permis à une poignée de capitalistes industriels et de puissants banquiers de concentrer entre leurs mains non seulement de très grandes richesses mais aussi un véritable pouvoir économique et politique, qui agit sur toute la vie du pays. Ces hommes tout-puissants sont à la tête des monopoles et des banques et constituent ce qu'on appelle l'oligarchie financière. Invoquant le fait que les grandes sociétés sont devenues aujourd'hui des sociétés par actions et que quelque ouvrier peut aussi disposer d'un petit nombre d'actions à titre symbolique, les apologistes du capitalisme s'efforcent de démontrer que celui-ci aurait soi-disant perdu actuellement le caractère privé qu'il avait à l'époque où Marx écrivit «le Capital», ou lorsque Lénine fit l'analyse de l'impérialisme, et qu'il serait devenu populaire. Mais ce n'est là qu'une fable. Aujourd'hui comme par le passé, dans les pays impérialistes dominent de puissants groupes industriels et financiers privés. Rockefeller, Morgan, Dupont, Mellon, Ford, le groupe de Chicago, ceux du Texas et de Californie et autres, aux Etats-Unis; les groupes financiers Rothschild, Baring, Samuel, etc., en Angleterre; Krupp, Siemens, Mannesmann, Thyssen, Gerling et autres, en Allemagne occidentale; les groupes Fiat, Alfa Romeo, Montedison, Olivetti et autres, en Italie; les grandes familles en France, et ainsi de suite.

L'oligarchie financière, en tant que détentrice du capital industriel et financier, a assuré sa domination économique et politique sur toute la vie du pays. Elle a même soumis à ses intérêts l'appareil d'Etat, devenu un instrument entre les mains de la ploutocratie financière. L'oligarchie financière destitue et nomme les gouvernements, dicte la politique intérieure et extérieure. Dans la vie intérieure, elle est liée aux forces réactionnaires, à toutes les institutions politiques, idéologiques, éducatives et culturelles, qui défendent son pouvoir politique et économique, alors qu'en politique extérieure, elle défend et soutient toutes les forces conservatrices et réactionnaires qui appuient l'expansion monopoliste et lui ouvrent la voie, qui luttent pour le maintien et la consolidation du capitalisme.

Afin d'assurer sa propre domination, l'oligarchie financière ne recule devant aucun moyen et elle instaure la réaction politique dans tous les domaines.

«... le capital financier, disait Lénine, vise à l'hégémonie et non à la liberté»*. *(V. Lénine, Oeuvres, ed. alb., t. 3, p. 124.)

La situation actuelle prouve que l'oppression exercée par la bourgeoisie monopoliste s'est partout intensifiée. Sur cette base, s'accroît la contradiction entre le prolétariat et la bourgeoisie. Dans le même temps, l'expansion économique et financière, accompagnée de l'expansion politique et militaire, a exacerbé les contradictions qui opposent les peuples à l'impérialisme, ainsi que les contradictions entre les puissances impérialistes elles-mêmes. L'actuelle propagande révisionniste chinoise ignore cette réalité objective incontestable.

Aujourd'hui, la concentration et la centralisation des capitaux bancaires s'observent non seulement dans le cadre d'un pays, mais aussi au niveau de plusieurs pays capitalistes, ou capitalistes et révisionnistes. C'est là la fonction des banques mixtes du Marché commun européen, ou de la «Banque internationale pour la coopération économique» ainsi que celle de la «Banque des investissements» du Comecon. De même, les unions de banques ouest-allemandes polonaises, anglo-roumaines, franco-roumaines, anglo-hongroises, ou les consortiums bancaires américano-yougoslaves, anglo-yougoslaves etc., constituent des unions bancaires de type capitaliste. L'Union soviétique a ouvert dans plusieurs pays capitalistes de nombreuses banques, qui sont devenues les

concurrentes et les partenaires des banques capitalistes partout où elles se sont établies, comme à Zurich, à Londres, à Paris, ainsi qu'en Afrique, en Amérique latine et ailleurs.

La Chine aussi est entraînée toujours plus dans le tourbillon de ce processus d'intégration bancaire capitaliste. Outre les banques qu'elle possède à Hong-Kong, Macao et Singapour, elle en créera aussi demain au Japon, en Amérique et ailleurs. Dans le même temps, elle permet aux banques des puissances impérialistes de pénétrer chez elle.

Lénine soulignait que le capitalisme actuel se caractérise par l'exportation des capitaux. De nos jours, ce trait économique de l'impérialisme s'est développé et accentué encore plus. Aujourd'hui, les plus gros exportateurs de capitaux dans le monde sont les Etats-Unis d'Amérique, le Japon, l'Union soviétique, la République fédérale allemande, l'Angleterre et la France.

Pendant une certaine période, les exportations de capitaux étaient le fait des Etats-Unis, de l'Angleterre, de la France, de l'Allemagne, dont l'industrie développée drainait les richesses du sol et du sous-sol des colonies. Plus tard, la guerre, les crises, ont eu pour effet l'affaiblissement économique de certaines puissances impérialistes comme l'Angleterre, la France, l'Allemagne, et l'enrichissement de l'impérialisme américain, devenu une superpuissance. Dans la situation créée après la Seconde Guerre mondiale, les capitaux américains ont déferlé dans le monde aux dépens des autres puissances capitalistes.

Les capitaux américains sont exportés aujourd'hui dans tous les pays, y compris dans les pays industrialisés, sous forme d'investissements, de crédits, de prêts, de participation aux sociétés mixtes ou à travers la création de grandes compagnies industrielles. L'impérialisme américain, le capital monopoliste, investit dans les pays peu développés et pauvres parce que les coûts de production y sont bas, et le degré d'exploitation des travailleurs élevé. Il le fait pour s'assurer des matières premières, accaparer des marchés et y vendre ses produits industriels.

Le développement des pays capitalistes, on le sait, se réalise de façon inégale, aussi les grands monopoles et sociétés des Etats-Unis et des autres pays exportent-ils des capitaux justement dans les pays dont le développement économique exige des investissements et de la technologie.

Les capitaux investis assurent aux trusts et aux monopoles financiers des profits fabuleux, parce que dans les pays pauvres, peu développés, la terre est très bon marché et qu'on peut acheter à vil prix de vastes superficies avec toutes les richesses qu'elles offrent. La main-d'œuvre est également bon marché, parce que les gens, sous-alimentés, sont obligés de travailler à de très bas salaires. D'après des calculs des impérialistes eux-mêmes, pour chaque dollar investi dans ces pays les puissances impérialistes s'assurent un profit de 5 dollars.

Selon des données officielles américaines. rien que pour la période 1971-1975 les investissements directs des Etats-Unis d'Amérique dans les Etats nouvellement fondés se sont montés à un total de 6 milliards et demi de dollars, alors que les profits qu'ils ont prélevés au cours de cette même période dans ces pays ont atteint près de 30 milliards de dollars*. *(La revue américaine «Survey of Business», p. 44, août 1976.)

Afin de masquer leur exportation de capitaux, les puissances impérialistes pratiquent également l'octroi de crédits. A travers ces prétendus crédits ou aides, les grands trusts capitalistes et les Etats auxquels ils appartiennent, exercent de fortes pressions sur les Etats et les peuples qui les acceptent, et ils les maintiennent sous leur coupe. L'aide ou les crédits accordés aux pays peu développés proviennent du pillage des richesses de ces pays mêmes et de l'exploitation des masses travailleuses des pays développés. Dans les pays peu développés ces aides et crédits ne sont d'ailleurs octroyés qu'aux riches. En d'autres termes, les grands monopoles américains, par exemple, s'engraissent de la sueur du peuple américain et des autres peuples et les capitaux qu'ils exportent ou les crédits qu'ils accordent représentent justement la sueur et le sang de ces peuples. D'autre part, ces crédits que les grands monopoles octroient aux pays du soi-disant tiers monde, profitent en fait aux classes féodalo-bourgeoises qui y dominent.

Les crédits que reçoivent les Etats nouvellement créés sont des maillons de la chaîne impérialiste attachée au cou de leurs peuples. Comme le révèlent les statistiques, l'endettement de ces pays double tous les cinq ans. Au lieu des quelque huit milliards et demi de dollars auxquels il se montait

en 1955, l'endettement des pays peu développés à l'égard des puissances impérialistes a dépassé, en 1977. 150 milliards de dollars.

Le capitalisme mondial a développé la technique et la technologie dans son propre intérêt, pour multiplier ses profits à travers la découverte des ressources du sous-sol, la mise sur pied d'une agriculture intensive, etc. Toute cette technologie, la révolution technique et scientifique elle-même et les nouvelles méthodes d'exploitation économique profitent à l'impérialisme, aux monopoles capitalistes et non pas aux peuples. Le capitalisme ne peut jamais faire d'investissements dans d'autres pays, consentir de prêts, exporter de capitaux, sans calculer d'abord les profits qu'il en tirera pour lui-même.

Les monopoles et les grandes banques, qui ont étendu leur toile d'araignée sur le monde capitaliste et révisionniste, n'accordent de crédits que s'ils disposent de données concrètes sur les revenus qu'ils peuvent tirer, par exemple de l'exploitation d'une mine, de terres, de l'extraction de pétrole ou d'eau dans un désert.

Il existe aussi d'autres formes d'octroi de crédits pratiquées à l'égard des pays pseudo-socialistes, qui cherchent à masquer la voie capitaliste dans laquelle ils se sont engagés. Ces crédits, d'un montant très élevé, sont octroyés sous forme de crédit commercial et les bénéficiaires sont naturellement tenus de s'en acquitter dans des délais relativement brefs. Ils sont accordés conjointement par plusieurs Etats capitalistes, qui ont préalablement bien calculé les avantages économiques. Mais

aussi politiques, qu'ils tireront de l'Etat qui les reçoit en tenant compte tout à la fois de son potentiel économique et de sa solvabilité. En aucun cas, les capitalistes n'accordent de crédits pour construire le socialisme. S'ils le font, c'est plutôt pour le détruire. Aussi un véritable pays socialiste n'accepte-t-il jamais de crédits, sous quelque forme que ce soit, d'un pays capitaliste, bourgeois et révisionniste. Tout comme les révisionnistes khrouchtchéviens soviétiques, les révisionnistes chinois recourent à de nombreux slogans, à de multiples citations, ils formulent un tas de phrases qui sonnent «Léninistes», «révolutionnaires», alors qu'en fait leur action est réactionnaire, contre-révolutionnaire. Les dirigeants chinois cherchent aussi à présenter les choses comme si leurs attitudes opportunistes envers les pays impérialistes et les relations qu'ils entretiennent avec eux, sont dans l'intérêt du socialisme. Ces révisionnistes camouflent ainsi la réalité expressément pour maintenir les masses du prolétariat et du peuple dans l'obscurité afin que leur mécontentement ne puisse se muer en une force qui accomplira la révolution.

Prenons par exemple la question de l'édification économique du pays, du développement de l'économie socialiste par ses propres forces. Ce principe est juste. Tout Etat indépendant, souverain et socialiste doit mobiliser le peuple entier et définir correctement sa politique économique, prendre toutes les mesures pour l'exploitation judicieuse et aussi rationnelle que possible de toutes les richesses du pays, gérer ces richesses avec parcimonie, les accroître dans l'intérêt de son peuple et empêcher les autres de les lui ravir. C'est là pour tout pays socialiste une orientation fondamentale, tandis que l'aide de l'extérieur, l'aide prêtée par d'autres pays socialistes, n'est qu'accessoire.

Les crédits qu'un pays socialiste accorde à un autre pays socialiste ont un caractère tout à fait différent. Ces crédits constituent une aide internationaliste. sans intérêt. L'aide internationaliste n'engendre jamais le capitalisme, elle n'appauvrit pas les masses populaires, au contraire. elle stimule le développement de l'industrie et de l'agriculture, elle concourt à leur harmonisation, elle favorise l'élévation du niveau de vie des masses travailleuses, le renforcement du socialisme.

Avant tout, les Etats socialistes économiquement développés ont pour devoir d'aider les autres pays socialistes. Cela ne veut pas dire qu'un pays socialiste ne doive pas entretenir aussi des rapports avec d'autres pays. non socialistes. Mais il faut que ce soient des rapports économiques fondés sur l'intérêt réciproque et qu'en aucune manière ils ne mettent l'économie d'un pays socialiste ou d'un autre pays, non socialiste, sous la dépendance de pays plus puissants. Si ces rapports entre Etats sont fondés sur l'exploitation des Etats petit et économiquement faibles par les grands et puissants Etats, alors une telle «aide» doit être rejetée, parce qu'elle est asservissante.

Lénine dit que le capital financier a, au vrai sens du terme, étendu ses filets sur tous les pays du monde. Les monopoles, les cartels et les syndicats financiers des capitalistes oeuvrent de manière systématique, ils mettent d'abord la main sur le marché intérieur, l'industrie, l'agriculture du pays, ils asservissent la classe ouvrière et les autres travailleurs, tirent des sur profits et se créent ensuite de grandes possibilités pour accaparer des marchés dans le monde entier. En ce domaine, le capital financier joue un rôle direct.

Aujourd'hui on constate, et cela en parfaite conformité avec les enseignements de Lénine sur l'impérialisme en tant que stade ultime du capitalisme, que les deux superpuissances - l'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique - luttent pour le partage du monde, pour la conquête des marchés. La question du pétrole, par exemple, qui est devenue très aiguë dans le monde entier, est, au premier chef, le domaine des grandes sociétés monopoleuses américaines, mais aussi d'autres sociétés pétrolières, britanniques, hollandaises, etc. Les Américains manœuvrent sur la question du pétrole pour s'assurer le monopole de cette industrie. Ils ont investi de gros capitaux et implanté de très importants équipements techniques dans les pays pétroliers comme l'Arabie Saoudite, l'Iran et autres, ils y ont mis sous leur coupe les cliques dominantes en corrompant, avec force dollars, rois, scheiks et imams. La ploutocratie financière permet aux gouvernants des pays pétroliers de faire des investissements aux Etats-Unis, en Angleterre et ailleurs, en acquérant même des actions de diverses sociétés monopoleuses, des usines, des hôtels de luxe, etc.

L'Arabie Saoudite, par exemple, bien qu'on y extraie 420 millions de tonnes de pétrole par an, est un pays semi-féodal où sévissent la misère et l'obscurantisme. Cependant que les masses travailleuses vivent dans la pauvreté, le roi et la classe des grands propriétaires fonciers ont déposé dans les seules banques de Wall Street plus de 40 milliards de dollars. La même situation existe au Kuwait, dans les Emirats arabes unis, etc. Ces cliques font aux puissances impérialistes toutes les concessions pour leur permettre de piller les richesses des peuples des pays où elles règnent, afin de recueillir pour elles-mêmes une part des profits.

Les investissements faits par les pays producteurs de pétrole et qui appartiennent aux cliques dominantes, constituent une union, naturellement à une échelle très réduite, du capital de ces cliques avec le capital américain ou anglais. A première vue, il semble que les cliques dominantes des pays producteurs de pétrole, sont, d'une certaine manière, associées dans ces investissements à l'impérialisme américain, anglais ou français et qu'elles influent sur leur économie. En réalité, il se produit tout le contraire. Les profits des impérialistes américains et ceux des autres impérialistes sont extrêmement élevés par rapport à ceux que recueillent ces cliques. C'est là un trait caractéristique du néo-colonialisme actuel, qui, pour pouvoir exploiter au maximum les richesses de certains pays, fait aussi quelques concessions mesurées aux groupes dominants bourgeois-révisionnistes, féodaux, mais assurément pas à ses dépens. Cet exemple confirme la justesse de la thèse de Lénine, selon laquelle les intérêts de la bourgeoisie des divers pays ainsi que ceux des monopoles privés peuvent très facilement s'imbriquer avec ceux des monopoles d'Etat. Les grands monopoles peuvent aussi s'allier à des monopoles moins puissants, mais qui ont la haute main sur de grandes richesses, surtout du sous-sol, mines de fer, de chrome, de cuivre, d'uranium, etc.

Les prêts, crédits et aides gouvernementaux constituent aujourd'hui une forme très répandue d'exportation des capitaux. C'est ce genre d'exportation que pratiquent en particulier l'Union soviétique et les autres pays révisionnistes.

Outre les profits capitalistes qu'ils procurent, ces crédits, ces «aides» et ces prêts ont aussi des objectifs politiques. Les Etats qui accordent des crédits visent à soutenir et à consolider le pouvoir politique et économique de cliques déterminées, qui défendent les intérêts économiques, politiques, militaires du pays dont ils les reçoivent. Etant conclus au niveau des Etats, les accords sur ce genre de crédits accentuent davantage la dépendance économique et politique de l'emprunteur à l'égard du prêteur. Le «plan Marshall», qui devint, après la Seconde Guerre mondiale, la base économique de l'expansion politique et militaire des Etats-Unis d'Amérique dans les pays d'Europe occidentale, constitue un exemple classique de cette forme d'exportation de capitaux. Les prétendues aides que

les révisionnistes soviétiques prêtent. entre autres, à des pays comme l'Inde et l'Irak. soi-disant pour le développement de leur économie et la création du secteur étatique de l'industrie. sont de la même nature.

Actuellement. l'impérialisme américain, le social-impérialisme soviétique et le capitalisme des pays industrialisés ont atteint un tel degré de développement que les profits qu'ils tirent de l'accumulation des capitaux se sont accrus à l'extrême. L'accumulation de capitaux engendre de gros bénéfices qui finissent dans les poches des monopolistes, de l'oligarchie financière, lesquels. loin de mettre ces revenus au service du peuple travailleur. pauvre et malheureux, les exporte il clans les pays d'où ils peuvent tirer d'encore plus c!!rands profits. Ces pays sont ceux nue la Chine appelle le « tiers monde ». Mais des investissements de ce genre sont faits aussi dans les pays capitalistes développés.

Nombre d'ouvrages ont été écrits sur le processus de pénétration des capitaux américains en Europe et sur ses visées politiques et économiques. Le livre de l'auteur américain Geoffrey Owen nous en donne un clair tableau. Au début du chapitre sur «les Sociétés internationales», il indique que l'accroissement des investissements américains à l'étranger a obéi à la conception selon laquelle les firmes américaines constituent non pas des sociétés ayant des intérêts outre-mer, mais des sociétés internationales qui ont leur siège aux Etats-Unis d'Amérique. En d'autres termes, les grandes firmes américaines ne pensent pas seulement à s'étendre sur tout leur pays et à couvrir les besoins de l'industrie et de leurs clients à l'intérieur des Etats-Unis, mais encore à jeter leurs filets sur les pays étrangers. Ces sociétés investissent leurs «capitaux excédentaires» dans d'autres pays pour tirer de plus grands profits. Près de la moitié des bénéfices de trusts géants comme la «Socony Mobil» la «Standard Oil of New Jersey», etc., proviennent du pillage et de l'exploitation des pays étrangers. Quelque 500 compagnies s'assurent chaque année à l'étranger environ 10 milliards de dollars de profits. On compte plus de 3000 entreprises de ce genre qui ont fait des investissements dans des pays étrangers. Ainsi les formules et les termes «société multinationale» ou «capitalisme international» sont passés dans le langage courant et ont été adoptés dans le journalisme et dans les opérations :bancaires.

Geoffrey Owen indique qu'en 1929 plus de 1.300 sociétés européennes appartenaient aux firmes américaines ou étaient contrôlées par ces dernières. C'était alors la première étape de l'offensive américaine en direction de l'industrie européenne. La pression de la Seconde Guerre mondiale, alors en préparation, arrêta temporairement l'invasion des capitaux américains. De 1929 à 1946, la valeur des investissements directs des sociétés américaines dans les autres pays du monde a baissé de 7,5;milliards; de dollars à 7,2 milliards. Mais, après la Seconde Guerre mondiale, en 1950, le montant des investissements américains à l'étranger s'était élevé à 11,2 milliards, dont la moitié était concentrée dans les pays d'Amérique latine et au Canada. En `Amérique latine, les investissements visaient à la mise en valeur de matières premières, comme le pétrole, le cuivre, le minerai de fer, les bauxites, à l'exploitation des bananes et d'autres produits agricoles. Au Canada, ces investissements portèrent de préférence sur les mines et le pétrole, et ils se développaient sur -une grande échelle à cause de la proximité de ce pays et d'autres conditions qui y facilitaient la pénétration de capitaux.

Dans les années 50, l'Europe aussi devint un important terrain pour les investissements américains. Sur ce continent les investissements s'étendirent rapidement aux communications, aux productions en grande série, aux équipements complexes. Et, dans le même temps, affluèrent les marchandises et les produits américains.

L'auteur précité souligne que la situation créée après la Seconde Guerre mondiale sur les marchés capitalistes donna une impulsion encore plus grande aux investissements américains. Voici des données sur l'accroissement de ces investissements à l'étranger: en 1946, leur total s'élevait à 7.2 milliards de dollars, puis ils commencent à monter pour atteindre en 1950 11,2 milliards, en 1964 44,3 milliards et, en 1977, plus de 60 milliards de dollars.

En étendant constamment leurs opérations à l'échelle mondiale, les sociétés américaines ont durci leur concurrence avec leurs rivales de chaque pays, et rendu la domination des géants américains encore plus redoutable. Ce problème devient particulièrement aigu dans les pays peu développés où

les sociétés américaines dominent les branches clés de l'industrie et exercent une influence prépondérante sur les économies nationales. En d'autres termes, ces sociétés américaines géantes ont la haute main sur l'économie et le gouvernement de ces pays, et ce sont elles, en fait, qui les dirigent.

On connaît la longue lutte menée entre les sociétés pétrolières américaines et le gouvernement mexicain, et qui prit fin en 1938 par l'échec de la politique d'opposition du gouvernement mexicain. C'est la même issue que connut le conflit entre le monopole anglais du pétrole et le gouvernement iranien, qui se termina par la destitution de Mossadegh. Les conflits de ce genre sont très fréquents, épuisants, et se terminent à l'avantage des grands trusts américains.

Les grandes compagnies pétrolières opèrent à l'échelle mondiale. C'est devenu pour elles une pratique courante et nécessaire que de contrôler entièrement tous les capitaux et la production de cette branche dans les pays où elles ont investi, de contrôler les gouvernements etc., faute de quoi, il leur est difficile de coordonner leurs activités à l'échelle mondiale. Voilà pourquoi les grandes compagnies étrangères contrecarrent les tentatives des capitalistes locaux pour obtenir une plus grande part de profits que celle que leur accordent les investisseurs des Etats-Unis ou des autres pays impérialistes.

Les sociétés américaines en Europe, au Canada, en Asie, en Afrique et ailleurs, ont créé une situation qui leur permet de contrôler pratiquement les économies de plusieurs pays. Les gouvernements de ces pays ont grand peur des Etats-Unis, qui ont assumé en Europe le leadership en matière économique comme en matière militaire.

C'est pourquoi les pays capitalistes industrialisés d'Europe s'efforcent d'endiguer l'invasion des capitaux américains qui y ont afflué et y affluent toujours plus.

La direction chinoise prétend que les Etats européens, industrialisés depuis le XIXe siècle, accroissent leurs investissements aux Etats-Unis d'Amérique. Mais l'on sait que les investissements de capitaux européens aux Etats-Unis se font principalement sous forme de valeurs, d'actions, d'obligations, de dépôts etc., alors que les investissements américains en Europe se sont assurés des positions dominantes dans les branches les plus importantes de l'économie européenne.

Cherchant à justifier l'accroissement des investissements américains, Geoffrey Owen prétend que les pays européens souhaitent et s'efforcent de développer leurs industries sur des bases scientifiques, notamment celles de l'électronique et des ordinateurs. Ces industries contribuent dans une certaine mesure au progrès technique, à l'accroissement des exportations et en général au développement économique de ces pays. Mais les sociétés américaines sont plus avancées que leurs rivales européennes en ces domaines, et elles contrôlent ce progrès technique en fonction de leurs intérêts.

En matière d'ordinateurs, par exemple, les sociétés européennes concernées se sont étroitement unies pour faire face à la concurrence de la firme américaine «International Business Machine» (I.B.M.), qui contrôle plus de 70% du marché américain et une encore plus grande partie du marché mondial.

De même, les grandes sociétés américaines ont tendance à s'associer aux entreprises locales. Pour masquer l'exploitation à laquelle elles se livrent, nombre de firmes évitent d'avoir des filiales à cent pour cent et créent des sociétés à investissements mixtes dans le rapport de 49 et 51% ou moitié moitié. C'est ainsi que les Américains ont agi au Japon, c'est ainsi qu'ils ont agi également en Yougoslavie, bien que ce pays cherche à donner l'impression qu'il construit le socialisme par ses propres moyens, alors qu'en réalité les titistes ont, économiquement, livré le pays aux Etats-Unis d'Amérique et aux grandes firmes des pays industrialisés développés. Et ils ont par là bridé aussi sa liberté et son indépendance.

Nombre de grandes sociétés américaines comme la «General Motors», «Ford», «Chrysler», «General Electric» etc., ont tendance à s'assurer effectivement la possession à cent pour cent de leurs filiales à l'étranger. Néanmoins, selon Owen, ces filiales n'oublient pas le problème de la nationalisation, et leur réponse est qu'«il ne s'agit pas pour nous de former des sociétés à investisseurs locaux, mais d'encourager la propriété internationale des actions des sociétés mères».

C'est là la conception de «l'Internationale» du capitalisme. dont la «General Motors» en particulier s'est faite l'ardent défenseur.

Ces orientations du capital impérialiste américain ou de la puissance industrielle américaine, qui investit hors des Etats-Unis pour créer ses propres colonies et son empire, ne sont que quelques faits, parmi d'autres, qui illustrent clairement la thèse selon laquelle, contrairement à ce que prétendent les révisionnistes chinois, l'impérialisme américain n'est nullement affaibli. Au contraire, il s'est renforcé, il a obtenu d'importantes concessions dans des pays étrangers et il dirige beaucoup de branches importantes de leur économie. Il a également créé aux gouvernements d'autres pays de multiples difficultés, souvent il fait la loi dans ces pays, contrôle et guide de nombreux gouvernements. Naturellement, ce processus connaît des hauts et des bas, mais sa tendance générale ne témoigne pas de l'affaiblissement de l'impérialisme américain.

Actuellement, nous vivons en une époque où une autre superpuissance, le social-impérialisme soviétique, exporte des capitaux et s'efforce d'exploiter divers peuples. Les capitaux qu'il exporte proviennent de la plus-value réalisée dans le pays capitaliste qu'est devenue l'Union soviétique.

La restauration du capitalisme a conduit à une polarisation de la société soviétique actuelle, où une petite minorité de la population domine et exploite l'écrasante majorité. Il s'est maintenant créé une couche constituée par la bureaucratie, les technocrates et l'intelligentsia créatrice supérieure, qui s'est constituée comme une classe en soi, bourgeoise et exploiteuse, qui s'approprie et se partage la plus-value qu'elle tire de la féroce exploitation de la classe ouvrière et des autres masses travailleuses. A la différence des pays du capitalisme classique, où la plus-value que s'approprie chaque capitaliste est fonction du capital qu'il a investi, en Union soviétique et dans les autres pays révisionnistes la plus-value est répartie en fonction de la position qu'occupent les gens de la haute couche bourgeoise dans la hiérarchie de l'Etat, de l'économie, des sciences, de la culture, etc. Les hauts salaires, les gratifications courantes et exceptionnelles, les primes et les stimulants, les faveurs, sont des pratiques érigées en institution pour permettre l'appropriation de la plus-value réalisée grâce à la sueur des travailleurs. La couche qui représente le «capitaliste collectif» préserve cette forme de spoliation à travers une foule de lois et de normes, qui garantissent l'oppression et l'exploitation capitalistes.

L'économie soviétique est désormais intégrée dans le système du capitalisme mondial. Cependant que les capitaux américains, allemands, japonais, etc., ont pénétré profondément en Union soviétique, les capitaux soviétiques sont exportés dans d'autres pays et, sous diverses formes, ils fusionnent avec les capitaux locaux.

On sait que l'Union soviétique exploite économiquement au premier chef les pays satellites. Mais à présent elle est en concurrence et en rivalité avec les autres Etats capitalistes pour la conquête de marchés et de sphères d'investissements, pour le pillage des matières premières, dans le cadre des lois néo-colonialistes du commerce mondial, etc.

Afin d'étendre son hégémonie, la nouvelle bourgeoisie soviétique exporte des capitaux, mais elle se heurte en cela à la concurrence non seulement de l'impérialisme américain, qui est très puissante, mais encore à celle des autres Etats capitalistes développés comme le Japon, l'Angleterre, l'Allemagne occidentale et la France. Pour réaliser des sur profits, ces Etats exportent des capitaux en Afrique, en Asie et en Amérique latine mais aussi dans les pays de l'Europe de l'Est qui sont sous la tutelle de l'Union soviétique révisionniste, et en Union soviétique elle-même.

Les cliques dominantes des pays prétendument socialistes, comme l'Union soviétique, la Tchécoslovaquie, la Pologne, etc., et à présent la Chine, autorisent l'afflux de capitaux étrangers dans leurs pays, parce que ces capitaux leur profitent à elles-mêmes alors qu'ils pèsent sur le dos des peuples. Les pays membres du Comecon sont accablés de dettes. Leur endettement envers les pays occidentaux s'élève à 50 milliards de dollars.

La Yougoslavie est un des premiers pays révisionnistes qui a permis la pénétration des capitaux étrangers dans son économie. Au début elle a reçu des crédits, puis des brevets et plus tard elle est passée à la création d'entreprises mixtes. En 1967, une loi yougoslave a autorisé la création d'entreprises mixtes à 490/0 de capital étranger. En 1977, on comptait dans ce pays 170 entreprises

de ce genre. La Yougoslavie a assuré aux sociétés capitalistes les conditions les plus favorables pour le développement de leur activité et l'obtention de profits maximums.

Ce qui se passe en Yougoslavie démontre que les capitaux étrangers qui y sont investis constituent un des facteurs déterminants de sa conversion en pays capitaliste. Les Etats-Unis d'Amérique et les autres Etats capitalistes riches, loin de perdre à ces investissements, ont au contraire réalisé de grands profits, accentuant la misère de la classe ouvrière et de la paysannerie de Yougoslavie. Lénine a indiqué que l'exportation de capitaux est un solide fondement de l'exploitation de la majorité des nations et des pays du monde, du parasitisme capitaliste d'une poignée d'Etats très riches.

Les Etats capitalistes réaliseront aussi de grands profits en Chine. A présent, on voit les capitaux américains, japonais, ouest-allemands, etc., affluer par milliards de dollars, dans ce pays. Avec les Japonais, ont été signés des accords sur l'exploitation commune des gisements pétrolifères et des capacités énergétiques du Yang-Tseu; avec les Allemands, un accord sur l'exploitation de mines de charbon et autres. Les investissements qui sont et qui seront faits en Chine apporteront certainement de copieux profits aux capitalistes étrangers, mais ils renforceront en même temps les bases du capitalisme dans ce pays.

L'exportation des capitaux d'un pays capitaliste dans un autre pays capitaliste ou révisionniste, quelle que soit la taille de l'Etat importateur ou exportateur, demeure une des formes de l'exploitation des peuples par le capital. Cette exploitation entraîne, pour le pays qui reçoit ces capitaux, un état de dépendance économique et politique.

Lénine a souligné que **les monopoles, après s'être emparés du marché intérieur, luttent pour un nouveau partage et la conquête économique du marché mondial des produits industriels et des matières premières.** La concurrence et la soif de gain poussent les monopolistes de divers pays à conclure des accords provisoires, à s'allier et à collaborer pour se partager les marchés sur le plan international, afin de vendre des produits finis et d'acheter des matières premières. Les Etats capitalistes développés, même lorsqu'ils possèdent des réserves de matières premières et énergétiques, se ruent sur les autres pays, car les coûts de production y sont plus bas que dans les leurs, et surtout parce que les salaires des ouvriers y sont plusieurs fois inférieurs.

On connaît la lutte qui a été et qui continue d'être menée pour la conquête des gisements et des marchés de pétrole. Cette lutte a eu pour effet de ruiner des dizaines et des centaines d'entreprises et sociétés privées et on en est arrivé à un point où le cartel international du pétrole, qui regroupe sept grands monopoles (dont cinq américains, un anglais et un anglo-hollandais, les fameux Esso, Texaco, Shell, etc.) contrôle plus de 60% de l'extraction et de la vente de ce produit dans les pays capitalistes du monde occidental et en traite environ 54%.

Une répartition analogue des sources de production et des marchés s'observe aujourd'hui pour les minerais de cuivre et d'étain, pour l'uranium et d'autres minerais précieux et stratégiques.

Beaucoup d'anciens pays colonialistes, comme l'Angleterre et la France, ont conclu avec d'anciennes colonies des accords spéciaux dits préférentiels, de coopération et autres, qui leur assurent des privilèges économiques et commerciaux quasi exclusifs. Les zones dites du dollar, de la livre sterling, du franc, du rouble, témoignent d'un partage économique du monde entre les divers monopoles et Etats impérialistes.

L'impérialisme américain, le social-impérialisme soviétique et les autres puissances impérialistes, à travers diverses voies, à travers le commerce discriminatoire et inégal qu'ils pratiquent avec ces anciennes colonies, s'assurent le maximum de profits. L'endettement des seuls pays «en développement», exception faite des pays de l'O.P.E.P., se monte aujourd'hui à près de 34 milliards de dollars.

Dans les conditions actuelles, surtout de la présente crise économique, les monopoles concluent aussi avec les gouvernements des pays capitalistes des accords directs portant sur les quotas de production, les prix, les débouchés, etc. L'existence d'organismes comme le Marche commun, le Comecon et autres, est un clair témoignage du partage économique actuel du monde.

Ce partage, la domination des monopoles, leur diktat sur la vie et le développement économiques des autres pays, aggravent encore non seulement la contradiction entre le travail et le capital, mais aussi les contradictions entre les peuples et l'impérialisme, ainsi que les contradictions inter impérialistes elles-mêmes.

La théorie chinoise des «trois mondes», qui cherche à réconcilier le «tiers monde» avec le «second monde» et avec l'impérialisme américain, ne tient pas compte de cette réalité. Cette théorie ne veut pas voir que l'offensive incessante des monopoles américains, anglais, allemands, japonais, français, etc., contre ce que la Chine appelle le «tiers monde», accroît la résistance des peuples à toutes les puissances impérialistes et hégémonistes et amplifie les conditions objectives pour une lutte inconciliable entre eux. D'autre part, le développement inégal des puissances impérialistes, loi objective de l'évolution du capitalisme, les pousse à une concurrence et à des frictions irréductibles entre elles dans leur effort d'expansion économique partout dans le monde.

La théorie chinoise des «trois mondes», qui tend à concilier ces contradictions et qui prêche précisément ce qu'ont prêché depuis longtemps la social-démocratie et les révisionnistes de toute couleur, est en opposition flagrante avec la stratégie léniniste qui vise non pas à éliminer mais à approfondir ces contradictions pour préparer le prolétariat à la révolution et les peuples à la libération.

Lénine, dans son analyse de l'impérialisme, a indiqué qu'avec le passage du capitalisme pré-monopoliste à son stade suprême et ultime, **au stade de l'impérialisme, se termine le partage territorial du monde entre les grandes puissances impérialistes.**

« . . le trait caractéristique de la période envisagée, c'est le partage définitif du globe, définitif non en ce sens qu'un nouveau partage est impossible, - de nouveaux partages étant au contraire possibles et inévitables, - mais en ce sens que la politique coloniale des pays capitalistes en a terminé avec la conquête des territoires inoccupés de notre planète. Pour la première fois, le monde se trouve entièrement partagé, si bien qu'à l'avenir il pourra uniquement être question de nouveaux partages, c'est-à-dire du passage d'un «possesseur» à un autre. . . »* (V. Lénine, oeuvres, éd. alb., t. 22, pp. 308-309.)

Après la Seconde Guerre mondiale, l'ancien colonialisme classique, qui exploitait physiquement, économiquement, politiquement et idéologiquement la majorité des peuples du monde, s'est transformé en un colonialisme nouveau. Ce nouveau colonialisme comporte tout un système de mesures économiques, politiques, militaires et idéologiques, mis en place par l'impérialisme afin de maintenir sa domination et de s'assurer le contrôle politique et l'exploitation économique des anciennes colonies et de beaucoup d'autres pays, en s'adaptant aux nouvelles conditions créées après la guerre.

Quelles sont ces nouvelles conditions ?

Les pays impérialistes, la France, l'Angleterre, l'Italie, l'Allemagne, le Japon et les Etats-Unis n'étaient pas en mesure de maintenir par la force après la guerre la situation antérieure au conflit. La France, par exemple, ne pouvait plus garder sous sa tutelle des colonies comme l'Algérie, le Maroc, la Tunisie et d'autres pays d'Afrique. Il en fut de même pour l'impérialisme anglais, italien, etc.

La Seconde Guerre mondiale suscita un changement radical dans le rapport des forces dans le monde. Elle conduisit à la destruction des grandes puissances fascistes, mais elle secoua aussi jusque dans leurs fondements les anciennes puissances colonialistes et les affaiblit sensiblement. La guerre antifasciste souleva partout, même dans les pays qui n'avaient pas été entraînés dans son tourbillon, le problème de la libération nationale. Les peuples des pays ex-coloniaux, qui avaient pris part à la guerre aux côtés des pays de la coalition antifasciste pour échapper au joug fasciste, ne^o pouvaient plus faire marche arrière ni supporter plus longtemps le joug colonial. La victoire de l'Union soviétique sur le nazisme, la création du camp socialiste, la libération de la Chine, stimulèrent très vigoureusement l'éveil de la conscience nationale et la lutte de libération des peuples. Les grandes masses des peuples colonisés en vinrent à comprendre que la situation

antérieure devait absolument changer. Et c'est ainsi qu'on vit les guerres de libération se déclencher en Indochine, en Afrique du Nord et ailleurs.

Contraints par cette situation, nombre de pays colonialistes se rendirent compte que l'ancienne méthode d'exploitation et d'administration des colonies, qui ne permettait aucune liberté ni indépendance, avait fait son temps. Si les puissances impérialistes, colonialistes, en vinrent à cette conclusion, ce n'est pas qu'elles étaient mues par des sentiments démocratiques ni par le désir de donner la liberté aux peuples, mais sous la pression des peuples colonisés et en raison de leur incapacité militaire, économique, politique et idéologique à préserver l'ancienne colonisation. Cependant, l'impérialisme français, anglais, italien, américain et autre ne voulait pas renoncer à exploiter ces peuples et ces pays. Chaque puissance impérialiste se vit obligée par les circonstances créées d'accorder l'autonomie ou de promettre la liberté et l'indépendance à ces peuples dans un certain délai. Ces délais, qu'elles fixèrent soi-disant pour permettre à ceux-ci de prendre conscience de leur capacité de se gouverner eux-mêmes et de former à cette fin des cadres locaux, visaient en fait à préparer de nouvelles formes d'exploitation impérialiste, un nouveau colonialisme, en donnant aux pays et aux peuples la fausse impression qu'ils avaient accédé à la liberté.

Ce fut une phase de l'après-guerre où l'impérialisme mondial subit une grande défaite, et où la crise du système colonial de l'impérialisme s'aggrava sensiblement. Au cours de cette période de putréfaction du capitalisme, les Etats-Unis profitèrent de l'affaiblissement de l'impérialisme consécutif à la Seconde Guerre mondiale pour instaurer une nouvelle et profonde exploitation des peuples colonisés, dits libres et indépendants. Ils étendirent leur pouvoir impérialiste dans les pays naguère colonies des autres puissances impérialistes, maintenant plus ou moins affaiblies.

Nombre de peuples anciennement colonisés, bien que les ex-puissances colonisatrices leur ait reconnu une certaine «indépendance» et «liberté», ont été obligés de prendre les armes, parce que les impérialistes, surtout les français, qui cherchaient même après la guerre à préserver la puissance ou la «grandeur» de la France, n'étaient pas disposés à accorder immédiatement cette «liberté» et cette «indépendance». C'est ainsi que les peuples d'Algérie, du Vietnam et beaucoup d'autres ont entrepris une longue lutte de libération et en sont finalement sortis victorieux. Nous n'entrons pas ici dans des détails sur le processus de leur libération, ni sur les forces sociales qui ont participé à cette lutte, etc. Il est de fait que l'ancien impérialisme franco-anglais s'est affaibli. Ainsi a été démontrée la justesse des thèses de Lénine, à savoir que l'impérialisme était en putréfaction et que l'ancienne société capitaliste-impérialiste était minée par les mouvements révolutionnaires et les aspirations à la liberté des peuples, jusqu'alors opprimés et asservis.

Au cours de cette période, l'impérialisme américain s'est engraisé, il a étendu la zone du dollar, a mis sous son contrôle des territoires de la zone du franc et de la livre sterling et, afin de maintenir sa puissance hégémonique impérialiste fondée sur l'exploitation extrême des peuples, a implanté de nombreuses bases militaires et a porté au pouvoir des cliques politiques pro-américaines dans un bon nombre des pays du monde qui avaient soi-disant accédé à la liberté et à l'indépendance. Cette exploitation s'accompagna naturellement d'une série de modifications de la structure et de la superstructure.

Le capital financier a conçu aussi une idéologie distincte, qui le guide pour l'exploitation du prolétariat et la conquête du monde. Il complète sa domination des peuples, et justifie cette domination par diverses formes d'action qu'il enrobe de sucre, en prônant et en accordant une certaine liberté, une certaine indépendance, et en créant aussi certains partis prétendument démocratiques.

Les investissements de capitaux américains, la constitution de banques et de ce qu'on appelle les sociétés multinationales, s'accompagnent de l'exportation du mode de vie américain avec la dégénérescence qu'il comporte.

L'exportation de capitaux par les grandes puissances impérialistes crée les colonies, les pays où domino aujourd'hui le néo-colonialisme. Ces pays jouissent soi-disant d'une indépendance, mais celle-ci est purement formelle. En d'autres termes, aujourd'hui comme hier, se développe le même processus d'exportation de capitaux, mais sous des formes différentes, avec des justifications et une

propagande «sucrée». t, exploitation des peuples de ces pays jusqu'à la moelle demeure et tend même à devenir encore plus féroce; le pillage des richesses naturelles se poursuit également.

Les Etats-Unis d'Amérique sont la plus grande puissance néo-colonialiste de notre époque. Pendant les trois années 1973-1975, les investissements de base gouvernementaux et privés des Etats-Unis dans les anciennes colonies, dans les pays dépendants ou semi-dépendants, représentaient près de 36% du total des investissements des pays capitalistes et révisionnistes les plus développés dans ces régions.* *(Annuaire de statistiques de la R.F.A., 1977.)

Les traités et les accords économiques, politiques et militaires entre les puissances impérialistes et les anciennes colonies sont asservissants, ce sont des armes entre les mains de l'impérialisme pour lui permettre de maintenir ces pays dans l'esclavage. Les mots de Lénine à ce propos restent aujourd'hui très actuels. Il indiquait en effet

*« . . la nécessité d'expliquer et de dénoncer inlassablement aux larges masses laborieuses de tous les pays, et plus particulièrement des pays arriérés, la duperie pratiquée systématiquement par les puissances impérialistes qui, sous le couvert de la création d'Etats politiquement indépendants, créent en fait des Etats entièrement sous leur dépendance dans les domaines économique, financier et militaire».**(V. Lénine, Oeuvres, éd. alb., t. 31, p. 159.)*

Afin de maintenir leur domination sur les peuples, l'impérialisme américain, le social-impérialisme soviétique et les autres puissances impérialistes anciennes ou nouvelles, attisent, partout où ils peuvent, les querelles entre Etats voisins, ou entre divers groupes sociaux à l'intérieur du pays, puis, dans le rôle de juge ou de défenseur de l'une ou de l'autre partie, ils interviennent dans les affaires intérieures d'autrui et justifient leur présence économique, politique et militaire. Les faits montrent que, lorsque les superpuissances se sont immiscées dans les affaires intérieures des autres peuples, les questions sont restées sans solution, ou que cela a abouti à la consolidation des positions de l'impérialisme et du social-impérialisme dans ces pays. En témoignent actuellement les événements du Proche-Orient, le conflit somalo-éthiopien, la guerre vietnamo-cambodgienne, etc.

Les Etats-Unis, l'Union soviétique et tous les autres pays capitalistes, en même temps qu'ils font des investissements, consolident leurs positions dans les pays qui acceptent ces investissements, ils luttent pour des débouchés et des zones d'influence. Cela suscite des frictions entre les divers Etats capitalistes, entre les grands trusts qui ne sont pas liés et imbriqués entre eux. Ces frictions poussent à des guerres locales et elles risquent de conduire à une guerre générale. De ce fait la guerre, locale ou générale, qui éclate pour ces motifs, revêt, comme nous l'enseigne le léninisme, un caractère de rapine et non pas de libération. C'est seulement lorsque les peuples se dressent contre les occupants étrangers, contre la bourgeoisie capitaliste du pays, qui est étroitement liée à l'impérialisme, au social-impérialisme et au capital mondial, que cette guerre est juste, qu'elle est libératrice.

Les représentants du grand capital mondial parlent beaucoup de la prétendue nécessité de modifier le système des relations économiques internationales actuelles et de la création d'un , «nouvel ordre économique mondial», que soutiennent aussi les dirigeants chinois. Selon eux, ce «nouvel ordre économique» servira de «base à la stabilité globale». Les révisionnistes soviétiques, de leur côté, parlent de l'établissement d'une soi-disant nouvelle structure des relations économiques internationales.

Ce sont là des tentatives et des plans des puissances impérialistes et néo-colonialistes pour maintenir sur pied le néo-colonialisme, prolonger son existence, et préserver l'oppression et la spo-

liation des peuples. Mais les lois de l'évolution du capitalisme et de l'impérialisme n'obéissent ni aux vœux, ni aux élucubrations théoriques de la bourgeoisie et des révisionnistes. Comme l'a dit

Lénine, la seule voie pour sortir de ces contradictions est celle de la lutte conséquente contre le colonialisme et le néo-colonialisme, celle de la révolution.

Analysant les traits économiques fondamentaux de l'impérialisme, Lénine en a défini aussi la place historique. Il a souligné que l'impérialisme est non seulement le stade suprême, mais aussi le stade ultime du capitalisme, c'est la veille de la révolution prolétarienne. Lénine a indiqué que

«L'impérialisme est un stade historique particulier du capitalisme . . . est (1) Le capitalisme monopoliste; (2) - le capitalisme parasitaire ou pourrissant; (3) - le capitalisme agonisant»*. *(V. Lénine, Oeuvres, éd. alb., t. 23, p. 122.)

La réalité du monde capitaliste actuel confirme entièrement cette conclusion.

La base économique de toutes les plaies économiques et sociales de l'impérialisme, comme l'a démontré Lénine, c'est le monopole. Les monopoles sont incapables de dépasser les contradictions de l'économie capitaliste. Lénine rattachait organiquement le parasitisme et la putréfaction de l'impérialisme à la tendance du monopole à freiner en général le développement des forces productives, à accentuer les disproportions de développement entre les diverses branches et au niveau de toute l'économie nationale, à ne pas exploiter à plein les capacités productives humaines et matérielles, à la tendance à empêcher l'application des nouveautés de la science et de la technique en faveur des masses et du progrès de toute la société.

La soif de profits, la concurrence obligent les monopoles à faire des investissements pour introduire la technique avancée dans la production. Mais la tendance prédominante de l'ensemble du processus historique de l'évolution de l'impérialisme est au développement disproportionné et décroissant.

Les dépenses au titre de la recherche et du développement scientifiques faites dans l'industrie, et particulièrement dans l'industrie de guerre, aux Etats-Unis par exemple, ont passé de 2 milliards de dollars en 1950 à près de 11 milliards en 1965 et à quelque 30 milliards en 1972. Souvent les grandes firmes rencontrent des difficultés en matière de recherche scientifique. mais étant à l'affût des nouvelles inventions. elles en acquièrent aussitôt les brevets, engagent des travailleurs qualifiés et ne mettent ces découvertes en pratique que lorsque cela répond à leurs intérêts.

Naturellement, les principaux secteurs. Ceux qui présentent le plus d'intérêt pour des investissements en vue du progrès et de la révolution techniques, ont la priorité en cette matière, car ils assurent plus de profits. La première place ici revient à l'industrie de guerre, les taux de profits y étant plus élevés que partout ailleurs. C'est ainsi par exemple qu'en 1964, aux Etats-Unis il a été investi pour la recherche scientifique dans le secteur aéronautique et des missiles 3 milliards 565 millions de dollars. La même année, les investissements dans l'industrie électrique et des télécommunications ont atteint 1 milliard 537 mille dollars, dans l'industrie chimique 196 millions, dans celle des machines 136 millions, dans l'industrie automobile 174 millions, dans l'industrie des instruments scientifiques 172 millions, dans celle des produits de caoutchouc 38 millions, dans celle du pétrole 8 millions, dans celle du méthane 9 millions, etc.

Dans les conditions actuelles, la militarisation de l'économie, en tant que manifestation de la putréfaction de l'impérialisme, est devenue un trait caractéristique de tous les pays capitalistes et révisionnistes. Mais ce processus de militarisation a pris des proportions inouïes en particulier aux Etats-Unis et en Union soviétique. Les dépenses directement militaires des deux parties ont atteint des chiffres astronomiques, dépassant au total 240 milliards de dollars par an.

Dans leur politique d'hégémonie et de domination mondiales, les Etats-Unis d'Amérique et l'Union soviétique ont aussi recours, et à grande échelle, au commerce des armes, une autre claire expression du pourrissement de l'impérialisme. Ils vendent chaque année des armes pour une valeur de plus de 20 milliards de dollars. D'autres Etats impérialistes, comme l'Angleterre, l'Allemagne occidentale, la France et l'Italie, sont aussi des vendeurs d'armes. Ce commerce impérialiste a pour clients réguliers des cliques réactionnaires fascistes de pays comme le Chili, le Brésil, l'Argentine, Israël, l'Espagne, la Corée du Sud, la Rhodésie, la République Sud-Africaine, etc.

auxquels s'ajoutent aussi les pays riches en matières premières stratégiques ou en pétrole, que les impérialistes cherchent à séduire avec des armes afin de mieux leur ravir leurs richesses.

Les crises économiques de surproduction, qui sévissent toujours plus fréquemment, témoignent clairement de la putréfaction et du parasitisme du capitalisme monopoliste actuel. Le déclenchement des crises, devenues maintenant très aiguës, démontre le bien-fondé de la théorie marxiste sur le caractère anarchique, spontané et disproportionné de la production et de la consommation en régime capitaliste et réfute les «théories» bourgeoises du développement du capitalisme «sans crises», ou de la transformation du capitalisme en «capitalisme dirigé».

Dans la société capitaliste actuelle on voit agir avec une force encore plus grande la loi générale de l'accumulation capitaliste découverte par Marx, et selon laquelle on assiste, d'une part, à la paupérisation des travailleurs et, de l'autre, à l'augmentation des profits des capitalistes. Le processus de polarisation de la société en prolétaires et en bourgeois, ceux-ci représentant une petite minorité, tend à s'accroître.

Le système impérialiste actuel, du fait même qu'il dispose de plus grandes possibilités économiques pour corrompre les couches supérieures du prolétariat, l'aristocratie ouvrière, a grossi considérablement les rangs de cette dernière.

Actuellement, l'oligarchie financière utilise largement cette aristocratie afin de tromper et de désorienter le prolétariat, d'éteindre son élan révolutionnaire. C'est de l'aristocratie ouvrière que proviennent généralement ceux que Lénine appelle socialistes en paroles, mais impérialistes par leurs actes. Cette définition de Lénine englobe la social-démocratie, les «partis ouvriers bourgeois», les dirigeants opportunistes des syndicats, les révisionnistes modernes, etc. Lénine souligne que l'impérialisme se lie à l'opportunisme, (lue les opportunistes contribuent à préserver et à renforcer l'impérialisme. Il dit que:

« . . . les gens les plus dangereux sont ceux qui ne veulent pas comprendre que, si elle n'est pas indissolublement liée à la lutte contre l'opportunisme, la lutte contre l'impérialisme est une phrase creuse et mensongère» *. *(V. Lénine, oeuvres, éd. alb., t. 22, p. 367.)

La putréfaction de l'impérialisme s'observe clairement aussi dans l'accroissement et l'accentuation de la réaction dans tous les domaines, et particulièrement dans les domaines politique et social. La bourgeoisie monopoliste, comme le démontre la pratique, lorsqu'elle voit que la lutte de classes s'exacerbe, jette ses masques, reniant aux masses travailleuses même ce peu de droits qu'elles ont conquis au prix du sang versé. C'est ce dont témoignent également les régimes et les dictatures fascistes instaurés dans nombre de pays du monde.

Tout ce système pourri, qui se trouve dans une situation chaotique, se maintient sur pied grâce à une grande armée prétorienne, à une police très nombreuse, mobilisée et armée jusqu'aux dents. Toutes ces forces militaires et policières sont mises en action pour prévenir et réprimer la moindre résistance qui dépasse les limites fixées par une forêt de lois élaborées par la bourgeoisie au pouvoir. Les cadres de l'armée et des autres armes de répression vivent dans l'opulence et touchent de gros traitements. En Italie, par exemple, on n'entend parler que d'armée, de police, de carabinieri, d'agents de la sûreté décorés, mais aussi assassinés.

Dans cette situation si confuse qui règne dans les pays bourgeois, on voit croître et se propager le banditisme, celui-ci étant le produit même du système capitaliste, l'expression de sa dégénérescence, le reflet de l'accablement et du désarroi que suscite le système bourgeois d'oppression et d'exploitation. La bourgeoisie ne cherche à empêcher les manifestations de banditisme que pour autant qu'elles créent des problèmes et des ennuis à l'Etat bourgeois. Mais, par ailleurs, elle encourage et exploite le banditisme afin de terroriser les larges masses travailleuses, qui vivent dans la misère. Dans nombre de pays capitalistes, le banditisme est devenu une industrie et s'est propagé sous diverses formes, depuis les hold-up jusqu'aux enlèvements avec demande de rançon. Dans certains pays, le banditisme s'est organisé en divers prétendus groupements. Ces groupements se donnent des appellations qui sonnent «révolutionnaires», «communistes», etc. La

bourgeoisie les laisse faire pour préparer la situation de manière à justifier un coup d'Etat fasciste. Afin de discréditer la révolution et le socialisme, elle tend à faire croire que cette activité de brigandage est le fait de «groupes communistes», qui agissent soi disant contre le régime bourgeois. Pour conclure, on est en droit d'affirmer que, dans son état actuel, l'impérialisme en général, que ce soit l'impérialisme américain, le social-impérialisme soviétique ou les autres impérialismes de n'importe quelle couleur, se trouve au stade de son affaiblissement et de sa putréfaction, que l'ancienne société sera détruite jusque dans ses fondements par la révolution et remplacée par une société nouvelle, la société socialiste. Cette nouvelle société socialiste existe et elle s'étendra, se développera, gagnera du terrain, sans égard au fait qu'en Union soviétique les révisionnistes ont trahi le socialisme, qu'en Chine règne l'opportunisme et s'érige actuellement un nouveau social impérialisme, et que le capitalisme a été restauré dans les anciens pays de démocratie populaire. Le socialisme poursuivra dans sa voie et il l'emportera de haute lutte sur l'impérialisme et le capitalisme mondial, mais jamais et en aucune manière par des réformes, par la voie parlementaire et pacifique, comme le prônait Khrouchtchev et comme le prônent tous les révisionnistes. Il triomphera en demeurant fidèle à la théorie léniniste de l'impérialisme et de la révolution prolétarienne et jamais en se conformant aux théories révisionnistes actuelles, qui présentent le capitalisme monopoliste d'Etat comme étant soi-disant un nouveau stade, particulier, du capitalisme, caractérisé par «l'apparition d'éléments socialistes au sein du capitalisme».

Conformément aux conclusions de Lénine sur la nature de l'impérialisme et sur son rôle historique, l'impérialisme mondial, en tant que système social, ne possède plus, du fait des contradictions qui le rongent de l'intérieur et des luttes de libération et révolutionnaires des peuples, la puissance prépondérante et sans partage qui était jadis la sienne. C'est là la dialectique de l'histoire et elle confirme la thèse marxiste-léniniste selon laquelle l'impérialisme est sur son déclin, en décadence, en putréfaction.

La tendance à l'affaiblissement du capitalisme et de l'impérialisme constitue aujourd'hui la tendance principale de l'histoire mondiale. C'est ce qu'ont démontré Marx et Lénine, en se fondant sur des faits concrets, sur les événements de l'histoire, sur la dialectique matérialiste. L'union des efforts des Etats qui s'opposent à l'impérialisme tend, elle aussi, à affaiblir celui-ci. Mais cette dernière tendance, si, comme la Chine, on la porte à l'absolu, sans faire les différenciations nécessaires, sans analyser les situations particulières, ne conduit pas dans la juste voie. En prétendant que l'impérialisme américain est à son déclin et moins puissant que le social-impérialisme soviétique, en proclamant le «tiers monde» principale force motrice de notre époque, les dirigeants chinois encouragent pratiquement la capitulation et la soumission devant la bourgeoisie.

Il est vrai que les peuples demandent leur libération, mais cette libération, ils ne doivent la conquérir que de haute lutte et en ayant à leur tête une direction combattante. Marx, Engels, Lénine et Staline nous enseignent que cette direction est le prolétariat de chaque pays. Mais le prolétariat et ses partis marxistes-léninistes sont tenus de faire de justes analyses politiques, économiques et militaires, de mettre tous les éléments dans la balance, de prendre des décisions et de définir une stratégie et une tactique adéquates, en ayant toujours en vue la préparation et l'accomplissement de la révolution. Si, comme les Chinois, on n'a pas en vue la révolution, alors ni les analyses, ni les actions, ni la stratégie, ni les tactiques ne peuvent être marxistes-léninistes, révolutionnaires.

Nous ne devons nous faire aucune illusion sur l'impérialisme, quel qu'il soit, puissant ou moins puissant. La nature même de l'impérialisme crée les conditions requises pour son expansion économique et politique, pour le déclenchement des guerres, car son caractère est fondamentalement exploiteur, agressif. C'est pourquoi tromper les larges masses des peuples, qui exigent la libération, et leur faire croire qu'elles y parviendront en se guidant sur des théories révisionnistes comme celle des «trois mondes», c'est commettre un crime contre les peuples et la révolution.

Notre époque, comme l'indiquait Lénine, est l'époque de l'impérialisme et des révolutions prolétariennes. Nous, marxistes-léninistes, devons entendre par là qu'il nous appartient de combattre

avec la plus grande âpreté l'impérialisme mondial. n'importe quel impérialisme, n'importe quelle puissance capitaliste, qui exploite le prolétariat et les peuples. Nous soulignons la thèse léniniste selon laquelle la révolution est aujourd'hui à l'ordre du jour. Le monde ira de l'avant vers une nouvelle société, qui sera la société socialiste. Le capitalisme mondial, l'impérialisme et le social-impérialisme se putréfieront toujours plus et succomberont sous les coups de la révolution.

Lénine nous enseigne **à combattre jusqu'au bout l'impérialisme, à le critiquer au sens large. du terme et à dresser les classes opprimées contre sa politique, contre la bourgeoisie.** L'analyse marxiste-léniniste de l'évolution actuelle de l'impérialisme montre clairement qu'il n'y a rien à changer à l'analyse et aux conclusions de Lénine sur l'impérialisme, sur sa nature et sur ses traits, sur la révolution. Les tentatives de tous les opportunistes, depuis les social-démocrates jusqu'aux révisionnistes khrouchtchéviens et chinois, pour déformer les thèses léninistes sur l'impérialisme, sont des menées contre-révolutionnaires. Leur but est de renier la révolution, de farder l'impérialisme et de prolonger l'existence du capitalisme.

Lorsqu'il démasque l'impérialisme et ses apologistes, comme Bernstein, Kautsky, Hilferding et tous les autres opportunistes de la IIe Internationale, Lénine observe que:

*«L'idéologie impérialiste pénètre également dans la classe ouvrière, qui n'est pas séparée des autres classes par une muraille de Chine»**. *(V. Lénine, Oeuvres, éd. alb., t. 213, p. 347.)

Mais, par malheur, actuellement cette «muraille de Chine» est battue en brèche et la propagande et l'idéologie impérialistes ont pénétré en Chine. Les opportunistes chinois ne sont nullement originaux. Marchant sur la voie de Kautsky et Cie, eux aussi fardent l'impérialisme en général et l'américain en particulier, en le présentant comme un impérialisme en recul, sur lequel les peuples doivent prendre appui pour se défendre contre les social-impérialistes soviétiques.

La similitude des «théories» des révisionnistes chinois et de celles de Kautsky n'est que trop évidente. Ce dernier, en son temps, s'efforçait de défendre la politique coloniale de l'impérialisme, de masquer sa politique d'exploitation et d'expansion, en déformant la théorie marxiste sur l'évolution du capitalisme. C'est ce que font aujourd'hui aussi les dirigeants chinois qui, cherchant à soutenir l'impérialisme américain et sa politique néocolonialiste, élaborent des théories absurdes, soi-disant fondées sur Marx ou sur Lénine. Mais si l'on parle dans le langage de Lénine, la «théorie» chinoise West qu'un enlisement dans le borbier du révisionnisme et de l'opportunisme.

La théorie de Kautsky propageait l'illusion selon laquelle dans les conditions du capitalisme monopoliste il est prétendument possible à celui-ci de mener une politique qui ne soit pas de conquête. Voici ce que Lénine indiquait à ce propos:

*«L'essentiel, c'est que Kautsky détache la politique de l'impérialisme de son économie en prétendant que les annexions sont la politique «préférée» du capital financier, et en opposant à cette politique une autre politique bourgeoise, prétendument possible, toujours sur la base du capital financier. Il en résulte que les monopoles dans l'économie sont compatibles avec un comportement politique qui exclurait le monopole, la violence et la conquête. Il en résulte que le partage territorial du monde, achevé précisément à l'époque du capital financier et qui est à la base des formes originales actuelles de la rivalité entre les plus grands Etats capitalistes, est compatible avec une politique non-impérialiste. Cela revient à estomper, à émousser les contradictions les plus fondamentales de la phase actuelle du capitalisme au lieu d'en dévoiler la profondeur. Au lieu du marxisme, on aboutit ainsi au réformisme bourgeois»**. *(V. Lénine, Oeuvres, éd. alb., t. 22, p. 328.)

Voulant ignorer le fait qu'aux Etats-Unis d'Amérique les monopoles et le capital financier règnent dans le domaine économique et que ce sont justement eux qui dictent la politique intérieure et extérieure, les révisionnistes chinois parlent d'un impérialisme pacifique qui ne rechercherait plus

l'expansion, et qui serait même en recul. Les dirigeants chinois «oublient» que, Gomme l'a dit Staline, la loi économique fondamentale „hi capitalisme actuel a pour traits et pour exigences principales:

« . . . d'assurer le maximum de profit capitaliste en exploitant, en ruinant, en appauvrissant la majeure partie de la population d'un pays donné, en asservissant et en dépouillant de façon systématique les peuples des autres pays, notamment ceux des pays arriérés, enfin, en déclenchant des guerres et en militarisant l'économie nationale en vue d'assurer le maximum de profits» *(J. Staline, Les problèmes économiques du socialisme en l.R.S.S., éd. alb., p. 45, Tirana, 1974.).*

Ainsi, les «nouvelles» théories des dirigeants chinois témoignent qu'ils reprennent la vieille chanson de Kautsky avec un nouveau refrain.

En démasquant les chefs de file de la IIe Internationale, qui cherchaient à faire la distinction entre les puissances impérialistes selon leur degré d'agressivité, Lénine soulignait que cette attitude était antimarxiste. C'est cette attitude qui a mené les partis de la IIe Internationale à des positions de chauvinisme, à la trahison ouverte à la cause du prolétariat et de la révolution. A notre époque, disait Lénine, il n'y a pas lieu de poser la question de savoir lequel des Etats impérialistes qui ont participé, dans l'un ou l'autre camp, à la Première Guerre mondiale, est «le pire des maux».

«La démocratie moderne, dit-il, ne sera fidèle à elle-même que si elle ne s'allie à aucune bourgeoisie impérialiste, si elle déclare que «l'une et l'autre sont les pires», si elle souhaite dans chaque pays la défaite de la bourgeoisie impérialiste. Toute autre solution sera, dans la pratique, national-libérale, et n'aura rien de commun avec l'internationalisme authentique»*. *(V. Lénine, Oeuvres, éd. alb., t. 21, pp, 145-146.)

Dans les conditions actuelles, accepter la thèse chinoise selon laquelle le social-impérialisme soviétique est plus agressif que l'impérialisme américain, reviendrait à passer à la trahison ouverte envers la révolution, envers la mission historique de la classe ouvrière, à passer aux positions de la IIe Internationale. Les deux superpuissances impérialistes sont au même degré l'ennemi, le danger principal pour le socialisme pour la liberté et l'indépendance des peuples, pour la souveraineté des nations. Elles sont les principaux défenseurs du capitalisme mondial.

Afin de cacher leur trahison envers les peuples, les dirigeants chinois affirment que les rapports des grands monopoles avec certains pays possédant d'abondantes richesses, créent une situation susceptible de prévenir même les conflits entre les puissances monopolistes et les peuples. C'est là une grande absurdité, une tentative de faire passer la férocité impérialiste pour de la douceur, de créer un état d'esprit euphorique et fallacieux comme quoi les investissements de capitaux susciteraient le bien-être des peuples des pays où sont effectués ces investissements, et, de ce fait, les contradictions antagonistes entre les impérialistes et ces peuples seraient supprimées. L'impérialisme a conçu cette théorie fausse, maintenant claironnée par les dirigeants chinois, afin d'étendre sa domination partout dans le monde et d'aider les cliques réactionnaires régnautes dans les divers pays à opprimer leur peuple et à brader leur pays à l'étranger.

Ces «théories» reprennent, sous des formes nouvelles et subtiles, les théories réactionnaires des opportunistes de la IIe Internationale. A l'époque de la Première Guerre mondiale Lénine a démasqué la théorie antimarxiste de Kautsky sur l'«ultra-impérialisme». Kautsky prétendait que dans les conditions de l'impérialisme, l'entente entre les capitalistes des divers pays permettrait de prévenir les guerres.

Dans sa polémique avec Kautsky, Lénine disait que

«...les alliances «inter impérialistes» ou «ultra-impérialistes» dans la réalité capitaliste, et non dans la mesquine fantaisie petite-bourgeoise des prêtres anglais et du «marxiste» allemand

Kautsky, ne sont, inévitablement, quelles que soient les formes de ces alliances, qu'il s'agisse d'une coalition impérialiste contre une autre, ou d'une union générale embrassant toutes les puissances impérialistes, que des «trêves» entre des guerres». *(V. Lénine, Oeuvres, éd. alb., t. 22, pp. 359-360.)*

Ces enseignements de Lénine sont très actuels dans les conditions présentes, alors que les révisionnistes chinois font, à grand renfort de propagande, des efforts fébriles pour créer une alliance et un large front mondial avec tous les Etats et les régimes fascistes et féodaux, capitalistes et impérialistes, y compris les Etats-Unis d'Amérique, contre le social-impérialisme soviétique.

Les pays impérialistes, indiquait Lénine, peuvent, certes, conclure des alliances entre eux, mais ils ne le font que dans le seul but de réprimer de concert la révolution, le socialisme, de piller ensemble les colonies et les pays dépendants et semi-dépendants.

Les révisionnistes chinois, tout comme les chefs de file de la IIe Internationale, ont substitué au mot d'ordre du Manifeste Communiste «Proletaires de tous les pays, unissez-vous!» le slogan pragmatiste «Unissons-nous à tous ceux qui sont susceptibles d'être unis» contre le social-impérialisme soviétique.

La théorie des «trois mondes», inventée par les dirigeants chinois, n'analyse pas l'évolution historique de l'impérialisme dans une optique marxiste-léniniste, mais sous un faux jour, en méconnaissant les contradictions de notre époque, que Marx et Lénine ont si clairement définies. S'en tenant à cette «théorie», la Chine «socialiste» s'unit à l'impérialisme américain et au «second monde», c'est-à-dire à d'autres impérialistes, qui exploitent les peuples, et elle appelle le «tiers monde», les peuples qui aspirent à lutter contre l'impérialisme et le capitalisme mondial, fût-ce l'impérialisme américain ou le social-impérialisme soviétique, à ne s'unir que contre ce dernier.

La théorie titiste des pays «non alignés » est tout aussi antimarxiste que la théorie des «trois mondes».

Ces deux «théories» sont les deux rails de la même voie sur laquelle roule le train de l'impérialisme américain et du social-impérialisme soviétique, train chargé des richesses pillées aux peuples du monde. Les titistes et les révisionnistes chinois cherchent à percer quelques trous dans les wagons de ce train impérialiste et social--impérialiste pour qu'il en coule un peu d'huile, un peu de sucre, quelques dollars, quelques livres, quelques francs ou quelques roubles. Ces rails, qui sont posés sur le dos des peuples opprimés et qui tendent à les maintenir constamment sous le joug, sont deux théories tout aussi réactionnaires que toutes les autres théories antimarxiste, des trotskistes, des anarchistes, des boukhariniens, des khrouchtchéviens, des togliattistes, des tenants de Carrillo, de Marchais, etc.

La vie ne cesse de confirmer les thèses géniales de Lénine sur l'impérialisme. Le capitalisme est entré dans la phase de sa putréfaction. Cette situation suscite la révolte des peuples et les pousse à la révolution. Leur lutte contre l'impérialisme et les cliques capitalistes bourgeoises s'accroît, même si elle diffère par ses formes et son intensité. La quantité se transformera inéluctablement en qualité. Cela se produira d'abord dans les pays qui constituent les maillons les plus faibles de la chaîne capitaliste, où la prise de conscience et l'organisation de la classe ouvrière ont atteint un degré supérieur, où celle-ci a une compréhension politique et idéologique plus approfondie du problème.

L'impérialisme a intensifié l'oppression et l'exploitation barbare des peuples. Mais en même temps, les peuples du monde prennent de plus en plus conscience du fait qu'il leur est impossible de vivre dans la société capitaliste, où les masses travailleuses ne sont pas moins opprimées et exploitées qu'avant la guerre.

Malgré ses efforts et ceux de ses adeptes, l'impérialisme ne peut trouver aujourd'hui, pas plus qu'il ne trouvera demain, un terrain stable pour établir son hégémonie sur les peuples. Il ne peut le trouver en raison de l'éveil de la conscience de la classe ouvrière et des masses travailleuses opprimées qui veulent se libérer, et aussi en raison des inévitables contradictions inter impérialistes. Les peuples voient, et ils le verront encore mieux demain, que l'impérialisme et le capitalisme mondial ne s'appuient pas seulement sur la force économique, militaire, politique, idéologique des deux superpuissances, mais aussi sur les classes supérieures qui maintiennent les peuples de leurs

pays sous le joug, dans l'exploitation, dans la peur, afin de les empêcher de se dresser et de conquérir leur liberté et leur indépendance véritables.

Les grandes masses des divers peuples du monde ont également commencé à comprendre que la société bourgeoise capitaliste actuelle, le système d'exploitation impérialiste mondial doivent être renversés. Pour les peuples, ce n'est plus là seulement une aspiration, dans bien des pays ils ont déjà pris les armes.

Aussi est-il vain d'élucubrer en divisant le monde en trois ou en quatre, en «aligné» et «non aligné», ce qu'il faut, c'est considérer et interpréter correctement le grand processus historique objectif, conformément aux enseignements du marxisme-léninisme. Le monde est divisé en deux, le monde du capitalisme et le monde nouveau, du socialisme, qui sont en lutte implacable entre eux. Dans cette lutte c'est le nouveau, le monde socialiste, qui l'emportera; l'ancienne société capitaliste, la société bourgeoise et impérialiste, sera renversée.

III

LA REVOLUTION ET LES PEUPLES

Marx a démontré scientifiquement le caractère inéluctable de l'abolition de la société capitaliste et de l'édification d'une société plus avancée, du socialisme, puis du communisme. Dans son oeuvre «L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme», Lénine, développant la pensée de Marx, a indiqué que l'époque actuelle est l'époque de l'impérialisme et des révolutions prolétariennes. C'est l'époque de l'effondrement du vieil ordre capitaliste, du colonialisme et de l'impérialisme, de la prise du pouvoir par le prolétariat et de la libération des peuples opprimés, la période du triomphe du socialisme à l'échelle mondiale.

Cela veut dire que nous vivons aujourd'hui en un temps où à la vieille société exploiteuse, intolérable pour la majeure partie de l'humanité, pour les opprimés et les exploités, se substitue une société nouvelle, une société où est supprimée à jamais l'exploitation de l'homme par l'homme.

C'est justement sur ces enseignements fondamentaux et sur l'analyse marxiste-léniniste du processus de l'évolution mondiale actuelle que s'est fondé notre Parti, lorsque, à son VIIe Congrès, il a énoncé la thèse selon laquelle le monde se trouve à une phase où la question de la révolution et de la libération des peuples est un problème posé et à résoudre.

La lutte du prolétariat contre la bourgeoisie est une lutte acharnée, implacable et en développement incessant. Deux grandes forces sociales s'affrontent. D'un côté, la bourgeoisie capitaliste impérialiste, la classe la plus féroce, la plus perfide et la plus sanguinaire qu'ait connue l'histoire. De l'autre, le prolétariat, la classe complètement dépourvue des moyens de production, opprimée et exploitée sans merci par la bourgeoisie, et en même temps la classe la plus avancée de la société, la classe qui pense, crée, travaille et produit, mais qui ne jouit pas des fruits de son labeur.

Ces deux classes s'emploient à rassembler des forces autour d'elles et à les préparer à leurs propres fins: le prolétariat pour réaliser la libération sociale et nationale, pour faire la révolution; la bourgeoisie, pour maintenir sa domination et étouffer la révolution. La bourgeoisie rassemble autour d'elle les forces les plus obscures, les plus régressives et les plus criminelles, alors que le prolétariat cherche à gagner à sa cause toutes les forces révolutionnaires, progressistes.

Le marxisme-léninisme nous enseigne que la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie ne cesse de croître et qu'elle sera couronnée inmanquablement par le triomphe du prolétariat et de ses alliés. Mais, pour que cette lutte soit couronnée de succès, il est nécessaire que le prolétariat soit organisé, qu'il ait son parti d'avant-garde, qu'il fasse prendre conscience aux larges masses du peuple de la nécessité de la révolution et qu'il les dirige dans la lutte pour la prise du pouvoir, pour l'instauration

de sa propre dictature, pour l'édification du socialisme et du communisme, de la société sans classes.

Il existe dans le monde nombre d'éléments exaltés, animés de bonnes ou de mauvaises intentions, qui s'imaginent que la révolution peut être accomplie n'importe quand, à tout moment et partout. Mais ces gens se trompent. On ne peut réaliser la révolution à n'importe quel moment et n'importe où, selon son gré. La révolution éclate et se réalise aux maillons les plus faibles de la chaîne capitaliste. Pour déclencher la révolution et la mener à la victoire, il faut que soient réunies les conditions objectives et subjectives adéquates, il faut trouver le moment favorable pour s'y engager. L'essentiel, c'est que les grandes masses du peuple, avec le prolétariat en tête, soient, au moment où elles déclencheront la révolution, résolues et préparées à la conduire jusqu'à son accomplissement.

Lénine souligne que la révolution est l'œuvre du peuple de chaque pays, qu'elle ne s'exporte pas. Cela ne signifie pas que les marxistes-léninistes, partout où ils militent, ne se sentent pas solidaires, ne soient pas liés entre eux par les sentiments de l'internationalisme prolétarien le plus pur et n'aident pas la lutte du prolétariat et des peuples des autres pays pour leur libération. Au contraire, par la propagande, l'agitation, par l'aide matérielle qu'ils prêtent, par l'exemple de leur résolution et de leur esprit d'abnégation, et en s'en tenant fidèlement au marxisme-léninisme, tous les communistes, les prolétaires, toutes les forces révolutionnaires dans les divers pays ont pour devoir d'aider la révolution dans chacun d'eux en particulier et dans le monde entier. Bien entendu, l'heureuse utilisation de cette aide dépend, pardessus tout, de la préparation du prolétariat et de son parti, du développement de la lutte révolutionnaire dans tel ou tel pays.

Dans le «Manifeste du Parti Communiste», Marx et Engels indiquent que les intérêts du prolétariat et du peuple d'un pays sont indissociables des intérêts du prolétariat et des peuples du monde entier. La révolution, comme l'enseigne Lénine et comme la vie l'a confirmé, triomphe dans chaque pays en particulier. C'est pourquoi cette victoire dépend avant tout de la classe ouvrière et de son parti révolutionnaire dans chaque pays, de leur capacité d'appliquer, dans les conditions concrètes qui sont les leurs, les enseignements de Marx, Engels, Lénine et Staline sur la révolution.

Cependant, les révisionnistes modernes, titistes, soviétiques, «eurocommunistes», chinois, et autres, qui se sont mis en devoir de désorienter les gens à propos de la question de la révolution et d'en empêcher le déclenchement, ont créé une grande confusion et mené un intense travail de sape à l'encontre de ces enseignements et surtout de la théorie léniniste de la révolution.

Aujourd'hui, alors que la solution de cette question est à l'ordre du jour, c'est pour les marxistes-léninistes un devoir impératif que de dissiper le brouillard que les révisionnistes ont répandu sur la révolution, de dénoncer leurs manœuvres et leurs spéculations sur cette question, de dévoiler leurs desseins contre-révolutionnaires, chauvins, hégémoniques, de comprendre et d'appliquer correctement les enseignements du marxisme-léninisme sur la révolution.

Défendons et appliquons les enseignements marxistes-léninistes sur la révolution

Le marxisme-léninisme nous enseigne, et l'expérience de toutes les révolutions l'a confirmé, que, pour que la révolution se déclenche et triomphe, il faut que soient réunis les facteurs objectifs et subjectifs requis.

Cet enseignement, Lénine l'a formulé dans son oeuvre «La Faillite de la IIe Internationale» et il l'a développé plus avant dans son ouvrage «La Maladie infantile du communisme (le «gauchisme»)» et dans d'autres de ses écrits.

S'arrêtant sur la situation révolutionnaire, en tant que facteur objectif de la révolution, Lénine la caractérise ainsi:

«1) L'impossibilité pour les classes dominantes de conserver leur domination sous une forme non modifiée » *(V. Lénine, Oeuvres, éd. alb., t, 21, p. 223.) par suite de la crise profonde qui s'est abattue*

sur ces classes, crise qui cause le mécontentement et la colère des classes opprimées. «Pour que la révolution éclate, dit-il, il ne suffit pas généralement que les «couches inférieures ne veuillent plus vivre comme auparavant» mais il faut également que les «couches supérieures ne le puissent plus». 2) L'aggravation... de la pauvreté et de la détresse des classes opprimées. 3) Une accentuation marquée par les raisons indiquées plus haut, de l'activité des masses qui... sont entraînées... vers des actions historiques indépendantes» *(Lenine, Oeuvres, éd, alb., t. 21, p. 223.)*

«En d'autres termes, cette vérité peut être exprimée ainsi: la révolution est impossible sans une crise générale nationale (affectant exploités et exploités)» *(V. Lénine, Oeuvres, éd, alb., t. 31, p.83,)*

«Sans ces changements objectifs, souligne-t-il, indépendants non seulement de la volonté de tels ou tels groupes ou partis, mais encore de telles ou telles classes, la révolution est - en règle générale - impossible» *(V. Lénine, Oeuvres, éd. alb., t. 21, p. 223.)*

Mais la révolution, dit Lénine, ne surgit pas de toute situation révolutionnaire. Dans bien des cas, soutient-il, les situations révolutionnaires, comme celles des années 1860-1870 en Allemagne, celles des années 1859-1861 et 1879-1880 en Russie, ne se sont pas transformées en révolutions, parce que faisait défaut le facteur subjectif, autrement dit, la haute conscience et la disposition des masses à faire la révolution,

«...la capacité de la classe révolutionnaire, comme le dit Lénine, de mener des actions révolutionnaires de masse, assez vigoureuses pour briser (ou entamer) l'ancien gouvernement, qui ne «tombera» jamais, même à l'époque des crises, si on ne le «fait choir»»*. *(V. Lénine, Oeuvres, éd. alb., t. 21, p. 223.)

Pour la préparation du facteur subjectif, comme l'écrivait déjà Lénine dans ses premières oeuvres, le parti révolutionnaire de la classe ouvrière, sa fonction de direction, d'éducation et de mobilisation des masses révolutionnaires, jouent un rôle déterminant. Le parti s'acquitte de cette fonction aussi bien au moyen de l'élaboration d'une ligne politique juste, répondant aux conditions concrètes, aux vœux et aux revendications révolutionnaires des masses, qu'à travers un travail très vaste, des actions révolutionnaires intenses et étudiées politiquement à fond, qui fassent prendre conscience au prolétariat et aux masses travailleuses de la situation dans laquelle ils vivent, de l'oppression, de l'exploitation, des lois barbares de la bourgeoisie qui pèsent sur eux, de la nécessité de la révolution, comme moyen de renverser l'ordre d'asservissement.

Ainsi, les couches pauvres réagiront avec tant d'intensité que les riches, la bourgeoisie au pouvoir, ébranlés aussi par d'autres contradictions intérieures et extérieures, se trouveront dans l'impossibilité de maintenir leur domination antérieure. Lorsque ces conditions sont remplies, lorsque existent les facteurs objectifs et subjectifs, eux-mêmes liés entre eux, alors la révolution peut non seulement éclater, mais aussi triompher.

Les révolutionnaires réfléchissent toujours profondément sur ces thèses géniales de Lénine et, ne se contentant pas d'y réfléchir, ils analysent aussi les situations de manière concrète et sous tous les aspects. Ils agissent de façon à n'être jamais pris au dépourvu par les situations révolutionnaires, à ne pas se trouver désarmés en ces moments décisifs, mais à savoir mettre à profit ces situations pour préparer et déclencher la révolution.

Que montre l'analyse de la situation actuelle dans le monde? Le Parti du Travail d'Albanie, se fondant sur la théorie léniniste de la révolution, conclut qu'aujourd'hui dans le monde la situation est en général révolutionnaire, que dans beaucoup de pays cette situation a mûri ou est en train de mûrir rapidement, tandis que dans d'autres ce processus est en voie de développement.

Lorsque nous disons que la situation aujourd'hui est révolutionnaire, nous avons en vue que le monde actuel se meut, qu'il va vers de grandes explosions. En général, la situation ressemble actuellement à un volcan en éruption, à un incendie qui embrase, à un incendie qui consumera précisément les hautes classes dominantes, oppresseuses et exploiteuses.

Le monde capitaliste et révisionniste est actuellement tenaillé par une grave crise économique et politique, financière et militaire, idéologique et morale. Cette crise, qui a ébranlé toutes les structures et superstructures de l'ordre bourgeois et révisionniste, a aggravé et approfondi encore davantage la crise générale du système capitaliste.

Les conséquences de la crise apparaissent très importantes et ruineuses surtout dans le domaine économique. L'année 1974 a marqué l'approfondissement de la crise économique la plus grave de la période postérieure à la Seconde Guerre mondiale. Cela a entraîné une chute considérable de la production industrielle: de 20% au Japon, 15% en Grande-Bretagne, 14% aux Etats-Unis, 13% en France et en Italie, 10% en République fédérale allemande, et ainsi de suite. La crise a provoqué une très profonde dépression. Dans bien des pays capitalistes l'exploitation des capacités productives de certaines branches clés de l'économie a été réduite dans une mesure allant de 25 à 40% et cet état de choses dure depuis plusieurs années. C'est pourquoi la production industrielle est dans un état de stagnation. Des stocks énormes de marchandises «excédentaires» restent invendus.

Toutefois, malgré tous ces stocks et bien que les capacités productives soient loin d'être exploitées à plein, les profits des monopoles continuent d'augmenter par suite de la hausse des prix. Ceux-ci montent de jour en jour, et l'inflation, dans certains pays, a atteint des taux très élevés.

La hausse des prix et surtout l'inflation sont un moyen très commode aux mains des monopoles et de l'Etat capitaliste et révisionniste pour faire retomber le lourd fardeau de la crise sur la classe ouvrière et les autres travailleurs.

Sous prétexte de freiner l'inflation, les Etats capitalistes et bourgeois-révisionnistes augmentent les impôts qui grèvent les revenus des masses travailleuses, ils bloquent leurs salaires, cependant qu'ils diminuent les impôts sur les bénéfices des monopoles, dévaluent les monnaies, etc. Ces mesures sont dirigées contre la classe ouvrière et tous les travailleurs, elles intensifient leur exploitation et abaissent leur niveau de vie.

La persistance de la crise économique a rendu encore plus difficiles et pénibles les conditions d'existence de la classe ouvrière et des masses paysannes. Le chômage a rarement atteint de tels niveaux, il est devenu un mal chronique, une grande plaie de la société bourgeoise et révisionniste. Dans le monde capitaliste-révisionniste 110 millions de personnes ont été jetées sur le pavé. Rien qu'aux Etats-Unis, on compte pas moins de 7 à 8 millions de chômeurs. Des centaines de millions d'hommes sont aujourd'hui au seuil de la famine ou dans un état de famine réelle. Des centaines de millions de personnes sont torturées par l'angoisse de l'incertitude du lendemain.

Le dénuement et l'insécurité des grandes masses travailleuses, ainsi que la politique réactionnaire, anti-populaire, que les régimes capitalistes et bourgeois-révisionnistes suivent sur le plan intérieur et extérieur, ont accentué et accentuent constamment le mécontentement des larges couches de la population. Cette situation pénible a suscité parmi ces couches une indignation irrépressible qui s'exprime par des grèves, des protestations, des manifestations de rues, des heurts avec les organes de répression de l'ordre bourgeois et révisionniste, et, dans certains cas, par de véritables révoltes. Les masses populaires deviennent toujours plus hostiles aux régimes qui les dominent.

Les gouvernements des pays impérialistes, capitalistes et révisionnistes, cherchant à s'assurer, même dans cette situation de crise, le maximum de profits, à émousser le mécontentement et la colère des masses et à les détourner de la révolution, font toutes sortes de promesses et de propositions fallacieuses.

Entre-temps, les pauvres s'appauvrissent encore davantage, les riches s'enrichissent toujours plus, le fossé entre les couches pauvres et les couches riches de la société, entre les pays capitalistes développés et les pays peu développés, ne cesse de s'approfondir.

La crise actuelle s'est étendue aussi à la vie politique, suscitant une agitation fébrile dans les milieux dirigeants des Etats capitalistes et révisionnistes. On en a un clair témoignage dans la fréquence accrue des crises gouvernementales et le renouvellement des équipes au pouvoir.

La bourgeoisie et les cliques dominantes sont obligées de changer toujours plus fréquemment les chevaux des attelages gouvernementaux, afin d'abuser les travailleurs et de leur faire espérer que les

jeunes seront meilleurs que les vieux, de leur faire croire que la crise et l'impossibilité d'en sortir sont imputables aux anciens, que les nouveaux amélioreront la situation, et ainsi de suite. Toute cette mystification menée à grande échelle est couverte de slogans mensongers sur la liberté, la démocratie, etc., surtout durant les campagnes électorales. Dans le même temps, la bourgeoisie des pays capitalistes et révisionnistes renforce ses armes féroces de violence, l'armée, la police, les services secrets, les organes judiciaires, elle renforce le contrôle de sa dictature sur tous les mouvements et les efforts du prolétariat. La tendance qui apparaît clairement aujourd'hui dans les pays capitalistes et révisionnistes est à l'accentuation de la violence bourgeoise et à la limitation des droits démocratiques. La tendance à la fascisation de la vie du pays s'affirme toujours davantage et la bourgeoisie se prépare à instaurer le fascisme dès qu'elle trouvera impossible de maintenir sa domination par les méthodes et les moyens «démocratiques».

La crise économique financière et politique a frappé non seulement les monopoles, les gouvernements, les partis et les forces politiques à l'intérieur du pays, mais aussi les alliances internationales, les blocs économiques, politiques et militaires, comme le Marché commun et le Comecon, la Communauté européenne, l'O.T.A.N. et le Pacte de Varsovie. Les contradictions, les frictions, les contestations, les désaccords entre les partenaires de ces alliances et blocs se manifestent plus ouvertement et avec plus d'acuité.

Une autre manifestation de la crise et des efforts déployés pour en sortir est la course aux armements, la préparation générale à la guerre et la fomentation de guerres locales par les superpuissances et les autres puissances impérialistes, comme au Moyen-Orient, à la Corne d'Afrique, au Sahara occidental, en Indochine et ailleurs. Cette voie sert les plans hégémonistes et expansionnistes de l'une ou de l'autre des puissances impérialistes. Tout cela maintient en vie et développe l'industrie de guerre et le commerce des armes, qui ont pris actuellement des proportions inouïes.

Mais tous ces moyens politiques et militaires ne sont que des palliatifs qui ne guérissent ni ne peuvent guérir le système capitaliste-révisionniste gravement malade.

A la crise économique et politique actuelle du monde capitaliste et révisionniste vient s'ajouter une crise idéologique et morale sans précédent. On n'avait jamais vu une confusion et un désarroi idéologiques et moraux comme ceux de la période actuelle. Il n'y a jamais eu autant de variantes de théories bourgeoises de droite, du milieu et de «gauche», affublées de toutes sortes d'habits, laïques et religieux, classiques et modernes, ouvertement anticommunistes et prétendument communistes et marxistes. On n'avait jamais

vu un tel dérèglement moral, un mode de vie si corrompu, un si profond avilissement spirituel. Les théories bourgeoises et révisionnistes, échafaudées avec tant de peine et claironnées à cor et à cri comme des «recettes pour échapper aux maux de la vieille société», les théories, entre autres, sur la «stabilisation définitive du capitalisme», le «capitalisme populaire», la «société de consommation», la «société post-industrielle», la «prévention des crises», la «révolution technique et scientifique», la «coexistence pacifique» khrouchtchévienne, le «monde sans armées, sans armes et sans guerres», le «socialisme à visage humain», ont maintenant été secouées jusque dans leurs fondements.

On retrouve tous ces aspects de la crise générale non seulement en Yougoslavie, où ses conséquences sont plus manifestes, mais aussi dans l'Union soviétique social-impérialiste et les autres pays révisionnistes. Dans ces pays, l'oppression et l'exploitation se sont accentuées dans tous les domaines, tous souffrent des maux du capitalisme, des querelles et des conflits pour le pouvoir et des privilèges entre les dirigeants et les couches supérieures, partout bouillonnent le mécontentement et la colère des masses populaires. Dans ces pays également, de grandes possibilités existent donc pour le déclenchement de la révolution. Là aussi, la loi de la révolution agit comme dans tout autre pays bourgeois.

C'est justement cet état de la crise générale actuelle du capitalisme, laquelle tend à s'accroître toujours plus, qui nous amène à conclure que la situation révolutionnaire a atteint ou est en passe d'atteindre la plupart des pays capitalistes et révisionnistes, partant, que cette situation a mis à l'ordre du jour la révolution.

La bourgeoisie et les révisionnistes, sous la pression toujours croissante de la crise et des échecs qu'ils ont subis dans leurs prophéties et dans leurs manœuvres pour étouffer la révolution, s'efforcent de trouver de nouveaux expédients et de fabriquer d'autres théories trompeuses.

Les révisionnistes modernes ont arboré aujourd'hui le drapeau de la défense du système capitaliste, de l'oppression et de l'exploitation des peuples, de la division du mouvement révolutionnaire et de libération, et en général de la mystification des masses. Mais eux aussi connaîtront le même sort que les social-démocrates et tous les autres opportunistes du passé, qui ont fini comme de simples valets de la bourgeoisie.

Dans la situation actuelle, alors qu'elle est frappée par de graves crises économiques, politiques et idéologiques, la bourgeoisie demande à ses valets révisionnistes de prendre plus ouvertement sa défense. Cela les contraint à lever toujours plus leurs masques, mais aussi à se discréditer encore davantage. Lénine a dit:

«Les opportunistes sont les ennemis bourgeois de la révolution prolétarienne, qui, en temps de paix, accomplissent à la dérobée leur besogne bourgeoise, en s'infiltrant dans les partis ouvriers, mais, qui, dans les périodes de crise, se révèlent aussitôt les alliés déclarés de toute la bourgeoisie unie, des conservateurs aux bourgeois les plus radicaux et les plus démocrates, des libéraux penseurs aux éléments religieux et cléricaux». * *(V. Lénine, Oeuvres, éd. alb., t. 21, p. 106.)

Cette conclusion scientifique de Lénine est pleinement confirmée par le service que les révisionnistes modernes rendent aujourd'hui au système capitaliste en crise.

Prenons par exemple, l'Italie, un pays où se manifeste typiquement le pourrissement du capitalisme à sa base et à sa superstructure. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'Italie a été continuellement gouvernée par les démocrates-chrétiens, le parti de la grande bourgeoisie, le parti du Vatican, ce parti qui a rassemblé autour de lui toute la bourgeoisie religieuse-réactionnaire et les éléments de droite. Leur gouvernement est au pouvoir dans un pays acculé pratiquement à la faillite. De 1945 à ce jour, les couches de la haute bourgeoisie ont été prises dans une crise si grave que depuis lors quelque quarante gouvernements se sont succédé, gouvernements démocrates-chrétiens «monocolores», démocrates-chrétiens-socialistes, tripartites, groupant démocrates-chrétiens, socialistes et social-démocrates, gouvernements de centre-gauche, de centre-droite, etc.

La profonde crise de gouvernement en Italie reflète la situation de la crise intérieure générale, qui ne trouve aucune issue. Elle a pour conséquences les discordes, les conflits, les assassinats et les scandales politiques, qui deviennent toujours plus fréquents, comme la destitution du président Leone, l'assassinat du président du Parti démocrate-chrétien Moro, etc.

L'Italie est devenue une place d'armes des Etats-Unis. Son économie en faillite, qui se débat sous les griffes de l'impérialisme américain, est aussi embarquée dans le Marché commun européen, où elle fait figure de comparse.

Cette situation a entraîné l'appauvrissement des larges masses travailleuses italiennes, dont le niveau de vie ne cesse de baisser. Le chômage y sévit plus gravement que dans les autres pays du Marché commun. L'Italie est celui d'entre eux où

l'émigration de la main-d'œuvre est la plus nombreuse et sa balance commerciale est déficitaire. Les pays du Marché commun, en particulier l'Allemagne occidentale et la France, en limitant leurs achats de denrées alimentaires en Italie, ont mis son agriculture en mauvaise posture. Les prix à l'exportation du beurre, du lait et des fruits italiens ont beaucoup baissé, tandis que le coût de la vie a augmenté à l'extrême. L'Italie est devenue le pays des grandes grèves, auxquelles participent la masse des travailleurs, depuis les ouvriers des industries lourde et légère, jusqu'aux travailleurs des transports, des postes, des lignes d'aviation et même au personnel de la police.

Dans cette situation si effervescente, où les intérêts des masses et de la révolution demandent que ce grand mécontentement du prolétariat et du peuple tout entier soit canalisé dans la lutte contre la bourgeoisie réactionnaire, contre l'attaque fasciste qu'elle prépare, les révisionnistes italiens et les

syndicats réformistes, toute l'aristocratie ouvrière, ainsi que les tenants de la théorie chinoise des «trois mondes», agissent en sapeurs-pompiers de la révolution et en défenseurs de l'ordre bourgeois. Cet ordre bourgeois pourri est soutenu par tous les partis, du parti fasciste au parti révisionniste de Berlinguer. Le parti révisionniste italien s'unit à la bourgeoisie justement pour maintenir au pouvoir cet ordre bourgeois secoué jusque dans ses fondements. Il s'efforce d'affaiblir et de briser l'élan révolutionnaire du prolétariat italien, en cherchant mensongèrement à lui faire croire qu'il suit et applique un marxisme approprié aux conditions du pays.

Il y a longtemps que Berlinguer non seulement est entré en tractations avec les démocrates-chrétiens, mais qu'il s'est arrangé avec eux, et même, sur de nombreux problèmes, tout en ne faisant pas officiellement partie du gouvernement, il gouverne avec eux. Le gouvernement appuie ce parti et, en même temps, juste pour la frime, il laisse entendre qu'il n'est soi-disant pas d'accord avec lui. Et de son côté, le parti révisionniste italien joue le même jeu.

Les révisionnistes italiens font un grand tapage autour d'un programme gouvernemental conclu entre les cinq partis de la majorité parlementaire italienne, qu'ils vantent comme une «importante victoire», comme une «nouvelle phase politique» dans leur pays. Mais la phase politique dont parle Berlinguer, c'est l'adhésion du parti révisionniste aux plans du capital italien. Berlinguer considère cela comme un accord sérieux, réaliste et non dogmatique. Il prétend que cet accord entraînera un changement réel, non seulement dans les rapports politiques entre les partis, mais encore dans toute la vie économique, sociale et étatique du pays.

Les révisionnistes italiens s'engagent ainsi précisément dans la voie prévue par Lénine pour les divers opportunistes, qui cherchent l'unité avec le capital en vue de freiner l'élan révolutionnaire des masses. Par cette unité, ils pensent avoir atteint, dans une certaine mesure, leur objectif, qui est d'aller au socialisme à travers le pluralisme. Il va de soi que ce n'est là qu'un songe, et le président du Sénat italien, Amintore Fanfani, n'a nullement tort de qualifier l'accord des cinq partis de collection de rêves. Si, de la part des révisionnistes italiens, c'est une collection de rêves, par contre, de la part des forces du capital ce n'est nullement un songe, mais une action en profondeur pour liquider les idées du communisme en Italie, pour rejeter les revendications du peuple et du prolétariat italien et pour écraser sa lutte révolutionnaire en vue de l'édification d'une société nouvelle. Les révisionnistes italiens recueillent maintenant quelques miettes, mais, en prétendant que le gouvernement a besoin de la participation du parti révisionniste, ils demandent que celui-ci s'y intègre totalement, qu'il y plonge comme un poisson dans l'eau. Bref, le parti révisionniste italien tend à s'engager complètement dans le tourbillon réactionnaire du capital monopoliste italien.

Le parti de Berlinguer est, idéologiquement parlant, un parti complètement dégénéré, avec un programme social-démocrate entièrement réformiste et parlementarisme. Il soutient l'ordre établi par la Constitution pseudo-démocratique, à la rédaction de laquelle participèrent les «communistes» italiens eux-mêmes, Togliatti en tête. C'est précisément au nom de cette Constitution que, depuis trois décennies, la bourgeoisie réactionnaire et cléricale fait la loi en Italie, opprime le prolétariat et les larges masses du peuple. Les prétendus communistes italiens jugent cette oppression juste et conforme à la Constitution.

Au parlement italien ou en dehors de celui-ci, dans les organes de presse, à la télévision et à la radio, le parti révisionniste italien avec les autres partis de la bourgeoisie, le parti démocrate-chrétien en tête, pratiquent quotidiennement une politique et une démagogie effrénées, qui étourdissent, désorientent et déconcertent l'opinion italienne afin d'affaiblir la volonté révolutionnaire du prolétariat et la conscience politique des masses travailleuses.

Toute cette activité est fort utile à la réaction italienne et au Vatican. Le parti révisionniste italien tâche d'étouffer le mouvement révolutionnaire des masses populaires avec le prolétariat à leur tête, pour faire obstacle à la révolution, pour aider la bourgeoisie à surmonter la situation et à conjurer le renversement de l'ordre existant.

Arrêtons-nous à un autre exemple, l'Espagne. A la mort de Franco, le roi Juan Carlos a accédé au pouvoir. Il est le représentant de la grande bourgeoisie espagnole, qui, voyant la crise grave où la longue domination du régime fasciste avait plongé le pays, en est arrivée à penser que l'Espagne ne

pouvait plus être gouvernée comme au temps de Franco. Il fallait donc procéder à certains changements dans la forme de gouvernement et écarter du pouvoir la phalange franquiste compromise. Après les péripéties d'un changement à la tête du gouvernement, les hommes les plus fidèles au nouveau roi, continuateur du franquisme réformé, ont pris le pouvoir.

En Espagne ont éclaté des manifestations et des grèves d'une ampleur sans précédent. Le peuple demandait des changements, naturellement pas le «changement» qui avait été opéré, mais des changements profonds et radicaux. Dans ce pays, les grèves, les manifestations et les affrontements se sont succédé et se succèdent sans discontinuer. Les masses demandent des libertés et des droits, les diverses nationalités, l'autonomie. Dans cette situation, le gouvernement de Juan Carlos, afin de tromper les masses révoltées, a légalisé aussi le parti révisionniste de Carrillo-Ibarruri. Les chefs de ce parti sont devenus les laquais dociles du régime monarchique espagnol, ils se sont faits des briseurs de grève pour freiner le vigoureux élan révolutionnaire qui a grandi dans la situation actuelle, pour écraser, avec la bourgeoisie, tous les éléments animés des idées révolutionnaires de la guerre d'Espagne et sympathisants de la république.

Ici aussi apparaît le rôle de sapeur-pompier du parti révisionniste espagnol, identique, encore que moins efficace, au rôle que joue le parti révisionniste italien.

C'est ce même rôle que jouent les partis révisionnistes en France, au Japon, aux Etats-Unis, en Angleterre, au Portugal et dans tous les autres pays capitalistes, pour aider l'ordre bourgeois à surmonter les crises et les situations révolutionnaires, à désorienter et à paralyser le prolétariat et les autres masses opprimées et exploitées, qui comprennent toujours plus clairement qu'il n'est plus possible de vivre dans la «société de consommation» ni dans les autres sociétés exploiteuses, et qui se dressent contre le régime politique et économique capitaliste.

Les partis révisionnistes sont surtout les ennemis du léninisme. Autrement dit, ils sont les ennemis de la révolution, car c'est Lénine qui a élaboré d'une façon achevée la théorie de la révolution prolétarienne et qui l'a appliquée en Russie. C'est sur la base de cette théorie que la révolution socialiste a été victorieuse en Albanie et dans d'autres pays. La théorie léniniste, qui trace la voie au triomphe de la révolution partout dans le monde, ôte leur vernis aux théories contre-révolutionnaires révisionnistes du passage pacifique au socialisme par la voie parlementaire, sans la destruction de l'appareil d'Etat bourgeois, voire même, selon elles, en utilisant celui-ci pour des transformations pacifiques socialistes, et en se passant aussi bien de la direction du prolétariat et de son parti d'avant-garde que de la dictature du prolétariat.

C'est précisément en ces moments si révolutionnaires, lorsqu'il est fort possible que la révolution éclate aux maillons les plus faibles de la chaîne capitaliste, lorsqu'il est extrêmement nécessaire d'élever la conscience de classe du prolétariat, de préparer le facteur subjectif, de renforcer la confiance dans la justesse et le caractère universel de la théorie marxiste-léniniste, qui indique la véritable voie de la prise du pouvoir par le prolétariat et les autres masses opprimées, c'est précisément alors que les révisionnistes viennent rendre un service inestimable à la bourgeoisie pour qu'elle tienne tête à la révolution et la conjure. C'est pourquoi, la bourgeoisie s'efforce par tous les moyens d'encadrer les partis révisionnistes et les syndicats qui sont influencés par ces derniers, dans la lutte contre la révolution et le communisme. Toute la ligne de l'impérialisme américain, du capitalisme mondial et de la bourgeoisie de chaque pays, vise précisément à cet objectif. La bourgeoisie demande que les partis révisionnistes se mettent ouvertement et entièrement au service du capital, en se donnant une couleur «communiste» et en luttant soi-disant pour changer la situation, pour créer une société nouvelle hybride, où non seulement le patronat et les classes riches, mais soi-disant aussi les classes pauvres, dont les partis «communistes» révisionnistes et les partis socialistes se prétendent les représentants et les défenseurs, feront entendre leur voix.

En particulier, les révisionnistes au pouvoir, les révisionnistes yougoslaves, soviétiques et chinois, rendent un très grand service au capitalisme mondial, dans la lutte pour freiner et étouffer les révolutions.

Les révisionnistes yougoslaves sont des ennemis déclarés du léninisme. A grand renfort de propagande, ils rejettent avec plus de véhémence que quiconque le caractère universel des lois de ia

révolution socialiste, incarnées dans la Révolution d'Octobre et énoncées dans la théorie léniniste de la révolution. Ils professent que le monde actuel va soi-disant spontanément vers le socialisme, et que, de ce fait, la révolution, la lutte de classe, etc., sont inutiles. Comme modèle de socialisme authentique les révisionnistes yougoslaves offrent leur système capitaliste d'«autogestion», qui, selon eux, serait une panacée* *(En français dans le texte.) à la fois aux «maux» du socialisme «stalinien» et aux maux du capitalisme. L'instauration de ce système, selon eux, ne nécessite ni révolution violente, ni dictature du prolétariat, ni propriété socialiste d'Etat, ni centralisme démocratique. L'«autogestion» peut être instaurée en douceur, à travers l'accord et la collaboration entre les milieux dominants, entre les employeurs et les ouvriers, entre le gouvernement et les patrons! C'est justement parce que le révisionnisme yougoslave est l'ennemi du léninisme et qu'il sabote la révolution, que le capitalisme international, surtout l'impérialisme américain, se montre si «généreux» dans les aides financières, matérielles, politiques et idéologiques qu'il accorde à la Yougoslavie titiste.

Les révisionnistes soviétiques, en paroles, ne rejettent pas le léninisme et la théorie léniniste de la révolution, mais, par leurs attitudes et leur action contre-révolutionnaires, ils les combattent dans la pratique. Ils n'ont pas moins peur de la révolution prolétarienne que les impérialistes américains et la bourgeoisie des divers pays, parce que dans leur pays la révolution les détrône, les dépouille du pouvoir et de leurs privilèges de classe, tandis que dans les autres pays elle annihile leurs plans stratégiques pour la domination mondiale.

Ils cherchent à se poser en continuateurs de la Révolution d'Octobre, en tenants du léninisme, pour mystifier le prolétariat et les masses travailleuses tant en Union soviétique que dans les autres pays. S'ils parlent de «socialisme développé», de «passage au communisme», c'est pour étouffer tout mécontentement, toute révolte et tout mouvement révolutionnaire des masses travailleuses contre la domination révisionniste dans leur pays et pour les réprimer comme des actes «contre-révolutionnaires», «antisocialistes». A l'intention de l'étranger, ils utilisent le «léninisme» comme un masque pour cacher leurs théories et leurs pratiques antimarxistes, antiléninistes, pour ouvrir la voie à leurs plans expansionnistes et hégémoniques social-impérialistes.

Les révisionnistes soviétiques cherchent à faire croire que la révolution violente dans les pays capitalistes développés est très dangereuse à l'époque actuelle, lorsque, selon eux, toute explosion révolutionnaire peut tourner en une guerre mondiale et thermonucléaire qui exterminera le genre humain. C'est pourquoi ils recommandent, comme étant aujourd'hui la voie la plus appropriée, la révolution pacifique, la conversion du parlement d'«organe de la démocratie bourgeoise en organe de la démocratie pour les travailleurs». Même la «détente», le prétendu relâchement de la tension, qui sert les objectifs de la politique étrangère soviétique, est présentée par eux comme étant la «tendance générale de l'évolution mondiale actuelle», qui conduira soi-disant au triomphe pacifique de la révolution à l'échelle mondiale.

A des fins démagogiques, ils ne rejettent pas la dictature du prolétariat, ils en prennent même théoriquement la défense, déclarant que dans des cas particuliers on peut recourir aussi à la révolution violente. Mais ces déclarations leur sont surtout utiles pour justifier les complots et les putschs armés qu'ils organisent dans un pays ou dans un autre afin d'y établir des régimes et des cliques réactionnaires pro soviétiques, de détourner les mouvements de libération nationale, etc., de la juste voie et de les mettre sous leur hégémonie.

Désormais, la Chine révisionniste est devenue, elle aussi, et avec beaucoup de zèle, un sa peur-pompier de la révolution.

Toute la politique intérieure et extérieure des révisionnistes chinois est dirigée contre la révolution, parce que celle-ci bouleverse leur stratégie qui vise à faire de la Chine une superpuissance impérialiste.

En Chine, la direction révisionniste écrase féroce toute explosion révolutionnaire de la classe ouvrière et des autres masses travailleuses contre ses attitudes et ses actions bourgeoises contre-révolutionnaires. Elle cherche par tous les moyens à dissimuler les contradictions de notre époque, surtout la contradiction entre le travail et le capital, entre le prolétariat et la bourgeoisie. Les

révisionnistes chinois déclarent qu'aujourd'hui le monde ne connaît qu'une contradiction, la contradiction entre les deux superpuissances, qu'ils présentent comme la contradiction entre, d'une part, les Etats-Unis et tous les autres pays du monde, et d'autre part, le social-impérialisme soviétique. Se fondant sur cette thèse inventée de toutes pièces, ils appellent le prolétariat et le peuple de chaque pays à s'unir à leur propre bourgeoisie pour «défendre la patrie et l'indépendance nationale» contre le danger qui ne leur viendrait que du social-impérialisme soviétique. Ce faisant, ils prêchent aux masses l'idée de l'abandon de la révolution et de la lutte de libération .

Pour les révisionnistes chinois, la question de la révolution prolétarienne et de la révolution de libération nationale ne se pose nullement à notre époque, parce que, entre autres raisons, il n'y a, selon eux, nulle part au monde de situation révolutionnaire. Aussi conseillent-ils au prolétariat de s'enfermer dans des bibliothèques et d'étudier la «théorie», car l'heure des actions révolutionnaires ne serait pas venue. Dans ce cadre, on voit clairement combien hostile et contre-révolutionnaire est la politique des révisionnistes chinois qui divisent le mouvement marxiste-léniniste et empêchent l'union de la classe ouvrière dans la lutte contre le capital.

La presse et la propagande chinoises, ainsi que les discours des dirigeants chinois, ne font aucunement état des manifestations et des grèves imposantes organisées actuellement par tout le prolétariat dans divers pays capitalistes. S'ils s'en abstiennent, c'est parce qu'ils ne veulent pas encourager la révolte des masses, ils ne veulent pas que le prolétariat mette à profit ces situations contre l'oppression et l'exploitation. Quel son hypocrite rendent leurs slogans grandiloquents et creux selon lesquels «les pays veulent l'indépendance, les nations veulent la libération et les peuples veulent la révolution»!

En prétendant qu'aujourd'hui dans le monde il n'y a pas de situation révolutionnaire, les révisionnistes chinois non seulement sont en contradiction avec la réalité, mais encore ils demandent que le prolétariat et son parti marxiste-léniniste restent les bras croisés, qu'ils n'entreprennent aucune action révolutionnaire et n'œuvrent pas à préparer la révolution. Depuis longtemps, dès le IIe Congrès de l'Internationale communiste, Lénine avait critiqué ces vues défaitistes, formulées par l'Italien Serrati, selon lequel il ne faut pas mener d'actions révolutionnaires quand il n'existe pas de situation révolutionnaire.

«La différence entre socialistes et communistes, disait Lénine, consiste précisément en ce que les socialistes se refusent à agir comme nous le faisons en toute situation, c'est-à-dire à mener une action révolutionnaire». (V. Lénine, Oeuvres, éd. alb., t. 31, p. 277.)*

Cette critique de Lénine est aussi un soufflet cuisant pour les révisionnistes modernes chinois et pour tous les autres révisionnistes qui, à l'instar des social-démocrates, sont contre les actions révolutionnaires du prolétariat et des autres masses travailleuses.

Lénine traitait Kautsky de renégat parce que

«...celui-ci a totalement dénaturé la doctrine de Marx, il l'a accommodée à l'opportunisme, «il a renié en fait la révolution tout en la reconnaissant en paroles»». (V. Lénine, Oeuvres, éd. alb., t. 28, p. 257.)*

Les dirigeants révisionnistes chinois font quelque chose de plus que Kautsky. Ils n'admettent pas même en paroles la nécessité de la révolution.

C'est par cette ligne réactionnaire que s'expliquent la politique et les attitudes foncièrement contre-révolutionnaires de la direction révisionniste chinoise, qui cherche par tous les moyens à faire alliance et à collaborer avec l'impérialisme américain et les autres pays capitalistes développés, et appuie le Marché commun européen et l'O.T.A.N.

En s'alliant et en recherchant une unité d'action avec les impérialistes américains, qui sont, avec les social-impérialistes soviétiques, les plus féroces oppresseurs et exploités, les plus grands ennemis du prolétariat et des peuples, ainsi qu'avec les autres oppresseurs impérialistes, avec la réaction

mondiale la plus noire, en demandant au prolétariat des pays européens et des autres pays capitalistes développés de plier l'échine et d'accepter l'oppression de la bourgeoisie, les révisionnistes chinois participent eux-mêmes à cette oppression et s'unissent au capitalisme mondial dans la lutte contre la révolution contre le socialisme. contre la libération des peuples.

Comme on le voit, le capitalisme mondial, avec le révisionnisme moderne et tous ses autres instruments, mènent une lutte de front âpre et multiforme pour empêcher l'explosion des révolutions.

Ils s'emploient de toutes leurs forces à surmonter les crises, à apaiser ou à étouffer les situations révolutionnaires afin qu'elles ne tournent pas en révolutions. Mais les crises et les situations révolutionnaires sont des phénomènes objectifs qui ne dépendent de la volonté et des vœux, ni des capitalistes, ni des révisionnistes, ni de qui que ce soit. Elles ne pourront être conjurées que lorsque aura disparu l'ordre capitaliste oppresseur et exploiteur, qui les engendre inévitablement.

Les impérialistes, les autres capitalistes et les révisionnistes savent bien que la révolution n'éclate pas d'elle-même dans les périodes de crises et de situations révolutionnaires. C'est pourquoi ils portent leur attention et dirigent leurs coups principaux sur le facteur subjectif. D'une part, ils cherchent à désorienter et à tromper le prolétariat, les autres masses travailleuses et les peuples, à ne pas leur permettre de prendre conscience de la nécessité impérieuse de la révolution et à les empêcher de s'unir et de s'organiser; d'autre part, ils luttent pour anéantir le mouvement marxiste-léniniste international afin qu'il ne puisse pas se dresser et se renforcer, devenir une grande force politique dirigeante de la révolution, et que les partis marxistes-léninistes authentiques d'aucun pays n'acquière la capacité politique et idéologique qui les mettrait en mesure d'unir, d'organiser, de mobiliser et de guider les masses dans la révolution et à la victoire.

Mais quels que soient leurs efforts et leur lutte, les impérialistes, les capitalistes, les révisionnistes et les réactionnaires ne peuvent empêcher la roue de l'histoire d'aller de l'avant. Leurs efforts et leur lutte se heurteront aux efforts et à la lutte révolutionnaire du prolétariat et des peuples épris de liberté, alors que les révisionnistes modernes subiront le même sort que les social-démocrates et tous les opportunistes du passé, tous les laquais de la bourgeoisie et de l'impérialisme.

La lutte de libération des peuples, composante de la révolution mondiale

Quand nous parlons de la révolution, nous n'entendons pas seulement la révolution socialiste A l'époque actuelle du passage révolutionnaire du capitalisme au socialisme, comme l'ont expliqué Lénine et Staline, la lutte de libération des peuples, les révolutions national-démocratiques, anti-impérialistes, et les mouvements de libération nationale sont eux aussi des éléments constitutifs d'un unique processus révolutionnaire, de la révolution prolétarienne mondiale.

«Le léninisme, dit Staline, a prouvé. . . que la question nationale ne peut être résolue qu'en liaison avec la révolution Prolétarienne et sur le terrain de celle-ci; qu'en Occident la voie de la victoire de la révolution passe par l'alliance révolutionnaire avec le mouvement de libération des colonies et des pays dépendants, contre l'impérialisme. La question nationale est une partie de la question générale de la révolution prolétarienne, une partie de la question de la dictature du prolétariat».*

**(J. Staline. oeuvres. éd. alb.. 1. 6. p. 14-1.)*

Cette liaison est devenue encore plus évidente, plus naturelle, aujourd'hui, alors que la majorité des peuples, en renversant l'ancien système colonial, ont fait un grand pas en avant vers l'indépendance en créant leurs propres Etats nationaux et que, après ce pas, ils aspirent à aller plus avant. Ils veulent abolir le système néo-colonialiste, s'affranchir de toute dépendance impérialiste, de toute exploitation du capital étranger, conquérir leur souveraineté et leur indépendance complète, économique et politique. Il a été prouvé qu'on ne peut réaliser ces aspirations et atteindre ces

objectifs qu'en éliminant toute domination ou dépendance étrangère, et en s'affranchissant de l'oppression et de l'exploitation des gouvernants bourgeois et des grands propriétaires terriens du pays.

Il s'ensuit que la révolution national-démocratique, anti-impérialiste, de libération nationale, est liée et s'entrelace avec la révolution socialiste, car en attaquant l'impérialisme et la réaction, ennemis communs du prolétariat et des peuples, la première ouvre aussi la voie aux grandes transformations sociales, elle contribue au triomphe de la révolution socialiste. Et vice-versa, la révolution socialiste, en attaquant la bourgeoisie impérialiste, en sapant ses positions économiques et politiques, crée des conditions favorables aux mouvements de libération et en facilite la victoire.

C'est dans cette optique que le Parti du Travail d'Albanie considère la question -de la révolution. Il la regarde à partir de positions marxistes-léninistes, il appuie donc et soutient de toutes ses forces les luttes justes des peuples épris de liberté, contre l'impérialisme américain, le social-impérialisme soviétique et les autres puissances impérialistes, ainsi que contre le néo-colonialisme, car ces luttes contribuent à la cause commune de la destruction de l'impérialisme. Du système capitaliste et à la victoire du socialisme dans chaque pays et à l'échelle mondiale.

Aussi, lorsque nous tirons la conclusion que la révolution est une question posée et à résoudre, quelle est à l'ordre du jour, nous avons en vue non seulement la révolution socialiste, mais encore la révolution démocratique anti-impérialiste.

Le degré de maturation de la situation révolutionnaire, le caractère et le développement de la révolution ne peuvent être identiques dans tous les pays. Ces éléments dépendent des conditions historiques concrètes de chacun d'eux, du stade de leur développement économique et social, du rapport des classes de la condition et du niveau d'organisation du prolétariat et des masses opprimées, du degré d'ingérence des puissances étrangères dans les divers pays, etc. Chaque pays et chaque peuple est confronté à de nombreux problèmes spécifiques de la révolution qui sont très complexes.

Actuellement, on parle beaucoup de la situation en Afrique, en Asie et en Amérique latine, et de l'accomplissement de la révolution dans ces régions. Les dirigeants chinois considèrent la question de la révolution, de l'indépendance et de la libération nationale des pays de ces zones globalement, comme si elle pouvait être résolue à travers l'union de tout le «tiers monde», partant, des Etats, des classes, des gouvernements, etc., méconnaissant par là les situations et les problèmes concrets de chaque pays ou région. Cette vision métaphysique des choses prouve que les dirigeants chinois sont, en fait, contre la révolution et la libération des peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, qu'ils sont pour le maintien du statu quo et de la domination impérialiste et néo-colonialiste dans ces pays. Nous aussi, nous parlons de la libération des peuples africains, latino-américains, asiatiques, arabes, etc. Ces peuples ont beaucoup de problèmes communs à résoudre, mais chacun d'eux est confronté à des problèmes particuliers et très compliqués.

La tâche générale et commune de ces peuples est de s'affranchir de tout joug étranger, impérialiste, colonial et néo-colonial, de l'oppression de la bourgeoisie locale. Ces peuples, en Afrique, Amérique latine, Asie et ailleurs bouillonnent de colère et de haine contre le joug étranger, ainsi que contre celui des cliques dominantes bourgeoises ou latifonduires-bourgeoises du pays, vendues aux impérialistes américains, aux social-impérialistes soviétiques ou aux autres impérialistes. Ils se sont maintenant réveillés et ne supportent plus qu'on leur ravisse leurs richesses, leur sueur et leur sang, ils ne peuvent plus s'accommoder du retard économique, social et culturel dont ils souffrent.

La lutte contre l'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique, les principaux ennemis de la révolution, de la libération nationale et sociale des peuples, la lutte contre la bourgeoisie et la réaction font que les peuples ont beaucoup d'intérêts communs, beaucoup de problèmes communs et que, sur cette base, ils s'unissent entre eux.

La lutte contre Israël, l'instrument le plus sanguinaire de l'impérialisme américain, qui est devenu un grand obstacle au progrès des peuples arabes, est un problème commun qui se pose à tous ces peuples. Cependant, dans la pratique, les Etats arabes ne sont pas tous du même avis sur

la lutte qu'ils doivent mener de concert contre Israël, et sur le caractère que doit revêtir cette lutte contre cet ennemi commun. Souvent certains d'entre eux regardent cette lutte à travers un prisme nationaliste étroit. Nous ne pouvons souscrire à une telle attitude. Nous soutenons qu'Israël doit retourner dans son repaire et cesser ses attitudes et ses actes chauvins, provocateurs et agressifs à l'égard des États arabes. Nous demandons qu'Israël se retire des territoires arabes, que les Palestiniens soient rétablis dans tous leurs droits nationaux, mais en aucune manière nous ne sommes pour la suppression du peuple israélien.

Les peuples des pays arabes ont aussi pour tâche commune leur combat pour se libérer complètement des tentacules de l'impérialisme et du social-impérialisme et renforcer leur liberté et leur souveraineté.

Cependant, chaque peuple arabe en particulier a ses caractéristiques propres, ses problèmes spécifiques, qui diffèrent chez beaucoup d'entre eux et qui tiennent au degré inégal de développement économique et social, au niveau culturel, à l'organisation étatique, au niveau de liberté et de souveraineté, au degré d'unification des clans et des tribus, etc. Il est impossible de confondre tous ces éléments particuliers et de demander que le problème de la liberté, de l'indépendance, de la démocratie et du socialisme dans tous ces pays soit résolu pour tous de la même manière et en même temps.

Dans les pays arabes où la bourgeoisie avait de plus grands intérêts, les divers impérialistes ont investi des sommes considérables pour exploiter les richesses naturelles et les peuples. Il fallut pour cela créer certaines conditions de travail aussi bien pour les colons que pour les colonisés.

Là où les richesses naturelles ont été le plus abondantes et les intérêts des colonisateurs plus importants, l'exploitation du peuple et des richesses a été plus intense. Certes, l'exploitation des richesses a entraîné un certain essor, mais cela ne peut être considéré comme un développement général et harmonieux de l'économie des pays concernés. Les colonisateurs, de leur côté, ont financé et aidé les chefs des tribus principales, qui avaient vendu leur cime et les richesses de leurs peuples aux occupants impérialistes, mais ne recevaient qu'une petite portion des profits énormes réalisés par les derniers. Grâce à ces gains et à l'aide de leurs patrons étrangers, les chefs de tribus, selon le cas et selon la puissance de l'État qui les avait asservis, créèrent une sorte d'État soi-disant indépendant avec le soutien et sous le contrôle du pays colonisateur. Ainsi, avec l'appui des colonisateurs, les chefs de tribus formèrent les couches de la bourgeoisie riche des cheiks, qui vendirent pour quelques sous leurs terres et aussi leurs peuples, en leur imposant un double joug, celui des colonisateurs étrangers et le leur. Dans les pays arabes se formerait donc, dressées l'une contre l'autre, d'un côté, la couche de la grande bourgeoisie, des grands propriétaires terriens féodaux, des rois moyenâgeux et, de l'autre, celle des esclaves, du prolétariat qui travaillait dans les concessions étrangères. Les hautes couches, grâce aux dons et aux profits que leur concédaient les exploiters étrangers, adoptèrent le mode de vie de la bourgeoisie européenne et américaine. Leurs fils fréquentèrent même les écoles des colonisateurs, où ils acquirent une certaine culture occidentale. Ils se posaient en représentants de la culture de leur peuple, mais en fait ils se préparèrent pour maintenir sous leur joug les masses travailleuses et permettre aux colonisateurs de les exploiter jusqu'à la moelle et sans répit.

Parmi ces pays arabes, les plus riches ont connu un développement plus rapide, d'autres, moins riches, se sont développés plus lentement, alors que les États pauvres en sont restés à un stade très arriéré de développement.

Le colonialisme, le pouvoir des rois féodaux et de la grande bourgeoisie latifundiaire, étant pourvus d'une organisation appropriée pour une répression radicale, disposant aussi des forces armées, étouffaient dans l'œuf toute tentative de révolte, toute revendication, même pour l'obtention de certains droits économiques très limités, et à plus forte raison s'il s'agissait de revendications politiques et de révolution.

Leur développement actuel ne pose pas à tous les États arabes les mêmes problèmes à résoudre. Le roi d'Arabie Saoudite, par exemple, est confronté à d'autres problèmes et regarde les questions

économiques, politiques, organisationnelles, militaires, d'un oeil tout à fait différent et dans un autre diapason que les émirs du golfe

Persique. De même, l'Irak, la Syrie, l'Egypte, la Libye, la Tunisie, l'Algérie, le Maroc, la Mauritanie, etc., voient chacun leurs problèmes d'une manière différente.

Aussi, quand nous considérons les peuples arabes, nous arrivons à la conclusion, qu'en dépit de leurs multiples intérêts communs, leurs problèmes ne sont pas identiques et qu'ils ne peuvent être résolus de la même façon dans chacun de leurs pays. Nous ne pouvons pas affirmer non plus qu'il existe entre ces pays une alliance pour la solution des problèmes communs et un jugement identique en ce qui les concerne. Les problèmes diffèrent d'un pays arabe à l'autre, en raison non seulement des différences dans les attitudes des gouvernements de tel ou tel pays, mais encore des différentes prises de position des Etats coloniaux ou néo-coloniaux qui font toujours la loi dans la majorité d'entre eux.

Ce que l'on vient de dire pour les peuples arabes vaut aussi pour les peuples du continent africain. L'Afrique est une mosaïque de peuples d'ancienne culture. Chacun de ses peuples a sa culture, ses coutumes, son mode de vie, qui sont, dans une différente mesure selon les pays et pour les raisons que l'on sait, à un stade assez arriéré.

L'éveil de la plupart de ces peuples est relativement récent. De jure, les peuples africains en général ont accédé à la liberté et à l'indépendance. Mais il ne peut être question ici de liberté et d'indépendance véritables, car la majorité d'entre eux vivent encore à l'état colonial ou néo-colonial. Beaucoup de ces pays sont gouvernés par les chefs des anciennes ethnies, qui ont pris le pouvoir et s'appuient sur les anciens colonialistes, ou sur les impérialistes américains et les social-impérialistes soviétiques. Au stade actuel, ces méthodes de gouvernement dans ces Etats ne sont ni ne peuvent être qu'une survivance marquée du colonialisme. Les impérialistes dominent encore dans la plupart des pays africains à travers les trusts, les capitaux industriels investis, les banques, etc. Pour une très grande part, les richesses de ces pays continuent d'aller aux métropoles.

Certains pays africains ont conquis de haute lutte la liberté et l'indépendance dont ils jouissent, d'autres y ont accédé sans combat. A l'époque de leur domination en Afrique, les colonisateurs anglais, français et autres, ont opprimé les peuples, mais ils ont également créé une bourgeoisie indigène, plus ou moins éduquée à l'occidentale. Cette bourgeoisie a engendré aussi des personnalités. Il est parmi elles nombre d'éléments anti-impérialistes, qui combattent pour l'indépendance de leur pays, mais la plupart, ou bien sont restés fidèles aux anciens colonisateurs pour maintenir avec eux des relations étroites même après la liquidation formelle du colonialisme, ou bien se sont mis sous la dépendance économique et politique des impérialistes américains ou des social-impérialistes soviétiques.

Dans le passé, les colonisateurs s'abstenaient de faire de gros investissements. C'est ce que l'on observait par exemple en Libye, en Tunisie, en Egypte et ailleurs. Cependant, les colonisateurs ont drainé les richesses de tous ces pays, ils se sont approprié de vastes territoires et ont fait croître dans certaines branches de l'industrie, comme dans celles de l'extraction et de la transformation des matières premières, un prolétariat numériquement non négligeable. Ils ont aussi attiré dans les métropoles, en France par exemple, mais aussi en Grande-Bretagne, une forte main-d'œuvre à bon marché qui travaillait dans les mines et les fabriques des colonisateurs.

Dans les autres parties de l'Afrique, surtout en Afrique noire, le développement industriel retarde davantage. Tous les pays de cette zone étaient partagés principalement entre la France, la Grande-Bretagne, la Belgique et le Portugal. Il y a longtemps qu'y ont été découvertes de grandes richesses du sous-sol, notamment des mines de diamants, de fer, de cuivre, d'or, d'étain, etc., et une industrie d'extraction et de traitement des minerais a été mise sur pied.

Dans beaucoup de pays africains ont été construites de grandes villes typiquement coloniales, où les colonisateurs vivaient dans un luxe fabuleux.

Dans ces pays, actuellement, on voit, d'une part, la grande bourgeoisie nationale grandir, se développer et s'enrichir et, d'autre part, les larges masses travailleuses s'appauvrir toujours plus. Ces

pays ont connu un certain essor culturel, mais plutôt de caractère européen. La culture locale ne s'est pas développée, elle en est restée généralement au stade atteint par les tribus et elle ne se reflète pas dans les centres où se dressent les gratte-ciel. Cela tient au fait qu'en dehors des grands centres où vivaient les colonisateurs, sévissaient la misère la plus noire, une détresse extrême, la famine, les maladies, l'ignorance et l'exploitation des gens jusqu'à la moelle, au vrai sens du mot.

La population africaine est restée culturellement et économiquement en retard, elle est allée sans cesse diminuant du fait des guerres coloniales, de la féroce persécution raciale, de la traite des Noirs africains et de leur transfert vers les métropoles, les Etats-Unis d'Amérique et d'autres pays, où ils ont travaillé comme des bêtes de somme dans les plantations de coton et d'autres cultures ainsi qu'aux tâches les plus pénibles de l'industrie et du bâtiment.

C'est pourquoi, les peuples africains ont encore une grande lutte à mener. C'est et ce sera une lutte très complexe, qui différera d'un pays à l'autre, en fonction de leur développement économique, culturel et éducatif, du degré de leur réveil politique, de la grande influence que les diverses religions, comme les religions chrétienne, musulmane et les vieilles croyances païennes exercent sur la masse de ces peuples. Cette lutte devient encore plus ardue du fait que nombre de ces pays restent actuellement soumis à la domination néo-colonialiste à laquelle se joint celle des cliques nationales bourgeoises capitalistes. Ceux qui y font la loi sont les puissants Etats capitalistes et impérialistes qui subventionnent ou qui se sont assujettis les cliques dominantes, qu'ils portent au pouvoir ou démettent en fonction de leurs intérêts de néo-colonisateurs, ou lorsque l'équilibre de ces intérêts est rompu.

La politique de grands propriétaires terriens, de la bourgeoisie réactionnaire, des impérialistes et des néo-colonialistes, vise à tenir constamment les peuples africains sous le joug, dans l'obscurité, à entraver leur développement social, politique et idéologique, à faire obstacle à leur lutte pour la réalisation de leurs droits. Actuellement, nous voyons ces mêmes impérialistes, les anciens oppresseurs de ces peuples, ainsi que de nouveaux impérialistes, s'efforcer de pénétrer dans le continent africain, en s'ingérant par tous les moyens dans les affaires intérieures des peuples. C'est la raison pour laquelle s'y exacerbent de jour en jour les contradictions entre les impérialistes, entre les peuples et les directions bourgeoises et capitalistes de la plupart de ces pays, entre les peuples et les nouveaux colonisateurs.

Il est indispensable que les peuples utilisent ces contradictions soit pour les approfondir soit pour en tirer profit. Mais cela ne peut être réalisé que si le prolétariat, la paysannerie pauvre et tous les opprimés et les esclaves mènent une lutte résolue contre l'impérialisme et le néo-colonialisme, contre la grande bourgeoisie locale, les latifundiaires, ainsi que contre tous les organismes créés par ceux-ci. Un rôle particulier dans cette lutte revient aux progressistes et aux démocrates, aux jeunes révolutionnaires et aux intellectuels patriotes, qui aspirent à voir leurs pays marcher libres et indépendants dans la voie du développement et du progrès. C'est seulement grâce à une lutte continue et organisée que l'on pourra rendre la vie intenable aux oppresseurs et exploiters nationaux et étrangers. et les mettre dans l'incapacité de gouverner. Cette situation se préparera dans les conditions spécifiques de chacun des Etats africains.

L'impérialisme anglais et l'impérialisme américain n'ont accordé aucune liberté aux peuples africains. Nous sommes tous témoins de ce qui se passe. par exemple, en Afrique du Sud. Là dominant les racistes blancs, les capitalistes anglais, les exploiters, qui oppriment de façon barbare les peuples de couleur de cet Etat, où règne la loi de la jungle des Blancs. Dans nombre de pays d'Afrique dominant les trusts et les capitaux américains, anglais, français, belges, et des autres anciens colonisateurs et impérialistes, maintenant plus ou moins affaiblis, mais qui détiennent encore les clés de l'économie de ces pays.

Dans leur long chemin de peine et de souffrance, les peuples d'Asie ont subi, eux aussi, l'impitoyable oppression et exploitation impérialiste.

A la veille de la Seconde Guerre mondiale, les neuf dixièmes de la population de ce continent, l'Asie soviétique exceptée, se trouvaient dans une situation d'oppression et d'exploitation coloniales

et semi-coloniales du fait des puissances impérialistes d'Europe, du Japon et des Etats-Unis. La Grande-Bretagne à elle seule possédait en Asie 5.635.000 km' de colonies peuplées de plus de 420 millions d'hommes. Subissant l'oppression et l'exploitation coloniales, la quasi-totalité des pays d'Asie étaient demeurés, du point de vue économique, social et culturel, dans un état très arriéré et dans une profonde misère. Leur seule fonction était d'approvisionner les métropoles impérialistes en matières premières telles que pétrole, charbon, chrome, manganèse, magnésite, étain, caoutchouc. etc.

Après la guerre, le régime colonial a été aboli en Asie également. Dans les anciennes colonies ont été mis sur pied des Etats nationaux distincts. La plupart de ces pays ont remporté cette victoire grâce à la lutte sanglante des masses populaires contre les colonisateurs et les occupants japonais.

La lutte de libération du peuple chinois, qui a conduit à la libération de la Chine de la domination impérialiste japonaise, à la destruction des forces réactionnaires de Tchiang Kai-shek et à la victoire de la révolution démocratique, a revêtu une importance particulière pour l'abolition du colonialisme en Asie. Cette victoire, dans un grand pays comme la Chine, a exercé pendant un certain temps une vaste influence sur la lutte libératrice des peuples d'Asie et des autres peuples dominés par les puissances impérialistes, ou dépendant d'elles. Mais en raison de la ligne suivie par la direction chinoise après la création de la République Populaire de Chine, cette influence est allée sans cesse diminuant.

La direction chinoise déclara alors que la Chine était entrée dans la voie du développement socialiste. Les révolutionnaires et les peuples épris de liberté dans le monde, qui souhaitaient et attendaient qu'elle devienne un puissant bastion du socialisme et de la révolution mondiale, saluèrent chaleureusement cette déclaration. Mais leurs vœux et leurs espoirs n'étaient pas exaucés. Les gens ne voulaient pas y croire, mais les faits et la situation très compliquée et confuse qui régnait en Chine témoignaient que celle-ci n'avancait pas dans la voie du socialisme.

Cependant, la lutte des peuples asiatiques n'avait pas pris fin avec l'abolition du colonialisme. Les colonisateurs anglais, français, hollandais et autres, quoique contraints de reconnaître l'indépendance de leurs anciennes colonies, voulaient garder dans ces pays leurs positions économiques et politiques afin d'y maintenir leur domination et leur exploitation sous d'autres formes, néo-colonialistes. La situation fut particulièrement aggravée par la pénétration des U.S.A. en Asie, surtout en Extrême-Orient, en Asie du Sud-est et dans les Iles du Pacifique. Cette zone revêtait et revêt toujours une grande importance économique ainsi que militaire et stratégique pour l'impérialisme américain. Celui-ci a installé dans ces zones de grandes bases militaires et il y fait croiser des flottes puissantes. Parallèlement, le capital américain a planté ses griffes sanglantes dans l'économie de ces régions. Entre-temps, les impérialistes américains entreprirent des opérations militaires et des actions de diversion à grande échelle afin de réprimer les mouvements de libération nationale dans les pays asiatiques. Ils sont parvenus à diviser en deux la Corée et le Vietnam, installant dans les parties méridionales de ces pays des régimes fantoches réactionnaires. Des régimes latifondistes-bourgeois pro-impérialistes ont également été instaurés dans nombre d'anciennes colonies et semi-colonies d'Asie. C'est ainsi qu'y ont été maintenus l'asservissement moyen âgeux et la domination sauvage des maharadjahs, des rois, des cheiks, des samourais et de messieurs les capitalistes «modernisés». Ces régimes ont vendu une nouvelle fois leurs pays aux impérialistes, surtout à l'impérialisme américain, freinant ainsi extrêmement le développement économique, social et culturel de ces pays.

Dans ces conditions, les peuples d'Asie, s>;r lesquels pesaient à nouveau le lourd joug impérialiste et latifondiste-bourgeois, furent obligés de ne pas déposer les armes, mais de poursuivre leur lutte de libération afin de secouer ce joug. Cette lutte était généralement dirigée par les partis communistes. Là où ces partis avaient pu créer de puissants liens avec les masses, leur faire prendre conscience des buts de libération de la lutte, les mobiliser et les organiser dans une lutte armée révolutionnaire, cette lutte a donné des résultats positifs. La victoire historique remportée par les peuples d'Indochine, en particulier par le peuple vietnamien, sur les impérialistes américains et leurs valets latifondistes-bourgeois locaux, a montré au monde entier que l'impérialisme, même quand il

s'agit d'une superpuissance comme les U.S.A., malgré son grand potentiel économique et militaire. malgré les moyens modernes de guerre dont il dispose et qu'il emploie pour réprimer les mouvements de libération, n'est par en mesure de soumettre les peuples et les pays. grands ou petits. lorsque ceux-ci sont résolus à consentir n'importe quel sacrifice et à lutter avec abnégation jusqu'au bout pour leur liberté et leur indépendance.

Nombre d'autres pays d'Asie, comme Birmanie, la Malaisie, les Philippines et l'Indonésie, ont été et sont toujours le théâtre de luttes armées c:e libération. Ces luttes auraient à coup sûr été couronnées de victoires et de succès plus importants si elles n'avaient pas été entravées par l'intervention et les attitudes antimarxistes et chauvines de la direction chinoise, qui ont suscité la division et le désarroi parmi les forces révolutionnaires et les partis communistes à la tête de ces forces. D'un côté, les dirigeants chinois déclaraient soutenir les luttes de libération dans ces pays, de l'autre. ils appuyaient les régimes réactionnaires, accueillait les chefs de file de ces régimes avec mille honneurs et louanges. Ils ont toujours suivi une stratégie et une tactique tendant à soumettre à leur politique pragmatistes à leurs intérêts hégémoniques les mouvement; de libération dans les pays asiatiques. Ils ont constamment fait pression sur les forces révolutionnaires et sur la direction die ces forces afin de leur imposer cette politique. En réalité ils ne se soucient guère de la question cde la libération des peuples et de la révolution propres les pays d'Asie, mais le la réalisation de leurs propres visées chauvines. Ils n'ont par aidé ces peuples. ils n'ont fait qu'Entraver leur lutte.

La question de la révolution et de la lutte de libération en Asie n'a jamais été posée avec tant de force et de façon si impérative qu'actuellement, elle n'a jamais été plus compliquée et plus difficile à résoudre.

Cette complexité et ces difficultés ont tenu principalement aux visées et à l'activité des impérialistes américains ainsi qu'aux visées et à l'activité antimarxistes, anti-populaires, hégémoniques et expansionnistes des révisionnistes et des social impérialistes soviétiques et chinois.

Les Etats-Unis visent et s'évertuent par tous les moyens et de toutes leurs forces à maintenir et à renforcer leurs positions stratégiques, économiques et militaires en Asie, en ce qu'ils jugent ces positions vitales pour leurs intérêts impérialistes.

L'Union soviétique tend et s'emploie, elle aussi, par tous les moyens et de toutes ses forces, à élargir les positions qu'elle occupe déjà en Asie.

La Chine, de son côté, a manifesté ouvertement sa prétention à dominer les pays asiatiques, en s'alliant à cette fin avec les Etats-Unis et en particulier avec le Japon, et en s'opposant directement à l'Union soviétique.

Le Japon également vise à la domination en Asie, ce qui est une ambition de toujours de l'impérialisme japonais.

C'est pour cela que l'Union soviétique redoute à tel point l'alliance sino-japonaise et quelle la combat avec tant de force. Mais l'impérialisme américain non plus ne désire pas voir cette alliance grandir et dépasser les limites au-delà des quelles ses intérêts peuvent être lésés, encore qu'il ait encouragé la signature du Traité entre la Chine et le Japon et y ait donné son aval en jugeant que ce traité peut freiner l'expansion soviétique aux dépens de la domination américaine.

L'Inde, étant un grand pays, a également l'ambition de devenir une grande puissance atomique et de poids en Asie, de jouer un rôle particulier, surtout grâce à la position stratégique qu'elle occupe au carrefour des intérêts expansionnistes des deux superpuissances impérialistes. américaine et soviétique, dans l'océan Indien, le golfe Persique et sur ses frontières septentrionales et orientales.

L'impérialisme anglais, lui non plus, n'a pas renoncé à ses visées de domination sur les pays asiatiques. Certains autres Etats capitalistes-impérialistes nourrissent aussi les mêmes desseins.

Aussi l'Asie est-elle devenue aujourd'hui l'une des zones où les rivalités inter impérialistes sont les plus âpres, partant, on a vu s'y créer de nombreux et dangereux foyers de conflagration mondiale, dont finalement les peuples feront les frais.

Afin d'étouffer les révolutions et la lutte de libération dans les pays d'Asie et d'ouvrir la voie à leurs plans hégémoniques et expansionnistes, les révisionnistes soviétiques et chinois, en fébrile concurrence entre eux, se sont livrés et se livrent à d'abjectes menées scissionnistes et destructrices

au sein des partis communistes et des forces révolutionnaires et éprises de liberté de ces pays. Ces menées ont été l'un des principaux facteurs de la catastrophe qu'a subie le Parti communiste d'Indonésie, ainsi que de la division et du démantèlement du Parti communiste de l'Inde, etc. Les uns et les autres prônent l'alliance et l'unité du prolétariat et des larges masses populaires avec la bourgeoisie réactionnaire du pays, en s'efforçant, chacun pour leur compte, de se gagner l'amitié de cette bourgeoisie dominante.

L'intervention des social-impérialistes soviétiques et chinois dans les divers pays d'Asie, où ils s'emploient à réaliser leurs objectifs hégémoniques et expansionnistes, fait peser de grands dangers sur les mouvements de libération de ces peuples, elle a aussi directement menacé les victoires de la lutte de libération au Vietnam, au Cambodge et au Laos.

Les forces révolutionnaires et éprises de liberté des pays asiatiques, dirigées par les partis communistes marxistes-léninistes, se doivent d'affronter et d'annihiler tant le danger qui leur vient de la réaction locale armée par les patrons impérialistes, que les dangers que leur font courir les menées de scission et de sape ainsi que les plans hégémoniques et expansionnistes des révisionnistes soviétiques et chinois. Il leur appartient de se débarrasser de toute une série d'anciennes idées et conceptions réactionnaires, religieuses, mystiques, bouddhistes, brahmaniques, et autres, qui freinent le mouvement de libération. Il leur faut également empêcher que ne s'inculquent des idées et des conceptions «nouvelles», réactionnaires, comme le sont les idées révisionnistes khrouchtchéviennes, maoïstes et d'autres théories tout aussi réactionnaires, qui désorientent les masses, les dupent, les dépouillent de l'esprit militant de classe, les engagent dans des voies fausses et sans issue.

Certes, la lutte de libération à laquelle les peuples d'Asie sont confrontés est ardue, elle est hérissée d'obstacles, mais il n'y a ni il n'y aura jamais de lutte de libération ni de révolution aisées, exemptes de grandes difficultés et de durs obstacles à surmonter, qui n'exigent du sang versé et de nombreux sacrifices pour être conduites jusqu'à la victoire finale.

De façon générale, le niveau de développement capitaliste des pays d'Amérique latine est plus élevé que celui des pays d'Afrique et d'Asie. Mais le degré de dépendance des pays latino-américains à l'égard du capital étranger n'est en rien inférieur à celui de la très grande majorité des pays africains et asiatiques.

La plupart des pays d'Amérique latine, à la suite des luttes de libération des peuples de ce sous-continent contre les colonisateurs espagnols et portugais, ont été proclamés Etats distincts bien avant les pays africains et les pays asiatiques, et cela dès la première moitié du XIX^e siècle. Ces pays auraient progressé beaucoup plus, s'ils n'étaient pas tombés, au lendemain de la liquidation du joug colonial espagnol et portugais, sous un autre joug, semi-colonial, celui du capital étranger, anglais, français, allemand, américain et autre. Jusqu'au début de notre siècle, les colonisateurs anglais étaient maîtres de la situation sur ce sous-continent. Ils y pillaient des quantités énormes de matières premières, construisaient des ports, des chemins de fer, des centrales électriques exclusivement au service de leurs sociétés concessionnaires, et y commerçaient les articles industriels produits en Grande-Bretagne.

A la suite de la pénétration en Amérique latine des U.S.A., alors au stade de leur développement impérialiste, cette situation a changé, mais non pas en faveur des peuples latino-américains. L'impérialisme des Etats-Unis a recouru au slogan «l'Amérique aux Américains», incarné dans la «doctrine de Monroe», pour établir sa domination sans partage sur tout l'hémisphère occidental. La pénétration économique des Etats-Unis dans cet hémisphère a été réalisée tant au moyen de la force militaire et du chantage politique, qu'à travers la diplomatie du dollar, du bâton et de la carotte. C'est ainsi que les investissements américains en Amérique latine avaient atteint en 1930 le niveau des investissements anglais, tandis qu'après la Seconde Guerre mondiale, les Etats-Unis sont devenus les véritables

maîtres de l'économie dans cette partie du globe. Leurs grands monopoles s'y sont approprié les branches clés de l'économie de ce sous-continent. Ses pays ont été intégrés dans l'empire «invisible» de l'impérialisme américain, qui a commencé à y faire la loi partout, à nommer et à destituer les chefs des Etats et les gouvernements, à leur dicter sa politique économique et militaire, intérieure et extérieure.

Les sociétés monopolistes des U.S.A. tiraient des profits fabuleux de l'exploitation des abondantes ressources naturelles, et du travail, de la sueur et du sang des peuples latino-américains: un dollar investi dans les divers pays du sous continent leur rapportait de quatre à cinq dollars de profit. Cette situation persiste de nos jours.

Bien que les investissements des Etats impérialistes en Amérique latine aient suscité la mise sur pied d'une certaine industrie moderne, en particulier de l'industrie d'extraction, ainsi que de l'industrie légère et alimentaire, ils n'en n'ont pas moins freiné énormément le développement économique général des pays de ce sous-continent. Les monopoles étrangers et la politique néo-colonialiste des Etats impérialistes ont conféré au développement économique de ces pays une forme contrefaite, unilatérale, un caractère de monoculture, ils les ont transformés en de simples fournisseurs spécialisés de matières premières: le Venezuela, de pétrole; la Bolivie, d'étain; le Chili, de cuivre; le Brésil et la Colombie, de café; Cuba, Haïti et la République dominicaine, de sucre; l'Uruguay et l'Argentine, de produits d'élevage; l'Equateur, de bananes, et ainsi de suite.

Son caractère unilatéral rendait l'économie de ces pays très instable, incapable de se développer rapidement et harmonieusement, il la rendait entièrement dépendante de la conjoncture et des fluctuations des prix sur le marché capitaliste mondial. Toute baisse de la production et toute manifestation de crise économique aux U.S.A. et dans les autres pays capitalistes devaient nécessairement avoir des incidences négatives, et même plus marquées, sur l'économie des pays d'Amérique latine également.

Après la Seconde Guerre mondiale, les métropoles impérialistes se sont mises à faire de gros investissements directs dans diverses branches de l'industrie, dans les mines, l'agriculture, à acquérir des entreprises nationales, etc., dans les pays d'Amérique latine. Elles se sont assuré la haute main sur des secteurs entiers de production et ont intensifié au maximum le pillage de ces pays. Dans le même temps, elles ont encouragé l'octroi de prêts et de subventions à taux d'intérêt élevé, ce qui a eu pour effet de lier encore davantage ces pays à la domination étrangère et, en premier lieu, aux Etats-Unis d'Amérique. L'endettement du Brésil envers les banques étrangères se monte à lui seul à près de 40 milliards de dollars et celui du Mexique à près de 30 milliards.

Le développement capitaliste en Amérique latine est généralement retardataire, du fait, entre autres, qu'il y subsiste des vestiges des latifundia, qui n'ont pas entièrement perdu leur caractère féodal; voilà pourquoi certains pays latino-américains souffrent d'un retard très marqué, analogue à celui des pays d'Asie et d'Afrique. La politique économique et l'ingérence impérialiste directe dans les pays d'Amérique latine ont eu pour effet d'y créer une oligarchie, une grande bourgeoisie monopoliste, assez puissante, qui détient le pouvoir avec les grands propriétaires terriens et qui, toujours avec l'appui de l'impérialisme américain et de concert avec lui, opprime et exploite impitoyablement la classe ouvrière, la paysannerie et les autres couches de travailleurs, dont les conditions d'existence sont misérables.

Ce développement a également créé un prolétariat industriel assez nombreux, qui, avec le prolétariat agricole et les travailleurs de la construction et des services, représente à peu près la moitié de la population, et cela à la différence de l'Afrique et de l'Asie, où la classe ouvrière dans la plupart des pays est très réduite.

En outre, en Amérique latine la paysannerie et la classe ouvrière issue de son sein possèdent de riches traditions combattantes révolutionnaires acquises dans leurs luttes incessantes pour la liberté, la terre, le travail et le pain, traditions qui se sont développées plus encore dans les batailles contre l'oligarchie du pays, contre les monopoles étrangers et contre l'impérialisme américain. Les peuples d'Amérique latine se rangent parmi les peuples qui se sont le plus dressés dans des affrontements sanglants contre leurs oppresseurs et exploités intérieurs et extérieurs. Dans ces batailles ils ont

souvent remporté des victoires notables, mais aucun de ces pays n'a encore pleinement conquis les libertés démocratiques, supprimé l'exploitation, assuré son indépendance et sa souveraineté nationales. Les peuples latino-américains ont nourri de grands espoirs, ils ont eu beaucoup d'illusions sur la victoire du peuple cubain, qui devint une source d'inspiration et un encouragement dans la lutte pour secouer le joug des oppresseurs capitalistes et latifundiaires du pays et des impérialistes américains. Mais cette source d'inspiration et ces espoirs se sont vite évanouis, lorsque ces peuples ont vu que l'Etat castriste de Cuba ne se développait pas dans la voie du socialisme, mais dans celle du capitalisme de type révisionniste, et encore plus lorsque ce pays est devenu le vassal et le mercenaire du social-impérialisme soviétique.

En Amérique latine comme dans les autres continents, la situation aujourd'hui est complexe.

Dans la plupart des pays la situation est révolutionnaire et met à l'ordre du jour les révolutions pour renverser le régime bourgeois-latifondiste et liquider la dépendance impérialiste. Naturellement, ces révolutions ne peuvent avoir partout le même caractère, suivre le même processus ni être accomplies de la même manière, en raison, comme on le sait, des conditions et des problèmes particuliers de chaque pays ou groupe de pays, des divers degrés de développement économique et social, de dépendance vis-à-vis de l'impérialisme et du social-impérialisme, et du caractère plus ou moins modéré ou plus ou moins fasciste des régimes bourgeois qui y font au pouvoir. Une seule chose y apparaît indispensable, la nécessité de combiner plus étroitement que dans beaucoup de pays d'Afrique et d'Asie les tâches anti-impérialistes, démocratiques et socialistes de la révolution.

L'Amérique latine présente aussi beaucoup d'avantages pour la préparation du facteur subjectif de la révolution, du fait du niveau de conscience assez élevé des larges masses populaires et de leur disposition à lutter contre l'oppression et l'exploitation intérieures et extérieures, pour la liberté, la démocratie et le socialisme. Or, la parfaite préparation de ce facteur est entravée, compliquée et combattue de toutes leurs forces non seulement par les impérialistes, surtout par les américains et les réactionnaires intérieurs, mais aussi par les révisionnistes locaux et les autres valets opportunistes du capitalisme ainsi que par les révisionnistes soviétiques et chinois.

Fidèle à cette politique qui tend à disposer de l'Amérique latine comme de son propre domaine pour en tirer d'énormes profits, l'impérialisme américain manœuvre par tous les moyens, militaires, subversifs, démagogiques, mystificateurs, pour ne permettre à aucun autre impérialisme d'y prédominer, pour s'assurer que la révolution n'éclatera ni ne triomphera dans aucun pays. Il veut préserver ainsi tant la dépendance totale des pays latino-américains vis-à-vis des Etats-Unis que le régime bourgeois-latifondiste dans ces pays.

Ce qu'on appelle l'Organisation des Etats Américains, commandée par le président, le Pentagone et le Département d'Etat américains constitue à cette fin une arme importante aux mains des Etats-Unis. Les statuts de cette organisation leur donnent le droit d'intervenir de toutes les manières et par tous les moyens, même militairement, pour maintenir le statu quo, intérieur et extérieur, dans les pays d'Amérique latine.

Cependant, les grands monopoles américains ont perfectionné leur mode d'exploitation de ces pays, avec la constitution de sociétés monopolistes multinationales qui ont leur siège et leur poste de commande aux Etats-Unis et aussi en utilisant largement le capitalisme d'Etat à travers lequel ils s'assurent la haute main sur les gouvernements et l'appareil d'Etat local dans son ensemble.

Mais, par ces moyens et beaucoup d'autres, les Etats-Unis ne parviennent pas à résoudre les problèmes de la grave crise économique et politique qui s'est emparée aussi des pays d'Amérique latine.

En ce temps où les capitalistes et les grands propriétaires terriens du pays ne peuvent vivre sans la tutelle ni l'appui de l'impérialisme américain, l'idée de la révolution, en tant que voie unique et indispensable pour assurer la libération nationale et sociale, s'inculque toujours plus profondément et plus largement dans la conscience du prolétariat, de la paysannerie travailleuse, de l'intelligentsia progressiste, des masses de la jeunesse de ces pays.

Afin de prévenir les révolutions, les impérialistes américains et les capitalistes locaux recourent à deux voies principales. L'une est celle de l'instauration de régimes militaires-fascistes au moyen

d'un «pronunciamiento militaire » (putsch militaire), là où ils jugent que le danger menaçant leurs positions est le plus imminent. C'est ce qu'ils ont fait au Brésil, au Chili, en Uruguay, en Bolivie et ailleurs. L'autre voie consiste à organiser des régimes démocratiques-bourgeois avec des limitations marquées et de grands manques des libertés fondamentales, comme c'est le cas au Venezuela, au Mexique, ou, comme ils le font actuellement au Brésil, en s'efforçant d'atténuer les tensions révolutionnaires et de donner l'impression que la bourgeoisie de ces pays, et, dans une plus grande mesure, l'administration des Etats-Unis et leur président, se soucient soi-disant des «droits de l'homme».

Mais des moyens et des manœuvres de ce genre ne peuvent résoudre les problèmes de la crise, éviter les situations révolutionnaires, ni effacer la révolution de l'ordre du jour.

Le prolétariat et toutes les forces révolutionnaires dans les pays latino-américains se trouvent confrontés à des tâches révolutionnaires très importantes. Afin de réaliser ces tâches, d'accomplir la révolution, de conquérir la pleine indépendance nationale, d'instaurer les libertés démocratiques et le socialisme, il leur faut lutter dans plusieurs directions, contre l'oligarchie bourgeoise et latifundiaire du pays, contre l'impérialisme américain, et à la fois contre les divers valets du capital, de l'impérialisme et du social-impérialisme, que sont les révisionnistes pro-soviétiques et castristes, les révisionnistes pro-chinois, les trotskistes et autres. Il leur est nécessaire de faire échec non seulement à l'activité de diversion et de scission des opportunistes et des révisionnistes de diverses couleurs, mais aussi de rejeter les influences petites-bourgeoises qui se reflètent dans certaines conceptions et pratiques putschistes, foquistes, aventuristes, qui, ont devenues un peu une tradition, mais n'ont rien du commun avec la véritable révolution, à laquelle au contraire elles nuisent gravement. Cette question cependant requiert un examen attentif.

En ce qui concerne la tradition combattante des peuples d'Amérique latine, ce qui y prédomine est l'élément positif, révolutionnaire, lequel constitue un facteur très important à utiliser au mieux et le plus largement possible dans la préparation et le développement de la révolution, pour donner à la tradition un nouveau contenu, débarrassé des éléments négatifs, propres aux pratiques des pistoleros et des foquistes.

Les partis marxistes-léninistes de la classe ouvrière auront à jouer un rôle décisif dans la réalisation de ces tâches importantes. Désormais, non seulement des partis de ce genre ont été créés dans presque chaque pays d'Amérique latine, mais la plupart d'entre eux ont fait aussi des progrès considérables dans le travail de préparation du prolétariat et des masses populaires pour la révolution. Dans une lutte à outrance contre les révisionnistes et les autres opportunistes, contre tous les laquais de la bourgeoisie et de l'impérialisme, contre les conceptions et les pratiques castristes, khrouchtchéviennes, trotskistes, et contre celles des tenants des trois mondes, etc., ils ont élaboré une ligne politique juste et accumulé une assez riche expérience de la lutte pour mettre cette ligne en œuvre et se faisant les porteurs de la tradition révolutionnaire antérieure, l'utiliser et la développer davantage en faveur du mouvement ouvrier et de libération, de la préparation et du soulèvement des masses dans la révolution.

Les situations révolutionnaires actuelles dictent à ces partis de maintenir entre eux des liens aussi étroits que possible et de se consulter le plus souvent possible pour pouvoir profiter au mieux de leur expérience mutuelle et coordonner leurs attitudes et leurs actions sur les questions communes de la lutte contre la bourgeoisie réactionnaire et l'impérialisme, contre le révisionnisme moderne, soviétique, chinois et autre, sur tous les problèmes de la révolution.

Maintenant que les peuples se sont éveillés et qu'ils n'acceptent plus de vivre sous le joug impérialiste et colonial, qu'ils demandent la liberté, l'indépendance, le développement et le progrès, alors qu'ils bouillonnent de colère contre les oppresseurs extérieurs et intérieurs, et que l'Afrique, l'Amérique latine, l'Asie sont devenues des chaudières en ébullition, les anciens et nouveaux colonisateurs trouvent difficile, sinon impossible de dominer et d'exploiter les peuples de ces pays en recourant aux méthodes et aux formes d'action antérieures. Mais ils ne peuvent s'empêcher de piller et d'exploiter les richesses, la sueur et le sang de ces peuples.

C'est la raison pour laquelle on les voit déployer tant d'efforts pour trouver de nouvelles méthodes et formes de duperie, de rapine et d'exploitation afin de distribuer des aumônes, qui de toute manière ne vont pas au profit des masses, mais des classes dominantes bourgeoises-latifondayaires.

Cependant, la question s'est encore compliquée, car il y a longtemps, que le social-impérialisme soviétique a commencé à pénétrer toujours plus profondément dans les ex-colonies et semi-colonies, et, de son côté, la Chine social-impérialiste fait de fébriles efforts pour s'y introduire.

L'Union soviétique révisionniste poursuit son ingérence expansionniste sous le masque de la politique soi-disant léniniste de l'aide à la lutte de libération des peuples, en se posant en alliée naturelle de ces pays et de ces peuples. Pour pénétrer en Afrique et ailleurs, les révisionnistes soviétiques utilisent et propagent les slogans de couleur socialiste, afin de tromper les peuples qui aspirent à la libération, qui veulent rejeter l'oppression et l'exploitation et qui savent que la seule voie de leur complète libération nationale et sociale est le socialisme.

Dans son ingérence l'Union soviétique entraîne aussi ses alliés, au plutôt ses satellites. Cela s'observe concrètement en Afrique, où les social impérialistes soviétiques et leurs mercenaires cubains interviennent sous prétexte d'aider la révolution. Mais c'est un mensonge. Leur intervention n'est rien d'autre qu'une action colonialiste qui vise à conquérir des marchés et à soumettre les peuples.

Telle est la nature de l'intervention de l'Union soviétique et des mercenaires cubains en Angola. Ils n'ont jamais eu pour but d'aider la révolution angolaise; ce qu'ils veulent, c'est planter leurs griffes dans ce pays africain, qui avait accédé à une certaine indépendance après l'expulsion des colonisateurs portugais. Les mercenaires cubains sont une armée coloniale dépêchée par l'Union soviétique pour lui permettre d'occuper des marchés et des positions stratégiques dans les pays de l'Afrique noire, puis de passer de l'Angola à d'autres Etats, afin que les social-impérialistes soviétiques également puissent créer leur propre empire colonial moderne.

L'Union soviétique et son mercenaire, Cuba, sous le couvert de l'aide à la libération des peuples, interviennent dans les autres pays avec des troupes équipées de canons et de mitrailleuses, soi-disant pour construire le socialisme, un socialisme qui n'existe du reste ni en Union soviétique ni à Cuba. Ces deux Etats bourgeois-révisionnistes ont pénétré en Angola pour aider une clique capitaliste à prendre le pouvoir, contrairement aux objectifs du peuple angolais, qui a lutté pour conquérir sa liberté contre les colonisateurs portugais. Agostinho Neto fait le jeu des Soviétiques. Etant en lutte contre l'autre fraction pour s'emparer du pouvoir, il les a appelés à son aide. L'action des deux clans angolais en lutte entre eux n'avait aucunement un caractère révolutionnaire populaire. Leur affrontement n'était qu'une querelle de cliques pour le pouvoir. Chacune d'elles était appuyée par des Etats impérialistes différents. Agostinho Neto est sorti victorieux de ce combat, alors qu'en Angola, non seulement le socialisme n'a pas triomphé, mais, à la suite de l'intervention étrangère, on a vu s'y instaurer le néo-colonialisme soviétique.

La Chine social-impérialiste, elle aussi, s'emploie intensément à s'introduire dans les anciennes colonies et semi-colonies.

Le Zaïre, où règne la clique Mobutu, la plus sanguinaire et la plus riche du continent africain, est un exemple de la manière dont intervient la Chine. Dans les derniers combats qui se sont déroulés au Zaïre, Mobutu, l'assassin de Patrice Lumumba, a reçu aussitôt le secours des troupes du royaume chérifien du Maroc, de l'aviation française, et aussi de la Chine. L'aide des Français est compréhensible, en ce que par leur intervention au Zaïre ils défendent au Katanga leurs concessions et leurs trusts et défendent en même temps leurs gens, ainsi que Mobutu et sa clique. Mais que cherchent les révisionnistes chinois au Katanga? Qui vont-ils y aider? Aideraient-ils par hasard le peuple du Zaïre opprimé par Mobutu. par sa clique et les concessionnaires français, belges, américains. etc.? N'aident-ils pas eux aussi la clique sanguinaire de Mobutu? Le fait est que la direction révisionniste chinoise soutient cette clique non pas indirectement mais de façon tout à fait ouverte. Afin de rendre ce soutien plus concret et plus démonstratif, elle y a envoyé son ministre des Affaires Etrangères Houang Houa, des experts militaires, des aides militaires et économiques.

Elle a agi par là de manière antimarxiste, antirévolutionnaire. Son intervention revêt les mêmes traits que celle du roi Hassan du Maroc, et que celle de la France.

Les social-impérialistes chinois ne se sont pas immiscés seulement dans cette question, ils s'ingèrent aussi dans d'autres affaires des peuples et des pays d'Afrique et des autres continents, surtout dans les pays où ils cherchent à pénétrer coûte que coûte afin d'y créer des bases économiques, politiques et stratégiques.

Les Etats-Unis d'Amérique eux-mêmes n'ont pas l'audace de soutenir Pinochet, ce bourreau fasciste du Chili, aussi ouvertement que le fait la Chine. Du reste, les Américains ne prêtent un appui aussi déclaré pas même aux gouvernants réactionnaires d'autres pays où ils ont de grands intérêts. Cela ne veut pas dire que les impérialistes américains ne se soucient plus de leurs intérêts. Ils les défendent, et même puissamment, mais sous des formes très subtiles.

Par son attitude, la Chine, qui se dit socialiste, va à l'encontre des intérêts et des aspirations des peuples, des communistes, des éléments révolutionnaires, à l'encontre des aspirations de tous les hommes progressistes d'Amérique latine.

La Chine prend la défense des divers dictateurs qui dominent les peuples et qui, par la terreur et tout autre moyen, répriment les efforts des révolutionnaires, du prolétariat et des partis marxistes-léninistes en lutte pour la libération nationale et sociale. Par ces prises de position, la Chine s'est engagée dans la voie de la contre-révolution. Sous le masque du marxisme-léninisme, elle s'efforce de montrer qu'elle exporte dans les divers pays soi-disant l'idée de la révolution, mais en fait elle y exporte l'idée de la contre-révolution, et par là même, elle aide l'impérialisme américain et les cliques fascistes au pouvoir.

Les puissances impérialistes ou social-impérialistes cherchent de la même manière à empêcher les peuples africains, asiatiques et latino-américains de développer leur lutte révolutionnaire, étape par étape, contre l'oppression, l'exploitation féroce dont ils sont l'objet de la part de leurs gouvernants et des impérialistes qui les dominent de concert et qui leur sucent le sang.

Les révolutionnaires, les progressistes et les patriotes dans les pays à bas développement économique et social et dépendant des puissances impérialistes et social-impérialistes, ont pour devoir de faire prendre conscience aux peuples de l'oppression et de l'exploitation dont ils sont victimes, de les éduquer, de les mobiliser, de les organiser, et de les lancer dans la lutte de libération, en ayant constamment en vue que ce sont les larges masses, les peuples, qui font la révolution. A cette fin, il est nécessaire de bien analyser la situation, intérieure et extérieure, de chaque pays, son développement économique et social, le rapport des forces de classe, les antagonismes entre les classes, de même qu'entre le peuple et les cliques réactionnaires au pouvoir, et aussi entre le peuple et les Etats impérialistes. C'est sur cette base que l'on peut tirer de justes conclusions sur les pas à accomplir et sur les tactiques à suivre. Des forces révolutionnaires il est exigé un travail intense, de la détermination et de l'intelligence, il est exigé d'elles avant tout de bien comprendre que la lutte de libération dans leurs pays ne peut aboutir à une vraie victoire que si elle est rattachée à la cause du prolétariat, à la cause du socialisme.

Aussi le prolétariat de chacun de ces pays doit-il créer son propre parti révolutionnaire, qui soit capable d'appliquer fidèlement les enseignements de Marx, Engels, Lénine et Staline, en les rattachant étroitement aux conditions de ce pays, à la situation de chaque peuple particulier. Il est indispensable que ces partis connaissent bien la mentalité des masses, le développement économique, politique, idéologique et culturel de leurs pays et n'agissent pas de façon fantaisiste et aventureuse, de façon blanquiste, mais qu'ils luttent avec opiniâtreté pour rassembler autour d'eux les alliés du prolétariat, les larges masses du peuple.

Les révolutionnaires et les masses du peuple ont besoin de se préparer avec persévérance en nant compte des actions de la bourgeoisie réactionnaire et des grands propriétaires terriens au pouvoir, des oppresseurs étrangers, ainsi que des intrigues des néo-colonialistes. Ce sont là des facteurs importants auxquels les éléments révolutionnaires et les peuples doivent faire face avec maturité, avec une organisation solide et en suivant des tactiques révolutionnaires.

Naturellement, loin de s'en garder, les forces et les éléments révolutionnaires des divers pays doivent absolument établir entre eux des liens de collaboration, coordonner leur action et échanger leur expérience. L'établissement de ces liens est facilité par la similitude de multiples conditions, comme l'oppression et l'exploitation du fait du néo-colonialisme et de la bourgeoisie réactionnaire, une culture commune, ainsi que l'objectif commun de la libération de cette oppression et de cette exploitation. Leurs conditions et leurs intérêts communs poussent les éléments révolutionnaires et progressistes de tous ces pays à se consulter entre eux, à collaborer et à coordonner leurs actions, qui s'opposent à celles des ennemis qui les oppriment.

Considérant à partir de positions marxistes-léninistes la situation des peuples qui sont sous la domination néo-colonialiste, tous les véritables révolutionnaires ont pour devoir d'appuyer et de soutenir sans réserve la lutte révolutionnaire et libératrice de ces peuples, afin qu'elle aille constamment de l'avant et que la révolution ne cesse de monter jusqu'à sa victoire totale.

Les révolutionnaires authentiques appellent les prolétaires et les peuples à se dresser pour le monde nouveau, socialiste

La crise générale du capitalisme, comme nous l'avons indiqué plus haut, ne cesse de s'approfondir. De ce fait, le prolétariat, les classes, et les peuples opprimés ne supportent plus l'exploitation. Ils demandent des changements à leurs conditions d'existence, l'abolition de l'ordre bourgeois, la suppression du néo-colonialisme, de l'impérialisme. Mais ces souhaits ne peuvent être réalisés que par la révolution. On ne peut remporter aucune victoire sans s'affronter et sans se battre avec les ennemis de classe, intérieurs et extérieurs.

Ce sont les véritables partis marxistes-léninistes de la classe ouvrière, dirigeants de la révolution, qui font prendre conscience au prolétariat, aux masses travailleuses et aux peuples et les préparent politiquement, idéologiquement et militairement à ces affrontements.

Les partis marxistes-léninistes, tous les révolutionnaires, si peu nombreux soient-ils, pénètrent dans le peuple, organisent systématiquement, avec un grand soin et une grande patience, les masses, les persuadent qu'elles disposent d'une grande force, qu'elles sont en mesure de renverser le capital, de s'emparer elles-mêmes du pouvoir et de s'en servir dans l'intérêt du prolétariat et du peuple. Ces partis ne pensent pas que, étant numériquement petits, ils ne pourront pas faire face à la coalition des partis, de la bourgeoisie et à l'opinion que ceux-ci ont réussi à former. Les révolutionnaires ont pour devoir de démontrer aux yeux des larges masses du peuple que cette opinion créée par la bourgeoisie est erronée, qu'elle doit être rejetée et qu'il faut former une véritable opinion révolutionnaire, qui constitue une grande force de transformation.

Pour mener à bien leur mission, les partis marxistes-léninistes ont besoin, avant tout, de se doter d'une stratégie et d'une tactique révolutionnaires, d'une juste ligne politique répondant aux intérêts et aux aspirations des larges masses populaires, à la solution révolutionnaire des problèmes et des tâches que leur pose la lutte pour la suppression de l'ordre bourgeois et de l'impérialisme étranger.

Le marxisme-léninisme est la seule science qui met en mesure le parti révolutionnaire de la classe ouvrière d'élaborer une ligne politique juste, de définir clairement son but et ses tâches stratégiques, d'appliquer des tactiques et des méthodes révolutionnaires pour leur réalisation.

Eclairé par le marxisme-léninisme et tenant compte des conditions économiques, sociales et politiques concrètes du pays, ainsi que des circonstances internationales, le parti marxiste-léniniste sait s'orienter et se tenir à la tête des masses à tout moment et à chaque étape de la révolution, qu'elle soit démocratique, de libération nationale ou socialiste. Une stratégie révolutionnaire et une juste ligne politique fondées sur le marxisme-léninisme, sur la pratique révolutionnaire du prolétariat mondial et des luttes de classe de son propre pays, permettent de définir clairement le but stratégique à une étape donnée, de déterminer quels sont les principaux ennemis intérieurs et

extérieurs, auxquels ils convient de porter le coup principal, quels sont les alliés intérieurs et extérieurs du prolétariat, etc.

Les partis marxistes-léninistes ont pour but de renverser l'ordre capitaliste et d'assurer la victoire du socialisme, mais, lorsque la révolution dans leurs pays est confrontée à des tâches de caractère démocratique et anti-impérialiste, ils se fixent pour objectif de développer cette révolution de façon continue, de la porter au stade plus élevé qu'est la révolution socialiste, de passer au plus tôt à la réalisation des tâches de caractère socialiste.

Le but stratégique des partis marxistes-léninistes tout comme les voies qui mènent à sa réalisation diffèrent radicalement de ceux des faux partis communistes et ouvriers. Les premiers ne peuvent concevoir la réalisation de ce but qu'à travers le renversement des rapports de production capitalistes et la destruction, jusque dans ses fondements, du vieil appareil d'Etat, de toute la superstructure bourgeoise. Ils s'en tiennent aux enseignements de Lénine, qui dit:

*«L'essence de la révolution consiste en ceci: le prolétariat **détruit** l' « appareil administratif » et l'appareil d'Etat **tout entier** pour le remplacer par un nouveau, qui est constitué par les ouvriers armés»**. *(V. Lénine, Oeuvres, éd. alb., t. 25, p. 577.)

Les deuxièmes préconisent le maintien du vieil appareil d'Etat, bien qu'en paroles ils se prononcent soi-disant pour le socialisme. Selon leurs dires, on pourrait instaurer le socialisme par des réformes, par la voie parlementaire, et même en utilisant l'ancienne machine d'Etat.

Une série de partis qui se disent communistes se montrent actuellement plus zélés que les partis bourgeois déclarés eux-mêmes, dans la défense de l'ordre capitaliste existant. Ainsi, par exemple, le parti révisionniste de Carrillo-Ibarruri défend de façon éhontée le régime monarchiste de Juan Carlos, à un moment où certains partis bourgeois espagnols demandent son remplacement par un régime républicain. Ici même, le parti révisionniste de Berlinguer se pose en ardent défenseur des lois de répression de l'Etat capitaliste italien dirigées contre les libertés démocratiques, alors que divers partis bourgeois ne le font pas ouvertement. Les révisionnistes chinois, de leur côté, recommandent aux partis, qui, dans les pays capitalistes, suivent la ligne chinoise, de lutter de concert avec les milieux les plus militaristes pour le renforcement de l'armée et de l'appareil de violence bourgeois soi-disant en vue de défendre la patrie, mais en fait pour étouffer la révolution, si jamais celle-ci éclate.

Dans leur dessein de saper le mouvement révolutionnaire et de libération, et de perpétuer le capitalisme et l'oppression impérialiste, la bourgeoisie et ses adeptes, en particulier les révisionnistes modernes, s'emploient par tous les moyens à désorienter et à diviser les forces révolutionnaires en effaçant la distinction entre les amis et les ennemis de la révolution. Les thèses des révisionnistes chinois, qui cherchent à faire passer la grande bourgeoisie monopoliste, les régimes réactionnaires et fascistes, l'O.T.A.N. et le Marché commun, et même l'impérialisme américain, pour des alliés du prolétariat et des peuples opprimés, sont typiques à cet égard.

Quant aux partis marxistes-léninistes, ils considèrent que pour édifier une stratégie vraiment révolutionnaire, il est indispensable de tracer une ligne de démarcation entre les forces motrices de la révolution et ses ennemis, et en même temps de définir clairement l'ennemi principal intérieur et extérieur, contre lequel, comme l'indiquait Staline, il faut diriger le coup principal, sans pour autant négliger ni oublier de combattre les autres ennemis.

A notre époque, dans les conditions de l'impérialisme, l'ennemi intérieur principal de la révolution, non seulement dans les pays capitalistes développés, mais aussi dans les pays opprimés et dépendants, est la grande bourgeoisie locale, qui est à la tête du régime capitaliste et lutte par tous les moyens, par la violence et la répression, la démagogie et le mensonge, pour préserver son pouvoir et ses privilèges; étouffer et éteindre tout mouvement des travailleurs, qui lèse tant soit peu son pouvoir et ses intérêts de classe. D'autre part, l'ennemi extérieur principal de la révolution et des peuples, dans les conditions actuelles, est l'impérialisme mondial, et surtout les superpuissances impérialistes Engager et appeler le prolétariat et les peuples opprimés à s'appuyer sur une

superpuissance pour combattre l'autre, ou bien faire alliance avec les puissances impérialistes soi-disant au nom de la défense de la liberté et de l'indépendance nationale, comme le prêchent les révisionnistes chinois, n'est rien d'autre qu'une trahison à la cause de la révolution.

Les révisionnistes ont pris en particulier pour cible le rôle hégémonique de la classe ouvrière dans la révolution, qui constitue l'un des éléments fondamentaux de la stratégie révolutionnaire.

«L'essentiel dans la doctrine de Marx, a écrit Lénine, c'est l'explication du rôle historique mondial du prolétariat, en tant que créateur de la société socialiste». *(V. Lénine, Oeuvres, éd. alb., t. 18, p. 651.)*

Lénine tenait la négation de l'idée de l'hégémonie du prolétariat dans le mouvement révolutionnaire pour l'aspect le plus vulgaire du réformisme.

Parmi les révisionnistes modernes, certains s'efforcent de démontrer que la classe ouvrière est soi-disant en train de se déprolétarianiser et de devenir «cogestionnaire» des entreprises, en sorte qu'il n'y a plus place pour la révolution prolétarienne, que le besoin d'instaurer un ordre social différent de l'ordre existant ne se fait plus sentir. D'autres prétendent que désormais les ouvriers ne sont plus seuls à être des prolétaires, mais que tous les travailleurs et les intellectuels, tous les salariés le sont devenus aussi, et que non seulement la classe ouvrière, mais aussi d'autres classes et couches de la société ont intérêt à voir instaurer le socialisme. C'est pourquoi, concluent-ils, le rôle hégémonique de la classe ouvrière dans le mouvement révolutionnaire actuel a perdu sa signification. Les révisionnistes soviétiques, en paroles, ne nient pas le rôle dirigeant de la classe ouvrière, alors que dans la pratique ils l'ont liquidé, car ils ont dépouillé cette classe de toute possibilité de diriger. Mais, sur le plan théorique également, ils réduisent ce rôle à néant du fait même qu'ils défendent la théorie de triste renom du «parti et de l'Etat du peuple tout entier». Les révisionnistes chinois, en pragmatistes qu'ils sont, mettent à la tête de la «révolution», selon le cas, tantôt la paysannerie, tantôt l'armée. tantôt les lycéens et les étudiants, etc.

Le Parti du Travail d'Albanie soutient résolument la thèse marxiste-léniniste selon laquelle c'est la classe ouvrière qui constitue la force déterminante du développement de la société, la force dirigeante de la transformation révolutionnaire du monde, de l'édification de la société socialiste et communiste.

La classe ouvrière demeure la principale force productive de la société, la classe la plus avancée, la classe qui a le plus intérêt à voir se réaliser la libération nationale et sociale, le socialisme, elle est la porteuse des meilleures traditions de l'organisation et de la lutte révolutionnaires. Elle possède la seule théorie scientifique de la transformation révolutionnaire de la société et son parti divers révisionnistes. C'est pourquoi, comme l'a indiqué Lénine et comme l'a démontré l'histoire, l'intelligentsia ne peut pas être une force sociale et politique indépendante. Son rôle et sa place dans la société sont déterminés par sa situation économique et sociale et par ses convictions idéologiques et politiques. Quels que soient les changements intervenus dans sa situation et dans ses convictions, l'intelligentsia ne peut en aucun cas remplacer la classe ouvrière dans son rôle dirigeant dans la révolution. Le prolétariat a pour tâche de gagner à sa cause la portion progressiste de l'intelligentsia, de la persuader de l'effondrement inévitable du système capitaliste et du triomphe du socialisme, de s'en faire une alliée dans la révolution.

Dans les pays d'Afrique, d'Amérique latine, d'Asie, etc., peu développés sur le plan économique et social, qui dépendent davantage du capital étranger et où les tâches démocratiques et anti-impérialistes de la révolution revêtent une importance particulière, le prolétariat peut avoir pour alliées la paysannerie moyenne et la partie de la bourgeoisie qui n'est pas liée au capital étranger et aspire au développement indépendant du pays.

L'adhésion de cette partie de la bourgeoisie à la révolution démocratique et anti-impérialiste, dépend de la justesse de la stratégie et de la tactique du prolétariat, de l'habileté et de la clarté de l'action du parti révolutionnaire de la classe ouvrière. Le prolétariat et son parti peuvent ainsi persuader non seulement la petite bourgeoisie, mais aussi cette partie de la bourgeoisie, de se

mettre sous sa direction et de se dresser pour liquider la domination étrangère et la grande et féroce bourgeoisie capitaliste, instrument de l'impérialisme, laquelle opprime et exploite, corrompt et abâtardit les sentiments purs du peuple, sa culture séculaire.

Pour rallier à lui les autres classes et couches qui ont intérêt à voir atteindre le but stratégique à une étape donnée de la révolution, le prolétariat, ici comme pour toute autre question, devra se battre contre la grande bourgeoisie et les autres réactionnaires.

La bourgeoisie réactionnaire et les grands propriétaires terriens, prévoyant leur défaite, font mille efforts et manœuvres pour entraîner dans leur camp la petite bourgeoisie, la paysannerie et l'intelligentsia progressiste, pour les empêcher de devenir des alliées du prolétariat. Ils s'efforcent de duper la classe ouvrière elle-même, afin que la révolution n'éclate pas et que, si elle éclate, elle n'aille pas jusqu'au bout, mais s'arrête en chemin ou fasse même marche arrière.

De leur côté, le prolétariat et son parti marxiste-léniniste s'efforcent et ont toutes les possibilités de rassembler autour d'eux leurs alliés contre leurs ennemis communs que sont la grande bourgeoisie, les grands propriétaires terriens, les impérialistes et les social-impérialistes, et d'empêcher que les couches de la paysannerie et de la petite bourgeoisie ne deviennent une réserve du grand capital ou de la dictature fasciste, comme cela s'est produit au temps de Hitler en Allemagne. au temps de Mussolini en Italie ou de Franco durant la guerre d'Espagne.

Le parti marxiste-léniniste observe une attitude circonspecte et souple en particulier à l'égard des alliés possibles hésitants ou même temporaires, y compris ici différentes couches, comme par exemple la moyenne bourgeoisie, qui sont liées par de multiples fils, par divers intérêts, traditions et préjugés communs, au monde du capital et à l'impérialisme. Le prolétariat et son avant-garde, le parti marxiste-léniniste, sans bouger à aucun moment de leurs positions de principe, ont intérêt à entraîner aussi ces forces, malgré leurs flottements et leur instabilité, du côté de la révolution et de la lutte de libération, ou du moins à les neutraliser et à faire en sorte qu'elles ne deviennent pas une réserve de l'ennemi.

Comme partout, les lois de la révolution exercent aussi leur action dans les pays où les révisionnistes sont au pouvoir. Quelle est la position de la nouvelle bourgeoisie qui croît actuellement dans les pays révisionnistes de l'Europe? Elle aspire à s'affranchir de l'oppression multiforme et féroce de la bourgeoisie soviétique, du social-impérialisme soviétique, mais l'une et l'autre ont des intérêts fondamentaux communs. La bourgeoisie de ces pays ne peut vivre isolée de la bourgeoisie soviétique. Et même si elle parvenait à se détacher de cette grande et féroce bourgeoisie social-impérialiste, elle tomberait sans aucun doute rapidement sous la coupe de la bourgeoisie des Etats capitalistes développés de l'Europe occidentale ainsi que de l'impérialisme américain.

Mais, même dans les pays révisionnistes, qui sont en train de s'intégrer économiquement, politiquement et militairement dans le grand Etat soviétique social-impérialiste, d'autres couches de la population, à part le prolétariat, sont mécontentes de l'exploitation qu'elles subissent du fait de la nouvelle bourgeoisie et de la domination du social-impérialisme soviétique. C'est pourquoi elles haïssent tant leur propre bourgeoisie dominante que l'hégémonisme et le néo-colonialisme russes. Le prolétariat dans ces pays a besoin de se réveiller et de prendre conscience de la nécessité historique de descendre à nouveau sur le champ de bataille. de s'engager dans la lutte pour renverser et anéantir les traîtres, pour accomplir une fois encore la révolution prolétarienne, pour restaurer la dictature du prolétariat. Il doit créer ses jeunes partis marxistes-léninistes et rassembler autour de lui toutes les masses populaires.

Tout en s'en tenant avec esprit de suite au principe selon lequel le facteur déterminant de la victoire de la révolution est le facteur intérieur, la lutte révolutionnaire du prolétariat lui-même et du peuple du pays, alors que le facteur extérieur est un facteur auxiliaire et secondaire, les partis marxistes-léninistes n'ignorent ni ne sous-estiment nullement les alliés extérieurs de la révolution. A l'égard de leurs alliés extérieurs comme de leurs alliés intérieurs, ils observent une attitude à la fois conforme aux principes et souple.

Suivant les enseignements de Lénine et de Staline et conformément aux conditions actuelles, ils voient des alliés extérieurs naturels et sûrs du mouvement révolutionnaire de chaque pays dans le prolétariat et son mouvement révolutionnaire des autres pays, dans le mouvement révolutionnaire anti-impérialiste des peuples opprimés du monde, ainsi que dans les véritables pays socialistes.

Dans des cas particuliers, peuvent aussi se créer des circonstances telles qu'un pays socialiste ou un peuple qui lutte contre l'agression impérialiste ou social-impérialiste se trouve dans un front commun même avec des pays du monde capitaliste pour se battre contre le même ennemi, Comme cela s'est produit lors de la Seconde Guerre mondiale.

En de pareils cas, il est extrêmement important d'avoir constamment en vue les intérêts de la révolution, de ne pas les oublier ou les estomper, de ne pas les sacrifier au nom du front commun ou de l'alliance avec ces alliés provisoires, de ne pas faire de ce front ou de cette alliance un but en soi. Il est surtout important de ne pas permettre l'intervention de ces alliés pour saboter la révolution et lui arracher la victoire. L'expérience du Parti communiste d'Albanie dans son attitude vis-à-vis des alliés américains et anglais pendant les années de la Lutte antifasciste de libération nationale est édifiante à cet égard. Cette attitude a été salvatrice pour les destinées de la révolution en Albanie.

La stratégie révolutionnaire est indissociable des tactiques révolutionnaires suivies par les partis marxistes-léninistes pour réaliser l'objectif et les tâches de la révolution. Etant parties intégrantes de la stratégie et à son service, les tactiques peuvent varier selon les flux et les reflux de la vague de la révolution, selon les circonstances et les conditions concrètes, mais toujours dans les limites de la stratégie révolutionnaire et des principes marxistes-léninistes.

*«La direction tactique, dit Staline, a pour objet de s'assimiler toutes les formes de lutte et d'organisation du prolétariat, et d'assurer leur utilisation judicieuse afin d'obtenir, dans un rapport de forces donné, le maximum de résultats, nécessaire à la préparation du succès stratégique»**. *(J. Staline, Oeuvres, éd. alb., t. 6, p. 161.)

Tout en adoptant des tactiques et des formes de lutte adroites pour faire avancer la cause de la révolution, les véritables partis marxistes-léninistes s'en tiennent toujours fidèlement aux principes révolutionnaires. Ils rejettent et combattent toute tendance à l'abandon des principes au nom de la tactique, ils sont les adversaires les plus résolus de toute politique dépourvue de principes, conjoncturelle et pragmatiste, de la politique qui caractérise toute l'activité des révisionnistes de n'importe quel courant.

La révolution est toujours l'œuvre des masses conduites par l'avant-garde révolutionnaire. Aussi le parti marxiste-léniniste se doit-il de consacrer une grande attention à l'organisation révolutionnaire des masses sous des formes appropriées, en partant des conditions et des circonstances concrètes, des traditions qui existent dans chaque pays, etc. Sans liens organisés du parti avec les masses, il ne saurait être question de dresser, de préparer et de mobiliser celles-ci dans la lutte révolutionnaire.

C'est justement pourquoi le parti marxiste-léniniste attache une grande importance à la création d'organisations de masse, dirigées par lui. Assurément, ce n'est pas là une question facile à régler, surtout aujourd'hui, alors que dans tous les pays capitalistes et révisionnistes il existe toutes sortes d'organisations syndicales, coopératives, culturelles, scientifiques, de la jeunesse, des femmes, etc., la plupart de ces organisations se trouvant sous la direction et l'influence de la bourgeoisie, des révisionnistes et de l'église.

IV) Mais, comme nous l'enseigne Lénine, les communistes doivent pénétrer et travailler partout où il y a des masses. Aussi doivent-ils nécessairement travailler même dans les organisations de masse dirigées ou influencées par la bourgeoisie, la social démocratie, les révisionnistes, etc. Les marxistes-léninistes y travaillent pour saper l'influence et le rôle dirigeant des partis bourgeois et réformistes, pour répandre parmi les masses l'influence du parti révolutionnaire de la classe ouvrière, pour dénoncer le caractère mensonger des programmes et de l'activité des chefs de file de ces organisations, pour donner aux actions des masses un caractère politique anticapitaliste, anti-

impérialiste, antirévissionniste. A travers l'action révolutionnaire qu'ils mènent parmi les masses, ils peuvent aussi former des fractions révolutionnaires au sein de ces organisations, et même créer des possibilités pour s'emparer de la direction de ces organisations et les orienter dans la juste voie. Mais en aucun cas le parti marxiste-léniniste ne renonce à son objectif qui est de mettre sur pied des organisations révolutionnaires de masse sous sa propre direction.

Les plus importantes organisations de masse sont les syndicats ou trade-unions. Aujourd'hui, ces organisations dans les pays capitalistes et révisionnistes en général servent la bourgeoisie, le révisionnisme, pour maintenir sous le joug le prolétariat et toutes les masses travailleuses. Engels disait déjà en son temps que les trade-unions en Angleterre s'étaient transformées, d'organisations qui épouvantaient la bourgeoisie, en organisations qui servaient le capital. Les organisations syndicales ont lié l'ouvrier par mille fils, par mille chaînons asservissants, en sorte que l'ouvrier isolé qui se révolte soit écrasé aisément. Les dirigeants opportunistes des syndicats veillent à ce que les révoltes des ouvriers, d'une ou de plusieurs entreprises, qui se mettent en grève ou organisent des manifestations de rue, demeurent sous leur contrôle et ne revêtent qu'un caractère économique. Et l'aristocratie ouvrière mène un grand travail de manipulation dans ce sens. Dans les pays capitalistes, cette aristocratie joue un grand rôle de corrosion, d'oppression et de mystification, et elle est devenue depuis longtemps le sapeur-pompier de la révolution.

Dans tous les pays capitalistes, les principaux partis bourgeois et révisionnistes ont leurs propres syndicats. Ceux-ci agissent maintenant en parfait accord et ils ont établi une étroite collaboration pour freiner le mouvement révolutionnaire du prolétariat et désorienter, politiquement et moralement, la classe ouvrière.

En France et en Italie, par exemple, les syndicats des partis révisionnistes sont numériquement importants et puissants. Mais que font-ils? Ils s'efforcent de maintenir sous le joug le prolétariat, de le bercer d'illusions et, lorsqu'il se révolte et se met en colère, de l'engager dans la voie des négociations avec le patronat et de fermer la bouche aux ouvriers avec quelques toutes petites miettes des sur profits capitalistes. Et ce qu'ils leur concèdent ainsi, ils le leur reprennent à travers la hausse des prix.

C'est pourquoi, pour se libérer du capitalisme, le prolétariat de chaque pays doit absolument secouer le joug des syndicats dominés par la bourgeoisie et les opportunistes, ainsi que de toute organisation ou tout parti social-démocrate et révisionniste. Tous ces organismes soutiennent sous diverses formes le patronat et s'efforcent de créer l'illusion qu'ils sont «une grande force», qu'ils sont «un frein», qu'ils «peuvent s'imposer aux grands capitalistes», soi-disant en faveur du prolétariat. Ce n'est là qu'une grande duperie. Le prolétariat doit démanteler ces organismes. Comment y parviendra-t-il? Il y parviendra en luttant contre la direction de ces syndicats, en se dressant contre leurs liens perfides avec la bourgeoisie, en troublant le «calme», en faisant obstacle à la «paix sociale» qu'ils cherchent à établir, «paix» masquée par les prétendues révoltes plus ou moins fréquentes des syndicats contre le patronat.

Afin de démanteler ces syndicats, on peut aussi agir en les noyant, les combattre et les ronger du dedans, s'opposer à leurs décisions et actions injustes. Cette activité doit englober des groupes puissants et aussi nombreux que possible d'ouvriers dans les usines. Dans tous les cas, il est nécessaire de viser à réaliser une unité d'acier du prolétariat dans la lutte non seulement contre le patronat, mais aussi contre ses agents, les chefs de file syndicaux. La vigoureuse dénonciation de tous les éléments traîtres à la tête des syndicats, de l'embourgeoisement de la direction syndicale et des syndicats réformistes en général, libère les ouvriers de beaucoup d'illusions qu'ils ont encore sur cette direction et ces syndicats.

Les marxistes-léninistes, en pénétrant dans les syndicats existants, ne versent jamais dans ces positions trade-unionistes, réformistes, anarcho-syndicalistes, révisionnistes, qui en caractérisent les directions. Ils ne s'associent jamais aux révisionnistes et aux autres partis opportunistes et bourgeois dans la direction des syndicats. Leur dessein est de démasquer le caractère bourgeois et le rôle

réactionnaire que jouent en général les syndicats actuels dans les pays capitalistes et révisionnistes, de saper ces organisations pour frayer la voie à la création de véritables syndicats prolétariens.

Pour les partis marxistes-léninistes une importance particulière revient au travail d'organisation des masses de la jeunesse. Le rôle de la jeunesse a toujours été primordial dans les mouvements révolutionnaires. De par sa nature, la jeunesse est pour le nouveau contre l'ancien et elle se montre prête à lutter pour le triomphe de tout ce qui est progressiste, révolutionnaire. Cependant, elle n'est pas en mesure de trouver elle-même la juste voie. Cette voie, seul le parti de la classe ouvrière peut la lui montrer. Lorsque l'énergie révolutionnaire inépuisable de la jeunesse s'unit à l'énergie de la classe ouvrière et des autres masses travailleuses pour la suppression de l'oppression et de l'exploitation, pour la libération nationale et sociale, il n'est aucune force qui puisse empêcher le triomphe de la révolution.

Mais aujourd'hui dans les pays capitalistes et révisionnistes la majeure partie de la jeunesse consume ses énergies dans des voies erronées. elle est trompée par la bourgeoisie et le révisionnisme, et souvent elle passe à l'aventurisme et à l'anarchisme ou verse dans l'utopie et le désespoir, du fait qu'elle est désorientée, mystifiée, et pessimiste quant à son avenir et à la satisfaction de ses exigences politiques, matérielles et spirituelles.

Les marxistes-léninistes consacrent toujours une très grande attention à la jeunesse. -s s'efforcent de l'éclairer et de la convaincre que c'est seulement dans la voie du marxisme-léninisme sous la direction de la classe ouvrière et de son parti que ses aspirations et ses désirs peuvent être exaucés. Ils oeuvrent à soustraire la jeunesse à l'influence de la bourgeoisie et des révisionnistes, des mouvements «gauchistes», trotskistes, anarchistes et à la mobiliser dans les organisations révolutionnaires, à l'entraîner dans la voie de la révolution.

Le parti marxiste-léniniste authentique et les communistes révolutionnaires participent activement aux grèves et aux manifestations des ouvriers et ils luttent pour en faire des grèves et des actions politiques, de façon à rendre la vie intenable au capitalisme, au patronat, aux cartels, aux monopoles et aussi aux bonzes syndicaux. Au cours de cette activité intense, le prolétariat aura à affronter plus souvent et plus ouvertement les forces armées de l'ordre bourgeois, mais, à travers ces affrontements, il apprendra à mieux se battre. Dans le cours même de la lutte, il découvrira aussi les formes possibles, judicieuses et adéquates d'organisation et de lutte révolutionnaires. Comme le dit un dicton populaire, «on n'apprend pas à nager sans se mettre à l'eau». Sans lutter par des grèves et des manifestations, sans participer activement aux actions contre le capitalisme en général, on ne peut organiser et intensifier la lutte pour la victoire définitive, on ne peut renverser l'ordre bourgeois.

La révolution ne se prépare pas avec des palabres, comme le font les divers révisionnistes, ou en élucubrante sur les «trois mondes» comme les révisionnistes chinois. Elle ne peut pas triompher par la voie pacifique. Lénine a parlé aussi de cette possibilité dans des cas particuliers, mais il a mis toujours l'accent principal sur la violence révolutionnaire, parce que la bourgeoisie ne remet jamais son pouvoir de son propre gré. **L'histoire du mouvement ouvrier et communiste international, du développement des révolutions et des victoires de la classe ouvrière dans une série de pays ex socialistes et dans notre pays socialiste, montre que les révolutions jusqu'à ce jour n'ont triomphé que par l'insurrection armée.**

L'insurrection armée révolutionnaire n'a rien de commun avec les putschs militaires. La première a pour but le renversement politique radical de l'ancien ordre, sa destruction de fond en comble. Les deuxièmes ne conduisent ni ne peuvent conduire au renversement de l'ordre oppresseur et exploiteur ou à la liquidation de la domination impérialiste. L'insurrection armée se fonde sur l'appui des larges masses populaires, tandis que le putsch est l'expression du manque de confiance dans les masses, de la rupture d'avec elles. Les tendances putschistes dans la politique et dans l'activité d'un parti qui se dit parti de la classe ouvrière, constituent une déviation par rapport au marxisme-léninisme.

Selon les conditions concrètes d'un pays et la situation en général. l'insurrection armée peut être une explosion soudaine ou un processus révolutionnaire plus prolongé, mais non pas illimité et sans perspective concrète, comme le professe la «théorie de la longue guerre populaire» de Mao Tsétoung. Si l'on confronte les enseignements de Marx, Engels, Lénine et Staline sur l'insurrection révolutionnaire armée, avec la théorie de Mao sur la «guerre populaire», le caractère antimarxiste, antiléniniste, antiscientifique de cette théorie apparaît clairement. Les enseignements marxistes-léninistes sur l'insurrection armée se fondent sur la liaison étroite de la lutte dans les villes et dans les campagnes, sous la direction de la classe ouvrière et de son parti révolutionnaire.

La théorie maoïste, étant contre le rôle dirigeant du prolétariat dans la révolution, considère la campagne comme l'unique base de l'insurrection armée et néglige la lutte armée des masses travaillantes dans les villes. Elle préconise que c'est à partir des campagnes qu'il faut encercler les villes, considérées comme la citadelle de la bourgeoisie contre-révolutionnaire. Cela traduit le manque de confiance à l'égard de la classe ouvrière, la négation de son rôle hégémonique.

S'en tenant fermement aux enseignements du marxisme-léninisme sur la révolution violente en tant que loi générale, le parti révolutionnaire de la classe ouvrière s'oppose résolument à l'aventurisme et ne joue jamais avec l'insurrection armée. Dans toutes les conditions et les circonstances, il mène sans répit une lutte et une action révolutionnaires sous diverses formes en vue de se préparer lui-même et de préparer les masses aux batailles décisives de la révolution, au renversement de la domination de la bourgeoisie par la violence révolutionnaire. Mais c'est seulement lorsque la situation révolutionnaire est parfaitement mûre qu'il met directement à l'ordre du jour l'insurrection armée et qu'il prend toutes les mesures politiques, idéologiques, organisationnelles et militaires pour la conduire à la victoire.

La propagande, qui doit être intense, claire et convaincante, **est un moyen puissant aux mains du parti marxiste-léniniste pour la préparation des masses à la révolution.** La propagande révolutionnaire n'a pas de valeur si elle se réduit à de la phraséologie. Seule une propagande incisive, bien liée aux problèmes de la vie, aux problèmes généraux et aux questions locales, une propagande qui suscite et encourage l'esprit d'initiative parmi les larges masses, peut éduquer politiquement et idéologiquement le prolétariat et les autres masses travailleuses, les lancer à l'action, les préparer pour la révolution.

Dans tous les pays la bourgeoisie capitaliste, outre le puissant appareil de répression dont elle dispose, armée, police, etc., possède aussi une vaste expérience dans la lutte contre le prolétariat et son action. Elle dispose aussi de tout un réseau de propagande, la presse, la radio, la télévision, le cinéma, le théâtre, la musique, etc. Toute cette propagande est si corruptrice qu'elle peut désorienter, vicier et affaiblir pour un certain temps les efforts du prolétariat et sa lutte pour sa libération.

Dans les Etats de prétendue démocratie bourgeoise où existe une certaine «liberté démocratique», il n'est pas suffisant de mener une propagande ordinaire par la presse contre le capitalisme en général. Les journaux des divers partis bourgeois et révisionnistes parlent à tort et à travers, naturellement pas contre le régime bourgeois, mais contre des gens en particulier, contre ceux qui cherchent à réduire la portion des autres à la grande table à laquelle ils se sont assis et où ils s'empiffrent aux dépens du peuple.

La propagande et surtout la presse des jeunes partis marxistes-léninistes ont pour tâche, et c'est une tâche très importante, de démasquer la fausseté de la «démocratie» bourgeoise, de mettre à nu toutes ses manœuvres, ainsi que la démagogie des révisionnistes et des autres serviteurs du capital. La propagande et la presse marxistes-léninistes disent crûment la vérité, elles indiquent la voie de la libération sociale et nationale à travers la révolution. Par contre, la propagande et la presse bourgeoises et révisionnistes trompent les gens, elles les bercent d'illusions et les désorientent pour détourner les masses de la révolution, les engager dans une voie sans issue, les maintenir asservies.

Mais la propagande, à elle seule, ne suffit pas : à éclairer les masses, à les convaincre de la justesse de la ligne politique du parti de la classe ouvrière, à les préparer pour la révolution. Lénine indique que la préparation de la révolution

*«...nécessite l'expérience politique des masses elles-mêmes»** *(V. Lénine, Oeuvres, éd. alb., t. 31, p. 92.)

La propagande ne devient efficace et n'a prise que lorsqu'elle est menée parallèlement à l'action révolutionnaire. Faute d'action, la pensée s'étiolle. Cette action n'est ni ne doit être une aventure, mais une lutte acharnée, un dur combat contre les ennemis de classe, qui passe d'une forme plus simple à une forme supérieure, qui surmonte de nombreuses difficultés et consent tous les sacrifices exigés par la révolution.

Les véritables partis marxistes-léninistes se tiennent à l'avant-garde et non pas à la traîne de l'action révolutionnaire. Ils ne se laissent pas décourager par les possibilités momentanément réduites de la lutte et du combat, par lesquels ils s'opposent et doivent s'opposer à la grande force de la réaction capitaliste. Ils apprennent à leurs membres à être courageux et à avoir présent à l'esprit que leur action judicieuse, pondérée, réfléchie et résolue a de profondes répercussions parmi les masses qui les voient agir et qui les entendent. Lorsqu'on agit ainsi, les masses comprennent que les buts de telle ou telle action révolutionnaire sont dans l'intérêt du prolétariat et des exploités. Le courage et la maturité dans l'action revêtent une grande importance, car c'est pouce par pouce qu'on gagne du terrain et que l'on va de l'avant en même temps que monte la vague de la révolution. L'action révolutionnaire lie les partis de la classe ouvrière aux masses, elle les fait émerger à leur tête et leur permet de l'emporter sur les partis réformistes, révisionnistes.

*« Tout pas fait en avant, toute progression réelle, disait Marx, importe plus qu'une douzaine de programmes»**. *(K. Marx et F. Engels, Oeuvres choisies, éd. alb., t. 2, p. 8, Tirana, 1975.)

Dans les pays capitalistes, outre les forces révolutionnaires qui sont dirigées par le parti marxiste-léniniste, il y a aussi d'autres forces qui s'affrontent et s'empoignent avec la police, la gendarmerie, etc. Nombre d'actions et d'attaques de ces autres forces ont un caractère terroriste, aventureux, anarchiste, elles se présentent sous toutes sortes de couleurs et d'étiquettes et s'inspirent d'idéologies diverses. Souvent de telles actions sont organisées à l'incitation des services secrets des pays capitalistes, qui les financent et visent notamment par là à discréditer les partis marxistes-léninistes, en les leur imputant. Les éléments fascistes ou les agents secrets de la bourgeoisie qui organisent et orientent ces actions s'efforcent de profiter du mécontentement, de la colère et du courage du prolétariat, des écoliers et des étudiants, de la jeunesse en général, pour lancer les divers groupes et mouvements émergeant de ces masses dans des actions qui, loin d'avoir quelque chose de commun avec les véritables mouvements révolutionnaires, mettent ceux-ci en grand danger, donnent l'impression que le prolétariat se dégrade, qu'il s'est transformé en lumpenprolétariat.

En consacrant l'attention voulue à cette question, les partis marxistes-léninistes doivent, d'une part, agir en sorte que les masses se persuadent par leur propre expérience que les actions révolutionnaires ont un caractère tout à fait différent des actions terroristes et anarchistes, et d'autre part, lutter pour détacher des rangs des groupes terroristes et anarchistes, des éléments fascistes et des agents secrets de la bourgeoisie qui s'y sont introduits, les éléments révolutionnaires qui en sont tombés victimes.

Les partis marxistes-léninistes sont des partis de la révolution. Contrairement aux théories et aux pratiques des partis révisionnistes, qui ont versé totalement dans le légalisme bourgeois et le «Crétinisme parlementaire», ces partis ne réduisent: pas leur lutte au travail purement légal et ils n'y voient pas non plus leur activité principale. Dans le cadre des efforts pour maîtriser toutes les formes de lutte, ils attachent une importance particulière à la combinaison du travail légal avec le travail illégal, en donnant la priorité à ce dernier, en ce qu'il est déterminant pour le renversement de la bourgeoisie et seul à garantir réellement l'obtention de la victoire. Ils éduquent et instruisent les

cadres, leurs membres et leurs sympathisants à savoir agir intelligemment, adroitement et courageusement dans les conditions légales comme dans les conditions illégales. Toutefois, même lorsqu'ils militent dans les conditions d'une profonde clandestinité, les partis marxistes-léninistes, tout en veillant à ne pas exposer leurs forces devant l'ennemi et à préserver l'organisation révolutionnaire contre les coups de ce dernier, ne se renferment pas en eux-mêmes, n'affaiblissent ni ne rompent leurs liens avec les masses, ils ne cessent à aucun moment leur activité vivante parmi les masses et ils ne manquent pas d'utiliser en faveur de la révolution toutes les possibilités légales offertes par les conditions et les circonstances.

Le parti marxiste-léniniste, dépourvu de toute illusion sur la possibilité de prendre le pouvoir par la voie parlementaire, peut cependant juger judicieux, dans certains cas particulièrement opportuns, de participer à des activités légales comme les élections municipales, parlementaires, etc., dans le seul but de propager sa ligne parmi les masses et de démasquer l'ordre politique bourgeois. Mais le parti ne fait pas de cette participation la ligne générale de sa lutte, comme le font les révisionnistes, il ne fait pas de ces formes d'action les formes principales, et encore moins les formes uniques de son combat.

Tout en mettant à profit les possibilités légales, le parti cherche, trouve et utilise aussi des formes et des méthodes de caractère révolutionnaire, depuis les plus simples jusqu'aux plus complexes, au mépris des sacrifices, en s'efforçant de rendre ces formes et ces méthodes aussi populaires, aussi accessibles que possible aux masses. Dans leur activité, les marxistes-léninistes ne se font pas de scrupule de transgresser et d'enfreindre par leurs actions révolutionnaires la constitution, les lois, les règles, les normes, le régime bourgeois, ils luttent précisément pour saper ce régime, pour préparer la révolution. Aussi le parti marxiste-léniniste se prépare lui-même et prépare les masses à faire face aux contre-attaques éventuelles de la bourgeoisie en riposte aux actions révolutionnaires du prolétariat et des masses populaires.

Dans les conditions actuelles du développement du mouvement révolutionnaire de libération, ce processus compliqué qui repose sur une large base sociale et auquel participent de nombreuses forces de classe et politiques, le parti révolutionnaire du prolétariat est assez souvent confronté au problème de la collaboration et des fronts communs avec d'autres partis et organisations politiques à telle ou telle phase de la révolution, sur telles ou telles questions d'intérêt commun. Une attitude juste, conforme aux principes et en même temps souple, qui bannit tout opportunisme comme tout sectarisme, est, en cette question, de première importance, pour entraîner, préparer et mobiliser les masses dans la révolution et la lutte de libération. Le parti marxiste-léniniste n'est ni ne peut être, en principe, opposé à la collaboration ou à la constitution de fronts communs avec d'autres partis et forces politiques, lorsque les intérêts de la cause de la révolution l'exigent et que la situation l'impose. Toutefois, il ne considère jamais cette collaboration comme une coalition de chefs ni comme un but en soi, mais comme un moyen pour rassembler et dresser les masses dans la lutte. Ce qui importe, c'est que, dans des fronts communs de cette nature, le parti prolétarien ne perde à aucun moment de vue les intérêts de classe du prolétariat, le but final de sa lutte, qu'il ne se fonde pas dans le front, mais qu'il y préserve son individualité idéologique et son indépendance politique, organisationnelle et militaire, qu'il combatte pour s'assurer dans ce front le rôle dirigeant et pour y appliquer une politique révolutionnaire.

Pour que le parti marxiste-léniniste puisse élaborer et appliquer une stratégie et une tactique révolutionnaires, une juste ligne politique, pour qu'il sache s'orienter correctement dans les situations difficiles, être capable de faire face aux ennemis et de surmonter les obstacles, il lui est indispensable de mener un vaste et intense travail d'étude et d'assimilation de la théorie marxiste-léniniste.

Si les anciens partis communistes dans les pays capitalistes se sont transformés en partis révisionnistes c'est, entre autres raisons, précisément parce qu'ils avaient tout à fait négligé l'étude et l'assimilation du marxisme-léninisme. La doctrine marxiste-léniniste ne servait que de vernis, elle avait été réduite à des phrases creuses, à de simples slogans, elle n'avait pas pénétré profondément dans la conscience des membres du parti, qui n'en avaient pas fait leur sang et leur chair, elle n'était

pas devenue une arme pour l'action. Le peu de travail qui était fait pour l'étude du marxisme-léninisme, se bornait à initier les membres du parti à certaines formules arides, juste pour leur permettre de se dire communistes, de leur faire aimer le communisme de façon sentimentale, mais quant à la façon dont on y accéderait, ils n'en savaient rien, parce qu'on ne le leur avait pas appris. Les dirigeants de ces partis, qui parlaient beaucoup, mais dont l'action était inconsistante, vivaient dans un milieu bourgeois et contaminaient le prolétariat de leur pays avec des idées libérales et réformistes.

C'est ainsi que le tournant des partis révisionnistes vers la bourgeoisie constitue une évolution social-démocrate, opportuniste, engagée depuis longtemps par leurs leaders, dont les positions sont en fait social-démocrates, par l'aristocratie ouvrière, qui dirigeait ces partis soi-disant communistes. Les partis marxistes-léninistes doivent absolument tenir compte de cette expérience négative afin d'en tirer des leçons pour organiser l'étude et l'assimilation du marxisme-léninisme sur des bases solides, en rattachant constamment cette étude à l'action révolutionnaire.

L'unité et la collaboration des partis marxistes-léninistes des divers pays, sur la base des principes de l'internationalisme prolétarien, revêtent une importance particulière dans la préparation à la révolution.

Cette unité se renforcera et cette collaboration s'étendra dans la lutte contre l'impérialisme et le social-impérialisme, contre la bourgeoisie et le révisionnisme moderne de toute couleur, khrouchtchévien, titiste, «eurocommuniste», chinois, etc.

En tant qu'ennemis de la révolution, les révisionnistes combattent de toutes leurs forces et par tous les moyens l'internationalisme prolétarien pour arracher des mains du prolétariat mondial et du prolétariat de chaque pays cette arme puissante dans la lutte contre la bourgeoisie et l'impérialisme. Les partis marxistes-léninistes ont pour devoir de démasquer tant les manœuvres des révisionnistes titistes et des «eurocommunistes», qui considèrent aujourd'hui l'internationalisme prolétarien comme périmé et dépassé, que celles des révisionnistes soviétiques et des révisionnistes chinois, qui l'ont déformé et s'efforcent de l'employer comme une arme pour atteindre leurs objectifs hégémoniques, social-impérialistes.

Le Parti communiste chinois, qui n'applique pas les principes de l'internationalisme prolétarien et qui ne soutient pas les luttes révolutionnaires et de libération des peuples, s'est engagé dans la voie du rapprochement et de l'amitié avec les partis social-démocrates et avec les partis bourgeois, jusqu'aux partis les plus de droite et les plus réactionnaires. En même temps, il cherche à créer divers groupes qui lui soient assujettis et qu'il dirige lui-même. Il a besoin de groupements de ce genre pour saboter précisément les véritables partis marxistes-léninistes et les éléments progressistes, qui se sont mis à la tâche pour réveiller le peuple, le dresser dans la révolution contre les cliques dominantes et liées aux superpuissances.

En opportunistes qu'ils sont, les groupuscules qui s'intitulent partis et qui suivent la ligne chinoise ne font rien d'autre que défendre et propager les théories révisionnistes du groupe de Houa Kouo-feng et de Teng Hsiao-ping ainsi que ses actions contre-révolutionnaires. Ces groupuscules sont dépourvus de toute personnalité et aussi de la détermination de lutter conformément à la théorie marxiste-léniniste.

Le mot d'ordre principal de ces partis, qui est d'ailleurs le slogan essentiel de la politique chinoise, proclame que, dans la situation actuelle, le prolétariat a pour tâche fondamentale et unique de défendre l'indépendance nationale, qui ne serait soi-disant menacée que par le social-impérialisme soviétique. Ils répètent presque mot pour mot les slogans des chefs de file de la IIe Internationale, qui ont abandonné la cause de la révolution et y ont substitué la thèse de la défense de la patrie capitaliste. Lénine a démasqué ce mot d'ordre fallacieux et antimarxiste qui, loin de servir la défense de la véritable indépendance, sert à exciter les guerres inter impérialistes. Il a clairement défini l'attitude du véritable révolutionnaire dans les conflits entre groupements impérialistes. Il a écrit :

«Si la guerre est une guerre impérialiste réactionnaire, c'est-à-dire si elle est menée par deux groupements mondiaux de la bourgeoisie réactionnaire, exploiteuse, oppressive, impérialiste, toute bourgeoisie (même celle d'un petit pays) devient complice de cette spoliation et mon devoir, devoir de représentant du prolétariat révolutionnaire, est de préparer la révolution prolétarienne mondiale, seul moyen de salut contre les horreurs d'une tuerie mondiale. . .

C'est là de l'internationalisme, c'est là la tâche de l'internationaliste, de l'ouvrier révolutionnaire, du socialiste véritable».* *(V. Lénine, Oeuvres, éd. alb., t. 28, pp. 324-325)

Les partis de la ligne chinoise sont devenus les apologistes de l'accroissement et du renforcement des armées bourgeoises, en invoquant le prétexte que cela est nécessaire pour la défense de l'indépendance de leurs pays. Ils appellent les travailleurs à devenir des soldats obéissants et à se dresser côte à côte avec la bourgeoisie contre tous ceux qui luttent pour affaiblir cette arme principale de domination et d'exploitation capitaliste. Bref, ils souhaitent voir le prolétariat et les masses travailleuses devenir de la chair à canon dans les guerres de rapine que préparent l'impérialisme et le social-impérialisme.

Dans le même temps, ces appendices chinois se sont faits les ardents défenseurs des organismes des Etats capitalistes bourgeois, surtout de l'O.T.A.N., du Marché commun européen, etc., qu'ils considèrent comme des facteurs essentiels de «la défense de l'indépendance». Tout comme les dirigeants chinois, ils blanchissent et enjolivent ces piliers de la domination et de l'expansion capitalistes. Ils soutiennent précisément les organismes qui ont en réalité porté gravement atteinte à l'indépendance et à la souveraineté de leurs pays.

L'alliance avec la grande bourgeoisie, la défense de l'armée bourgeoise, le soutien à l'O.T.A.N., au Marché commun, etc., constituent pour ces pseudo-marxistes un chemin sans tracas, en ce que non seulement elle leur évite un affrontement avec la bourgeoisie, mais qu'elle leur assure ses faveurs.

Ces positions adoptées par ces éléments contaminés par l'esprit de groupe et sans perspective, les mènent vers l'unification avec les partis de «l'eurocommunisme» et de la bourgeoisie, et cela se produira, car la Chine elle-même appelle le prolétariat à s'unir à la bourgeoisie. Désormais, entre ces pseudo-marxistes-léninistes et Marchais il n'y a plus aucune différence.

Les marxistes-léninistes doivent se garder beaucoup des phrases qu'emploient les révisionnistes modernes, les social-démocrates et les pseudo-marxistes-léninistes sur l'internationalisme prolétarien, sur l'union des prolétaires pour la défense de la paix, et d'autres sornettes de ce genre. On applique le véritable internationalisme prolétarien lorsqu'on oeuvre avec abnégation à soutenir et « réaliser les actions révolutionnaires, à créer une véritable situation de lutte révolutionnaire, en premier lieu dans son propre pays. Dans le même temps, comme le dit Lénine, ils doivent appuyer par la propagande, la sympathie et une aide matérielle cette lutte, cette ligne dans tous les pays sans exception. Toute autre manière d'agir n'est, comme il nous l'enseigne, que mensonge et *manilovisme*.

C'est pourquoi nous devons prendre garde à ces éléments pseudo-marxistes, pseudo-révolutionnaires, pseudo-internationalistes, que ce soient des individus particuliers ou des groupuscules, ou même des partis qui se disent marxistes-léninistes, mais qui, en fait, ne le sont pas, qui sont social chauvins, centristes, petits-bourgeois. Tous ces partis qui parlent haut et fort de l'internationalisme prolétarien, de la défense de la paix, des réformes etc., servent en fait le capital.

Les révisionnistes chinois, eux aussi, évoquent parfois l'internationalisme prolétarien, mais à partir de positions nationalistes et chauvines. Les dirigeants chinois sont de ceux qui se frappent la poitrine et jurent «leurs grands dieux» qu'ils sont pour l'internationalisme prolétarien, pour la paix, pour les luttes du prolétariat et ses revendications, mais qui, en pratique, se croisent les bras et se bornent à formuler des phrases mensongères pour provoquer la scission des forces révolutionnaires.

Les partis marxistes-léninistes ont pour tâche importante de renforcer l'internationalisme prolétarien, qui doit être développé entre tous les partis, grands ou petits, anciens ou nouveaux. Ils doivent tous renforcer leur unité entre eux et coordonner leurs actions politiques, idéologiques et de combat.

En soulignant cette ligne importante, qui constitue une tâche primordiale des partis marxistes-léninistes pour frapper frontalement le capitalisme mondial, sa politique d'asservissement ainsi que ses intrigues, ses ruses et ses alliances avec le révisionnisme moderne soviétique, titiste, chinois, italien, français, espagnol, etc., ils créeront un front puissant qui deviendra de plus en plus invincible. S'ils agissent dans l'unité et attaquent tous ensemble les forces de la réaction, s'ils démasquent toutes les intrigues que le capitalisme et le révisionnisme moderne ourdissent de diverses manières pour éteindre la révolution et la lutte de classes, ils remporteront à coup sûr la victoire.

Nous, les marxistes-léninistes, nous devons combattre et appeler les ouvriers, partout où ils se trouvent, à se dresser contre leurs ennemis séculaires et à briser leurs chaînes, à faire la révolution et à ne se soumettre ni aux monopoles ni aux capitalistes, comme le prônent les révisionnistes modernes. Les marxistes-léninistes, les révolutionnaires authentiques ont pour tâche d'appeler les prolétaires et les peuples à se dresser pour édifier le monde nouveau, leur monde, le monde socialiste.

DEUXIEME PARTIE

I

LA THEORIE DES « TROIS MONDES », THEORIE CONTRE-REVOLUTIONNAIRE ET CHAUVINE

Aujourd'hui, les révisionnistes chinois, eux aussi, se sont dressés ouvertement contre la théorie et la stratégie léninistes de la révolution et de la lutte de libération des peuples et ils les combattent sur un large front. A cette glorieuse théorie et stratégie scientifique ils cherchent à opposer leur théorie des «trois mondes», qui est une théorie fallacieuse, contre-révolutionnaire et chauvine.

La théorie des «trois mondes » est en opposition avec la théorie de Marx. Engels, Lénine et Staline, ou, plutôt, elle constitue un reniement de celle-ci. Peu importe de savoir qui a inventé le premier l'expression de « tiers monde», qui a divisé le premier le monde en trois, ce qui est certain, c'est que Lénine n'a jamais fait une pareille division. Le Parti communiste chinois, lui, en revendique la paternité et prétend que la théorie des «trois mondes» a été conçue par Mao Tsétoung. Si celui-ci est vraiment le premier à avoir formulé cette soi-disant théorie, ce n'est là qu'un témoignage de plus du fait que Mao Tsétoung n'est pas marxiste. Mais même s'il n'a fait qu'emprunter cette théorie à d'autres, cela suffit pour prouver qu'il ne l'est pas.

La conception des «trois mondes», reniement du marxisme-léninisme

La notion de l'existence de trois mondes ou de la division du monde en trois se fonde sur une vision raciste et métaphysique du monde, engendrée par le capitalisme mondial et la réaction.

Cependant, la thèse raciste qui classe les pays en trois degrés ou en trois «mondes» ne se base pas simplement sur la couleur de la peau. Il s'agit d'une classification qui repose sur le niveau du développement économique des pays et qui vise à définir «la race des grands seigneurs» d'une part, et «la race des parias et de la plèbe», de l'autre, à créer une division inerte et métaphysique, conforme aux intérêts de la bourgeoisie capitaliste. Cette thèse considère les divers peuples et nations du monde comme un troupeau de brebis, comme une entité amorphe.

Les révisionnistes chinois admettent et prônent que «la race des seigneurs» doit être préservée, alors que «la race des parias et de la plèbe» devrait servir la première avec docilité et dévouement.

La dialectique marxiste-léniniste nous enseigne que l'évolution ne connaît jamais de limites, que tout est en mutation constante. Dans ce processus ininterrompu d'évolution vers l'avenir, s'accomplissent des changements qualitatifs et quantitatifs. Notre époque, comme toute autre époque, est caractérisée par de profondes contradictions, qui ont été très clairement définies par Marx, Engels, Lénine et Staline. C'est l'époque de l'impérialisme et des révolutions prolétariennes, partant, l'époque des grandes transformations, quantitatives et qualitatives, qui conduisent à la révolution et à la prise du pouvoir par la classe ouvrière, en vue de l'édification de la société nouvelle, socialiste.

La théorie de Marx est entièrement fondée sur la lutte de classes et sur le matérialisme dialectique et historique. Marx a démontré que la société capitaliste est une société de classes exploiteuses et exploitées, que les classes ne seront éliminées que lorsqu'on accédera à une société sans classes, au communisme.

Actuellement, nous vivons la phase de l'effondrement de l'impérialisme et de la victoire des révolutions prolétariennes. Cela signifie que dans la société capitaliste actuelle il existe deux classes principales, le prolétariat et la bourgeoisie qui sont en lutte inconciliable, en lutte à mort entre elles. Laquelle des deux l'emportera? Marx et Lénine, la science marxiste-léniniste, la théorie et la pratique de la révolution nous démontrent et nous convainquent qu'en dernière instance la victoire reviendra au prolétariat, qui détruira et renversera le pouvoir de la bourgeoisie, l'impérialisme, tous les exploités, et construira une société nouvelle, la société socialiste. Ils nous enseignent également que même dans cette nouvelle société, pendant une très longue période subsisteront les classes: la classe ouvrière et la paysannerie travailleuse, en étroite alliance entre elles, mais que subsisteront aussi des débris des classes renversées et expropriées. Pendant toute cette période, ces débris, ainsi que les éléments qui dégèrent et s'opposent à la construction socialiste, s'efforceront de reprendre le pouvoir perdu. Par conséquent, en régime socialiste également subsistera une âpre lutte de classes.

Les marxistes-léninistes ne perdent jamais de vue que dans tous les pays, à l'exception de ceux où a triomphé la révolution et où a été instauré le régime socialiste, il existe des classes pauvres, avec à leur tête le prolétariat, et des classes riches, avec à leur tête la bourgeoisie.

Dans tout Etat capitaliste, fût-il démocratique ou progressiste, et où qu'il se trouve, il y a des opprimés et des oppresseurs, des exploités et des exploités, des antagonismes, et il s'y livre une lutte de classes impitoyable. Les différences d'intensité de cette lutte ne réfutent pas cette réalité. Cette lutte suit un chemin en zigzag, mais elle existe et ne peut être éteinte. Elle existe partout, elle existe aux Etats-Unis d'Amérique, entre le prolétariat et la bourgeoisie impérialiste, elle existe aussi en Union soviétique, où le marxisme-léninisme a été trahi et où s'est créée une nouvelle classe bourgeoise-capitaliste qui opprime les travailleurs de ce pays. Les classes et la lutte de classes existent aussi dans le «second monde», comme par exemple en France, en Angleterre, en Italie, en Allemagne occidentale, au Japon. Elles existent également dans le «tiers monde», en Inde, au Zaïre, au Burundi, au Pakistan, aux Philippines, etc.

La théorie des «trois mondes» de Mao Tsétoung est seule à prétendre que dans aucun pays il n'existe de classes ni de lutte de classes. Elle ne les voit pas, car elle juge les pays et les peuples suivant les conceptions géopolitiques bourgeoises, et d'après leur degré de développement économique.

Voir le monde divisé en trois, en «premier monde», «second monde» et «tiers monde», comme le font les révisionnistes chinois, et non pas dans l'optique de classe, c'est s'écarter de la théorie marxiste-léniniste de la lutte de classes, renier la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie pour passer, d'une société arriérée à une nouvelle société, à la société socialiste, puis, à la société sans classes, à la société communiste. Diviser le monde en trois, c'est ignorer les caractéristiques de notre époque, entraver la marche du prolétariat et des peuples vers la révolution et la libération nationale, faire obstacle à leur lutte contre l'impérialisme américain, contre le social-impérialisme soviétique, contre le capital et la réaction dans chaque pays et dans chaque coin du monde. La

théorie des «trois mondes» prône la paix sociale, la réconciliation de classes, elle tend à créer des alliances entre des ennemis inconciliables, entre le prolétariat et la bourgeoisie, entre les opprimés et les oppresseurs, entre les peuples et l'impérialisme. Elle tend à prolonger la vie de l'ancien monde, du monde capitaliste, à le maintenir vivant précisément en demandant l'extinction de la lutte de classes.

Mais la lutte de classes, la lutte que le prolétariat et ses alliés mènent pour s'emparer du pouvoir et la lutte de la bourgeoisie pour conserver son propre pouvoir ne peuvent jamais s'éteindre. C'est là une réalité fondée sur des bases inébranlables et que ne peuvent modifier non plus les théories creuses sur les «mondes»: «premier monde», «second monde», «tiers monde», «monde non aligné» ou «vingtième monde». Admettre une telle division, c'est renoncer à la théorie de Marx, Engels, Lénine et Staline sur les classes et la lutte de classes, et l'abandonner.

Après la victoire de la Révolution d'Octobre, Lénine et Staline ont dit qu'à notre époque il existe deux mondes: le monde socialiste et le monde capitaliste, bien que le socialisme à cette époque-là ne fût instauré que dans un seul pays.

«... actuellement, écrivait Lénine en 1921, il existe deux mondes: l'ancien, le capitalisme, qui s'est empêtré, qui ne cédera jamais, et le monde nouveau, grandissant, qui est encore très faible, mais qui grandira, car il est invincible». *(V. Lénine, Oeuvres, éd. alb., t. 33, pp. 153-154.)*

Ce critère de classe dans la division du monde conserve aujourd'hui encore toute sa valeur, indépendamment du fait que le socialisme n'a pas triomphé dans beaucoup de pays et que la nouvelle société n'a pas remplacé l'ancienne société bourgeoise-capitaliste, ce qui à coup sûr se produira demain.

Le fait que le socialisme a été trahi en Union soviétique et dans les autres pays ex-socialistes, ne modifie en rien le critère léniniste de la division du monde. Aujourd'hui comme hier, il n'existe que deux mondes, et la lutte entre ces deux mondes, entre les deux classes antagonistes, entre le socialisme et le capitalisme, existe non seulement à l'échelle nationale, mais aussi à l'échelle internationale.

Les révisionnistes chinois, qui n'admettent pas l'existence du monde socialiste, sous prétexte que, à la suite de la trahison de l'Union soviétique et des autres pays ex-socialistes, le camp socialiste n'existe plus, méconnaissent intentionnellement une chose, à savoir que l'apparition du révisionnisme moderne ne modifie en rien la tendance générale de l'histoire à la révolution, au renversement de l'impérialisme, même si le capitalisme est encore en vie. En même temps, ils méconnaissent le fait que les idées immortelles du marxisme-léninisme existent, se développent et triomphent, que les partis marxistes-léninistes existent, que l'Albanie socialiste existe, que les peuples qui luttent pour la liberté, pour leur indépendance et leur souveraineté nationales, existent, que le prolétariat mondial existe et combat.

La Commune de Paris ne l'a pas emporté, elle a été réprimée, mais elle a fourni au prolétariat mondial un grand exemple. Marx a dit que l'expérience de la Commune a montré la faiblesse temporaire du prolétariat français, mais qu'elle a cependant préparé le prolétariat de tous les pays à la révolution mondiale et donné une grande leçon en indiquant quelles sont les conditions qui doivent être réunies pour l'obtention de la victoire. Cette grande expérience des communards qui «sont montés à l'assaut des cieux», Marx l'a érigée en théorie et a appris au prolétariat à briser par la violence révolutionnaire l'appareil d'Etat bourgeois et sa dictature.

Les révisionnistes modernes sont des lâches. Ils estiment que les forces contre-révolutionnaires sont aujourd'hui très puissantes. Mais cela n'est nullement vrai. Elles sont plus faibles que les peuples. Ce sont ceux-ci, avec à leur tête le prolétariat, qui sont les plus forts. Aussi écraseront-ils les forces contre-révolutionnaires, les forces de la réaction, de l'impérialisme et du social-impérialisme. C'est là une vue fondée sur une analyse du monde faite dans une optique de classe. Tout autre jugement est erroné, indépendamment des phrases révolutionnaires dont les révisionnistes camouflent leurs menées et leurs craintes.

Lorsque nous, marxistes-léninistes, disons qu'il existe deux et non pas trois ou cinq mondes, nous sommes dans la juste voie et, sur la base du marxisme-léninisme, c'est à la fois contre la bourgeoisie capitaliste, contre l'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique, et contre les autres impérialismes, que nous devons organiser notre lutte, lutte qui doit mener à la destruction de l'ancien monde bourgeois-capitaliste et à l'instauration d'un ordre nouveau, l'ordre socialiste.

Le prolétariat constitue la force sociale motrice de notre époque. Lénine a souligné que la force motrice qui fait avancer l'histoire est la classe qui se situe

« . . . au centre de telle ou telle époque, et détermine son contenu fondamental, l'orientation principale de son développement, les particularités essentielles de son cadre historique, etc. » * (V. Lénine, oeuvres, éd. alb., t. 21, p. 147.)

Les révisionnistes chinois, eux, s'opposant à cette thèse de Lénine, s'efforcent de présenter le «tiers monde» comme «la grande force motrice qui fait avancer la roue de l'histoire». Faire une pareille déclaration c'est donner une définition théoriquement et pratiquement erronée de la force motrice. Comment peut-on, à l'époque actuelle de l'évolution sociale, au centre de laquelle se situe la classe la plus révolutionnaire - le prolétariat tenir pour force motrice un groupement d'Etats dominés dans leur immense majorité par la bourgeoisie et les féodaux, voire même par des réactionnaires et des fascistes déclarés? C'est là une grossière déformation de la théorie de Marx.

La direction chinoise ne tient pas compte du fait que dans le «tiers monde» existent des opprimés et des oppresseurs, qu'il y existe, d'une part, un prolétariat et une paysannerie asservie, pauvre et misérable, et, d'autre part, des capitalistes et des grands propriétaires fonciers, qui exploitent et dépouillent le peuple. Ne pas mettre en lumière cette situation de classe dans ce qu'on appelle tiers monde, ne pas souligner les antagonismes qui y existent, cela revient à réviser le marxisme-léninisme et à défendre le capitalisme. Dans les pays du prétendu tiers monde, c'est en général la bourgeoisie capitaliste qui est au pouvoir. Cette bourgeoisie exploite le pays, elle exploite et opprime le peuple pauvre dans l'intérêt de sa propre classe, afin de tirer le maximum de profits pour elle-même et de maintenir constamment le peuple dans l'esclavage et la misère.

Dans beaucoup de pays du «tiers monde», les gouvernements au pouvoir sont bourgeois, capitalistes, naturellement avec diverses nuances politiques, ce sont des gouvernements de la classe hostile au prolétariat et à la paysannerie pauvre et opprimée, hostile à la révolution et aux luttes de libération. La bourgeoisie, qui détient le pouvoir dans ces pays, protège précisément cette société capitaliste, que le prolétariat, en alliance avec les couches pauvres des campagnes et des villes, cherche à renverser. Elle constitue cette classe supérieure qui, partant de ses intérêts étroits, est prête à tout moment, à chaque tournant, à brader au capitalisme étranger les richesses du pays, du sol et du sous-sol, à brader la liberté, l'indépendance et la souveraineté de la patrie. Cette classe, partout où elle est au pouvoir, s'oppose à la lutte et aux aspirations du prolétariat et de ses alliés, des classes et des couches opprimées.

Un bon nombre des Etats que la direction chinoise classe dans le «tiers monde» ne sont pas contre l'impérialisme américain ni contre le social-impérialisme soviétique. Qualifier ces Etats de «force motrice principale de la révolution et de la lutte contre l'impérialisme», comme le professe Mao Tsétoung, c'est commettre une erreur grosse comme l'Himalaya. Il est aussi d'autres pseudo marxistes. mais eux au moins savent se cacher et se masquer derrière leurs théories bourgeoises.

Les révisionnistes chinois ont la même vision antimarxiste non seulement du «tiers monde», mais aussi de ce qu'ils appellent le «second monde», dominé par la grande bourgeoisie capitaliste, par les grands impérialistes d'hier, demeurés aujourd'hui aussi des impérialistes. Dans les pays de ce soi-disant second monde, il existe un grand et puissant prolétariat, exploité jusqu'à la moelle, et opprimé par des lois écrasantes, l'armée, la police, les syndicats, toutes ces armes de la dictature de la bourgeoisie. Dans les pays du «tiers monde» comme dans ceux du «second monde», c'est la classe bourgeoise capitaliste, ce sont les mêmes forces sociales qui dominent le prolétariat et les peuples et qu'il faut anéantir. Là aussi, la force motrice principale est le prolétariat.

Mais les révisionnistes chinois, dans les pays du «tiers monde» comme du «second monde» ainsi qu'aux Etats-Unis d'Amérique et en Union soviétique, ignorent précisément le prolétariat, qui constitue la grande armée de la révolution, ils renient précisément la force motrice principale de la société, cette force qui doit frapper la bourgeoisie monopoliste, son ennemie de classe et l'ennemie de toute la révolution mondiale.

La théorie des «trois mondes» de Mao Tsétoung nie cette grande réalité et elle dédaigne le prolétariat des pays d'Europe et celui des autres pays développés. Certes, dans les rangs du prolétariat, soit du prétendu tiers monde, soit des prétendus second et premier mondes, on observe aussi une certaine dégénérescence, parce que la bourgeoisie ne reste pas les bras croisés, elle lutte contre son propre ennemi non seulement par les armes et la répression, mais aussi politiquement et idéologiquement, par le mode de vie qu'elle s'attache à instaurer, etc. Mais le fait que quelque couche du prolétariat, comme l'aristocratie ouvrière, dégénère, ne doit pas conduire à l'abandon du marxisme-léninisme ni à la négation du rôle déterminant de la classe ouvrière dans le processus révolutionnaire mondial. A travers une juste éducation marxiste-léniniste et leur action révolutionnaire quotidienne, les véritables communistes protègent le prolétariat de chaque pays et de chaque «monde» contre la dégénérescence et le mobilisent dans la lutte contre ses oppresseurs, qu'ils soient anglais ou français, italiens ou allemands, portugais ou espagnols, américains ou japonais, etc.

Aux Etats-Unis, qui sont le chef de file de l'impérialisme mondial, il existe un nombreux prolétariat. Ce pays, étant l'un des plus industrialisés au monde, est en même temps le pays le plus riche, en sorte que les miettes du capital laissées au prolétariat pour le tromper y sont un peu plus grosses que dans les autres pays bourgeois. Le mode de vie propre aux Etats-Unis exerce une plus grande influence sur le prolétariat, mais nous ne pouvons pour autant ignorer tant soit peu le rôle et la contribution du prolétariat américain pour la révolution dans son pays. En fait, aux Etats-Unis aussi, il existe une opinion hostile à l'impérialisme, aux guerres de rapine, à l'oppression qu'y exercent les capitalistes, les trusts, les grosses banques, etc. Dans ce pays, même parmi les couches de la petite bourgeoisie, se manifeste une résistance à l'oppression exercée par le grand capital.

En reniant la lutte de classes, la théorie chinoise des «trois mondes» renie également la lutte des peuples pour se libérer de la domination étrangère, pour conquérir leurs droits et les libertés démocratiques, elle renie leur lutte pour le socialisme. Cette théorie contre-révolutionnaire et antiscientifique met une croix sur la lutte des peuples contre leurs ennemis, qui sont l'impérialisme, le social-impérialisme, toute la grande bourgeoisie internationale.

Fourrer les peuples dans «trois tiroirs» et prôner que seul le «tiers monde» aspire à se libérer de l'impérialisme, car lui seul serait «la principale force motrice contre l'impérialisme», constitue une duperie et une déviation flagrante par rapport au marxisme-léninisme. Si l'on inclut les impérialistes et les capitalistes dans le «premier monde» et dans le «second monde», alors la question se pose de savoir: Où range-t-on les peuples de ces «deux mondes», qui luttent, eux aussi, pour leur libération contre les mêmes oppresseurs dont souffre aussi le «tiers monde»? Les inventeurs et les tenants de la division du monde en trois ne peuvent eux-mêmes répondre à cette question, parce que, suivant leur conception antimarxiste et antiléniniste, ils fondent en un tout les impérialistes, les gouvernants et les peuples.

Les marxistes-léninistes ne peuvent identifier les peuples soviétiques aux imposteurs, antimarxistes, social-impérialistes et nouveaux capitalistes, qui les oppriment. Ils ne peuvent non plus mélanger et confondre le peuple américain avec l'impérialisme américain. S'ils agissaient comme le font les révisionnistes chinois, les révolutionnaires commettraient alors une grave erreur théorique et ils iraient à l'encontre de la révolution, ils appuieraient précisément l'impérialisme et le social-impérialisme, les forces du capital, contre lesquels le prolétariat et le peuple luttent jusque dans le repaire de leurs ennemis.

Quel sens a l'appel chinois à l'alliance du «tiers monde» avec le «second monde» pour qu'ils combattent de concert la moitié du «premier monde», du moment que cette division du monde

confond la personnalité des peuples, leurs aspirations et leur niveau de développement, qui sont différents et en opposition avec l'oligarchie qui les opprime? De même, le degré de la résistance et de la lutte révolutionnaire des peuples diffère de l'un à l'autre, mais leur objectif final, le communisme, est le même. Dans ces conditions, nous, marxistes-léninistes, devons, par la propagande et en nous mobilisant, faire en sorte qu'à travers des luttes de classe continues contre l'impérialisme, le social-impérialisme, le capitalisme et leurs idéologies mystificatrices, nous atteignons l'objectif final.

Les révisionnistes chinois non seulement fondent et identifient entre eux les peuples et les gouvernants dans les pays capitalistes, mais ils cherchent aussi à liquider la personnalité des pays socialistes, en professant que même ces pays peuvent être inclus dans le «tiers monde».

Comment peut-on, comme le font les dirigeants chinois, identifier un pays socialiste avec le « tiers monde», où existent des classes antagonistes, l'oppression et l'exploitation, et le mettre sur le même pied que «les rois et les princes»? Les révisionnistes chinois, qui considèrent leur pays comme socialiste, prétendent s'intégrer dans le

« tiers monde» pour soi-disant aider les peuples de ce «monde». C'est là une duperie qui tend à cacher leurs buts expansionnistes. Pour aider et soutenir la lutte des peuples, un véritable pays socialiste n'a pas besoin de diviser le monde en trois, ni de s'intégrer dans le «tiers monde».

Par nos prises de position fondées sur des critères de classe, nous, marxistes-léninistes, nous aidons les peuples, le prolétariat et la démocratie, la souveraineté et la liberté véritables des peuples et non pas les Etats où règnent les rois, les chahs et les cliques réactionnaires. Nous aidons les peuples et les Etats démocratiques qui veulent se libérer du joug des superpuissances, mais nous soulignons que ce but ne pourra être atteint dans la juste voie et selon des critères de classe, si l'on ne combat pas au même titre et les rois et les monopoles internationaux, qui se sont abouchés avec les superpuissances. Les dirigeants chinois prétendent qu'ils ont résolu ce problème de classe compliqué en «s'intégrant» dans ce «tiers monde» fantaisiste. Mais c'est là une solution antimarxiste. Les Etats et les gouvernements du «tiers monde» ne sont pas, dans leur majorité, contrairement à ce que prétendent les dirigeants chinois, pour la lutte contre le «premier monde», contre l'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique, ou contre le «second monde».

Le courant des peuples du monde porte à la lutte pour la libération, pour la révolution, pour le socialisme, mais ce courant n'englobe pas les gouvernements des rois, des émirs et des cliques réactionnaires du genre Mobutu et Pinochet, du «tiers monde», dans lequel la Chine s'est elle-même incluse.

En ce qui concerne les Etats du soi-disant tiers monde, la direction chinoise ne fait pas entre eux de distinction de classe fondée sur les principes de l'internationalisme prolétarien et conforme aux intérêts de la révolution mondiale. Elle ne tient pas compte du fait que ces Etats nationaux, qui sont, pour la plupart, dirigés par les couches de la haute bourgeoisie, subissent l'influence non seulement de l'impérialisme américain, mais aussi du social-impérialisme soviétique, auxquels ils sont étroitement rattachés par de nombreux fils.

Dans ces Etats il existe de profondes contradictions intérieures entre le prolétariat et la paysannerie pauvre et opprimée, d'une part, et la bourgeoisie et tous les asservisseurs, de l'autre. Le soutien qu'un pays socialiste accorde aux peuples de ces Etats doit être un grand stimulant pour leur marche en avant, il doit les aider à se constituer en un Etat vraiment démocratique sans assombrir la perspective, la question de la victoire de la révolution prolétarienne et de la prise du pouvoir par le prolétariat. La révolution ne s'importe pas, elle sera accomplie par le prolétariat et le peuple de chaque pays. Naturellement, on ne s'empare pas du pouvoir du jour au lendemain; il faut, à cette fin, comme nous l'enseigne Lénine, créer les conditions requises pour que le prolétariat, à chaque tournant de l'histoire, se trouve à la pointe de la lutte pour renverser le pouvoir dégénéré des dictateurs et de la bourgeoisie réactionnaire et qu'il instaure le pouvoir du peuple.

La division que nous, communistes, nous faisons du monde actuel, en nous fondant sur le critère de classe léniniste, ne nous empêche pas de combattre les superpuissances et de soutenir tous les peuples et Etats qui aspirent à la libération et qui ont des contradictions avec les superpuissances.

L'Albanie socialiste a soutenu de tout cœur et puissamment la lutte des peuples d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine, parce que cette lutte répond à leurs propres intérêts et qu'elle est dirigée contre l'impérialisme et la domination coloniale étrangère. Mais dissimuler les principes et déformer le marxisme-léninisme, l'idéologie et la politique du parti du prolétariat, comme le font les dirigeants chinois, cela est antimarxiste, c'est une mystification, une duperie. Le Parti du Travail d'Albanie ne l'a jamais fait ni ne le fera jamais, parce que ce serait un crime impardonnable envers son peuple, envers les autres peuples, envers le prolétariat international et la révolution mondiale.

En divisant le monde en trois, le Parti communiste chinois prône en fait la réconciliation de classe.

Les véritables marxistes-léninistes n'oublient jamais les enseignements de Lénine soulignant que les opportunistes et les révisionnistes s'efforcent par tous les moyens d'éteindre la lutte de classes, de tromper la classe ouvrière et les opprimés par des formules «révolutionnaires», en vidant la doctrine marxiste-léniniste de son contenu révolutionnaire. C'est ce que fait également la direction révisionniste chinoise quand elle prêche la réconciliation et la coexistence pacifique de la classe ouvrière et de la bourgeoisie.

Comme nous l'enseignent Engels et Lénine, les contradictions entre les classes ou les forces sociales aux intérêts fondamentaux opposés, loin de pouvoir se concilier, s'exacerbent constamment et aboutissent à des conflits politiques et sociaux. L'existence même de l'Etat prouve que les antagonismes de classe sont inconciliables. Aussi chercher à éteindre ces antagonismes de classe, qui se manifestent dans divers pays bourgeois et révisionnistes du «tiers monde», du «second» ou «premier monde», en prônant l'union sans principes, revient à renier le caractère objectif de l'existence des contradictions, à traiter ce problème de façon antimarxiste.

Les «théoriciens» chinois s'efforcent de concilier des classes qui ne peuvent jamais se concilier, autrement dit ils ont adopté des positions révisionnistes, opportunistes. La déformation que les révisionnistes chinois font de la théorie de Marx apparaît clairement au fait qu'ils considèrent les pays faisant partie, selon eux, du «tiers monde», comme des pays où règne la paix sociale et leur Etat comme un organisme de réconciliation de classes.

Admettre la notion du «tiers monde», telle que la professent les dirigeants chinois, c'est contribuer à créer une opinion qui serve à soutenir les organismes étatiques nécessaires à la bourgeoisie pour opprimer la classe ouvrière et les masses du peuple. La thèse de l'atténuation de la lutte de classes, comme le disait Lénine lorsqu'il attaquait les révisionnistes, légalise et affermit l'oppression. Demander l'unité à l'intérieur du «tiers monde», revient à rechercher en fait l'unité de la classe opprimée avec la classe oppresseur, partant, chercher à éteindre les antagonismes entre les masses travailleuses et la bourgeoisie, entre le peuple et les oppresseurs étrangers. Ces thèses des révisionnistes chinois vont à l'encontre des intérêts de la libération nationale et social des peuples, de leurs aspirations à la liberté, à l'indépendance et à la justice sociale.

Les Etats qui soi-disant constituent le «tiers monde» ou le «monde non aligné», dépendent pour la plupart, du capital financier étranger, qui est si puissant, si étendu, qu'il a un poids décisif dans toute leur vie. Ces Etats ne jouissent pas d'une indépendance complète, ils sont au contraire dépendants de ce grand capital financier, lequel mène précisément la politique et propage l'idéologie qui justifie l'exploitation des peuples.

La bourgeoisie et l'impérialisme font de grands efforts pour cacher cette réalité et, lorsqu'ils s'en voient démasqués, ils créent diverses «théories contre l'indépendance et la souveraineté des Etats; Afin d'étouffer les aspirations des peuples à la liberté, à l'indépendance et à la souveraineté, les théoriciens bourgeois et révisionnistes présentent ces aspirations comme étant «anachroniques», il leur donnent diverses interprétations métaphysiques et leur opposent le slogan de l'«interdépendance mondiale», qui exprime soi-disant les tendances du développement actuel de la société humaine, ou celui de la «souveraineté limitée», qui traduit prétendument les intérêts supérieurs de ce qu'on appelle la communauté socialiste, etc.

La réalité bourgeoise-révisionniste marquée par la violation de la liberté, de l'indépendance et de la souveraineté des nations et des Etats, sous toutes les formes et dans tous les domaines, témoigne de la putréfaction du système capitaliste. Nous vivons à une époque où la bourgeoisie, étant que classe dominante, perd du terrain, tandis que le prolétariat mondial est devenu une force colossale et s'est engagé dans une lutte sans répit, à outrance, pour jeter bas cette classe qui l'exploite. Sous les coups des peuples et de la lutte de classe du prolétariat, la bourgeoisie s'est vue contrainte de renoncer de jure au colonialisme et de reconnaître formellement la liberté, l'indépendance et la souveraineté de plusieurs pays, qu'elle avait très longtemps occupés et exploités jusqu'à la moelle.

Mais la liberté, l'indépendance et la souveraineté reconnues juridiquement par les Etats capitalistes à leurs ex-colonies, sont demeurées jusqu'à ce jour purement formelles pour nombre de pays, car les capitalistes et les impérialistes continuent d'y régner sous de nouvelles formes. Afin de prolonger leur domination dans les ex-colonies, ces forces régressives de notre époque pratiquent sur une grande échelle les complots et les intrigues pour diviser et régner dans ces pays, où ils trouvent encore un champ d'action, en exploitant le retard économique, politique et idéologique des peuples et le manque d'organisation des forces révolutionnaires.

En traitant ce problème, il ne faut pas penser que, puisque les pays ex-coloniaux n'ont pas encore conquis leur indépendance et leur souveraineté complètes, leur lutte a été vaine. En aucune manière. La lutte des peuples pour émanciper leurs pays du diktat et de la tutelle des grands, de l'impérialisme et du social-impérialisme, ne doit pas être sous-estimée. Bien au contraire, le Parti du Travail d'Albanie et l'Etat albanais ont soutenu et soutiennent sans réserve cette juste lutte révolutionnaire et de libération, et ils l'ont considérée comme une victoire des peuples pour le renforcement de leur indépendance politique, pour leur affranchissement de la domination coloniale et néo-coloniale. Mais nous nous opposons aux théoriciens révisionnistes qui prônent que maintenant toute la lutte révolutionnaire devrait se réduire à la lutte pour l'indépendance nationale, pour conquérir cette indépendance et la préserver contre l'agression des puissances impérialistes, et cela en reniant la lutte pour la libération sociale. Seule la victoire de cette lutte assure aussi la liberté, l'indépendance, et la véritable et complète souveraineté nationale. Ces avocats de l'ordre exploiteur «oublient» que la lutte de classes entre le prolétariat et ses alliés, d'une part, et la bourgeoisie du pays et ses alliés extérieurs, de l'autre, se poursuit toujours avec âpreté et qu'elle conduira un jour aux moments, aux situations révolutionnaires, comme les appelle Lénine, où la révolution éclate. Les conditions toujours plus favorables qui se créent dans le monde pour le développement à grande échelle des révolutions anti-impérialistes et démocratiques et pour le rôle dirigeant du prolétariat dans ces révolutions.

doivent être mises à profit pour assurer le passage de la lutte pour l'indépendance nationale à une autre phase plus avancée, à la lutte pour le socialisme. Lénine nous enseigne qu'il faut mener la révolution jusqu'au bout, en liquidant la bourgeoisie et son pouvoir. C'est seulement sur cette base qu'il peut être question de liberté, d'indépendance et de souveraineté véritables.

Selon notre conception marxiste-léniniste, dans une société de classes antagonistes où domine la classe féodale ou bourgeoise, le peuple ne peut jouir de la liberté ni de la souveraineté. La liberté, l'indépendance et la souveraineté ont un contenu politique et social concret. La liberté et la souveraineté réelles et totales se réalisent dans les conditions de la dictature du prolétariat. Par contre, là où l'Etat est aux mains de la classe exploiteuse, les rapports économiques et politiques inégaux entre exploités et exploités, et entre les pays eux-mêmes, mènent à la perte ou à la limitation de la liberté et de la souveraineté du peuple. En conséquence, pour les pays inclus dans le «monde non aligné» ou dans le «tiers monde», il ne saurait être question de liberté ni de souveraineté nationales véritables et encore moins de souveraineté du peuple. C'est seulement sur la base d'une analyse scientifique fondée sur la théorie marxiste-léniniste qu'on peut définir correctement quels peuples sont vraiment libres et quels peuples sont asservis, quels Etats sont indépendants et souverains et quels Etats sont dépendants et opprimés. La théorie marxiste-léniniste explique clairement quels sont les oppresseurs et les exploités des peuples, et quelle est la voie qui mène les peuples à la liberté, à l'indépendance et à la souveraineté. C'est seulement ainsi, à la

lumière du marxisme-léninisme, que nous, communistes albanais, nous concevons la liberté, l'indépendance et la souveraineté des Etats et des peuples.

**L'attitude des révisionnistes chinois à l'égard
des contradictions est une attitude idéaliste,
révisionniste et capitularde**

L'application d'une juste stratégie révolutionnaire, fondée sur les enseignements du marxisme-léninisme, exige non seulement une analyse et une appréciation dialectiques d'ensemble des forces motrices du courant révolutionnaire et de libération dans le monde, une juste appréciation des forces de l'ennemi, avec leurs points forts et leurs faiblesses, mais aussi une juste compréhension scientifique des contradictions qui caractérisent notre époque.

C'est seulement si nous interprétons les contradictions selon les enseignements de la théorie marxiste-léniniste, en les rattachant aux faits concrets et à l'évolution réelle des situations, que nous ne commettrons pas d'erreurs.

En ce qui concerne les contradictions, les dirigeants chinois se livrent à des élucubrations, ils «philosophent», ils «interprètent», paraphrasent et confondent nombre de thèses qui ont été si clairement énoncées par les classiques du marxisme-léninisme. Interprétant faussement les contradictions, ils aboutissent à des accords et consentent des compromis non pas en faveur de la lutte de libération, des peuples, de la révolution, de la construction du socialisme, mais en faveur de la bourgeoisie et de l'impérialisme. Ces gens, qui se posent en philosophes marxistes-léninistes, usent, selon le cas, de deux masques: l'un pour faire croire qu'ils sont fidèles à la théorie marxiste-léniniste, et l'autre pour dissimuler la déformation qu'ils en font dans la pratique.

Leur attitude concernant les contradictions, les alliances et les compromis, découle de leur analyse fautive et pragmatiste de la situation internationale, des contradictions existant dans le monde, des contradictions entre les puissances impérialistes, entre les divers Etats capitalistes, entre le prolétariat et la bourgeoisie, etc. Cette attitude a ses racines dans leur conception idéaliste et révisionniste du monde.

Mais si les dirigeants chinois ont mis sur le tapis précisément le problème des contradictions, des alliances et des compromis, ce n'est pas par hasard. Maintenant, la direction révisionniste chinoise a ôté ses masques et elle s'est ouvertement déclarée contre la révolution, elle s'est faite le porte-drapeau de l'opportunisme de droite, du révisionnisme. Comme tous les révisionnistes, les dirigeants du Parti communiste chinois s'efforcent eux aussi de «justifier» leur écart de la théorie marxiste-léniniste, leur orientation révisionniste, en recourant à des citations de Marx, Engels, Lénine et Staline. Naturellement, ces citations, ils les tronquent, les morcellent, les détachent de leur contexte et les utilisent, ainsi mutilées, pour faire passer leurs attitudes et leurs thèses réactionnaires pour marxistes-léninistes. Mais les révisionnistes chinois ne sont ni les premiers ni les derniers à faire de telles altérations, de telles amputations et interprétations tendancieuses de notre théorie juste. Les chefs de file de la social-démocratie, les titistes, les révisionnistes soviétiques, italiens, français et autres se sont livrés bien avant eux à des pratiques de ce genre, et ils continuent de le faire.

Jonglant avec les contradictions, les dirigeants chinois s'efforcent avant tout de justifier leur attitude à l'égard de l'impérialisme américain, d'aplanir les voies au rapprochement et à la collaboration avec lui.

Les révisionnistes chinois prétendent qu'il n'existe, dans le monde actuel, qu'une seule contradiction, celle qui oppose le «tiers monde», le «second monde» et la moitié du «premier monde» à l'Union soviétique. Partant de cette thèse qui allie les peuples à un groupe d'impérialistes, ils professent qu'il faut laisser de côté toutes les contradictions de classe et ne combattre que le social-impérialisme soviétique.

Mais analysons la question des contradictions qui opposent les peuples aux superpuissances et des contradictions qui opposent les superpuissances entre elles.

Dans les conditions actuelles, l'attitude de principe à l'égard des deux superpuissances impérialistes, les Etats-Unis et l'Union soviétique, qui constituent la plus grande force de défense du système d'oppression et d'exploitation capitaliste, les principaux bastions de la réaction mondiale, revêt une importance primordiale dans la détermination d'une stratégie et d'une tactique révolutionnaires conséquentes. Ce sont les ennemis jurés les plus dangereux de la révolution, du socialisme et des peuples du monde entier, et elles ont assumé le rôle odieux de gendarme international contre tout mouvement révolutionnaire et de libération, ce sont les -puissances les plus agressives et les plus bellicistes, et, par leurs actions, elles poussent le monde à une guerre dévastatrice.

Nul, et encore moins le Parti du Travail d'Albanie, ne peut nier l'existence de profondes contradictions entre les deux plus grandes puissances impérialistes de notre époque, l'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique. Nous n'avons cessé de souligner que les contradictions entre les deux superpuissances non seulement existent, mais qu'elles tendent même à s'approfondir. Parallèlement, les superpuissances, de leur côté, s'efforcent d'aboutir à des arrangements sur certaines questions. Lénine explique ce phénomène par les deux tendances du capital. Il disait que

« . . . il existe deux tendances, l'une qui rend inévitable l'alliance de tous les impérialistes, et l'autre, qui oppose certains impérialistes aux autres. . . » *(V. Lénine, Oeuvres, éd. alb., t. 27, p. 418.)*

Mais pourquoi existe-t-il des contradictions et des antagonismes inconciliables entre les deux superpuissances? Parce que chacune d'elles, étant une grande puissance impérialiste, lutte pour l'hégémonie mondiale, pour se créer de nouvelles sphères d'influence, pour asservir et exploiter les peuples. Chacune ayant ses appétits et ses convoitises, elles se tiraillent et ont même de graves frictions. Ces frictions peuvent conduire à la guerre entre elles, et à une sanglante guerre mondiale.

A nous, marxistes-léninistes, il appartient de mettre à profit les contradictions qui existent entre les superpuissances dans l'intérêt de la révolution et des luttes de libération des peuples. L'utilisation des contradictions dans le camp ennemi est partie intégrante de la stratégie et de la tactique révolutionnaires. Staline considérait l'utilisation des contradictions et des conflits dans les rangs des ennemis de la classe ouvrière dans le pays, ou entre les Etats impérialistes sur le plan international, comme une réserve indirecte de la révolution prolétarienne. La prise en compte et l'utilisation des contradictions inter impérialistes par l'Etat socialiste soviétique, dirigé par Lénine et Staline, dans la période qui a suivi la Révolution d'Octobre, comme dans les années de la Seconde Guerre mondiale, constituent un fait historique connu.

Mais, en toute circonstance, l'appréciation et la mise à profit des contradictions entre les ennemis par les forces révolutionnaires et les pays socialistes doivent être le résultat d'une analyse marxiste-léniniste concrète de ces contradictions et de leur degré d'acuité, du rapport des forces à une époque ou à un moment donnés, afin de définir dans quelle voie, sous quelle forme et par quels moyens ces contradictions seront exploitées. Ce qui est conforme aux principes c'est que les contradictions soient toujours utilisées au profit de la révolution, au profit des peuples et de leur liberté, au profit de la cause du socialisme. L'utilisation des contradictions dans les rangs de l'ennemi doit tendre à accroître et à renforcer le mouvement révolutionnaire et de libération, et non pas à l'affaiblir et à l'éteindre, elle doit tendre à mobiliser toujours plus activement les forces révolutionnaires dans la lutte contre les ennemis, au premier chef contre les ennemis principaux, sans permettre que les peuples ne se fassent la moindre illusion à leur égard.

Le premier point du programme des deux superpuissances, des Etats-Unis et de l'Union soviétique révisionniste, est d'étouffer la révolution et le socialisme. Les dirigeants chinois, loin de souligner ce fait, qui est l'expression de la contradiction inconciliable entre le socialisme et le capitalisme, le nient pratiquement. Naturellement, il n'est pas permis aux marxistes-léninistes d'oublier que les superpuissances, en dépit de la lutte qu'elles se livrent entre elles pour l'hégémonie et de leurs

contradictions, ne détournent nullement leur attention de leur objectif commun: asservir les peuples qui aspirent à la liberté, saboter la révolution, ce qui conduit à nouveau à des guerres générales ou locales. En cette question, les révisionnistes chinois s'en tiennent à leurs positions connues de lutte contre le seul social-impérialisme soviétique, qui, selon eux, est le plus dangereux, le plus agressif et le plus belliciste des impérialismes. Ils mettent l'impérialisme américain au second rang et soulignent que les Etats-Unis «désirent le statu quo, qu'ils sont sur leur déclin». Les révisionnistes chinois en arrivent par là à conclure que l'on peut et l'on doit s'allier à l'impérialisme américain contre le social-impérialisme soviétique.

L'impérialisme américain ne s'est point affaibli ni assagi, comme le prétendent les dirigeants chinois, il reste au contraire agressif, féroce et puissant, au même titre que le social-impérialisme soviétique. Le fait que l'impérialisme américain ne détient plus la position dominante qui était précédemment la sienne ne change rien à sa nature. C'est là la dialectique de l'évolution du capitalisme, et cela confirme les thèses de Lénine selon lesquelles l'impérialisme est le capitalisme à son déclin, en décadence. Mais en arriver, à partir de là, à sous-estimer la puissance économique, militaire et agressive actuelle de l'une ou de l'autre superpuissance, est impardonnable. Il est impardonnable aussi, en se fondant sur l'affaiblissement et le déclin effectifs de la puissance des impérialistes, de dire qu'un impérialisme est devenu plus ou moins dangereux que l'autre. Les deux superpuissances impérialistes sont dangereuses au même titre, parce que ni l'une ni l'autre n'oublie de combattre ceux qui cherchent à creuser leur tombe, et ce sont précisément les peuples qui cherchent à la leur creuser.

Prôner la lutte uniquement contre le social-impérialisme soviétique et éteindre, en fait, la lutte contre l'impérialisme américain, comme le font les dirigeants chinois, s'est s'écarter des thèses fondamentales du marxisme-léninisme. Qu'il faut lutter jusqu'au bout contre le social-impérialisme soviétique, cela ne fait pas l'ombre d'un doute. Mais ne pas combattre aussi avec la même force l'impérialisme américain, cela est inadmissible, c'est une trahison envers la révolution. Si l'on s'en tient à la voie chinoise, on ne comprendra pas clairement la nature de l'impérialisme américain ni celle du social-impérialisme soviétique, on ne comprendra pas pourquoi ces deux superpuissances ont des contradictions et en quoi consistent ces contradictions, en quoi réside la lutte entre elles qu'il nous appartient d'approfondir, on n'aura pas une idée claire de ce qu'il nous faut faire pour que ces deux Etats impérialistes ne déclenchent pas une guerre mondiale, etc.

Si nous avons une juste compréhension théorique de ces questions et si nous agissons comme il se doit, conformément à la théorie marxiste-léniniste, alors apparaîtra clairement la nécessité de soutenir et d'appuyer les peuples en lutte contre les deux superpuissances et les cliques bourgeoises capitalistes qui les oppriment. Le monde capitaliste traverse aujourd'hui une crise grave. Mais cette crise doit être jugée dans toute son ampleur, de même que les contradictions du monde capitaliste doivent l'être dans toute leur profondeur.

Leur logique pragmatiste et antimarxiste pousse les révisionnistes chinois à présenter l'Union soviétique comme un pays qui se développe sans contradictions, comme un impérialisme qui domine sans tracas dans les autres pays révisionnistes, tels que la Pologne, l'Allemagne de l'Est, la Hongrie, la Tchécoslovaquie, la Roumanie et la Bulgarie. Ils définissent le bloc soviétique comme un bloc en croissance et l'Union soviétique comme l'unique impérialisme qui subsiste dans le monde et qui cherche à établir partout son hégémonie.

Quant à l'hégémonie de l'Union soviétique sur les pays révisionnistes de l'Europe de l'Est, elle se matérialise au premier chef dans l'occupation militaire de ces pays par les forces armées soviétiques, dans le pillage impitoyable et sans scrupules de leurs richesses par le social-impérialisme soviétique, qui s'emploie même à les intégrer entièrement dans le système des républiques soviétiques. Naturellement, dans ces efforts, l'Union soviétique révisionniste se heurte à des oppositions. Et avec le temps ces oppositions et contradictions, qui existent à l'état latent dans le chenil révisionniste, s'exacerberont et éclateront.

Nous avons qualifié le social-impérialisme soviétique d'agressif, parce qu'il a attaqué et envahi la Tchécoslovaquie, parce qu'il s'est ingéré en Afrique et ailleurs et parce qu'il ourdit des plans et se

prépare à de nouvelles agressions. Mais l'impérialisme américain se serait-il livré à moins d'agressions, ou serait-il moins agressif que le social-impérialisme soviétique?

La direction chinoise a oublié l'agression des Etats-Unis contre la Corée, elle a oublié leur guerre longue et barbare contre le Vietnam, le Cambodge, le Laos, leur guerre au Proche-Orient, leur intervention dans les républiques d'Amérique centrale, etc. Elle a mis une croix sur tout cela et en arrive à la conclusion que l'impérialisme américain se serait assagi! Elle oublie que l'impérialisme américain a étendu ses tentacules dans le monde entier, qu'il a mis en place partout des bases militaires, qu'il ne cesse de développer et de renforcer. Tout cela, Mao Tsétoung et Chou En-laï font oublié, et la direction révisionniste chinoise l'a oublié elle aussi, lorsqu'ils nous disent que l'impérialisme américain se serait affaibli et adouci, et que, par conséquent, on peut s'allier à lui! Agir de la sorte, c'est demander d'éteindre la lutte contre l'impérialisme en général et contre l'impérialisme américain en particulier, voire même contre le social-impérialisme soviétique, que la Chine pourtant se vante de combattre à outrance.

Il est vrai que le social-impérialisme soviétique est avide d'expansion. Son ingérence en Angola et en Ethiopie, ses efforts pour installer des bases dans la Méditerranée et dans ces tains pays arabes, pour mettre la main sur les détroits de la mer Rouge, ou établir des bases militaires dans l'océan Indien, sont autant d'actions ouvertement impérialistes. Mais il n'a pas affermi ces positions dans la mesure où l'impérialisme américain a consolidé ses positions économiques, néocolonialistes, stratégiques et militaires dans les autres pays. C'est précisément cette situation que la direction chinoise feint de sous-estimer, mais qu'en réalité elle reconnaît et encourage.

Dans le même temps, les révisionnistes chinois ne peuvent pas ne pas juger que les Etats capitalistes de l'Europe occidentale et l'impérialisme américain, indépendamment de leurs contradictions, sont étroitement liés entre eux, qu'ils sont liés par des alliances politiques, militaires et économiques, comme l'O.T.A.N., le Marché commun, etc. Il est impossible que la direction chinoise ne sache pas que le capital américain a profondément pénétré dans l'économie des pays de l'Europe occidentale, et pas seulement là, mais aussi en Europe de l'Est et en Union soviétique. La direction chinoise sait fort bien que les Etats-Unis ont fait et continuent de faire dans divers pays du monde des investissements se montant à des dizaines de milliards de dollars. Alors, qu'espère-t-elle? Peut-elle espérer que les pays capitalistes occidentaux, en dépit de leurs contradictions avec les Etats-Unis, s'en détacheront pour affaiblir leur propre camp, pour renoncer au potentiel militaire qu'ils leur assurent, pour renoncer aux liens économiques, sociaux et culturels qui les unissent aujourd'hui à eux, et, au nom des intérêts de la Chine, se démunir face au social-impérialisme soviétique? C'est là une absurdité de la politique extérieure chinoise.

Comme nous l'avons déjà souligné, il est hors de doute que les contradictions entre les deux superpuissances et les autres pays impérialistes et capitalistes-révisionnistes doivent être mises à profit par les forces révolutionnaires et de libération. Il importe que cela soit bien compris et considéré constamment dans l'optique des intérêts de la révolution et en fonction de ceux-ci. L'utilisation des contradictions entre les puissances et les groupes impérialistes, les Etats capitalistes et révisionnistes, etc., ne peut jamais être, pour la classe ouvrière et les révolutionnaires marxistes-léninistes, un but en soi.

Utiliser les contradictions entre les pays impérialistes et les deux superpuissances, cela signifie approfondir les failles entre eux, encourager les forces révolutionnaires et patriotiques de ces pays à s'opposer à l'impérialisme américain et au social-impérialisme soviétique, qui cherchent à les soumettre économiquement, politiquement et militairement, à les exploiter et à nier leur individualité nationale, etc.

Mais comment agit la Chine?

La politique chinoise prêche la «sainte alliance» des pays capitalistes occidentaux avec les Etats-Unis. Elle va même ouvertement plus loin.

Elle prêche l'alliance du prolétariat des pays de l'Europe occidentale avec la bourgeoisie réactionnaire de ces pays. Où est ici la ligne marxiste-léniniste révolutionnaire? Où est ici la ligne de l'utilisation des contradictions? Les dirigeants chinois croient-ils que cette politique leur

permettra de renforcer ce bloc à leur gré contre les Soviétiques? Ils entretiennent cette utopie, mais c'est là une vue métaphysique.

Les Etats-Unis, les pays capitalistes occidentaux, y compris le Japon et le Canada, ne sont pas aussi fous que le pensent les dirigeants chinois, ils ne font pas une politique aussi naïve que la leur. Pour leur part, ils savent très bien mettre à profit les contradictions qui existent entre la Chine et l'Union soviétique. Ils savent s'y prendre pour affaiblir la grande puissance agressive qu'est l'Union soviétique, il y a assez de temps qu'ils luttent dans ce sens et l'on ne peut dire qu'ils n'aient pas obtenu de résultats. Les Etats-Unis et tous les autres Etats capitalistes attisent les contradictions entre les pays révisionnistes de l'Est et le Kremlin.

La Chine aussi a commencé maintenant à appliquer cette vieille politique américaine. C'est dans ce contexte que s'inscrivait la visite de Houa Kouo-feng en Roumanie et en Yougoslavie. Mais l'ouverture de la Chine vers l'Europe, le fait qu'elle y attise les contradictions et, plus particulièrement, ses efforts pour se créer un terrain favorable dans les Balkans, tout cela n'est pas dans l'intérêt des peuples et de la révolution, mai; s'insère dans sa politique belliciste, qui vise à voir les peuples d'Europe s'entretuer et devenir de la chair à canon dans la guerre impérialiste.

La «Pravda» a depuis longtemps engagé une polémique, naturellement sans effet, avec les Etats-Unis, en les accusant d'accroître rapidement et considérablement leurs armements. Son souci n'est pas d'attirer la critique sur cette action des Etats-Unis, car les social-impérialistes soviétiques n'agissent pas différemment. Le problème réside en ceci que l'accroissement du potentiel de guerre américain affaiblit relativement la puissance militaire soviétique et contraint l'Union soviétique à suivre pied à pied les Etats-Unis afin de maintenir à leur niveau son propre potentiel militaire et sa puissance d'agression. Cependant, en suivant pas à pas l'impérialisme américain dans la course aux armements, l'Union soviétique voit son économie s'affaiblir, car cet effort se traduit par le transfert de grandes réserves matérielles, monétaires et humaines, de l'économie à l'armée. Et c'est précisément cela qui inquiète les brejnéviens.

Mais ce qui est étonnant, c'est que les révisionnistes chinois, à travers leur journal «Renmin Ribao» se rallient sans réserve aux Américains, publiant article sur article pour inciter les Etats-Unis à conserver leur supériorité dans la course aux armements et à accroître sans cesse leur potentiel militaire. Des dires du «Renmin Ribao» il ressort donc que les Etats-Unis ne s'arment pas et que l'Union soviétique est seule à s'armer. Les Américains ne sauraient trouver nulle part de meilleur avocat que la direction révisionniste chinoise. La bourgeoisie s'efforce pour le moins de garder la mesure dans les critiques et dans l'interprétation de la réalité, de trouver, naturellement dans un esprit de tendance, un certain équilibre dans les situations qui se créent. Mais on n'avait jamais vu agir comme le font les dirigeants chinois.

Lors de sa rencontre avec Teng Hsiao-ping, le secrétaire du Département d'Etat américain, Vance, lui a expliqué que les «Etats-Unis sont militairement supérieurs à l'Union soviétique». Or, Teng Hsiao-ping a déclaré devant un nombreux groupe de journalistes américains en visite en Chine à la même époque, que «Pékin ne croit pas» à la déclaration de Vance et que «l'Union soviétique est militairement très supérieure aux Etats-Unis d'Amérique». C'est là vouloir en remonter à son maître. On ne peut admettre la thèse chinoise, présentée comme une thèse soi-disant marxiste et qui met en doute le fait que les deux superpuissances impérialistes, et non pas une seule d'entre elles, cherchent à se repartager le monde, à se créer de nouvelles colonies, à opprimer les peuples. à étendre leurs marchés.

La façon même de poser la question comme quoi un impérialisme est plus fort et l'autre moins fort, l'un agressif et l'autre assagi, n'est pas marxiste-léniniste. Cette manière d'envisager le problème est le reflet d'une vue réactionnaire qui conduit les révisionnistes chinois à s'allier aux Etats-Unis, à l'O.T.A.N. et au Marché commun, au roi d'Espagne, au chah d'Iran, au chilien Pinochet et à tous les dictateurs fascistes. La politique chinoise ne touche pas à l'impérialisme américain, elle ne touche pas à la puissance des banques et du plus grand capital de notre époque, c'est une politique entièrement réformiste bourgeoise, pacifiste et très grossière.

Les dirigeants chinois ne peuvent pas ne pas voir que le capital financier, les trusts et les monopoles américains, loin de diminuer leurs investissements à l'étranger, de renoncer à leurs visées d'exploitation et d'asservissement, se renforcent au contraire et s'emploient à modifier le rapport des forces dans le monde à leur avantage.

Les social-impérialistes soviétiques en font autant. Leur politique économique et les grands trusts qui existent en Union soviétique cherchent par tous les moyens à sucer le sang des pays satellites et des autres pays. Sous un nouveau déguisement et un autre nom, ils s'efforcent, eux aussi, d'abord soi-disant par des accords, des négociations, puis, au moment voulu, par la force. c'est à-dire par la guerre, de modifier le rapport des forces en leur faveur.

En prétendant que les Etats-Unis «désirent le statu quo», qu' «ils sont sur leur déclin», que le social-impérialisme soviétique est «plus dangereux, plus agressif, plus belliciste», etc., les révisionnistes chinois cherchent à prouver que les Etats-Unis peuvent et doivent devenir les alliés de la Chine contre l'Union soviétique. L'extension de leurs relations multiformes avec ce pays et leur approbation ouverte à l'augmentation des budgets de guerre et à l'armement des Etats-Unis en témoignent.

Les révisionnistes chinois prêchent que la situation actuelle autorise les marxistes-léninistes, les révolutionnaires et les peuples à passer des compromis et à s'appuyer sur l'impérialisme américain. Notre Parti est contre tout compromis avec le féroce impérialisme américain, car cela est contraire aux intérêts de la révolution et de la libération des peuples. Nous avons été, nous sommes et nous serons en lutte contre l'impérialisme américain jusqu'à sa liquidation totale. Nous sommes et nous serons aussi en lutte jusqu'au bout contre le social-impérialisme soviétique.

Le soutien que la Chine apporte à l'impérialisme américain n'est nullement en faveur de la révolution et des peuples, il favorise la contre-révolution. Par sa ligne politique et idéologique réactionnaire, la direction chinoise laisse les peuples du monde sous les griffes de l'impérialisme américain. Elle désire que les peuples restent sages, qu'ils ne relèvent pas la tête et même qu'ils unissent à l'impérialisme américain contre l'autre superpuissance, qui cherche à ravir aux Etats-Unis les richesses qu'ils ont accumulées en exploitant la peine et la sueur des peuples. La direction chinoise recommande aux pays capitalistes d'Europe, rassemblés dans le Marché commun européen, de s'unir. Dans cette union capitaliste de Europe elle range aussi les peuples. Cette attitude revient à dire: soyez sages, ne parlez plus de révolution, ne parlez plus de dictature du prolétariat, mais mettez-vous au service des trusts, des capitalistes et, avec eux, constituez une force économique Et militaire encore plus grande pour faire face au social-impérialisme soviétique.

Le Marché commun européen, que la Chine soutient et renforce économiquement, n'est qu'un moyen pour préserver les profits maximums des trusts monopolistes d'Europe occidentale et pour grouper les Etats industriels développés, dont les classes riches, comme le dit Lénine, prélèvent un tribut colossal sur l'Afrique, l'Asie, etc. En soutenant ces Etats capitalistes, les dirigeants chinois soutiennent en fait le parasitisme d'une poignée de capitalistes aux dépens des peuples de ces pays et des peuples sur lesquels ils ont étendu leurs tentacules.

La théorie des «trois mondes » à travers la quelle les révisionnistes chinois s'efforcent de justifier leurs attitudes contre-révolutionnaires, n'est rien d'autre qu'une variante de l'opportunisme dans les rangs du mouvement ouvrier, elle aide l'impérialisme à se créer des débouchés et à prélever des profits sur le dos des autres peuples afro que les tenants de ce courant puissent recevoir une part des miettes que les capitalistes leur laisseront de leur festin.

C'est un fait indéniable que la direction chinoise soutient les forces et les Etats capitalistes, et non pas les forces révolutionnaires et le prolétariat européens. pour qu'ils se dressent et détruisent les plans de l'impérialisme américain, du social-impérialisme soviétique, de l'«Europe unie», du Marché commun européen et du Comecon, en un mot tous les piliers du système impérialiste qui, telle une hydre, suce le sang des peuples.

Bien qu'elle range les Etats capitalistes développés, comme l'Allemagne occidentale, l'Angleterre, le Japon, la France, l'Italie, etc., dans le «second monde», la direction révisionniste chinoise, indépendamment de ses fariboles théoriques sur leur «double» caractère, ne les considère pas pour

autant comme des ennemis de la révolution. Au contraire, les Chinois ont jugé opportun de fermer les yeux et de verser dans un compromis manifeste avec eux pour soi-disant s'en servir contre le social-impérialisme soviétique.

La direction chinoise, obnubilée par sa politique pragmatiste et antimarxiste, «oublie» que des Etats comme l'Allemagne, l'Angleterre, le Japon, la France, l'Italie et d'autres comme eux, ont été et restent impérialistes, et qu'en tant que tels, ils n'ont pas perdu ni ne peuvent perdre leurs tendances asservissantes et colonisatrices. Il est vrai qu'après la Seconde Guerre mondiale ces puissances impérialistes se sont affaiblies, et même considérablement, qu'elles ont perdu de leurs positions antérieures, et cela au profit de l'impérialisme américain, mais malgré tout, ni la France, ni l'Angleterre, etc., n'ont abandonné la lutte pour la défense de leurs marchés, pour la conquête d'autres marchés en Afrique, en Asie et dans les pays d'Amérique latine.

Tous ces Etats capitalistes et impérialistes, moins puissants que l'impérialisme américain, ont, certes, des contradictions entre eux, mais ils ont en même temps tendance à s'entendre.

Après la Seconde Guerre mondiale, l'impérialisme américain a aidé ses anciens alliés européens à se redresser et les monopoles américains se sont liés avec les leurs dans un lacs d'intérêts communs. Mais entre eux il a existé et il existe toujours des contradictions dues à ce que chacun pour sa part cherche à avoir les mains libres pour accaparer des marchés, importer des matières premières et exporter ses produits industriels. La réalité internationale a démontré et démontre en ce cas aussi la justesse de la thèse de Lénine sur les deux tendances objectives du capital.

Il est également vrai que des contradictions opposent ces Etats capitalistes non seulement à l'impérialisme américain, mais aussi au social-impérialisme soviétique. La question se pose ainsi comment doit-on profiter de ces contradictions? Les contradictions inter impérialistes ne peuvent en aucune façon être utilisées comme le recommandent les révisionnistes chinois. Nous, marxistes-léninistes, nous ne pouvons défendre les divers réactionnaires, les cliques de Strauss ou de Schmidt en Allemagne, les chefs de file conservateurs ou travaillistes anglais, uniquement parce qu'ils sont en opposition avec le social-impérialisme soviétique. Si nous le faisons et si nous soutenions les thèses chinoises selon lesquelles «les Etats capitalistes d'Europe doivent s'unir dans le Marché commun», que l'«Europe unie» doit se renforcer pour faire face au social-impérialisme soviétique, cela reviendrait à accepter de sacrifier la lutte et les efforts du prolétariat de ces pays pour briser les chaînes de l'esclavage, à y saboter l'avenir de la révolution.

En passant des compromis sans principes avec l'impérialisme américain, les révisionnistes chinois ont trahi le marxisme-léninisme et la révolution. **Quant aux marxistes-léninistes, ils interprètent la thèse de Marx, Engels, Lénine et Staline sur les contradictions et les compromis dans son véritable esprit. Les Chinois, eux, interprètent cette thèse d'une façon diamétralement opposée à son sens réel.**

Notre Parti, suivant la voie léniniste, n'est pas contre n'importe quel compromis, mais il est contre les compromis de trahison. Lorsqu'un compromis est indispensable et sert les intérêts de la classe et de la révolution, on peut alors le conclure, mais toujours en veillant à ce qu'il n'affecte pas la stratégie, la fidélité aux principes du marxisme-léninisme, qu'il ne porte pas atteinte aux intérêts de la classe et de la révolution.

A propos de l'attitude envers les compromis, Lénine indique entre autres:

«Un partisan de la révolution Proletarienne peut-il conclure des compromis avec des capitalistes ou avec la classe des capitalistes?. . . il serait manifestement absurde de fournir une réponse négative à cette question générale. Naturellement, le partisan de la révolution prolétarienne peut passer des compromis ou des accords avec les capitalistes. Tout dépend de la **nature** de l'accord et des **circonstances** dans lesquelles il est conclu. C'est là et là seulement qu'on peut et qu'on doit chercher la différence entre un accord légitime du point de vue de la révolution prolétarienne et un accord perfide, un accord de trahison (du même point de vue)»*. *(V. Lénine, Oeuvres, éd. alb., t. 30, pp. 562-563.)

Et plus loin, il poursuit :

*«La conclusion est claire: il est tout aussi stupide de s'interdire toute entente, tout compromis, quels qu'ils soient, avec les bandits, que de déduire la justification de la participation au banditisme de la thèse abstraite que, généralement parlant, les accords avec les bandits sont par fois admissibles et nécessaires»** *(V. Lénine, Oeuvres, éd. alb., t. 30, p. 565.)

Lénine a dit également :

*«Le devoir d'un parti vraiment révolutionnaire n'est pas de proclamer une renonciation impossible à tout compromis, mais bien de savoir rester, à travers tous les compromis, dans la mesure où ils sont inévitables, fidèle à ses principes, à sa classe, à sa mission révolutionnaire, à sa tâche de préparation de la révolution et d'éducation des masses en vue de la victoire révolutionnaire»** *(V. Lénine, Oeuvres, éd. alb., t. 25, pp. 359-360.)

C'est seulement en se fondant sur ces enseignements de Lénine qu'il est permis de passer des compromis. Mais comment le compromis avec l'impérialisme américain ou avec le social-impérialisme soviétique peut-il être dans l'intérêt du socialisme et de la révolution mondiale quand on sait que ces deux superpuissances sont les ennemis les plus féroces des peuples et de la révolution? Ce compromis, loin d'être nécessaire, est au contraire dangereux pour les intérêts de la révolution. Passer des compromis ou enfreindre les principes sur ces problèmes si importants, c'est trahir le marxisme-léninisme.

Si Mao Tsétoung et les autres dirigeants chinois ont parlé et parlent beaucoup «théoriquement» des contradictions, ils devraient alors parler non seulement de l'utilisation des contradictions inter impérialistes et des compromis avec les impérialistes, mais avant tout des contradictions qui se situent aux fondements de notre époque, des contradictions entre le prolétariat et la bourgeoisie, des contradictions qui opposent les peuples, et les pays opprimés aux deux superpuissances et à tout l'impérialisme mondial, des contradictions entre le socialisme et le capitalisme. Sur ces contradictions, qui existent objectivement et ne peuvent être dissimulées, les dirigeants chinois se taisent. Ils n'évoquent qu'une seule contradiction, qui, selon eux, serait celle entre le monde entier et le social-impérialisme soviétique, cherchant par là à justifier leurs compromis sans principes avec l'impérialisme américain et l'ensemble du capitalisme mondial.

L'analyse de classe marxiste-léniniste et les faits démontrent que l'existence de contradictions et de failles entre les puissances et les groupements impériaux n'exclut nullement ni ne relègue au second plan les contradictions entre le travail et le capital dans les pays capitalistes et impérialistes, ni les contradictions entre les peuples opprimés et leurs oppresseurs impérialistes. Ce sont justement les contradictions entre le prolétariat et la bourgeoisie, entre les peuples opprimés et l'impérialisme, entre le socialisme et le capitalisme, qui sont les plus profondes, qui sont constantes, irréductibles. Par voie de conséquence, l'utilisation des contradictions entre impérialistes ou entre Etats capitalistes et révisionnistes n'a de sens que si elle contribue à créer des conditions aussi favorables que possible pour un vigoureux essor du mouvement révolutionnaire et de libération contre la bourgeoisie, l'impérialisme et la réaction. Aussi convient-il d'utiliser ces contradictions sans susciter au prolétariat et aux peuples d'illusions sur l'impérialisme et la bourgeoisie. Il est indispensable de bien expliquer aux travailleurs et aux peuples les enseignements de Lénine, de leur faire prendre conscience que c'est seulement par une attitude intransigeante envers les oppresseurs et les exploités, par une lutte résolue contre l'impérialisme et la bourgeoisie et par la révolution, qu'ils accéderont à la véritable liberté sociale et nationale.

L'utilisation des contradictions entre les ennemis ne peut pas constituer la tâche fondamentale de la révolution ni être opposée à la lutte pour renverser la bourgeoisie, la dictature réactionnaire et fasciste des oppresseurs impérialistes.

L'attitude des marxistes-léninistes en cette question est claire. Ceux-ci s'adressent aux peuples, au prolétariat, ils appellent les masses à se dresser pour détruire les plans d'hégémonie, d'oppression, d'agression et de guerre des impérialistes américains et des social-impérialistes soviétiques, jeter bas la bourgeoisie réactionnaire et sa dictature aussi bien à l'Ouest qu'à l'Est.

En ce qui concerne notre Etat socialiste, il a toujours mis à profit les contradictions qui existent dans le camp adverse. Pour cela, notre Parti se fonde sur une juste appréciation du caractère des contradictions qui existent entre un pays socialiste et les pays impérialistes et bourgeois-révisionnistes, sur une juste appréciation des contradictions inter impérialistes.

Le marxisme-léninisme nous enseigne que les contradictions entre un pays socialiste et les pays capitalistes et révisionnistes en tant qu'expression des contradictions entre deux classes aux intérêts diamétralement opposés, la classe ouvrière et la bourgeoisie, sont permanentes, fondamentales, inconciliables. Elles parcourent comme un fil rouge toute l'époque historique du passage du capitalisme au socialisme à l'échelle mondiale. Cependant, les contradictions entre les puissances impérialistes sont l'expression des contradictions au sein des exploités, des classes aux intérêts fondamentaux communs. C'est pourquoi, si aigus que soient les contradictions et les conflits entre les puissances impérialistes, le danger réel d'actes d'agression de la part de l'impérialisme mondial ou de ses diverses unités contre un pays socialiste, demeure permanent et toujours actuel. La division entre les impérialistes, les querelles et les conflits inter impérialistes peuvent tout au plus atténuer et écarter provisoirement le danger des menées de l'impérialisme contre un pays socialiste, mais ils ne l'éliminent pas, aussi celui-ci a-t-il intérêt à utiliser ces contradictions dans les rangs des ennemis. C'est ce qu'a souligné avec force Lénine, qui disait:

«...l'existence de la République soviétique à côté d'Etats impérialistes est impensable pendant une longue période. En fin de compte, l'un ou l'autre doit l'emporter. Et avant que cette fin arrive, un certain nombre de terribles conflits entre la République soviétique et les Etats bourgeois est inévitable» *. *(V. Lénine, Oeuvres, éd. alb., t. 29, p. 160.)

Ces enseignements de Lénine conservent pleinement leur actualité. Leur bien-fondé a été parfaitement démontré par une série d'événements historiques comme l'agression fasciste contre l'Union soviétique dans la Seconde Guerre mondiale, l'agression de l'impérialisme américain en Corée, puis au Vietnam, les agissements hostiles et les divers complots impérialistes et social impérialistes contre l'Albanie, etc. C'est pourquoi notre Parti a toujours souligné et il souligne encore que toute sous-estimation des contradictions entre l'Etat socialiste, d'une part, et les puissances impérialistes et les pays capitalistes-révisionnistes, d'autre part, toute sous-estimation de la menace d'actes d'agression de la part de ces derniers contre l'Albanie socialiste, tout relâchement de vigilance suscité par l'idée que les contradictions entre les puissances impérialistes elles-mêmes sont très aiguës et que, de ce fait, celles-ci ne peuvent pas entreprendre de telles actions contre notre patrie, seraient lourds de très dangereuses conséquences.

Le Parti du Travail d'Albanie part aussi du fait que seules les forces révolutionnaires, les forces de libération, éprises de liberté et de progrès, peuvent être des alliées véritables et sûres de notre pays, en tant que pays socialiste. Notre pays entretient des relations d'Etat à Etat avec divers pays du monde bourgeois-révisionniste, il met à profit les contradictions entre les Etats impérialistes, capitalistes et révisionnistes, et en même temps soutient puissamment la lutte révolutionnaire et de libération de la classe ouvrière, des masses travailleuses et des peuples de chaque pays où se livre une telle lutte, en considérant ce soutien comme un noble devoir internationaliste qui lui incombe. C'est à cette vision des choses que s'en est tenu et s'en tient de façon conséquente le Parti du Travail d'Albanie qui, à son VIIe Congrès, a souligné une fois de plus qu'il soutiendra le prolétariat et les peuples, les partis marxistes-léninistes, les révolutionnaires et les hommes progressistes, qui se battent contre les superpuissances, contre la bourgeoisie capitaliste et révisionniste et la réaction mondiale, pour la libération sociale et nationale.

A propos des contradictions, le Parti communiste chinois, autrefois, a évoqué entre autres des principes et des thèses marxistes-léninistes connues. C'est ainsi, par exemple, que dans le document que l'on connaît, intitulé «Propositions concernant la ligne générale d'un mouvement communiste international», publié par le Comité central du Parti communiste chinois, en 1963, les Chinois ont écrit: «Mais les compromis nécessaires entre pays socialistes et impérialistes n'exigent pas des peuples et nations opprimés qu'ils en fassent autant, qu'ils passent des compromis avec l'impérialisme et ses instruments». Et ils ajoutaient: «Personne ne devrait jamais exiger, au nom de la coexistence pacifique, que les peuples et nations opprimés renoncent à leur lutte révolutionnaire». Si la direction chinoise s'exprimait alors en ces termes, c'est parce qu'en ce temps-là la direction khrouchtchévienne demandait aux peuples et aux partis communistes d'admettre que l'impérialisme américain et ses chefs de file étaient devenus pacifiques, et de se soumettre à la politique soviétique de rapprochement avec les U.S.A. Maintenant, c'est la direction du Parti communiste chinois qui prêche aux peuples, aux révolutionnaires, aux partis marxistes-léninistes et à tout le prolétariat mondial de s'allier aux pays impérialistes ou capitalistes, de s'unir à la bourgeoisie et à tous les réactionnaires contre le social-impérialisme soviétique. Et ces idées, les Chinois ne les expriment pas en termes voilés, mais ouvertement. Ces hésitations et ces volte-face n'ont rien à voir avec la politique de principe marxiste-léniniste, elles sont le propre de la politique pragmatiste suivie par tous les révisionnistes, qui subordonnent les principes à leurs intérêts bourgeois et impérialistes.

Pour justifier leurs compromis sans principes avec l'impérialisme américain et la bourgeoisie internationale, les dirigeants chinois et tous les partisans de la théorie des «trois mondes» spéculent sur une altération de la vérité historique relative au pacte de non-agression soviéto-allemand de 1939 et à l'alliance anglo-soviéto-américaine pendant la Seconde Guerre mondiale.

Le Pacte soviéto-allemand de non-agression constituait, de la part de Staline, une habile mise à profit des contradictions inter impérialistes. A l'époque, l'agression hitlérienne contre l'Union soviétique était imminente. L'Allemagne nazie avait déjà occupé l'Autriche et la Tchécoslovaquie, et l'Italie fasciste, l'Albanie; c'était le lendemain de Munich et la machine de guerre allemande avançait rapidement vers l'Est. L'Union soviétique conclut alors avec l'Allemagne non pas une alliance mais un pacte de non-agression, après que

les puissances occidentales eurent refusé de répondre à l'appel de Staline à des actions communes avec l'Etat soviétique afin de freiner les agresseurs nazi-fascistes, et seulement lorsqu'il apparut clairement que ces puissances poussaient Hitler contre le pays des soviets. Le pacte soviéto-allemand déjoua ces plans et donna le temps à l'Union soviétique de se préparer à affronter l'agression nazie.

En ce qui concerne l'alliance anglo-soviéto-américaine, on sait qu'elle fut conclue lorsque l'Allemagne hitlérienne, qui avait déjà occupé la France et était en guerre avec l'Angleterre, déclencha sa féroce agression contre l'Union soviétique, lorsque le conflit entre les puissances de l'Axe eut manifestement pris un net caractère antifasciste et de libération. Il convient de souligner que jamais et en aucun cas Staline et l'Union soviétique n'ont prêché que le prolétariat et les partis communistes devaient renoncer à la révolution et s'unir à la bourgeoisie réactionnaire et ils ne les ont jamais appelés à le faire. Et lorsque Browder renonça à la lutte de classes et se mit à prôner la réconciliation de classes, sous prétexte que les intérêts de l'alliance anglo-soviéto-américaine l'exigeaient, Staline et le mouvement communiste le stigmatisèrent comme révisionniste et renégat de la révolution.

Comme on le voit, rien ne justifie les compromis et les alliances sans principes des Chinois avec l'impérialisme américain et les diverses forces réactionnaires. L'analogie historique que s'évertuent à faire les révisionnistes chinois, n'est pas fondée.

Dans leur propagande, les dirigeants chinois cherchent à donner l'impression que nous, Albanais, nous sommes soi-disant contre tout compromis et que nous ne nous attachons pas à utiliser judicieusement les contradictions. Naturellement, ils savent bien que notre attitude sur ces questions est conforme aux positions du marxisme-léninisme, mais ils n'en poursuivent pas moins leur

propagande sur cette ligne fausse pour dissimuler leur écart de la théorie scientifique marxiste-léniniste et de la voie de la révolution. S'ils agissent de la sorte, c'est pour dénigrer la politique et les justes attitudes de notre Parti et de notre Etat prolétarien. Leurs accusations ne tiennent pas. Rapportons-nous-en aux faits.

Notre Parti, comme toujours, a défendu et défendra jusqu'au bout et avec énergie la juste cause de tous les peuples arabes, sans exception. Nous soutenons la lutte du peuple palestinien contre Israël, devenu depuis longtemps un instrument aveugle, un gendarme de l'impérialisme américain au Proche-Orient. Israël s'est vu assigner la tâche de protéger les riches gisements de pétrole arabes pour le compte des grandes compagnies monoPolistes américaines et de maintenir le statu quo, comme l'appellent les révisionnistes chinois.

Indépendamment du fait que le président Sadate et son gouvernement étaient auparavant alliés à l'Union soviétique, nous avons soutenu la lutte du peuple égyptien pour reconquérir ses territoires occupés par Israël, mais nous n'en avons pas moins démasqué les visées de l'Union soviétique à l'égard de l'Egypte et ses manœuvres au Proche-Orient en général. A aucun moment, nous n'avons gardé le silence à l'encontre des visées colonisatrices de l'Union soviétique envers l'Egypte. Nous avons adopté la même attitude en appuyant de façon tout aussi conséquente le peuple égyptien dans sa lutte contre l'impérialisme américain et Israël.

Cependant qu'ils soutiennent les intérêts du peuple égyptien et des autres peuples arabes, notre Parti et notre peuple démasquent aussi les manœuvres actuelles de l'impérialisme américain en collusion avec Israël. Nous ne pouvons souscrire à aucune voie ni à aucune ligne de compromis avec l'agresseur qu'est Israël, sous le fallacieux prétexte que cela est en faveur du peuple égyptien.

La direction chinoise, par contre, ne démasque pas l'impérialisme américain, elle applaudit aux accords israélo-égyptiens et pousse les peuples arabes à s'entendre et à réaliser des compromis avec l'impérialisme américain et Israël, qui sont au nombre de leurs principaux ennemis. Cette attitude n'est pas marxiste-léniniste, ce compromis à la chinoise n'est pas dans l'intérêt des peuples. On ne peut en aucune manière admettre l'absurdité chinoise selon laquelle, en passant d'un impérialisme à l'autre, «on agit dans l'intérêt de la liberté des peuples». On ne peut qualifier ces manœuvres et intrigues typiquement bourgeoises d'actions marxistes-léninistes contribuant à approfondir les contradictions entre les deux superpuissances impérialistes.

Le Parti et le peuple albanais sont contre les guerres de rapine impérialistes et soutiennent réclament les justes luttes de libération nationale, qui sont et doivent toujours être menées à l'avantage des peuples, en faveur de la révolution. Ils ne sont pas contre l'appui à prêter même à un Etat bourgeois, lorsqu'ils voient que les gens qui le gouvernent sont progressistes et se battent pour la libération de leur peuple de l'hégémonie impérialiste. Mais notre pays ne peut faire cause commune ni passer de compromis, comme les an pellent les révisionnistes chinois, avec un Etat dominé par une clique réactionnaire, qui, dans l'intérêt de sa propre classe et au détriment des intérêts du peuple, fait alliance avec l'une ou l'autre des superpuissances.

L'Albanie socialiste n'est pas non plus contre le maintien de relations diplomatiques normales avec les Etats du «tiers monde» ou du «second monde». Elle n'est contre de telles relations qu'avec les deux superpuissances et les Etats fascistes. Mais elle développe ses relations diplomatiques, de même que ses échanges commerciaux, culturels et autres dans le cadre des principes, en ayant en vue avant tout ses intérêts et ceux de la révolution, à l'encontre desquels elle n'est jamais allée et n'ira jamais.

Nous, marxistes-léninistes au pouvoir, devons établir des relations diplomatiques même avec les Etats bourgeois-capitalistes, car nous, comme eux, y avons intérêt. Cet intérêt est réciproque.

Les marxistes-léninistes ne doivent jamais perdre de vue les principes. Ils ne peuvent fouler aux pieds les principes au nom des conjonctures qui se créent à une époque ou à une autre. Nous devons avoir en vue que dans les pays dominés par les hautes couches de la bourgeoisie, celles-ci sont en lutte permanente contre le peuple, le prolétariat et la paysannerie pauvre, de même que contre la petite bourgeoisie des villes. C'est pour quoi, quand un pays socialiste entretient des rapports d'Etat à Etat avec les pays bourgeois, comme quand il n'en entretient pas, il doit faire comprendre aux

peuples qu'il soutient leur lutte, qu'il n'approuve pas les actes réactionnaires et anti-populaires de leurs oppresseurs.

Nous, marxistes-léninistes, devons connaître et avoir présentes à l'esprit non seulement les contradictions qui existent entre les classes opprimées et leurs oppresseurs, mais aussi les contradictions qui surgissent entre Etats, c'est-à-dire entre les gouvernements de ces pays et l'impérialisme américain, le social-impérialisme soviétique et les autres pays capitalistes, etc. Nous devons nous attacher à mener une politique qui ne nous conduise pas à soutenir un gouvernement réactionnaire, sous prétexte que celui-ci, pour ses intérêts et ceux de la classe au pouvoir, rompt temporairement avec l'impérialisme américain pour se jeter dans les bras d'un autre impérialisme, par exemple de l'impérialisme anglais ou soviétique. Nous devons exploiter leurs contradictions afin que notre prise de position serve le renforcement de la lutte du prolétariat et des masses opprimées de ce pays contre son gouvernement réactionnaire. Si, entre le gouvernement capitaliste réactionnaire et oppresseur d'un pays du «second monde» ou du «tiers monde» et le gouvernement d'un pays du «premier monde», selon la division des révisionnistes chinois surgissent des contradictions, celles-ci ne seront pas nécessairement toujours G l'avantage de la libération du peuple de ce pays du joug du capital, du joug de la bourgeoisie réactionnaire qui y règne. Il s'agit ici principalement d'intérêts de classes, d'intérêts de gouvernements bourgeois qui représentent les classes exploiteuses, de la question de savoir quel est le plus offrant, qui défend mieux leur maintien au pouvoir et qui cherche à les faire basculer pour les remplacer par ses hommes.

Lorsqu'on traite de la lutte du prolétariat, il ne faut pas confondre l'attitude à observer envers la bourgeoisie avec les relations diplomatiques, les échanges commerciaux, culturels et scientifiques, entre un pays socialiste et les Etats à système social différent. Ces rapports inter-Etats doivent exister et se développer, mais un pays socialiste, lorsqu'il noue ces relations, doit viser à des objectifs clairs. La vie idéologique, politique, morale, matérielle d'un pays socialiste doit être un exemple pour les peuples des Etats avec lesquels il entretient des relations, afin qu'à travers le développement de ces dernières, les peuples des Etats non socialistes prennent conscience des bienfaits et de la supériorité du système socialiste. Qu'ils s'acheminent ou non dans la voie socialiste, c'est une question qui les concerne, mais le devoir d'un pays socialiste est de donner le bon exemple.

Les dirigeants chinois non seulement sont dépourvus d'une claire vision de tous ces problèmes politiques, théoriques et d'organisation et se refusent à les éclaircir, mais ils les rendent, à dessein, encore plus confus, car, comme le dit Mao Tsétoung, il faut d'abord troubler avant d'éclaircir. Cette thèse n'est pas juste. Nous devons au contraire mener un travail d'éclaircissement et de persuasion pour que la révolution se réalise, car, quant au trouble, il existe déjà. S'il s'agit de troubler, que l'on trouble encore plus l'impérialisme agonisant, mais qu'on ne l'aide pas, ni ne lui donne de béquilles pour prolonger son existence. Ecourtons la vie du capitalisme pour pouvoir libérer les peuples, le prolétariat, afin de rapprocher la perspective du socialisme et du communisme. C'est là notre voie révolutionnaire, la voie du marxisme-léninisme. Il n'en est pas d'autre.

Les dirigeants chinois employaient naguère l'expression «lutte du tac au tac» avec l'impérialisme américain, mais cette formule, ils ne l'ont pas appliquée dans la pratique et ils l'appliquent encore moins aujourd'hui. Ils ne mènent pas une lutte du tac au tac avec les Etats-Unis, ils se rapprochent au contraire de l'impérialisme américain et se sont alliés à lui.

Les relations diplomatiques, commerciales et culturelles de la Chine avec les Etats impérialistes et les autres Etats du monde se fondent sur des bases capitalistes. En nouant ces liens, la Chine, à travers l'aide qu'elle cherche à obtenir des puissants Etats impérialistes, vise à consolider ses positions économiques et militaires, afin de pouvoir concurrencer les deux autres super puissances. La propagande que fait la Chine par la radio et d'autres moyens tend à donner dans le monde l'impression que non seulement elle est un grand et puissant Etat doté d'une ancienne culture, mais aussi que la politique chinoise actuelle est progressiste, et même marxiste=léniniste. Cependant, ces menées des révisionnistes5 chinois ne servent ni ne peuvent nullement servir aux peuples du monde d'exemple à suivre dans :leur lutte pour la destruction du pouvoir capitaliste et impérialiste.

La conception chinoise de l'unité du «tiers monde» est réactionnaire

La direction chinoise recherche l'union de tous les pays du «tiers monde», pays hétérogènes sous tous les aspects : par leur niveau de développement économique, social et culturel, par le temps qu'il leur a fallu comme par la voie qu'ils ont parcourue pour atteindre le degré de liberté et d'indépendance auquel ils ont accédé aujourd'hui, etc.

Mais comment conçoit-elle cette union qu'elle prêche? Cette union, la direction chinoise ne la conçoit pas comme devant être réalisée dans la voie marxiste-léniniste et dans l'intérêt de la révolution et de la libération des peuples. Elle la conçoit d'un point de vue bourgeois, autrement dit comme une union à réaliser à travers des traités et des accords noués et dénoués par les gouvernants de ces pays, qui sont aujourd'hui liés à une puissance impérialiste, mais qui dénonceront demain les accords conclus pour se lier à une autre.

La direction révisionniste chinoise oublie que l'unité de ces Etats nationaux ne peut être assurée qu'à travers la lutte du prolétariat et des masses travailleuses de chaque pays en particulier, en premier lieu contre l'impérialisme extérieur qui a pénétré dans ce pays, mais aussi contre la réaction et le capitalisme intérieurs. C'est seulement sur cette base que peut se réaliser l'union de ces pays, c'est seulement sur cette base que peut se constituer le front unique contre l'impérialisme étranger ainsi que contre les rois, les bourgeois réactionnaires, les féodaux et les dictateurs locaux.

Sous le capitalisme, l'union s'accomplit seulement d'en haut, au sommet, pour préserver les victoires de la bourgeoisie et se défendre contre la révolution. En revanche, l'union véritable, l'union populaire, s'effectue avant tout d'en bas, en ayant à sa tête le prolétariat.

Evidemment, on ne peut rejeter la tactique consistant, pour le prolétariat d'un pays du prétendu tiers monde ou le prolétariat de tous ces pays, à s'unir éventuellement avec d'autres forces politiques contre l'impérialisme. On ne peut non plus négliger l'unité des forces révolutionnaires même avec la direction bourgeoise d'un pays lorsque. A un moment donné, une contradiction profonde apparaît entre celle-ci et un impérialisme extérieur ou la direction réactionnaire d'un des pays du «tiers monde».

Toutes ces éventualités et possibilités doivent être étudiées et exploitées par les forces révolutionnaires. Voilà pourquoi Lénine dit que l'aide accordée par un pays socialiste et le prolétariat international doit être nuancée et soumise à des conditions.

Or, les dirigeants chinois préconisent justement une alliance sans conditions entre les gouvernements réactionnaires, pour affronter soi-disant l'impérialisme. Et lorsqu'ils se prononcent contre l'impérialisme, ils n'entendent pas l'impérialisme en général, mais seulement le social-impérialisme soviétique.

L'affaiblissement de l'impérialisme et du capitalisme est à l'heure actuelle la tendance principale de l'histoire mondiale. Les efforts des divers Etats pour s'affranchir de l'influence de l'impérialisme constituent une autre tendance, qui conduit elle aussi à l'affaiblissement de l'impérialisme. Mais cette seconde tendance, à laquelle la direction révisionniste chinoise donne la primauté absolue sans faire la moindre différenciation entre les pays, sans analyser les situations générales et particulières, ne mène pas à la juste voie de l'union des peuples dans leur lutte pour s'affranchir de l'ingérence et de la domination impérialistes.

L'autre point de vue des révisionnistes chinois, qui considère l'Europe comme un continent comprenant des pays du «second monde», qu'ils incluent dans une alliance avec le «tiers monde», ne peut lui non plus conduire dans la juste voie. Ce groupement d'Etats capitalistes ne peut jamais être pour l'affaiblissement général du capitalisme mondial. Prétendre y parvenir grâce à l'aide et la collaboration de la bourgeoisie aristocrate de la Grande-Bretagne, de la bourgeoisie revancharde de l'Allemagne occidentale, de l'artificieuse bourgeoisie française et d'autres groupes capitalistes importants, est d'une déplorable naïveté.

Les tenants de la théorie des «trois mondes» peuvent prétendre qu'en prônant l'union de ces pays capitalistes, leur but est d'affaiblir l'impérialisme. Mais quel impérialisme cette union affaiblira-t-elle? Serait-ce l'impérialisme avec lequel la théorie des «trois mondes» appelle à créer un front unique contre le social-impérialisme? L'impérialisme auquel les pays capitalistes d'Europe, en dépit des contradictions qui les y opposent, sont alliés? Il apparaît clairement que prêcher le renforcement de ce groupement d'Etats revient en fait à encourager la consolidation des positions de l'impérialisme américain, le renforcement des positions des Etats capitalistes d'Europe occidentale.

D'autre part, lorsque la direction chinoise préconise l'alliance des Etats du «second monde» avec les Etats du prétendu tiers monde, elle entend par là l'alliance entre les milieux dominants de ces pays. Mais prétendre que ces alliances contribueront à la libération des peuples, c'est là une vue idéaliste, métaphysique, antimarxiste. Et tromper par de telles théories révisionnistes les larges masses des peuples qui combattent pour leur libération, est un crime contre les peuples et la révolution.

Le Parti communiste chinois estime que l'impérialisme ne connaît, ne voit, ne comprend, ni n'exploite les contradictions existant entre les pays qui viennent à peine de secouer le joug du colonialisme mais qui ont été mis sous le joug du néo-colonialisme. Les faits prouvent que l'impérialisme ne cesse à aucun moment d'exploiter ces contradictions en sa faveur. Il excite et pousse ces pays et leurs peuples à se battre entre eux, à se diviser, à se quereller, en sorte qu'ils ne réalisent pas leur unité, ne serait-ce que sur certains problèmes particuliers.

L'impérialisme, lui aussi, mène une lutte à mort, il cherche à prolonger son existence et lorsqu'il ne peut y parvenir par les moyens habituels, il a recours à la guerre et à l'agression ouvertes pour reconquérir sa supériorité et son hégémonie.

Les dirigeants chinois s'attachent à allier les pays du «tiers monde» non seulement entre eux, mais aussi aux Etats-Unis d'Amérique, contre le social-impérialisme soviétique. En d'autres termes, les révisionnistes chinois disent ouvertement aux peuples du «tiers monde» que leur ennemi principal est le social-impérialisme soviétique, que, de ce fait, ils ne doivent actuellement se dresser ni contre l'impérialisme américain ni contre son alliée, la bourgeoisie réactionnaire, qui règne dans leurs pays. Selon la «théorie» chinoise, les Etats du «tiers monde» doivent se battre non pas pour consolider leur liberté, leur indépendance et leur souveraineté, ni pour accomplir la révolution qui renversera le pouvoir de la bourgeoisie, mais pour préserver le statu quo. Il est évident qu'en prônant l'accord avec les Etats-Unis à l'encontre des intérêts de la révolution et de la cause de la libération nationale, les révisionnistes chinois poussent ces Etats à un compromis de trahison.

Les véritables partis marxistes-léninistes ont pour devoir internationaliste d'inciter et d'encourager le prolétariat et les peuples de tous ces pays à réaliser la révolution, à se dresser contre l'oppression et l'esclavage extérieurs et intérieurs, sous quelque forme qu'ils se présentent. Notre Parti estime que c'est seulement ainsi que peuvent être créées les conditions requises pour que les peuples combattent aussi bien l'impérialisme que le social-impérialisme, auxquels la bourgeoisie capitaliste de la plupart des pays du «tiers monde» est liée sous les formes les plus diverses.

Mais que fait la Chine? Elle prend sous sa protection Mobutu et sa clique au Zaïre. A travers sa propagande, elle cherche à donner l'impression qu'elle soutient soi-disant le peuple de ce pays contre l'invasion de mercenaires, montée par l'Union soviétique, mais en réalité elle soutient le régime réactionnaire de Mobutu. La clique Mobutu est une officine au service de l'impérialisme américain. Par sa propagande et par sa prise de position «en faveur du Zaïre», la Chine soutient l'alliance de Mobutu avec l'impérialisme américain, le néo-colonialisme, et elle oeuvre pour le maintien du statu quo dans ce pays. Le devoir des véritables révolutionnaires n'est pas de défendre les gouvernants réactionnaires, instruments des impérialistes, mais d'exhorter le peuple du Zaïre à combattre pour sa liberté et sa souveraineté contre Mobutu, le capital du pays et l'impérialisme américain, français, belge ou autre.

Tout comme contre Mobutu au Zaïre, nous sommes contre Neto ou ses suppôts en Angola, car l'Union soviétique agit avec Neto en Angola exactement de la même manière que les Etats-Unis agissent avec Mobutu au Zaïre. Si l'on analyse l'évolution de la situation dans ces deux pays, on voit clairement comment s'y traduit la rivalité entre les superpuissances pour le partage des colonies,

pour le partage des débouchés. Nous n'appuyons ni Neto ni l'Union soviétique, mais si nous luttons contre eux, nous ne pouvons pour autant soutenir l'impérialisme américain et ses mercenaires, ennemis du peuple angolais. En toute situation, en toute circonstance et en tout temps, nous devons soutenir les peuples révolutionnaires et, dans le cas du Zaïre et de l'Angola, nous ne devons appuyer que les peuples de ces pays, afin qu'ils secouent le joug auquel les superpuissances les soumettent.

Que faut-il recommander aux révolutionnaires du Zaïre? De passer un compromis avec Mobutu pour que le peuple de ce pays soit opprimé davantage par l'impérialisme, comme le suggèrent les révisionnistes chinois? Non, les marxistes-léninistes ne peuvent conseiller ce genre de compromis ni au peuple du Zaïre ni à aucun autre peuple.

Prenons comme exemple la politique de la Chine au Pakistan. Le Pakistan des khans, où ont toujours régné la bourgeoisie riche et les grands propriétaires fonciers, a soi-disant été l'allié de la Chine. Mais l'aide que celle-ci lui prêtait n'avait pas un caractère révolutionnaire. Elle a contribué au renforcement de la bourgeoisie réactionnaire et latifundiaire du Pakistan, qui opprime sauvagement le peuple de ce pays, comme la clique de Nehru, Gandhi et des magnats réactionnaires opprime le peuple indien. Le gouvernement de Zulfikar Ali Bhutto faisait la même chose. D'abord, le Pakistan oriental s'est détaché du Pakistan occidental. L'Inde sut mettre à profit les graves contradictions qui existaient entre le peuple du Pakistan oriental et la bourgeoisie réactionnaire qui dominait au Pakistan occidental. Elle a excité ces contradictions jusqu'à amener le peuple du Pakistan oriental à se révolter contre le Pakistan d'Ali Bhutto. C'est à cette époque que fut constitué au Pakistan oriental, qui prit le nom de Bangla Desh, le gouvernement de Mujibur Rahman, lequel luttait soi-disant pour la démocratie et la défense des intérêts du peuple. Mais un beau matin, Mujibur Rahman fut tué par des éléments étroitement liés à l'impérialisme américain. A présent, Ali Bhutto aussi a été renversé. Ainsi l'ami et l'allié de la Chine, le grand propriétaire foncier, l'homme le plus riche du Pakistan a été renversé par un coup d'Etat monté par d'autres réactionnaires.

Mais quelle est cette opposition qui a accédé au pouvoir et quels sont ceux qui en font partie? Il s'agit encore d'une force réactionnaire, qui comprend des militaires, des capitalistes et des grands propriétaires terriens. Poussés par leurs intérêts de classe et par les liens qu'eux aussi entretiennent soit avec les Etats-Unis, soit avec l'Union soviétique, soit encore avec la Chine, ils s'efforcent de tenir fermement en main le pouvoir réactionnaire. Dans ces conditions, parler au peuple du Pakistan d'alliance étroite avec l'une ou l'autre des forces politiques bourgeoises, et de soutien à l'une ou à l'autre de ces forces, afin qu'il remplace une clique dominante par une autre, comme le font les dirigeants chinois, ce n'est pas là lui montrer la juste voie de la révolution. La juste voie consiste à demander au peuple qu'entre les deux feux que sont celui de Bhutto et celui de ses adversaires, il allume le puissant feu révolutionnaire capable d'étouffer les deux premiers, de renverser les deux cliques faites de la même pâte, qui existent au Pakistan. Dans cette lutte sur les deux flancs, c'est au peuple pakistanais lui-même de savoir mettre à profit ces contradictions.

Nous pouvons en dire autant de nombreux pays du prétendu tiers monde ou monde non aligné.

Ainsi donc, la direction chinoise est peu heureuse non seulement dans ses alliances et son amitié avec les marxistes-léninistes, mais aussi dans ses alliances avec les Etats bourgeois-capitalistes. Mais pourquoi n'est-elle pas heureuse? Elle ne l'est pas parce que sa politique n'est pas marxiste-léniniste, parce que les analyses qu'elle fait et les conclusions qu'elle tire sont erronées. Dans ces conditions, comment les peuples du «tiers monde» pourraient-ils avoir confiance dans la Chine, qui entend les mettre sous sa coupe?

Seule la dictature du prolétariat, seule l'idéologie marxiste-léniniste, seul le socialisme engendrent un amour sincère, une étroite amitié et une unité d'acier entre les peuples, en éliminant tout ce qui les sépare et les divise. Pour instaurer l'unité et l'amitié entre les peuples, pour résoudre les problèmes dans la voie la meilleure et répondant le mieux à leurs intérêts, il ne faut à aucun prix, au nom de la création d'un prétendu équilibre politique, expression de la théorie antiscientifique, anti-populaire et opportuniste de l'«équilibre» qui sert au maintien du statu quo et de l'asservissement, prêter une aide quelconque, ni faire la moindre concession à des bourgeois dégénérés comme Mobutu, Bhutto, Gandhi, etc.

Nous, marxistes-léninistes, nous luttons contre le néo-colonialisme, contre la bourgeoisie capitaliste oppresseuse de tout pays, partant, contre ceux qui oppriment les peuples. Cette lutte ne peut être menée à bien que si les partis communistes authentiques animent, organisent et dirigent le prolétariat et les masses travailleuses. Le parti remplit avec succès son rôle de direction du prolétariat et des masses, hors que son inspiration est marxiste-léniniste révolutionnaire et non pas une inspiration équivoque, à cent interprétations, à cent drapeaux. Le pari marxiste-léniniste d'un pays socialiste véritable n'agit pas en partant du seul intérêt de son pays, mais en ayant constamment en vue l'intérêt de la révolution mondiale.

**La théorie chinoise du «tiers monde» et la théorie
yougoslave du «monde non aligné»
sabotent la lutte révolutionnaire des peuples**

Tous les renégats du marxisme-léninisme, les révisionnistes modernes, soviétiques, titistes, chinois et autres, n'épargnent aucun effort pour combattre le marxisme-léninisme, la théorie triomphante du prolétariat. La dénonciation de la théorie des «trois mondes» par notre Parti a mis en mauvaise posture les révisionnistes chinois, car ils se sentent incapables de répondre sur le plan théorique à la réfutation et à la dénonciation que nous faisons de leurs thèses, et cela non point parce qu'ils ont peur de nous, mais parce qu'ils craignent de manquer d'arguments.

Mao Tsétoung et Teng Hsiao-ping, qui ont énoncé ou ont fait leur la notion du «tiers monde» n'ont pas tenté, à dessein, encore qu'ils en fussent incapables, de l'étayer d'une argumentation théorique. Pourquoi s'en sont-ils abstenus? Cette «négligence» de leur part n'est pas sans arrière-pensée, elle vise à tromper les gens, à les amener à souscrire sans discussion à une thèse absurde, pour la seule raison qu'elle a été formulée par Mao Tsétoung. Ce dernier n'a pas été en mesure d'expliquer en quoi consiste la base théorique de cette notion «philosophique» ou «politique», pour la bonne raison que celle-ci n'en a aucune. Lui et ses disciples se bornent à proclamer leur conception de la division du monde en trois, mais sans la soutenir, car eux-mêmes savent bien que cette thèse est insoutenable.

Le «tiers monde» chinois et le «monde non aligné» yougoslave s'identifient ou presque. Ces deux «mondes» ont tous deux pour objectifs de justifier théoriquement l'extinction de la lutte de classes entre le prolétariat et la bourgeoisie et de servir aux grandes puissances impérialistes et capitalistes à préserver et à perpétuer le système bourgeois d'oppression et d'exploitation.

La théorie du «tiers monde», en tant que théorie fallacieuse, antimarxiste, dépourvue de toute base théorique, et le mythe que les révisionnistes chinois ont créé autour d'elle, n'ont aucun effet non seulement sur les larges masses du prolétariat et des peuples qui souffrent dans les pays du «tiers monde», mais pas même sur les dirigeants de ces pays. Ces derniers, que la direction chinoise cherche, à mettre sous sa coupe, ont leurs conceptions bien ancrées dans leur esprit, ils ont leur propre idéologie et des orientations bien définies, aussi ne gobent-ils pas les fables chinoises. Les Teng Hsiao-ping et consorts s'imaginent que la Chine pourra en imposer à ces pays par son étendue territoriale et sa population. Dans une certaine mesure et pour autant qu'elle ne lui cause pas de tort, la théorie chinoise des «trois mondes» fait l'affaire de l'impérialisme américain. Cette théorie alimente la création dans le monde de situations confuses dont profitent tout à la fois cet impérialisme et le social-impérialisme soviétique afin d'étendre chacun son hégémonie, de nouer et de tresser de façon encore plus intense des alliances et des accords avec les chefs de file capitalistes et laitifondistes-bourgeois des pays du soi-disant tiers monde. Cette situation sert en même temps les buts social-impérialistes des révisionnistes chinois.

Pour ce qui est de la théorie du «monde non aligné», les révisionnistes yougoslaves l'érigent en une théorie universelle, appelée à remplacer la théorie marxiste-léniniste, qui, à leurs yeux, est

«périmée», n'est plus «actuelle», parce que les peuples et le monde ont soi-disant évolué. Ils ne dénoncent pas le marxisme-léninisme ouvertement, Comme le fait Carrillo, mais ils le combattent en soutenant leur théorie du «monde non aligné»; quant à ceux qui défendent le marxisme-léninisme, ceux-là, selon les révisionnistes yougoslaves, ne font que répéter la même «erreur», ils refusent de corriger les principes, les normes de cette doctrine révolutionnaire, ce sont donc des «récidivistes». D'après eux, le Parti du Travail d'Albanie (et c'est là leur cible) est un parti «récidiviste», parce qu'il cherche à faire appliquer les principes, les méthodes, la doctrine scientifique de Marx, Engels, Lénine et Staline dans «un monde tout à fait différent de celui de leur temps».

Les conceptions titistes sont entièrement antimarxistes. Et c'est à partir de ces positions que les titistes font l'analyse du processus de l'évolution mondiale actuelle. Le révisionnisme moderne, en général, et le révisionnisme yougoslave et le révisionnisme chinois, en particulier, sont contre la révolution. Les révisionnistes yougoslaves et chinois considèrent l'impérialisme américain comme une force puissante et susceptible de s'orienter dans une voie plus logique, d'«aider» le monde actuel qui, selon eux, est en voie de développement et souhaite ne pas être aligné. Mais la théorie yougoslave ne parvient pas à donner au terme même de «non aligné» une définition satisfaisante. De quel point de vue les pays qu'elle inclut dans ce monde à elle sont-ils non alignés? Du point de vue politique, idéologique, économique ou militaire? La théorie pseudo-marxiste yougoslave n'effleure pas cette question, elle n'en fait aucune mention, et ce pour la bonne raison que tous ces pays qu'elle cherche à diriger soi-disant en tant que monde nouveau, ne peuvent s'affranchir de leur dépendance multiforme à l'égard de l'impérialisme américain ou du social-impérialisme soviétique. La «théorie» yougoslave spéculé sur le fait que de nos jours le colonialisme de l'ancien type est en général liquidé, mais elle s'abstient de dire que beaucoup de peuples sont tombés sous les griffes du nouveau colonialisme. Nous, les marxistes-léninistes, ne nions pas le fait que le colonialisme sous ses anciennes formes a cessé d'exister, mais nous soulignons qu'il a été remplacé par le néo-colonialisme. Ce sont les mêmes colonisateurs d'hier qui oppriment encore aujourd'hui les peuples à travers leur puissance économique et militaire, ce sont eux qui les désorientent politiquement et idéologiquement, en y introduisant aussi leur mode de vie corrompu. Les titistes considèrent une telle situation comme une grande transformation du monde, et ils ajoutent que ni Marx, ni Lénine, et encore moins Staline, qu'ils ignorent totalement, ne l'ont connue. Selon eux, maintenant les peuples sont libres, indépendants, ils aspirent seulement à ne pas être alignés, et à voir se réaliser un partage plus rationnel, plus équitable, des richesses du monde.

Afin que cette «aspiration» soit traduite dans les faits, les «théoriciens» yougoslaves demandent que les impérialistes américains, les social-impérialistes soviétiques et les Etats capitalistes développés se montrent généreux et que, avec bienveillance, à travers des conférences internationales, des débats, des cessions et concessions réciproques, ils contribuent à modifier ce monde actuel, lequel, à leurs dires, «a acquis le niveau de conscience requis pour aller au socialisme».

C'est ce «socialisme» que prônent les révisionnistes titistes, et ils le font avec une insistance particulière pour détourner le plus possible les peuples de la réalité. N'étant pas pour la révolution, ils sont pour le maintien de la paix sociale, pour l'entente de la bourgeoisie et du prolétariat en vue de l'«amélioration des conditions de vie des classes inférieures». Autrement dit, ils demandent humblement aux classes supérieures de se montrer «généreuses» et de céder une petite part de leurs profits aux «miséreux de ce monde».

Tito cherche à faire de la théorie du «monde non aligné» «une doctrine universelle», qui soi-disant s'adapte, comme nous l'avons déjà dit, à la «situation mondiale actuelle». Les peuples du monde se sont réveillés et ils veulent vivre libres, mais actuellement cette «liberté», selon la théorie de Tito, n'est pas «complétée», à cause de l'existence de deux blocs, l'O.T.A.N. et le Pacte de Varsovie.

Tito se pose en figure principale et en porte-drapeau de la politique opposée aux blocs. S'il est vrai que son pays ne fait partie ni de l'O.T.A.N. ni du Pacte de Varsovie, il n'en est pas moins rattaché par de nombreux fils à ces organisations militaires. L'économie et la politique yougoslaves ne sont pas indépendantes, elles sont conditionnées par les crédits, les aides et les prêts que leur accordent

les pays capitalistes, et en premier lieu l'impérialisme américain, aussi s'appuient-elles surtout sur ce dernier. Mais Tito s'appuie également sur l'impérialisme soviétique et sur toutes les autres grandes puissances capitalistes. C'est ainsi que la Yougoslavie, qui se pose en non alignée est de facto si ce n'est de jure, engagée dans les organisations agressives des superpuissances.

Il est de par le monde et dans divers pays nombre de dirigeants du genre de Tito, que celui-ci cherche à rassembler autour du soi-disant monde non aligné. Ces personnalités sont en général des bourgeois, des capitalistes, des non-marxistes, et beaucoup d'entre elles combattent la révolution. Les appellations de socialiste, démocrate, social-démocrate, républicain, républicain indépendant et autre, que se donnent certains de ces personnages, leur servent dans la plupart des cas à tromper le prolétariat et le peuple opprimé, à les maintenir sous le joug et à manœuvrer sur leur dos.

Les Etats «non alignés» sont dominés par l'idéologie capitaliste, antimarxiste. Nombre de ces Etats sont liés par le même lacis d'intérêts que l'est la Yougoslavie aux superpuissances et à tous les pays capitalistes développés du monde. Le regroupement dans le «monde non aligné», que Tito prône à tous les pays du monde, sous sa direction, a pour seul objectif, pour seul fondement de son action, d'éteindre la révolution, d'empêcher le prolétariat et les peuples de se dresser et de renverser l'ancienne société capitaliste pour établir la nouvelle société, le socialisme.

C'est là l'idée, le principe essentiel sur lequel se guide Tito pour le rassemblement de ces pays. Il se vante d'être parvenu à réaliser ce rassemblement et à en assumer la direction, mais, en fait, il n'en est rien, car personne n'attache à la théorie titiste du «monde non aligné», pas plus qu'à la théorie chinoise des «trois mondes», l'importance que leurs porte-drapeaux souhaitent et demandent qu'on y accorde. Chacun, à sa manière, avance dans la voie qui lui assure les avantages les plus substantiels et les plus immédiats.

Selon toutes les apparences, aux yeux de l'impérialisme américain et du capitalisme mondial le «monde non aligné» de Tito est préférable au «tiers monde» des Chinois. Bien qu'ils appuient la théorie chinoise des «trois mondes», les pays développés capitalistes et l'impérialisme américain éprouvent à son égard une certaine crainte, une certaine hésitation, car le renforcement de la Chine peut entraîner des situations fâcheuses et constituer par la suite une menace pour les Américains eux-mêmes. Par contre, le «monde non aligné» de Tito ne présente pour les Etats-Unis aucun danger. Aussi Carter, lors de la récente visite de Tito aux Etats-Unis, a-t-il exalté le rôle de celui-ci dans la création du «monde non aligné» et qualifié le mouvement des «pays non alignés» de «facteur très important pour le règlement des grands problèmes du monde actuel».

Les «pays non alignés», qui sont pour la plupart des pays capitalistes, ont jeté leurs dés. Ils savent manœuvrer politiquement et ils se rallient aux puissances impérialistes et capitalistes qui leur accordent la plus grande aide. Selon la conception bourgeoise et capitaliste, faire de la politique, c'est louvoyer, c'est tromper, mystifier les uns et les autres le plus vite et le plus possible. Cette politique est une politique de prostitution, qui a pour objectif, à des moments donnés et selon les conjonctures, de tirer un avantage pécuniaire quelconque d'un Etat plus puissant dans l'intérêt de sa propre classe, dans l'intérêt des gros bonnets de cette classe.

Par sa théorie du «monde non aligné» le titisme prône précisément cette politique. Mais celle-ci n'a pas partout une orientation identique, Gomme s'en vante Tito. Les Etats «non alignés» agissent comme bon leur semble, sans demander à Tito ce qu'ils doivent faire ni comment ils doivent le faire. A quelque exception près, les gouvernants de ces Etats cherchent à renforcer leur pouvoir capitaliste, à exploiter leur propre peuple, à être en amitié avec un grand pays impérialiste, à empêcher le déclenchement de toute révolte, de toute insurrection populaire, de toute révolution, et, le cas échéant, à les étouffer. Voilà toute la politique du «monde non aligné» titiste.

La théorie chinoise du «tiers monde» est elle aussi pour le statu quo. Le «monde non aligné» titiste entend mendier à l'impérialisme américain et aux autres pays capitalistes des crédits pour enrichir et maintenir au pouvoir la classe bourgeoise. La Chine aussi, à travers le «tiers monde», cherche à s'enrichir, à se renforcer économiquement et militairement en vue de devenir une superpuissance capable de dominer le monde. Les buts de ces deux «mondes» sont antimarxistes, tous deux sont pour le capital, pour l'impérialisme américain.

Les révisionnistes yougoslaves, comme Font montré entre autres la visite de Tito en Chine et celle de Houa Kouo-feng en Yougoslavie, couvrent la Chine de louanges et de flatteries hypocrites, qui conviennent parfaitement à la nature des révisionnistes chinois, pour les attirer vers leurs positions, afin que la théorie des «pays non alignés» trouve non seulement la compréhension mais aussi l'approbation complète de Pékin. Les dirigeants révisionnistes chinois, avec à leur tête Houa Kouofeng et Teng Hsiao-ping, tout en ne renonçant pas à la théorie des «trois mondes», ont exprimé ouvertement leur soutien à la théorie titiste du «monde non aligné». Ils ont montré qu'ils souhaitent oeuvrer dans une étroite entente avec les révisionnistes yougoslaves sur la même ligne qu'eux, sur deux voies parallèles, dans un but commun antimarxiste, afin de tromper les peuples du «tiers monde». Les dirigeants yougoslaves développent maintenant ces conceptions en prenant la défense de la Chine. Se faisant ses défenseurs, ils ont même avancé certains «arguments» qui sont offensants pour la Chine, en Etat mégalomane qu'elle est. Les titistes, en prétendant que la politique actuelle de la Chine est réaliste, la soutiennent et défendent la direction chinoise contre la dénonciation que lui fait notre Parti.

La Chine, disent les Yougoslaves, est un grand pays, qui, de par sa nature, doit se développer, car c'est un pays encore arriéré, un pays en développement. Les titistes prétendent que les partis marxistes-léninistes, comme le Parti du Travail d'Albanie, ont tort d'attaquer la Chine pour ses justes aspirations à se développer et à rester non alignée, pour l'aide qu'elle accorde aux luttes de libération nationale, etc., etc. Ainsi la Yougoslavie a la prétention que la Chine gravite autour d'elle comme un satellite. Ce qui importe pour les révisionnistes yougoslaves, c'est que la Chine souscrive sans aucune hésitation à leurs conceptions antimarxistes.

Par la théorie du «monde non aligné», la Yougoslavie, avec à sa tête Tito, a toujours servi fidèlement l'impérialisme américain. Ce genre de service, Tito et son groupe le lui rendent actuellement aussi en s'attachant à pousser la Chine à se rapprocher des Etats-Unis et à s'allier à eux. Ce fut là le but essentiel de la visite de Tito, à Pékin et de ses entretiens, qui ont abouti à l'établissement d'une étroite amitié, laquelle, avec la visite de Houa Kouo-feng en Yougoslavie, a pris la forme d'une vaste collaboration non seulement entre Etats, mais aussi au niveau des partis. Au cours de la visite de Tito à Pékin, les dirigeants chinois ont à demi reconnu que la Ligue des communistes de Yougoslavie est un parti marxiste-léniniste et qu'en Yougoslavie se construit le socialisme véritable. Lors de la venue de Houa Kouofeng à Belgrade, ils ont pleinement et officiellement confirmé ce jugement.

En d'autres termes, les maoïstes ont agi comme l'avaient fait en leur temps Mikoyan et Khrouchtchev, qui ont reconnu tout haut que Tito est un «marxiste», qu'«en Yougoslavie se construit le socialisme», que «le Parti communiste de Yougoslavie est un parti marxiste-léniniste».

Les Etats-Unis actionnent à leur gré tant le f il Tito que les fils Houa Kouo-feng et Teng Hsiao-ping. Ces deux derniers sont des pantins qui n'apparaissent pas ouvertement sur les scènes des théâtres de marionnettes, ils restent dans la coulisse et quand on les attaque dans leurs théories et qu'ils ne trouvent pas de faits pour étayer leur argumentation, ils déclarent «nous ne faisons pas de polémique»! Pourquoi ne font-ils pas de polémique avec l'Albanie socialiste et le Parti du Travail marxiste-léniniste quand ceux-ci les démasquent sévèrement devant l'opinion mondiale? Qu'attendent-ils? S'ils n'engagent pas la polémique, c'est parce qu'ils craignent de voir démasquer leurs manœuvres de trahison à l'égard du marxisme-léninisme et de la révolution. Et c'est là la raison des réticences des dirigeants chinois lorsque, à travers les Yougoslaves et d'autres, ils affirment que la Chine ne répondra pas à la polémique albanaise.

Les Etats-Unis, l'Union soviétique et d'autres pays capitalistes tiennent des réunions répétées bilatérales, multilatérales, des conférences de toute sorte, des congrès, ils adoptent des résolutions, prononcent des discours et tiennent des conférences de presse, disent un tas de mensonges et usent tout à la fois de promesses, de menaces et de chantages. Et tout cela pour surmonter la crise où ils se sont empêtrés, éteindre le sentiment de vengeance des peuples qui souffrent sous l'oppression, duper les larges masses travailleuses et le prolétariat, tromper les démocrates progressistes. Dans tout ce

jeu, dans ce labyrinthe abject, les révisionnistes yougoslaves et les révisionnistes chinois jouent leur carte, les uns comme les autres.

La théorie du «monde en voie de développement» est, elle aussi, une des cartes de ce jeu, qui tend au même objectif antimarxiste: semer la confusion dans les esprits. Cette théorie ne fait guère allusion aux questions politiques, car ce serait tout à fait vain. Pour elle, les seules choses qui comptent sont la «question économique» et la «question du développement» en général. Quant au genre de développement que recherche la théorie du «monde en voie de développement», cela personne ne le définit. Naturellement, les divers pays du monde souhaitent se développer dans tous les domaines, économique, politique, culturel, etc. Les peuples du monde, avec à leur tête le prolétariat, veulent renverser l'ancien monde bourgeois capitaliste pourri et construire à sa place le monde nouveau, le socialisme. Mais la théorie du «monde non aligné» et du «monde en développement» ne fait guère état de ce monde.

Lorsque nous, marxistes-léninistes, traitons des divers pays, nous faisons aussi nos considérations à leur sujet, nous formulons nos appréciations sur le niveau de développement de tel ou tel d'entre eux, sur les potentialités de chaque Etat en ce domaine. Nous disons que le peuple de chaque pays doit faire la révolution et construire la nouvelle société par ses propres forces. Nous disons que tout Etat, pour être libre, indépendant et souverain, doit construire une société nouvelle, combattre et renverser ses oppresseurs, combattre tout impérialisme qui l'asservit, conquérir et défendre ses droits politiques, économiques, culturels, construire une patrie entièrement libre, indépendante, où soit au pouvoir la classe ouvrière, en alliance avec toutes les masses travailleuses. Voilà ce que nous disons, et nous sommes des défenseurs résolus de la thèse léniniste des deux mondes. Nous faisons par tie du monde nouveau, socialiste, et nous livrons une lutte à mort au vieux monde capitaliste.

Toutes les autres «théories» sur la division du monde en «premier monde», «second monde», «tiers monde», «monde non aligné», «monde en développement», ou n'importe quel autre «monde» qui pourra être inventé demain, servent le capitalisme, l'hégémonie des grandes puissances, leurs desseins de maintien des peuples dans l'asservissement. C'est la raison pour laquelle nous combattons de toutes nos forces ces théories réactionnaires et antimarxistes.

Cette lutte de notre Parti est suivie avec sympathie dans le monde entier, surtout dans les pays des soi-disant tiers monde, monde non aligné ou monde en voie de développement. Les peuples de ces pays, que les théories révisionnistes chinoises, titistes, soviétiques, et celles de l'impérialisme américain et autres cherchent à tromper, voient dans nos conceptions marxistes-léninistes, dans l'attitude idéologique et politique de notre Parti, une attitude correcte qui correspond à la juste voie de leur affranchissement définitif de l'oppression et de l'exploitation.

C'est précisément pour cela que les ennemis du marxisme-léninisme et de notre Parti nous accusent d'être sectaires, d'être des ultra-gauchistes, des blanquistes, de ne pas faire une juste analyse de la situation internationale, mais de nous en tenir à certains anciens schémas, etc. Ce qu'ils visent par là, cela s'entend, c'est notre doctrine révolutionnaire, qu'ils qualifient de «schématisme marxiste-léniniste», «schématisme stalinien», etc.

Ils nous accusent de soi-disant appeler les pays qui ont échappé à la forme d'exploitation de l'ancien colonialisme et qui subissent celle du nouveau colonialisme, à passer immédiatement au socialisme, à faire tout de suite une révolution prolétarienne. Ils s'imaginent par là nous atteindre, en cherchant à nous faire passer pour des aventuriers. Mais notre Parti reste fidèle à la théorie marxiste-léniniste, à cette théorie qui a défini justement la voie de la révolution, les étapes que celle-ci doit traverser et les conditions à remplir pour que la révolution, soit national-démocratique et anti-impérialiste, soit socialiste, se réalise avec succès. Nous sommes restés fidèles à cette théorie au cours de notre Lutte antifasciste de libération nationale, nous y restons encore actuellement dans la construction socialiste, dans notre lutte idéologique et notre politique extérieure. Notre analyse est juste et aucune calomnie ne peut l'ébranler.

II

LE PLAN DE LA CHINE POUR DEVENIR UNE SUPERPUISSANCE

Au début, en analysant la stratégie globale de l'impérialisme américain et du social-impérialisme soviétique pour la domination du monde, en même temps que l'apparition et le développement des diverses variantes du révisionnisme moderne, et la lutte que tous ces ennemis mènent contre le marxisme-léninisme et la révolution, nous avons traité aussi du rôle et de la stratégie du révisionnisme chinois.

La Chine qualifie elle-même sa ligne politique de marxiste-léniniste, mais la réalité montre que celle-ci est tout le contraire. C'est précisément la vraie nature de cette ligne que nous, marxistes-léninistes, devons démasquer. Nous ne devons pas permettre que les théories révisionnistes chinoises passent pour des théories marxistes, nous ne devons pas permettre que la Chine, dans la voie ou elle s'est engagée, se vante de lutter pour la révolution, alors qu'en réalité elle la combat.

Par la politique quelle suit, la Chine montre encore plus clairement qu'elle cherche à renforcer les positions du capitalisme dans le pays et à établir son hégémonie sur le monde, à devenir une grande puissance impérialiste, pour occuper, elle aussi, comme on dit, «la place qui lui revient».

L'histoire révèle que chaque grand pays capitaliste vise à devenir une grande puissance mondiale, à rattraper et à dépasser les autres grandes puissances, à rivaliser avec elles pour la domination mondiale. Pour devenir des puissances impérialistes, les grands Etats bourgeois ont emprunté des voies diverses, conditionnées par des circonstances historiques et géographiques déterminées, par le développement des forces productives, etc. La voie suivie par les Etats-Unis diffère de celle des vieilles puissances européennes comme l'Angleterre, la France et l'Allemagne. Ces dernières se sont constituées en tant que telles sur la base de leurs conquêtes coloniales.

Après la Seconde Guerre mondiale, les Etats-Unis d'Amérique sont restés la plus grande puissance capitaliste. Sur la base de leur grand potentiel économique et militaire et avec le développement du néo-colonialisme, ils devinrent une superpuissance impérialiste. Mais il ne se passa pas beaucoup de temps avant qu'à cette superpuissance ne vînt s'en ajouter une autre, l'Union soviétique, qui, après la mort de Staline, à la suite de la trahison du marxisme-léninisme par la direction khrouchtchévienne, devint elle aussi une superpuissance impérialiste, exploitant à cette fin le grand potentiel économique, technique et militaire mis sur pied par le socialisme.

A présent, nous assistons aux efforts d'un autre grand Etat, la Chine actuelle, pour devenir une superpuissance, car elle aussi avance rapidement dans la voie du capitalisme. Mais la Chine manque de colonies, elle est dépourvue d'une grande industrie développée, d'une forte économie en général et d'un grand potentiel thermonucléaire à la mesure de celui des deux autres superpuissances impérialistes.

Pour devenir une superpuissance, il est absolument nécessaire de posséder une économie développée, une armée dotée de bombes atomiques, il faut s'être assuré des débouchés et des zones d'influence, investir des capitaux à l'étranger, etc. Ces conditions, la Chine cherche à les réaliser au plus tôt. Ce dessein a été exprimé dans le discours que Chou En-laï prononça en 1975 devant l'Assemblée populaire et renouvelé au XI^e Congrès du Parti communiste chinois, où il a été déclaré qu'avant la fin du siècle la Chine deviendrait un pays puissant et moderne, en ayant pour objectif de rattraper les Etats-Unis et l'Union soviétique. Maintenant, tout ce plan a été amplifié et précisé

dans ce qu'on appelle la politique des «quatre modernisations».

Mais quelle voie la Chine a-t-elle choisie pour devenir elle aussi une superpuissance? Actuellement, les colonies et les marchés dans le monde sont accaparés par les autres. Créer par ses propres forces,

dans l'espace de vingt ans, comme y prétendent les dirigeants chinois, un potentiel économique et militaire égal à celui des Américains et des Soviétiques, est impossible.

Dans ces conditions, pour devenir une superpuissance, la Chine devra traverser deux phases principales: d'abord, il lui faudra solliciter des crédits et des investissements à l'impérialisme américain et aux autres pays capitalistes développés, acquérir de la technologie moderne pour mettre en valeur les ressources du pays, dont une grande partie passera, à titre de dividendes, aux crédateurs. Ensuite elle investira la plus-value réalisée sur le dos du peuple chinois dans les Etats de divers continents, comme le font actuellement les impérialistes américains et les social-impérialistes soviétiques.

Les efforts de la Chine pour devenir une superpuissance portent en premier lieu sur le choix de ses alliés et sur la conclusion d'alliances. Actuellement dans le monde il existe deux superpuissances, l'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique. **Les dirigeants chinois ont pensé qu'il leur convient de s'appuyer sur l'impérialisme américain, dont ils espèrent beaucoup qu'il les aidera dans les domaines de l'économie, des finances, de la technologie, de l'organisation, et même sur le plan militaire.** Le potentiel économique et militaire des Etats-Unis d'Amérique est en réalité supérieur à celui du social-impérialisme soviétique. Cela, les révisionnistes chinois le savent bien, quoiqu'ils prétendent que l'Amérique est à son déclin. Dans la voie qu'ils ont choisie, ils ne peuvent se permettre de s'appuyer sur un partenaire faible, dont ils ne pourraient soutirer grand-chose. Et c'est justement parce que les Etats-Unis sont puissants, que les Chinois les ont choisis pour alliés.

L'alliance avec les Etats-Unis, l'accommodement de la politique chinoise avec la politique de l'impérialisme américain, tend aussi à d'autres buts. Elle comporte également une menace contre le social-impérialisme soviétique, ce qui s'observe dans la propagande tapageuse et l'activité fébrile menées par les dirigeants chinois contre l'Union soviétique. Par cette politique, la Chine donne à entendre à l'Union soviétique révisionniste que son alliance avec les Etats-Unis constitue une force colossale, qui serait dirigée contre elle, au cas où éclaterait une guerre impérialiste.

La politique actuelle de la Chine vise également à nouer des liens d'amitié et des alliances avec tous les autres pays capitalistes développés

dont elle cherche à profiter politiquement et économiquement. La Chine souhaite et s'efforce de raffermir l'alliance américaine avec les pays du « second monde », somme elle les appelle. Elle pousse ces pays à s'unir ou, pour mieux dire, à se soumettre à l'impérialisme américain, qu'elle considère comme son partenaire majeur.

C'est ainsi que s'expliquent tous les liens étroits que le gouvernement chinois cherche à établir avec tous les Etats capitalistes riches, le Japon, l'Allemagne occidentale, l'Angleterre, la France etc. ; c'est ainsi que s'expliquent les nombreux voyages en Chine de délégations gouvernementales économiques, culturelles et scientifiques des Etats-Unis et de tous les autres pays capitalistes développés, fût-ce des républiques ou des monarchies. ainsi que les visites des délégations chinoises dans ces pays. Ainsi s'explique également le fait que la Chine, de façon systématique, prend, à chaque occasion, position en faveur des Etats-Unis d'Amérique et des autres Etats capitalistes industrialisés, en ayant soin de mettre en relief tout écrit, tout propos ou toute action de ces Etats, dirigés contre le social-impérialisme soviétique.

Les Etats-Unis prennent fort à cœur acte de cette politique des dirigeants chinois et ils y accordent le soutien requis. On sait que lors de la Seconde Guerre mondiale, il existait au Département d'Etat américain deux *lobbies* sur la question chinoise: l'un, en faveur de Tchiang Kai-chek et l'autre, de Mao Tsétoung. Naturellement, en ce temps-là le lobby de Tchiang Kai-chek l'emporta au Département d'Etat et au Sénat américain, alors que sur le terrain, sur le continent, en Chine, le lobby de Mao Tsétoung avait le dessus. Ce lobby était animé notamment par Marshall, Vandemeyer, et Edgar Snow, qui devinrent les amis et les conseillers des Chinois, encourageant et inspirant toutes sortes d'organisations dans la Chine nouvelle. Actuellement, ces anciens liens

renaissent, ils se renforcent, grandissent et se concrétisent davantage. Tout le monde voit aujourd'hui que la Chine et les Etats-Unis d'Amérique se rapprochent toujours plus. Récemment, un des journaux américains les mieux informés, le «Washington post», écrivait: «Il y a maintenant un consensus américain qui est soutenu même par les hommes de droite, même par ceux qui ne nourrissent guère de sympathie pour Pékin. Selon ce consensus, quoi qu'il se soit produit dans le passé, il n'y a pas de raison pour que les Etats-Unis considèrent la Chine comme une menace. A part Taïwan, il est peu de choses sur lesquelles les deux gouvernements ne soient pas d'accord. Les deux parties ont consenti, en fait, à reporter la question de Taiwan afin de tirer des avantages dans d'autres domaines ».

La question de Taiwan, qui est soulevée dans les rapports sino-américains, a été réduite à quelque chose de formel. A présent, la Chine n'insiste pas sur cette question. Elle ne se soucie guère de HongKong et ne se préoccupe pas le moins du monde de ce que Macao soit encore sous domination portugaise. Le gouvernement chinois rejette l'offre du nouveau gouvernement portugais de restituer à la Chine cette colonie, sous prétexte que les «cadeaux ne se reprennent pas». L'existence de ces colonies est quelque chose d'anachronique, mais cela ne gêne guère la politique pragmatiste des dirigeants chinois. Tant que Hong-Kong et Macao resteront des colonies, pourquoi Taïwan aussi ne le demeurerait-il pas? Apparemment, la Chine a grand intérêt à ce que Taiwan conserve à l'avenir son statut actuel. Outre les relations qu'elle entretient au grand jour, elle a avantage à pouvoir se livrer aussi, à travers ces trois portes, à un trafic camouflé avec les impérialistes américains, les impérialistes anglais, japonais, etc. C'est pourquoi les sornettes de Teng Hsiao-ping et de Li Hsien Nien, selon lesquelles les relations sino-américaines dépendent de l'attitude américaine envers Taïwan ne sont qu'un rideau de fumée visant à cacher le chemin du rapprochement avec les Etats-Unis dans lequel la Chine s'est engagée pour devenir une superpuissance.

Carter a déclaré que les Etats-Unis établiront des relations diplomatiques avec la Chine. En ce qui concerne Taïwan, ils adopteront l'attitude du Japon; autrement dit, ils rompront pour la forme les relations diplomatiques avec l'île, sans cesser pour autant les relations économiques et culturelles, ni, sous le couvert de celles-ci, les relations militaires. En fait, la Chine trouve son compte dans les liens militaires des Etats-Unis avec Taïwan. Elle souhaite que les Etats-Unis maintiennent des troupes à Taïwan, au Japon, en Corée du Sud et dans l'Océan Indien, car elle estime que le maintien de ces forces est à son avantage en ce qu'elles font contre-poids à l'Union soviétique.

Toutes ces attitudes tiennent à la détermination de la direction chinoise de faire de la Chine une superpuissance en tâchant de développer son économie et d'accroître son potentiel militaire au moyen des crédits et des investissements des Etats-Unis et des autres grands pays capitalistes. Elle justifie cette voie qu'elle a choisie en prétendant appliquer une politique correcte, la ligne «marxiste» de Mao Tsétoung, selon lequel «la Chine doit profiter des grandes réussites mondiales, des brevets, des technologies nouvelles en mettant l'apport de l'étranger au service de son développement intérieur». Les articles du «Renmin Ribao» et les discours des dirigeants chinois sont truffés de slogans de ce genre. Selon la conception chinoise, mettre à profit les inventions et les réalisations des autres Etats dans le domaine industriel, cela veut dire recevoir des crédits et accepter des investissements des Etats-Unis d'Amérique, du Japon, de l'Allemagne occidentale, de la France, de l'Angleterre et de tous les autres pays capitalistes. que la Chine couvre de flatteries.

Les dirigeants chinois ont fait leurs théories révisionnistes suivant lesquelles des grands pays, et la Chine entre autres, qui possèdent de grandes ressources, peuvent recevoir des crédits de l'impérialisme américain ou de tout Etat, de tout trust et de toute grande banque capitaliste, car ils sont soi-disant solvables. Les révisionnistes yougoslaves ont pris la défense de cette conception. Vantant leur expérience de «la construction du socialisme spécifique» avec l'aide de l'oligarchie financière mondiale et en particulier du capital américain, ils donnent l'exemple et encouragent la Chine à avancer sans hésitation sur cette voie.

Les grands pays sont en mesure de s'acquitter des crédits qu'ils reçoivent, mais les investissements impérialistes qui se font dans ces grands Etats, comme dans l'Union soviétique révisionniste, en Chine et ailleurs, ne peuvent manquer d'entraîner de graves conséquences néo-colonialistes. Les

richesses et la sueur des peuples de ces pays sont exploitées aussi dans l'intérêt des trusts et des monopoles étrangers capitalistes. Les impérialistes américains ainsi que les Etats capitalistes développés d'Europe occidentale ou le Japon, qui font des investissements en Chine et dans les pays révisionnistes, ont pour but de s'y implanter, ils visent à faire en sorte que les trusts de leurs pays s'imbriquent en une étroite collaboration avec les trusts et les principales branches de l'industrie de ces pays.

L'investissement de capitaux des pays impérialistes en Chine n'est pas un problème aussi anodin que cherchent à le présenter les révisionnistes, qui jugent cette pénétration du capital dans leurs pays inoffensive, sous prétexte qu'il n'y entre pas à travers des rapports d'Etat à Etat (bien que récemment de hauts dirigeants chinois aient déclaré qu'ils accepteraient des crédits de gouvernements étrangers) mais par le biais de banques et de sociétés privées, soi-disant sans implications ni intérêts politiques. L'endettement accablant de tout pays, grand ou petit, envers l'un ou l'autre impérialisme, présente toujours des dangers inévitables pour la liberté, l'indépendance et la souveraineté de celui qui s'engage sur cette voie, et à plus forte raison pour des pays économiquement pauvres comme la Chine. Un pays vraiment socialiste n'a pas besoin de tels emprunts. Il trouve les sources de son développement économique chez lui, dans ses propres richesses, dans son accumulation intérieure et dans la force créatrice de son peuple. L'exemple de l'Albanie, qui est un petit pays, fait apparaître clairement les moyens, les ressources et les capacités inépuisables de développement que possède un pays socialiste. Et un grand pays qui dispose de moyens et de ressources bien plus considérables, les mettra d'autant mieux en valeur qu'il avancera de façon conséquente dans la voie du marxisme-léninisme.

L'ouverture du marché chinois à l'impérialisme américain et aux grandes sociétés américaines et autres sociétés occidentales a été accueillie avec une extrême satisfaction par les impérialistes des Etats-Unis et toute la bourgeoisie internationale. Les sociétés multinationales, les industriels américains connaissent bien l'économie chinoise et ses grandes richesses, aussi mettent-ils tout en oeuvre pour y établir leur réseau économique, pour créer des sociétés mixtes et tirer aussi de gros profits. C'est ainsi qu'opèrent en Chine non seulement les grandes sociétés américaines, mais aussi les sociétés japonaises, allemandes et celles des autres pays développés capitalistes.

La Chine a déjà passé avec le Japon un contrat pour lui livrer jusqu'à 10 millions de tonnes de pétrole par an. Une nombreuse équipe de représentants de l'E.N.I. italien s'est rendue elle aussi en Chine pour offrir des licences de technologie de prospection du pétrole, mais elle y a trouvé de grands groupes de compagnies pétrolières américaines qui s'étaient déjà accordés avec les autorités locales pour l'extraction et l'exploitation communes du pétrole. La Chine agit de même dans les autres secteurs miniers, pour le fer et divers minéraux à prospector et qui existent effectivement là-bas en grande abondance. Les magnats allemands du charbon sont désormais présents en Chine, et ils ont conclu des contrats de plusieurs dizaines de milliards de marks. Les ministres chinois parcourent le Japon, l'Amérique et l'Europe de long en large pour solliciter des crédits, passer des commandes de nouveaux équipements technologiques, acquérir des armes modernes, conclure des accords techniques et scientifiques, etc. Toutes les portes des entreprises et des établissements chinois sont ouvertes aux businessmen de Tokyo, de Wall Street et du Marché commun européen, qui luttent de vitesse pour arriver les premiers à Pékin et accaparer les grands projets de «modernisation» que leur offre le gouvernement chinois. De la sorte, la Chine aussi est entraînée dans le cycle infernal de l'intégration impérialiste, de l'avidité impérialiste pour mettre la main sur les richesses de son sous-sol et ses matières premières, pour exploiter la main-d'œuvre de son pays.

On sait que le capitaliste n'aide personne sans considérer avant tout son propre intérêt économique, politique et idéologique. Il ne s'agit pas seulement du taux de profit qu'il prélève. Un pays capitaliste qui accorde un crédit, introduit avec celui-ci dans le pays qui reçoit cette «aide» son propre mode de vie, sa façon de penser capitaliste, il y établit des bases, se répand insensiblement, fait tache d'huile, étend sa toile d'araignée, et cette araignée est constamment présente au centre de sa toile pour sucer le sang des mouches qui se laissent attraper, comme ce fut le cas de la Yougoslavie, et comme ce l'est actuellement de l'Union soviétique. Et la Chine subira le même sort.

Par suite, la Chine cédera aussi, comme elle le fait déjà, sur les questions politiques et idéologiques, et le marché chinois deviendra un débouché* *(En français dans le texte.) de grande importance pour l'impérialisme américain et les autres puissances capitalistes industrialisées.

Les crédits et les investissements américains, ouest-allemands, japonais etc., en Chine ne peuvent pas ne pas empiéter, dans une plus ou moins grande mesure, sur son indépendance et sa souveraineté. Ces crédits assujettissent tout Etat qui les reçoit, car le prêteur lui impose sa politique. Aussi, chaque Etat, grand ou petit, qui se laisse prendre dans les engrenages de l'impérialisme, tronque ou perd sa liberté politique, son indépendance et sa souveraineté. C'est dans cette situation de souveraineté tronquée qu'est tombée aussi l'Union soviétique qui, lorsqu'elle s'engagea dans la voie de la restauration du capitalisme, était économiquement et militairement beaucoup plus puissante que ne l'est aujourd'hui la Chine, laquelle s'achemine dans la même voie.

Naturellement, les petits pays, lorsqu'ils se fourrent dans les engrenages de l'impérialisme, perdent leur liberté et leur indépendance plus vite que les grands pays, comme la Chine et l'Union soviétique, chez lesquels ce processus peut être plus lent non seulement parce qu'ils possèdent un potentiel économique et militaire supérieur, mais aussi, parce que, forts de ce potentiel, ils luttent pour conserver leurs anciens marchés et en accaparer de nouveaux, pour étendre leurs zones d'influence et en créer de nouvelles afin de se faire réciproquement pression et, lorsqu'ils ne trouvent pas d'autre issue, de plonger même dans la guerre. Malgré tout, ils ne peuvent se débarrasser des chaînes des crédits et des investissements qui les entravent. Les crédits et les taux d'intérêts doivent être remboursés. Mais quand on n'est pas en mesure de les rembourser, on contracte de nouvelles dettes. Une dette suit l'autre, le capitaliste demande sa rente, et, lorsqu'on n'est pas en mesure de s'acquitter, il vous met au pied du mur. Les sociétés monopolistes américaines, par exemple, dictent la politique de leur gouvernement, elles le contraignent à défendre leur s capitaux par tous les moyens et même, si besoin est. à déclarer pour cela la guerre.

A en juger d'après le zèle que manifestent les dirigeants chinois à s'appuyer sur l'impérialisme américain, sur les capitalistes des Etats-Unis, pour développer l'économie de leur pays, le tapage qu'ils mènent autour de l'affaiblissement de cet impérialisme perd toute crédibilité. Leurs déclarations suivant lesquelles l'impérialisme américain se serait affaibli, ne sont qu'une supercherie, tout comme leur déclaration sur l'appui sur leurs propres forces. Les révisionnistes chinois pensent le contraire de ce qu'ils disent; cela quiconque le constate dans leur pratique.

La presse officielle chinoise exprime souvent des inquiétudes à propos des crédits que l'Union soviétique social-impérialiste reçoit des banques américaines, ouest-allemandes, japonaises, etc. Elle met en garde les Etats-Unis et les autres pays capitalistes développés et les prévient que l'Union soviétique emploie l'aide technologique et les crédits qu'ils lui accordent pour développer et renforcer son potentiel économique et militaire, que ces aides et ces crédits accentuent le danger que fait peser sur eux le social-impérialisme, lequel, selon les dires des dirigeants chinois, a pris maintenant la place du IIIe Reich. Aussi les invite-t-elle à couper immédiatement ces crédits. La presse chinoise tient le même langage que Strauss, ce nazi et revanchard ouest-allemand notoire.

Il n'est pas difficile de comprendre le véritable sens des «inquiétudes» des dirigeants chinois au sujet des crédits que reçoit l'Union soviétique. Bien entendu, ce n'est pas la nature capitaliste de ces crédits ni le danger qu'ils représentent pour la souveraineté de l'Etat soviétique qui les préoccupent. Ils entendent dire par là aux magnats du capital américain et au gouvernement des Etats-Unis, aux capitalistes et aux gouvernements des autres pays impérialistes que ces crédits et ces aides, ce n'est pas à l'Union soviétique qu'ils devraient les accorder, mais à la Chine, qui ne leur fait courir aucun danger et dont ils ne tireront que des avantages.

C'est là un aspect du plan de la Chine pour devenir une superpuissance. **L'autre aspect, ce sont ses efforts pour dominer les pays moins développés dans le monde, pour devenir le leader de ce qu'elle appelle le «tiers monde».**

Le groupe actuellement au pouvoir en Chine met fortement l'accent sur le «tiers monde», dans lequel la Chine s'est incluse elle-même, et cela non pas occasionnellement ni sans dessein. Le «tiers

monde» des révisionnistes chinois a un but politique bien défini. Il s'inscrit dans la stratégie visant à transformer la Chine au plus tôt et au plus vite en une superpuissance. La Chine cherche à rassembler autour d'elle tous les pays du «tiers monde», pays «non alignés» ou «pays en voie de développement», afin de créer une grande force, qui non seulement accroîtra son potentiel général, mais l'aidera également à s'opposer aux deux autres superpuissances, les Etats-Unis d'Amérique et l'Union soviétique, à avoir un plus -grand poids dans les marchandages pour le partage des marchés et des zones d'influence, à acquérir le vrai statut de superpuissance impérialiste. La Chine s'efforce de réaliser son but qui est de regrouper autour d'elle le plus grand nombre d'Etats du monde sous le slogan de son prétendu soutien à la libération des peuples du néocolonialisme et à leur passage au socialisme à travers la lutte contre l'impérialisme. Cet impérialisme reste quelque peu abstrait, mais elle souligne cependant que l'impérialisme le plus dangereux est l'impérialisme soviétique.

La Chine a lancé ce slogan démagogique et sans contenu théorique dans l'espoir qu'il l'aiderait à réaliser ses buts hégémoniques. Elle vise d'abord à établir sa domination sur le prétendu tiers monde, puis à manœuvrer avec ce «monde» pour ses intérêts impérialistes. Cela, la Chine, pour le moment, cherche à le camoufler avec le renom de pays socialiste qu'elle s'est acquis. Elle spéculé sur le fait qu'un pays socialiste ne peut avoir des vues d'asservissement, qu'il ne peut tendre à tirer les autres par le nez, à pratiquer le chantage à leur encontre, à les combattre, à les opprimer et à les exploiter. Elle emploie ce slogan et le fonde sur le fait que le Parti communiste chinois, créé par le «grand» Mao Tsétoung, jouit d'une réputation de parti marxiste-léniniste fidèle à la théorie de Marx et de Lénine, théorie qui combat tous les maux du système capitaliste, l'exploitation coloniale, etc.

Se masquant sous cette fausse identité, se dissimulant derrière le terme de «tiers monde», et s'incluant elle-même dans ce «monde» sans aucun critère ni aucune définition de classe, la Chine pense pouvoir ainsi atteindre plus facilement son but stratégique, qui est d'y établir son hégémonie. C'est la même duperie que l'Union soviétique, pour sa part, pratique envers d'autres pays. Tous les révisionnistes khrouchtchéviens professent jour et nuit qu'ils sont «communistes» et que leurs partis sont des «partis marxistes-léninistes authentiques». C'est aussi avec ce masque que les révisionnistes soviétiques s'efforcent d'établir leur hégémonie sur le monde. On peut donc dire qu'il n'existe aucune différence essentielle entre les agissements des Chinois et ceux du social-impérialisme soviétique.

Toute cette évolution de la politique et de l'action chinoises confirme entièrement les traits dont le marxisme-léninisme a défini l'impérialisme en tant que domination de l'oligarchie financière qui recherche des débouchés, qui s'efforce de conquérir le monde et d'y instaurer son hégémonie. C'est par cette voie que la Chine tend à pénétrer dans les pays du «tiers monde» et à y occuper elle aussi un morceau de «terre». Mais cette «terre» ne peut être conquise qu'au prix de grands sacrifices.

Pour pénétrer dans le «tiers monde», pour occuper des marchés il faut des capitaux. Les classes dominantes au pouvoir dans les pays du «tiers monde» recherchent des investissements, des crédits, des «aides». Or, la Chine n'est pas en mesure de leur accorder des «aides» considérables, car elle est dépourvue du potentiel économique requis pour le faire. C'est précisément ce potentiel qu'elle s'attache à se constituer maintenant avec l'aide de l'impérialisme américain. Dans ces conditions, la bourgeoisie qui domine dans les pays du «tiers monde» comprend clairement qu'elle ne peut, pour le moment, tirer un grand profit de la Chine ni économiquement, ni technologiquement, ni militairement. Elle peut profiter davantage de l'impérialisme américain et du social-impérialisme soviétique qui sont dotés d'un grand potentiel économique, technique et militaire.

Néanmoins, la Chine, comme tout pays qui a des visées impérialistes, lutte et luttera encore plus pour acquérir des marchés dans le monde, elle s'efforce et s'efforcera toujours plus d'étendre son influence et sa domination. Ces plans sont déjà manifestes. Elle crée ses propres banques non seulement à Hong-Kong, où elle en a depuis longtemps, mais encore en Europe et ailleurs. Elle s'emploiera en particulier à en créer, et à exporter des capitaux dans les pays du «tiers monde». Pour le moment, elle fait fort peu en ce domaine. L'aide de la Chine se réduit à la construction de quelque cimenterie, chemin de fer ou hôpital, car ses capacités ne vont pas au-delà. Ce n'est que lorsque les investissements américains, japonais, etc., en Chine commenceront à donner les fruits

qu'elle en attend, c'est-à-dire lorsque son économie, son commerce et sa technique militaire se développeront, que la Chine sera en mesure d'entreprendre une véritable expansion économique et militaire à grande échelle. Mais pour y parvenir, il lui faudra du temps.

En attendant, elle manœvrera, comme elle a commencé à le faire, par sa politique d'«aides» et de crédits accordés sans intérêt ou à très faible intérêt, alors que les Soviétiques et les Américains demandent beaucoup plus. Tant que les capitaux chinois ne seront pas en mesure de déferler à l'étranger, la direction révisionniste chinoise aura surtout le souci de l'effet de propagande des «aides» et des crédits restreints qu'elle accorde aux «pays en développement», en vantant le «caractère internationaliste» de cette aide, ses «butts désintéressés», et en accompagnant le tout du mot d'ordre «compter sur ses propres forces» pour la libération et l'édification du pays.

Dans la mesure de son développement, économique et militaire, la Chine cherchera toujours plus à pénétrer dans les petits pays et les moins développés, et à y dominer à travers l'exportation de ses capitaux, et alors elle ne leur demandera plus un ou deux pour cent d'intérêt pour ses crédits, mais elle agira comme tous les autres.

Pourtant, tous ces plans et ces efforts ne peuvent être facilement couronnés de succès. Les pays impérialistes et capitalistes développés qui ont de l'influence dans les pays du prétendu tiers monde, ne permettent pas à la Chine d'occuper aisément: les marchés qu'ils ont eux-mêmes conquis depuis longtemps par leurs guerres de rapine. Non seulement ils conservent solidement leurs anciennes positions mais ils s'efforcent même d'en occuper de nouvelles et font obstacle à la mainmise de la Chine sur ces pays.

L'impérialisme, quand il est en difficulté Gomme quand il s'épanouit, est implacable envers n'importe lequel de ses partenaires. Parfois, ne pouvant faire autrement et soucieux de réaliser de plus grands profits, il peut lâcher quelque peu la bride, mais plus souvent il tend à la tirer à lui, à l'encontre non seulement des pays faibles, mais aussi des pays développés, comme le sont les: Etats capitalistes industrialisés. C'est cette politique que les Etats-Unis d'Amérique par exemple, ont toujours suivie à l'égard de leurs alliés capitalistes lorsque ces derniers se sont trouvés en difficulté dans les guerres impérialistes qui ont éclaté entre eux. Et même après ces guerres, quand ces alliés ont cherché à se redresser, l'impérialisme américain a engagé toutes ses forces pour les empêcher de pénétrer dans les autres pays du monde où il avait établi sa propre domination. De la sorte, après la Seconde Guerre mondiale, les Etats-Unis, en «aidant» l'Angleterre et la France, sorties affaiblies du conflit, pénétrèrent profondément sur les marchés de la livre, du franc, etc. Les monopoles et les cartels américains de la métallurgie, de la chimie, des transports et de beaucoup d'autres branches vitales pour le développement du capitalisme, pénétrèrent, au point de les absorber, dans les monopoles et les cartels d'Angleterre, de France, etc., mettant ces pays sous la dépendance de l'impérialisme américain. Cet impérialisme féroce et insatiable, comme tout impérialisme, ne peut agir différemment avec la Chine.

Consciente des difficultés qu'elle rencontre pour pénétrer économiquement et militairement dans les pays du «tiers monde», la Chine pense pouvoir y établir son hégémonie en y implantant son influence politique et idéologique. Pour y parvenir, il lui faut, à ses yeux, mener son action dans une triple direction: s'abstenir de combattre l'impérialisme américain et les cliques dominantes dans les pays capitalistes, et s'allier au contraire avec cet impérialisme et avec ces cliques; combattre le social-impérialisme soviétique, auquel il confine, pour affaiblir et détruire ses bases en Asie, en Afrique et en Amérique latine; duper le prolétariat et les peuples très éprouvés de ces continents en recourant à la démagogie, à des manœuvres pseudo-révolutionnaires et pseudo-socialistes et en minant tout mouvement révolutionnaire de libération.

L'impérialisme américain et les autres puissances impérialistes, ainsi que le social-impérialisme, ont naturellement percé à jour ces visées de la Chine. Les pays du «tiers monde» aussi s'en rendent compte et c'est pourquoi ils se persuadent toujours plus que la Chine cherche à les tromper, qu'elle a pour but non pas de les soutenir et de les aider, mais de devenir elle-même une superpuissance. La plupart des dirigeants au pouvoir dans les pays du prétendu tiers monde sont depuis longtemps

étroitement liés à l'impérialisme américain, ou aux puissances capitalistes développées, telles que l'Angleterre, la France, l'Allemagne, la Belgique, le Japon, etc. C'est pourquoi, le flirt de la Chine avec le «tiers monde» n'inquiète guère les Etats impérialistes et capitalistes développés.

Les efforts de la Chine pour s'intégrer dans le «tiers monde» à travers sa politique et son idéologie dite «pensée maotsetoung», ne peuvent pas avoir de succès pour la raison, entre autres, que son idéologie et sa ligne politique sont extrêmement confuses. La ligne politique de la Chine est incohérente, c'est une ligne pragmatiste qui oscille et se modifie selon les conjonctures et les intérêts du moment. Les classes dominantes dans les Etats du «tiers monde» ne craignent pas cette idéologie, car elles se rendent compte qu'elle n'est ni pour la révolution ni pour la véritable libération nationale des peuples. Dans ces pays la bourgeoisie, afin d'opprimer et d'exploiter plus facilement le peuple, a créé ses propres partis sous toutes sortes d'étiquettes. Ceux-ci, étant étroitement liés au capital étranger qui a été investi dans les Etats du prétendu tiers monde, n'ont pas de mal à combattre et à démasquer la ligne chinoise. C'est pourquoi, les dirigeants révisionnistes chinois ont choisi la tactique du sourire à l'égard des partis de ces pays et ils s'efforcent par tous les moyens et en toute occasion d'être «tout sucre tout miel» avec eux.

La Chine, dans son dessein de dominer le «tiers monde», tâche de canaliser le plus possible dans son propre intérêt les mouvements des masses travailleuses dans ce «monde». Mais actuellement, les peuples opprimés, avec à leur tête le prolétariat, ne se trouvent plus dans la situation qui était la leur vers la fin du XIXe ou au début du XXe siècle. Ils s'opposent à toute politique d'hégémonie et de soumission exercée par les grandes puissances impérialistes, anciennes ou nouvelles, américaine, soviétique ou chinoise. Aujourd'hui, les larges masses des peuples du monde se sont, en général, éveillées et, à travers leurs luttes, elles sont, d'une façon ou d'une autre, parvenues à atteindre un certain niveau de conscience pour défendre leurs droits économiques et politiques. Les peuples du prétendu tiers monde ne peuvent ne pas voir que la Chine oeuvre non pas à porter dans leur s pays les idées de la révolution et de la libération nationale, mais à y éteindre la révolution, qui empêche la pénétration de son influence. La ligne chinoise de l'alliance avec les Etats-Unis et les autres pays néo-colonialistes démasque, elle aussi, le social-impérialisme chinois aux yeux des peuples.

La Chine ne peut pas mener une propagande positive et révolutionnaire dans les pays du «tiers monde», parce que, entre autres raisons, elle se mettrait en opposition avec la superpuissance dont elle cherche à profiter en en sollicitant des investissements et de la technologie avancée. Il est aussi une autre raison pour laquelle la Chine ne peut mener cette propagande, c'est parce que la révolution, dans certains pays du prétendu tiers monde, renverserait précisément les cliques réactionnaires que la Chine soutient et aide à se maintenir au pouvoir.

L'avidité impatience des dirigeants chinois de faire au plus vite de leur pays une superpuissance et d'établir son hégémonie partout et particulièrement dans le soi-disant tiers monde, les a poussés à fonder leur stratégie et leur politique extérieure sur l'incitation à la guerre inter impérialiste. Ils souhaitent beaucoup voir un conflit frontal entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Union soviétique en Europe, alors que la Chine, de loin, se chaufferait les mains au feu atomique qui anéantirait ses deux principales rivales, la laissant seule et toute-puissante dominatrice dans le monde.

Tant qu'elle ne se jugera pas assez forte pour concurrencer les autres superpuissances, tant qu'elle n'aura pas obtenu «la place qui lui revient» comme superpuissance, la Chine demandera la paix pour elle-même et la guerre pour les autres. C'est à son besoin actuel de paix que se rattachent les manœuvres diplomatiques non masquées des révisionnistes chinois pour fomenter la guerre entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Union soviétique, en sorte qu'eux-mêmes se tiennent à l'écart et puissent s'occuper de leurs «modernisations». La déclaration de Teng Hsiao-ping, selon laquelle il n'y aura pas de guerre dans les vingt années à venir, n'est pas fortuite. Il entend dire par là aux superpuissances et aux autres pays impérialistes de ne pas avoir peur de la Chine dans les prochaines vingt années. Dans le même temps, les dirigeants chinois fomentent une guerre entre les superpuissances en Europe, loin de la Chine, et où elle ne risque pas d'être entraînée. Dans quelle

mesure y parviendra-t-elle? Cela c'est une autre affaire, mais le fait est que les dirigeants chinois oeuvrent dans ce sens, car ils jugent indispensable une période de calme, nécessaire à leurs yeux pour réaliser leurs objectifs de transformation de la Chine en une superpuissance.

La Chine prêche à cor et à cri le renforcement de l'«unité européenne», de l'«unité des pays capitalistes développés d'Europe». Dans toutes les questions elle soutient cette unité. Elle veut en remonter aux vieux loups et renards, «leur apprendre» à consolider leur unité militaire et économique, leur unité organisationnelle et étatique, etc., face au grand danger du social-impérialisme soviétique. Mais ceux-ci n'ont guère besoin des leçons de la Chine, car ils sont en mesure de comprendre et ils savent fort bien d'où leur vient le danger.

Les pays développés d'Occident ne sont pas aussi naïfs pour appliquer «à la lettre»* *(En français dans le texte.) les conseils de la Chine et satisfaire ses désirs. Ils se renforcent pour faire face à un danger éventuel venant de l'Union soviétique, mais en même temps ils déploient beaucoup d'efforts pour ne pas envenimer leurs rapports avec elle, pour ne pas trop s'avancer et ne pas mettre l'«ours russe» en colère. Cela, bien entendu, va à l'encontre des souhaits de la Chine.

Les Etats capitalistes d'Europe et les Etats-Unis d'Amérique se complaisent à voir la Chine attiser leur contradiction avec les Soviétiques, car c'est là une manière indirecte de leur dire «votre ennemi principal est la Chine, alors que nous, de concert avec vous, recherchons la détente, la coexistence pacifique, indépendamment de ce qu'elle dit». Par ailleurs, ces Etats, tout en feignant d'être pour la paix, s'arment pour renforcer à la fois leur hégémonie et leur unité militaire contre la révolution, leur principal ennemi. C'est là le but de toutes les réunions, comme celles d'Helsinki et de Belgrade, qui traînent indéfiniment en longueur et font penser au Congrès de Vienne après la défaite de Napoléon, ce congrès demeuré surtout célèbre pour ses bals et ses soirées.

Les dirigeants chinois, comme l'a déclaré officiellement Teng Hsiao-ping dans une interview qu'il a accordée au directeur de l'A.F.P., appellent à la création d'«un vaste front qui englobe le tiers monde, le second monde et les Etats-Unis» pour combattre le social-impérialisme soviétique.

La stratégie de la direction révisionniste chinoise visant à inciter l'impérialisme américain, l'impérialisme de l'Europe occidentale, etc., à une guerre contre le social-impérialisme soviétique, risque davantage d'entraîner une guerre entre la Chine et l'Union soviétique qu'un conflit entre l'Union soviétique et les Etats-Unis d'Amérique et leurs alliés de l'O.T.A.N.

De même que la Chine excite les autres à la guerre, de même l'impérialisme américain, les pays capitalistes développés et tous les pays où règnent les cliques bourgeoises capitalistes, poussent tout à la fois la Chine et l'Union soviétique, l'une contre l'autre. C'est pourquoi, il est fort probable que la politique des Etats-Unis d'Amérique et la stratégie erronée de la Chine elle-même pousseront l'Union soviétique à se renforcer encore plus sur le plan militaire et, en puissance impérialiste qu'elle est, à attaquer d'abord la Chine.

La Chine, pour sa part, est fortement portée à attaquer, dès quelle se sentira assez puissante, l'Union soviétique, car elle nourrit de grandes ambitions territoriales sur la Sibérie et sur d'autres territoires de l'Extrême-Orient. Il y a longtemps qu'elle a avancé ces revendications, mais ses appétits s'accroîtront lorsqu'elle sera préparée, lorsqu'elle aura mis sur pied une armée dotée de tous les types d'armes. Tel est le sens de la déclaration que Houa Kouo-feng a faite à l'ancien Premier ministre conservateur Heath, lorsqu'il lui a dit: «Nous espérons voir une Europe unie et puissante, nous pensons que l'Europe, de son côté, espère aussi voir une Chine puissante». Bref, Houa Kouofeng dit à la grande bourgeoisie européenne: «Vous, renforcez-vous et attaquez de l'Ouest, quant à nous, les Chinois, nous nous renforcerons et attaquerons l'Union soviétique de l'Est».

La politique chinoise a ouvert aux Etats-Unis une large et très féconde voie, d'abord frayée par Mao Tsétoung, Chou En-lai et Nixon. De nombreux ponts ont été jetés entre les Etats-Unis d'Amérique et la Chine, des ponts masqués, des ponts à effets et fructueux. Nixon disait: «nous devons construire un pont assez long pour relier San Francisco à Pékin». L'invitation adressée par Mao Tsétoung et Chou En-lai à Nixon après le scandale de Watergate et sa réception par Mao avaient une raison d'être et un but déterminé. Cela voulait dire que l'amitié avec les Etats-Unis, loin d'être

une amitié conjoncturelle entre personnes, était une amitié entre pays, entre la Chine et les Etats-Unis, sans égard au fait que le président qui a frayé cette voie a été destitué pour ses tripotages. A la suite de l'avènement de Carter au pouvoir, les rapports d'amitié entre la Chine et les Etats-Unis tendent à se développer encore davantage. Les Etats-Unis trouvent bien leur compte dans l'attitude actuelle de la Chine, et Carter flatte de diverses manières sa stratégie.

Les Etats-Unis d'Amérique ont intérêt à accorder à la Chine une aide dans tous les domaines, politique, militaire et économique pour la pousser contre l'Union soviétique. Ils ont transmis à la Chine des secrets atomiques. Cela est maintenant évident. Ils lui ont fourni aussi des ordinateurs des plus modernes devant servir à la guerre nucléaire. La Chine a reçu des données complètes pour construire elle-même des sous-marins atomiques. A présent, à Washington on parle ouvertement et officiellement de fournir à la Chine des armes modernes. Si les Etats-Unis d'Amérique offrent à la Chine tous ces «bienfaits», ce n'est naturellement pas pour qu'elle devienne une grande puissance terrestre et navale, capable de mettre aussi en danger les Etats-Unis, comme le fit le Japon lors de la Seconde guerre mondiale. Non, l'impérialisme américain mesure soigneusement les prétendues aides qu'il accorde à qui que ce soit, et à la Chine en particulier.

Ainsi donc, l'ambition de la Chine de devenir une superpuissance et ses efforts fébriles pour rattraper les Etats-Unis et l'Union soviétique, ne manqueront pas d'entraîner de nouvelles frictions, des conflits, des guerres, qui peuvent avoir un caractère local, mais prendre aussi celui d'un conflit mondial.

Toute la théorie des «trois mondes», toute sa stratégie, les alliances et les «fronts» qu'elle préconise, les objectifs qu'elle cherche à atteindre, incitent à une guerre impérialiste mondiale.

Nikita Khrouchtchev et les révisionnistes modernes ont énoncé la théorie de triste renom de la «coexistence pacifique» khrouchtchévienne, qui préconisait la «paix sociale», la «compétition pacifique», la «voie pacifique» de la révolution, le «monde sans armes et sans guerres». Cette théorie visait à affaiblir la lutte de classes en voilant et en aplanissant les contradictions fondamentales de notre époque. En particulier, Khrouchtchev prônait l'extinction des contradictions entre l'Union soviétique et l'impérialisme américain, et de façon générale des contradictions entre le système socialiste et le système capitaliste. Il soutenait la thèse selon laquelle, actuellement, à la suite des changements intervenus dans le monde, la contradiction historique entre le socialisme et le capitalisme sera réglée à travers une compétition pacifique entre les deux parties en présence, une compétition économique, politique et idéologique, culturelle, etc.

«Laissons le temps démontrer qui a raison», disait Khrouchtchev, et que les peuples, à travers cette compétition pacifique, choisissent librement, «dans une paix sainte», le régime qui leur convient le mieux. Nikita Khrouchtchev prêchait aux peuples de brader leurs richesses aux superpuissances et d'attendre que, à travers cette fameuse compétition «pacifique», leur soient assurés la liberté, l'indépendance, le bien-être. Bien entendu, cette politique antimarxiste a été démasquée et notre Parti fut le premier à la fustiger.

C'est une politique analogue à celle de Khrouchtchev que le Parti communiste chinois a suivie déjà du vivant de Mao Tsé-toung. Celle-ci aussi appelle les deux parties, tant le prolétariat que la bourgeoisie, tant les peuples que leurs oppresseurs, à cesser la lutte de classes, à s'unir contre le seul social-impérialisme soviétique et à oublier l'impérialisme américain.

La théorie des «trois mondes» est une théorie réactionnaire, tout comme l'était la théorie khrouchtchévienne de la «coexistence pacifique». Mais alors que Khrouchtchev et ses tenants, porte parole du révisionnisme moderne, se posaient en pacifistes, Mao Tsé-toung, Teng Hsiao-ping, Houa Kouo-feng, etc., s'affichent, eux, comme des fauteurs de guerre. Ceux-ci cherchent à donner à la coalition impérialiste-capitaliste, dans laquelle la Chine s'inclut elle-même, la couleur d'un organisme conçu pour la lutte révolutionnaire, pour le triomphe du prolétariat et la libération des peuples. Mais, en réalité, la «théorie» de Mao Tsé-toung et du Parti communiste chinois sur les «trois mondes» appelle non pas à la révolution mais à la guerre impérialiste.

L'aggravation des contradictions et de la rivalité entre les puissances et les groupements impérialistes risque d'entraîner le déclenchement de conflits armés, de guerres de rapine et

d'asservissement. C'est là une thèse connue du marxisme-léninisme, irréfutablement confirmée par l'histoire. Sa justesse est clairement démontrée aussi par l'évolution de la situation internationale de nos jours.

Le Parti du Travail d'Albanie a souvent élevé la voix pour dénoncer la tapageuse propagande pacifiste que mènent les superpuissances en vue d'endormir la vigilance des peuples et des pays pacifiques, de les étourdir de fausses promesses et de les prendre au dépourvu. Plus d'une fois, il a attiré l'attention sur le fait que l'impérialisme américain et le social-impérialisme russe poussent le monde à une nouvelle guerre mondiale et que le déclenchement d'une telle guerre est un danger réel et non imaginaire. Cette menace est nécessairement un sujet de préoccupation constante pour les peuples, les larges masses travailleuses, les forces des pays pacifiques, les marxistes-léninistes et les hommes progressistes partout dans le monde, qui ne peuvent rester passifs et les bras croisés face à ce danger. Mais que faut-il faire pour arrêter le bras aux fauteurs de guerre impérialistes?

Il ne faut pas en tout cas capituler, ni s'incliner devant eux, ni atténuer la lutte qu'on leur livre. Les faits ont prouvé que les compromis et les concessions sans principes des révisionnistes khrouchtchéviens n'ont pas rendu l'impérialisme américain plus doux, plus conciliant ni plus pacifique, au contraire, ils l'ont rendu plus arrogant et ont aiguisé ses appétits. Mais, d'autre part, les marxistes-léninistes ne sont pas non plus pour l'incitation d'un Etat ou d'un groupement impérialiste contre un autre, ils n'appellent pas à des guerres impérialistes, car ce sont les peuples qui en pâtissent. Le grand Lénine soulignait que notre politique ne vise pas à inciter à la guerre, mais qu'elle cherche à empêcher les impérialistes à s'unir contre le pays socialiste.

*« . . . si vraiment nous entraînions dans la guerre ouvriers et paysans, disait-il, ce serait un crime. Or toute notre politique et notre propagande ne visent nullement à pousser les peuples à la guerre, mais à y mettre un terme. Et l'expérience a suffisamment montré que la révolution socialiste est la seule issue aux guerres éternelles»**. *(V. Lénine, Oeuvres, éd. alb., t. 31, p. 540.)

Ainsi donc, le soulèvement de la classe ouvrière, des larges masses travailleuses et des peuples dans des actions révolutionnaires pour arrêter le bras des fauteurs de guerre impérialistes dans leurs pays, est la seule voie juste. Les marxistes-léninistes ont toujours été et restent les adversaires les plus résolus des guerres injustes.

Lénine a enseigné aux révolutionnaires communistes qu'ils ont pour devoir de détruire les plans bellicistes de l'impérialisme et d'empêcher le déclenchement de la guerre. S'ils n'y parviennent pas, ils doivent alors mobiliser la classe ouvrière, les masses du peuple et transformer la guerre impérialiste en une guerre révolutionnaire et de libération.

Les impérialistes et les social-impérialistes ont la guerre agressive dans le sang. Leurs visées d'asservissement du monde les conduisent à la guerre. Toutefois, si ce sont les impérialistes qui font éclater la guerre impérialiste mondiale, c'est le prolétariat, les peuples, les révolutionnaires et tous les hommes progressistes qui la paient de leur sang. C'est pour cela que les marxistes-léninistes, le prolétariat et les peuples du monde s'opposent à la guerre impérialiste mondiale et luttent sans répit pour déjouer les plans des impérialistes, pour les empêcher de conduire le monde à une nouvelle tuerie.

Il s'ensuit donc qu'il ne faut pas, comme le font les révisionnistes chinois, prêcher la guerre impérialiste, mais au contraire la combattre. Les marxistes-léninistes ont pour devoir de soulever le prolétariat et les peuples du monde dans la lutte contre leurs oppresseurs pour leur arracher le pouvoir, leurs privilèges et instaurer la dictature du prolétariat. Ce n'est pas ce que fait la Chine, ce n'est pas à cela que travaille le Parti communiste chinois. Par sa théorie révisionniste, ce parti affaiblit et éloigne la révolution, il divise les forces d'avant-garde du prolétariat, les partis marxistes-léninistes, qui organiseront et dirigeront cette révolution.

La voie que préconise la direction chinoise est une duperie, c'est une voie incompatible avec notre doctrine, le marxisme-léninisme. Contrairement à celle-ci, la ligne révisionniste chinoise affaiblit,

accable le prolétariat et les peuples, fait peser sur eux la menace d'une guerre sanglante, la guerre impérialiste, la guerre criminelle, exécutée par le prolétariat et les peuples.

C'est aussi pour cette raison que la théorie de Mao Tsé-toung sur les «trois mondes», l'activité politique du Parti communiste et de l'Etat chinois ne peuvent en aucune manière être qualifiées de marxistes-léninistes et de révolutionnaires.

Lorsque Khrouchtchev préconisait la compétition économique, idéologique et politique entre le socialisme et l'impérialisme, les dirigeants chinois se prononçaient soi-disant contre cette thèse et ils soutenaient que, pour que la coexistence pacifique véritable pût se réaliser, il fallait combattre l'impérialisme, car :a «coexistence» ne peut abolir l'impérialisme, ne peut conduire au triomphe de la révolution et c. la libération des peuples.

Mais ces déclarations sont restées lettre morte. En fait, la direction du Parti communiste chinois, elle aussi, a été et est toujours pour la coexistence pacifique du type khrouchtchévien. Dans le document déjà cité, «Propositions concernant la ligne générale du mouvement communiste international», il est dit: «La politique de principe est la seule politique juste. . . Que veut dire politique de principe ? Cela veut dire que, en posant et élaborant n'importe quelle politique, nous devons nous maintenir sur des positions prolétariennes, partir des intérêts essentiels du prolétariat et nous guider sur la théorie et les thèses fondamentales du marxisme-léninisme». C'est ce qu'a déclaré le Parti communiste chinois, mais qu'a-t-il fait et que fait-il maintenant? Il a fait et il fait précisément le contraire.

Dans le texte précité et en d'autres occasions encore, le Parti communiste chinois a déclaré qu'«il faut démasquer l'impérialisme américain comme le plus grand ennemi de la révolution, du socialisme et des peuples du monde entier». Entre autres, il a ajouté qu'«il ne faut s'appuyer ni sur l'impérialisme américain ni sur un autre impérialisme, qu'il ne faut pas s'appuyer sur les réactionnaires». Mais le Parti communiste chinois n'a pas appliqué ces thèses. Le Parti du Travail d'Albanie, qui se base puissamment sur les principes fondamentaux du marxisme-léninisme, s'en tient résolument à la lutte contre l'impérialisme et le social-impérialisme. Précisément sur ces questions, l'Albanie socialiste est en opposition avec la Chine, et le Parti du Travail d'Albanie avec le Parti communiste chinois. Les dirigeants chinois nous accusent, nous les Albanais, de soi-disant ne pas faire «une analyse marxiste-léniniste de la situation internationale et des contradictions», partant, de ne pas suivre la voie des Chinois pour appeler l'«Europe unie», le Marché commun européen et les prolétaires du monde à s'unir aux Américains contre les Soviétiques. Et ils concluent que, du moment que nous ne soutenons pas l'impérialisme américain. l'«Europe unie», etc., nous favorisons soi-disant le social-impérialisme soviétique.

C'est là, de leur part, non seulement une attitude révisionniste, affublée d'un habit «antirévionniste», mais aussi une attitude hostile et calomnieuse à l'encontre de l'Albanie socialiste. L'impérialisme américain est agresseur, belliciste et fauteur de guerre. Les Etats-Unis ne veulent pas seulement le statu quo, comme le prétendent les Chinois, ils veulent aussi l'expansion; sinon, il n'y a pas de raisons pour qu'ils aient des contradictions avec l'Union soviétique. La citation de Mao que les Chinois invoquent, et selon laquelle «l'Amérique est aujourd'hui comme un rat que tout le monde dans la rue pourchasse en criant: «tuez-le!»», tend à démontrer que seule l'Union soviétique voudrait la guerre, que les Etats-Unis ne la voudraient pas. Dans leur bienveillance envers les Etats-Unis d'Amérique, ils incitent à épargner cet Etat qui «est réduit à un rat» mais qui n'en doit pas moins devenir l'allié de la Chine. Voilà la stratégie antimarxiste du «marxiste» Mao! La «stratégie» chinoise, fondée sur une analyse qui se guide sur la théorie des «trois mondes» a «définitivement» décidé que «la rivalité entre les deux superpuissances se situe en Europe».

Curieux! Mais pourquoi ne se situerait-elle pas en un autre point du globe, où l'Union soviétique recherche l'expansion, comme en Asie, en Afrique, en Australie ou en Amérique latine, mais précisément en Europe?

Les «théoriciens» chinois ne l'expliquent pas.

Leur «argumentation» est la suivante: la rivale principale des Etats-Unis d'Amérique est l'Union soviétique. Ces deux superpuissances, dont l'une veut le statu quo et l'autre l'expansion, feront

éclater la guerre, comme cela s'est produit en Europe au temps de Hitler. Effectivement, celui-ci aussi recherchait l'expansion, la domination mondiale, mais pour y parvenir, il lui fallait auparavant avoir raison de la France, de l'Angleterre et de l'Union soviétique. C'est pour cela que Hitler commença la guerre en Europe et non ailleurs. Les révisionnistes chinois font ensuite le raisonnement suivant : si Staline s'est appuyé sur l'Angleterre et les Etats-Unis, pourquoi ne nous appuierions-nous pas sur les Etats-Unis? Mais, comme nous venons de l'expliquer, ils oublient que l'Union soviétique s'allia à l'Angleterre et aux Etats-Unis après que l'Allemagne eut attaqué l'Union soviétique et non pas avant.

Lorsque l'Allemagne de Guillaume II attaqua la France et l'Angleterre, les chefs de file de la IIe Internationale prêchèrent «la défense de la patrie bourgeoise». C'est sur ces mêmes positions que s'alignèrent tant les socialistes allemands que les socialistes français. On sait comment Lénine a condamné cette attitude et comment il a flétri les guerres impérialistes. A présent, les révisionnistes chinois, en préconisant l'union des peuples européens avec l'impérialisme au nom de la défense de l'indépendance nationale, se comportent de la même façon que les tenants de la IIe Internationale. Contrairement aux thèses de Lénine, ils poussent à la guerre nucléaire future que les deux superpuissances cherchent à déclencher, et ils lancent des appels «patriotiques» aux peuples de l'Europe occidentale et à son prolétariat, les invitant à laisser de côté les «petits» problèmes sur lesquels ils s'opposent à la bourgeoisie (l'oppression, la famine, les crimes, le chômage), à ne pas porter atteinte à son pouvoir mais à s'unir à l'O.T.A.N., à l'«Europe unie», au Marché commun de la grande bourgeoisie et des trusts européens, et à se battre seulement contre l'Union soviétique, à devenir des soldats disciplinés de la bourgeoisie. La IIe Internationale elle-même n'aurait pas mieux fait.

Mais qu'est-ce que la direction chinoise conseille de faire aux peuples de l'Union soviétique et des autres pays révisionnistes du Pacte de Varsovie, du Comecon? Rien! Elle se tait plutôt et ne tient aucun compte de ces peuples. De temps à autre, elle incite les cliques révisionnistes au pouvoir dans ces pays à se détacher de l'Union soviétique et à s'unir à l'Amérique. En fait, elle dit à ces peuples : taisez-vous, soumettez-vous et servez de chair à canon à la clique sanguinaire du Kremlin! Cette ligne de la direction révisionniste chinoise est antiprolétarienne, belliciste.

Tout cela montre que les dirigeants chinois confondent à dessein les situations internationales. Ces situations, ils les considèrent en ayant en vue leur propre intérêt qui est de faire de la Chine une superpuissance, et non pas l'intérêt de la révolution, ils les considèrent en ayant en vue l'intérêt de leur Etat impérialiste et non pas l'intérêt de la libération des peuples, ils les regardent sous l'angle des possibilités qu'elles offrent pour l'extinction de la révolution dans leur propre pays et dans les autres et non pas pour l'organisation et l'intensification de la lutte du prolétariat et des peuples contre les deux superpuissances. ainsi que contre les oppresseurs bourgeois capitalistes des autres pays, ils les regardent sous l'angle de l'incitation à la guerre impérialiste mondiale et non de l'opposition à celle-ci.

La voie que suit la Chine pour devenir une superpuissance aura de graves conséquences, en premier lieu pour elle-même et pour le peuple chinois.

Une analyse marxiste-léniniste de la politique chinoise conduit à la conclusion que la direction chinoise est en train de fourvoyer son pays dans une impasse. En servant l'impérialisme américain et le capitalisme mondial, elle pense tirer pour elle-même certains avantages, mais ces avantages sont douteux et ils coûteront cher à la Chine. Ils apporteront la catastrophe au pays et auront, bien entendu, des répercussions sensibles dans d'autres pays également.

La politique menée par la Chine pour devenir une superpuissance, politique qui s'inspire d'une idéologie antimarxiste, est démasquée et elle sera démasquée toujours plus aux yeux de tous les peuples, mais en particulier des peuples du prétendu tiers monde. Les peuples du monde comprennent bien les desseins de la politique de chaque Etat, quel qu'il soit, socialiste, révisionniste capitaliste ou impérialiste. Ils voient et se rendent compte que la Chine, bien qu'elle se dise membre du «tiers monde», n'a pas les mêmes aspirations et les mêmes buts que les peuples de

ce monde. Ils voient qu'elle suit une politique social-impérialiste. Aussi est-il compréhensible qu'une telle politique non populaire, une politique qui soutient l'oppression sociale et nationale, soit inacceptable pour les peuples. C'est une politique qui n'est dans l'intérêt que des cliques réactionnaires, que de ceux qui dominent et oppriment les peuples.

La Chine prête son soutien et fournit des armes à la Somalie, qui, à l'instigation des Etats-Unis d'Amérique, est en guerre avec l'Ethiopie. De son côté, l'Union soviétique appuie l'Ethiopie pour l'aider à avaler la Somalie. Et elle fait de même avec l'Erythrée. Ainsi la Chine soutient l'une des parties et l'Union soviétique, l'autre. Si la Chine est bien vue en Somalie, elle l'est par ceux qui sont au pouvoir, mais non pas par le peuple de ce pays, qui se fait tuer. Elle n'est vue d'un bon oeil ni par la direction éthiopienne, qui est soutenue par les Soviétiques, ni par le peuple éthiopien que l'on dresse contre les Somaliens, en lui faisant croire que ceux-ci cherchent à occuper l'Ethiopie. Ainsi, la Chine ne jouit d'aucune influence ni en Ethiopie ni en Somalie.

Mais elle n'est pas bien vue non plus en Algérie. Cette dernière soutient le front du «Polisario», tandis que la Chine a pris parti pour la Mauritanie et le Maroc, autrement dit pour l'impérialisme américain.

Par sa politique extérieure, la Chine suit une ligne prétendument favorable aux peuples arabes. Mais cette politique a pour seul but d'amener les peuples arabes à s'unir contre le social-impérialisme soviétique. Il s'entend donc que la Chine soutient à cette fin tout rapprochement des Arabes avec quiconque, et en premier lieu avec les Etats-Unis d'Amérique.

Pour ce qui est d'Israël, la direction chinoise ne manque pas de vitupérer contre ce pays. Mais en fait, par sa stratégie, elle est en faveur d'Israël. Les peuples arabes, notamment le peuple palestinien, s'en sont rendu et s'en rendent toujours mieux compte.

Dans les pays d'Asie, on peut dire que la Chine n'a pas une influence notable ni durable.

La Chine n'est liée par aucune amitié sincère et étroite avec les pays qui lui sont voisins, et il est encore moins question de liens de ce genre avec les pays plus éloignés. La politique chinoise n'est ni ne peut être juste, du moment qu'elle n'est pas marxiste-léniniste. Avec une telle politique, elle ne peut être en amitié sincère avec le Vietnam, la Corée, le Cambodge, le Laos, la Thaïlande, etc. La Chine prétend qu'elle recherche l'amitié de ces pays, mais, en fait, entre elle et eux il existe des contradictions sur des questions politiques, territoriales et économiques.

Par la politique qu'elle suit, la Chine s'est désormais engagée dans un conflit ouvert avec le Vietnam. De graves incidents se produisent à la frontière entre ces deux pays. Les social-impérialistes chinois sont intervenus grossièrement dans les affaires intérieures du Vietnam, et leurs desseins expansionnistes les poussent à attiser le conflit entre le Cambodge et le Vietnam, etc.. Du moment que la direction chinoise se comporte ainsi avec le Vietnam, avec un pays que jusqu'à hier elle considérait comme un pays frère, un proche ami, que peuvent bien penser les pays d'Asie de la politique chinoise? Peuvent-ils avoir confiance en elle?

Parler de l'influence de la Chine dans les pays d'Amérique latine, ce serait perdre son temps. Elle n'y a guère d'influence, ni politique, ni idéologique, ni économique. Toute l'influence de la Chine se réduit à ses liens amicaux avec un certain Pinochet, qui est un fasciste et un bourreau sanguinaire. Cette attitude de la Chine a indigné non seulement les peuples d'Amérique latine, mais aussi l'opinion mondiale. Tous voient bien que la direction chinoise est pour les gouvernants oppresseurs, pour les dictateurs et les généraux qui dominent les peuples, qu'elle est pour l'impérialisme américain, qui a pris à la gorge les peuples de ce continent. Ainsi donc, l'influence de la Chine dans les pays d'Amérique latine est, on peut le dire, insignifiante, sans force, inconsistante.

La politique des dirigeants chinois, loin de jouir de la sympathie et du soutien des peuples, isolera toujours plus la Chine des Etats progressistes, du prolétariat mondial. Il ne peut y avoir de peuple, il ne peut se trouver de prolétariat ni de révolutionnaires qui soutiennent la politique de la Chine, lorsqu'ils voient, à la tribune de Tien An Men, comme ce fut le cas le jour de la fête nationale, le 1 octobre 1977, parader, à côté des dirigeants chinois, les ex-généraux nazis allemands, les ex-généraux et amiraux militaristes japonais, les généraux fascistes portugais, etc., etc.

Dans la voie de sa conversion en superpuissance, la Chine ne peut progresser sans intensifier l'exploitation des larges masses travailleuses du pays. Les Etats-Unis d'Amérique et les autres Etats capitalistes chercheront à s'assurer des sur profits des capitaux qu'ils investiront en Chine. Ils exerceront aussi des pressions en vue de changements rapides et radicaux de la base et de la superstructure de la société chinoise dans le sens du capitalisme. L'exploitation toujours plus intense des masses de centaines de millions d'hommes pour entretenir la bourgeoisie chinoise et son gigantesque appareil bureaucratique, et faire face aux échéances des crédits et aux intérêts dus aux capitalistes étrangers, fera inévitablement apparaître de profondes contradictions entre le prolétariat et la paysannerie chinoise, d'une part, et les oppresseurs bourgeois-revisionnistes, de l'autre. Ceux-ci seront ainsi confrontés aux masses travailleuses de leur pays, ce qui ne manquera pas d'y conduire à des conflits aigus et à des explosions révolutionnaires.

III

LA «PENSÉE MAOTSETOUNG », THEORIE ANTIMARXISTE

La situation actuelle dans le Parti communiste chinois, ses nombreux zigzags et ses attitudes hésitantes, opportunistes, les fréquentes modifications apportées à sa stratégie par la direction chinoise, la politique que celle-ci a suivie et qu'elle suit pour faire de la Chine une superpuissance, posent très naturellement le problème de la place et du rôle de Mao Tsétoung et de ses idées, de la prétendue «pensée maotsétoung», dans la révolution chinoise.

La «pensée maotsétoung» est une «théorie» dépouillée des traits du marxisme-léninisme. Tous les dirigeants chinois, ceux qui ont été auparavant au pouvoir comme ceux qui y sont actuellement, ont spéculé et spéculent toujours sur la «pensée maotsétoung» à propos des formes d'organisation et des méthodes d'action, des buts stratégiques et tactiques afin de mettre en oeuvre leurs plans contre-révolutionnaires.

Nous, communistes albanais, nous sommes fait une opinion, puis une conviction, sur le danger que présente la «pensée maotsétoung», au fur et à mesure que nous constatons l'activité équivoque, les attitudes fluctuantes et contradictoires des dirigeants chinois, l'absence de principes et le pragmatisme de la politique intérieure et extérieure chinoise, son écart du marxisme-léninisme et son camouflage sous des phrases de gauche. A la création de notre Parti, au cours de la Lutte de libération nationale et même après la libération, les gens, chez nous, n'avaient que très peu de notions sur la Chine. Mais comme tous les révolutionnaires dans le monde, nous aussi nous étions persuadés de son caractère progressiste: «la Chine est un grand continent, la Chine lutte, en Chine bouillonne la révolution contre l'impérialisme étranger, contre les concessions,» etc., etc. Nous savions, dans les grandes lignes, quelque chose sur l'activité de Sun Yat Sen, sur ses liens et son amitié avec l'Union soviétique et avec Lénine, nous avions aussi quelque idée sur le Kuomintang, nous étions informés sur la lutte du peuple chinois contre les Japonais et sur l'existence du Parti communiste chinois, que l'on considérait comme un grand parti, conduit par un marxiste-léniniste, Mao Tsétoung. Rien de plus.

Notre Parti n'a eu des contacts plus étroits avec les Chinois qu'après 1956. Ces contacts sont allés s'amplifiant en raison de la lutte que notre Parti a livrée au révisionnisme moderne khrouchtchévien. C'est alors, et surtout lorsque le Parti communiste chinois est lui-même entré en conflit ouvert avec les révisionnistes khrouchtchéviens, que nos contacts avec le Parti communiste chinois, ou plus exactement avec ses cadres dirigeants, sont devenus plus fréquents et plus étroits. Mais il nous faut reconnaître que dans nos entrevues avec les dirigeants chinois, bien qu'elles aient

été empreintes d'un esprit amical, la Chine, Mao Tsétoung et le Parti communiste chinois demeuraient en quelque sorte pour nous une grande énigme.

Mais pourquoi la Chine, son Parti communiste et Mao Tsétoung étaient-ils pour nous une énigme? Ils étaient une énigme, parce que dans nombre d'attitudes, soit générales, soit personnelles, des dirigeants chinois, sur une série de grands problèmes politiques, idéologiques, militaires et organisationnels, nous observions des oscillations tantôt vers la droite tantôt vers la gauche. Ils se montraient tantôt fermes, tantôt indécis, adoptaient aussi parfois des attitudes justes, mais ce qui frappait surtout c'étaient leurs prises de position opportunistes. En général, du vivant de Mao, la politique chinoise fut fluctuante, c'était une politique conjoncturelle, dépourvue d'une moelle épinière marxiste-léniniste. Dans la conception d'un problème politique important, on changeait d'attitude du jour au lendemain. Dans la politique chinoise on ne pouvait déceler un fil conducteur stable et conséquent.

Naturellement, toutes ces attitudes attiraient notre attention et nous ne les approuvions pas, mais malgré tout, pour autant que nous connaissions l'activité de Mao Tsétoung, nous nous fondions sur l'opinion générale que c'était un marxiste-léniniste. Cependant, sur nombre de thèses de Mao Tsétoung, comme celle qui préconisait de traiter les contradictions entre le prolétariat et la bourgeoisie comme des contradictions non antagonistes, la thèse selon laquelle les classes antagonistes subsistent tout au long de la période du socialisme, ou la thèse de «l'encerclement des villes à partir des campagnes», qui donne la primauté absolue au rôle de la paysannerie dans la révolution, etc., nous avions nos réserves et nos points de vue marxistes-léninistes, dont nous avons fait part, à l'occasion, aux dirigeants chinois. Quant à quelques autres vues et attitudes politiques de Mao Tsétoung et du Parti communiste chinois qui ne concordaient pas avec les vues et les attitudes marxistes-léninistes de notre Parti, nous les tenions pour des tactiques provisoires d'un grand Etat, dictées par des situations données. Mais avec le temps, il apparaissait toujours plus clairement que les attitudes du Parti communiste chinois ne relevaient pas seulement de la tactique.

Notre Parti, analysant les faits, a abouti à certaines conclusions, générales et particulières, qui l'amènèrent à être vigilant. Toutefois, s'il évitait la polémique avec le Parti communiste et les dirigeants chinois, ce n'était pas parce qu'il la craignait, mais parce que les données dont il disposait sur la voie erronée, antimarxiste, de ce parti et de Mao Tsétoung lui-même, étaient incomplètes et ne lui permettaient pas de tirer de conclusions définitives. D'autre part, pendant un certain temps, le Parti communiste chinois s'opposa à l'impérialisme américain et à la réaction. Il prit aussi position contre le révisionnisme soviétique khrouchtchévien, indépendamment du fait que maintenant il apparaît clairement que sa lutte contre le révisionnisme soviétique n'était pas dictée par des prises de position justes, marxistes-léninistes sur le plan des principes.

En outre, nous ne disposions pas non plus de données complètes sur la vie intérieure, politique, économique, culturelle, sociale, etc., en Chine. Tout accès à l'organisation du parti et de l'Etat chinois nous a toujours été fermée. Le Parti communiste chinois ne nous a jamais donné la possibilité d'étudier les formes d'organisation du parti et de l'Etat chinois. Nous, communistes albanais, n'étions au courant que de certains aspects de l'organisation de l'Etat chinois, dans ses grandes lignes, rien de plus, car il ne nous était pas créé les possibilités de connaître l'expérience du parti en Chine, de voir comment il agissait, comment il était organisé, dans quelles directions le travail était orienté dans divers secteurs et quelles étaient concrètement ces directions.

Les dirigeants chinois ont agi avec ruse. Ils n'ont pas rendu publics nombre de documents nécessaires pour la connaissance de l'activité de leur parti et de leur Etat. Ils se gardaient et ils se gardent toujours de publier leurs documents. Même le peu de documents publiés dont on dispose, sont fragmentaires. Quant aux quatre volumes des oeuvres de Mao, qui peuvent être considérés Gomme officiels, non seulement les matériaux qu'ils contiennent ne vont que jusqu'en 1949, mais ils sont manipulés avec tant de soin, qu'ils ne donnent pas un tableau exact des situations telles qu'elles se sont réellement développées en Chine.

La présentation politique et théorique des problèmes dans la presse chinoise, et ne parlons pas ici de la littérature, où régnait une extrême confusion, n'avait qu'un caractère de propagande. Les articles

étaient truffés de formules stéréotypées typiquement chinoises, énoncées arithmétiquement, comme par exemple «les trois biens et les cinq maux», «les quatre anciens et les quatre nouveaux», «les deux réflexions et les cinq contrôles de soi-même», «les trois vérités et les sept mensonges», etc. etc. Le déchiffrement «théorique» de ces formules arithmétiques nous était malaisé, à nous qui sommes habitués à penser, à agir et à écrire dans l'esprit de la théorie et de la culture traditionnelles marxistes-léninistes.

Les dirigeants chinois n'ont jamais invité une délégation de notre Parti à étudier leur expérience. Et même quand quelque délégation s'y est rendue à la demande de notre Parti, on lui a surtout fait de la propagande, on l'a conduite ici et là visiter des communes et des usines, plutôt que de lui donner quelque explication ou de lui communiquer une certaine expérience sur le travail du parti. Et envers qui observaient-ils cette étrange attitude? Envers nous, les Albanais, leurs amis, qui les avons défendus dans les situations les plus difficiles. Tous ces comportements nous étaient incompréhensibles, mais nous y voyions aussi le signe que le Parti communiste chinois se gardait de nous donner un clair tableau de sa situation.

Mais ce qui retint encore davantage l'attention de notre Parti, ce fut la Révolution culturelle, à propos de laquelle nous nous sommes posé quelques grands points d'interrogation. Au cours de la Révolution culturelle, déclenchée par Mao Tsétoung, dans l'activité du Parti communiste chinois et de l'Etat chinois se sont fait jour des idées et des actions politiques, idéologiques et organisationnelles singulières, non fondées sur les enseignements de Marx, Engels, Lénine et Staline. Considérant les pratiques antérieures équivoques ainsi que de celles qui furent constatées au cours de la Révolution culturelle, mais surtout des événements qui se sont déroulés depuis cette dernière, l'accession successive de divers groupes à la direction, aujourd'hui du groupe de Lin Piao, demain du groupe de Teng Hsiao-ping ou d'un certain Houa Kouo-feng etc., groupes dont chacun avait sa propre plate-forme opposée à l'autre, notre Parti a été amené à examiner plus à fond les vues et les actions de Mao Tsétoung et du Parti communiste chinois, à se faire une idée plus complète de la «pensée maotsétoung». A nos yeux, le fait que cette Révolution culturelle n'était pas dirigée par le parti, mais qu'elle constituait un déclenchement chaotique suscité par un appel lancé par Mao Tsétoung, ôtait à ce mouvement son caractère révolutionnaire. L'autorité de Mao en Chine a fait se dresser des millions de jeunes non organisés, étudiants et écoliers, qui se sont mis en marche vers Pékin, vers les comités du parti et du pouvoir, qu'ils ont démantelés. Ces jeunes, disait-on, représentaient alors en Chine «l'idéologie prolétarienne», et c'étaient eux qui montreraient au parti et aux prolétaires la «vraie» voie!

Cette révolution, qui avait un caractère politique prononcé, fut qualifiée de culturelle. Pour notre Parti cette dénomination n'était pas exacte, car le mouvement déclenché en Chine était en réalité un mouvement politique et non culturel. Mais l'essentiel résidait dans le fait que cette «grande révolution prolétarienne» n'était conduite ni par le parti ni par le prolétariat. Cette grave situation émanait des anciennes conceptions antimarxistes de Mao Tsétoung, qui sous-estimait le rôle dirigeant du prolétariat et surestimait celui de la jeunesse dans la révolution. Mao a écrit

«Quel rôle la jeunesse chinoise s'est-elle mise à jouer depuis l'époque du «mouvement du 4 mai»? Elle a commencé à jouer en quelque sorte le rôle d'avant-garde. Cela, tous, à l'exception des gens ultra-réactionnaires, l'admettent dans notre pays. Que veut dire jouer le rôle d'avant-garde? Cela veut dire assumer le rôle dirigeant...»* *(Mao Tsétoung, Oeuvres choisies, éd. alb., t. 3, p. 19.)

C'est ainsi que la classe ouvrière a été laissée de côté et, dans bien des cas, elle s'est opposée aux gardes rouges, elle en est même venue aux affrontements avec eux. Nos camarades qui étaient alors en Chine ont vu de leurs yeux les ouvriers des usines se battre contre les jeunes. Le parti fut désagrégé. Il fut liquidé et il n'était fait aucun cas des communistes ni du prolétariat. Cette situation était très grave.

Notre Parti a soutenu la Révolution culturelle, parce que les victoires de la révolution en Chine étaient en danger. Mao Tsétoung lui-même nous a dit que le parti et l'Etat chez eux avaient été usurpés par le groupe renégat de Liu Shao-chi et de Teng Hsiao-ping et que les victoires de la révolution chinoise étaient menacées. Dans ces conditions, sans égard à la question de savoir qui

était responsable de cette situation si grave, notre Parti a soutenu la Révolution culturelle. Notre Parti a défendu le peuple frère chinois, la cause de la révolution et du socialisme en Chine et non pas la lutte fractionnelle des groupes antimarxistes qui se heurtaient et allaient jusqu'aux affrontements armés, pour prendre le pouvoir.

Le cours des événements a montré que la grande Révolution culturelle prolétarienne n'était pas une révolution, qu'elle n'était ni grande, ni culturelle et surtout nullement prolétarienne. Ce n'était qu'un putsch de palais à l'échelle pan chinoise pour liquider une poignée de réactionnaires qui s'étaient emparés du pouvoir.

Naturellement, cette Révolution culturelle était une mystification. Elle liquida à la fois le Parti communiste chinois et les organisations de masse, et elle plongea la Chine dans un nouveau chaos. Cette révolution fut dirigée par des éléments non marxistes, qui devaient être liquidés à leur tour au moyen d'un putsch militaire par d'autres éléments antimarxistes et fascistes.

Dans notre presse, Mao Tsétoung a été qualifié de grand marxiste-léniniste, mais nous n'avons jamais employé ni approuvé les définitions de la propagande chinoise, qui qualifiait Mao de classique du marxisme-léninisme et la «pensée maotsétoung» de troisième étape, étape suprême du marxisme. Notre Parti a considéré la façon dont on gonflait le culte de Mao Tsétoung en Chine comme étant incompatible avec le marxisme-léninisme.

Le développement chaotique de la Révolution culturelle et ses résultats contribuèrent à nous raffermir dans notre opinion, encore imparfaitement cristallisée, que le marxisme-léninisme en Chine était méconnu, et qu'il n'y était pas appliqué, que, sur l'essentiel, les conceptions du Parti communiste chinois et de Mao Tsétoung n'étaient pas marxistes-léninistes, indépendamment de leur façade et de leurs slogans «pour le prolétariat, pour sa dictature et pour son alliance avec la paysannerie pauvre», et tant d'autres formules de ce genre.

A la lumière de ces événements, notre Parti a commencé à mieux voir les causes des hésitations qui avaient été relevées dans l'attitude de la direction chinoise à l'égard du révisionisme khrouchtchévien, comme ce fut le cas en 1962, lorsqu'elle demandait la réconciliation et l'union avec les révisionnistes soviétiques soi-disant au nom d'un front commun contre l'impérialisme américain, ou en 1964, lorsque Chou En-lai, dans la poursuite de ses efforts pour se réconcilier avec les Soviétiques, se rendit à Moscou pour saluer l'accession du groupe Brejnev au pouvoir. Ces fluctuations n'étaient pas fortuites, elles reflétaient l'absence de principes et d'esprit de suite révolutionnaire.

Lorsque Nixon fut invité en Chine et que la direction chinoise, avec à sa tête Mao Tsétoung, proclama la politique de rapprochement et d'union avec l'impérialisme américain, il apparut clairement que la ligne et la politique chinoises étaient en complète opposition avec le marxisme-léninisme et l'internationalisme prolétarien. Après quoi, les visées chauvines et hégémoniques de la Chine se firent plus évidentes. La direction chinoise s'opposait maintenant plus ouvertement aux luttes révolutionnaires de libération des peuples, au prolétariat mondial et au véritable mouvement marxiste-léniniste. Elle déploya sa soi-disant théorie des trois mondes, qu'elle s'efforçait d'imposer à l'ensemble du mouvement marxiste-léniniste en tant que sa ligne générale.

Partant des intérêts de la révolution et du socialisme et considérant que les erreurs que l'on constatait dans la ligne du Parti communiste chinois étaient dues à des appréciations incorrectes des situations et à diverses difficultés, le Parti du Travail d'Albanie s'est efforcé plus d'une fois d'aider la direction chinoise à les rectifier et à les surmonter. Notre Parti, en toute franchise et dans un esprit amical, a fait part de ses vues à Mao Tsétoung et aux autres dirigeants chinois et il a communiqué officiellement et par écrit ses observations et sa désapprobation au Comité central du Parti communiste chinois, sur nombre d'actions entreprises par la Chine, qui portaient directement atteinte à la ligne générale du mouvement marxiste-léniniste, aux intérêts des peuples et de la révolution.

Mais la direction chinoise n'a jamais bien accueilli les observations justes et conformes aux principes que lui faisait notre Parti. Elle ne nous a jamais répondu et s'est refusée à en discuter.

Cependant, les actions antimarxistes de la direction chinoise, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, devenaient plus ouvertes, plus apparentes. Tout cela obligea notre Parti ainsi que tous les autres marxistes-léninistes, à reconsidérer la ligne du Parti communiste chinois, les conceptions politiques et idéologiques dont il s'inspirait, son activité concrète et ses conséquences. Nous avons donc constaté que la «pensée maotsétoung», sur laquelle se guidait et se guide le Parti communiste chinois, constitue une variante dangereuse du révisionnisme moderne, contre lequel il faut mener une lutte générale, sur le plan théorique et politique.

«La pensée maotsétoung» est une variante du révisionnisme, qui a commencé à prendre corps avant la Seconde Guerre mondiale et plus particulièrement après 1935, lorsque Mao Tsétoung accéda à la tête du parti. Pendant cette période, Mao Tsétoung et ses tenants lancèrent une campagne «théorique» sous le mot d'ordre de la lutte contre le «dogmatisme», «les schémas tout prêts», «les stéréotypes étrangers», etc. et il a posé le problème de l'élaboration du marxisme national, niant par là le caractère universel du marxisme-léninisme. Au lieu du marxisme-léninisme, il prônait la «méthode chinoise» de traitement des problèmes, et le style chinois «...vif et plein de fraîcheur, agréable aux oreilles et aux yeux du peuple chinois»* *(Mao Tsétoung, Oeuvres choisies, éd. alb., t. 4, p. 84.), propageant ainsi la thèse révisionniste selon laquelle le marxisme doit avoir dans chaque pays un contenu spécifique particulier.

La «pensée maotsétoung» fut proclamée le summum du marxisme-léninisme à l'époque actuelle. Les dirigeants chinois déclarèrent que «Mao Tsétoung a fait plus que Marx, Engels et Lénine. . .». Dans les statuts du Parti communiste chinois, approuvés à son IXe Congrès, tenu sous la présidence de Mao, il est dit que «la pensée maotsétoung» constitue le marxisme-léninisme de notre époque...», que Mao Tsétoung «...a continué, sauvegardé et développé le marxisme-léninisme, le faisant accéder à une étape supérieure, toute nouvelle»* *(XIe Congrès du Parti communiste chinois, Documents, pp. 79-80, Tirana, 1969.).

Le fait que l'activité du Parti communiste chinois a été fondée non pas sur les principes et les normes du marxisme-léninisme, mais sur la «pensée maotsétoung», a ouvert encore plus grandes les portes à l'opportunisme et à la lutte fractionnelle dans ses rangs.

La «pensée maotsétoung» est un amalgame de conceptions, qui mêle des idées et des thèses empruntées au marxisme avec d'autres principes philosophiques, idéalistes, pragmatistes et révisionnistes. Elle a ses racines dans l'ancienne philosophie chinoise et dans le passé politique et idéologique de la Chine, dans sa pratique étatique et militariste.

Tous les dirigeants chinois, ceux qui ont accédé actuellement au pouvoir comme ceux qui y ont été et en ont été renversés, mais qui ont manœuvré pour mettre en oeuvre leurs plans contre-révolutionnaires, ont eu et ont pour fondement idéologique la «pensée maotsétoung». Mao Tsétoung lui-même a admis que ses idées peuvent être mises à profit par tous, par ceux de gauche comme par ceux de droite, selon les appellations qu'il donne aux divers groupes qui constituent la direction chinoise. Dans une lettre adressée à Kiang Tsing le 8 juillet 1966, Mao Tsétoung reconnaît que «la droite au pouvoir pourrait utiliser mes paroles pour devenir plus puissante pendant quelque temps. Mais la gauche pourrait utiliser d'autres de mes paroles et s'organiser pour renverser la droite»*.

* («Le Monde», 2 décembre 1972.) Cela atteste que Mao Tsétoung ne fut pas un marxiste-léniniste, que ses conceptions sont éclectiques. Cela apparaît dans toutes les «oeuvres théoriques» de Mao, lesquelles, en dépit de la phraséologie et des slogans «révolutionnaires» dont elles sont camouflées, ne peuvent cacher le fait que la «pensée maotsétoung» n'a rien de commun avec le marxisme-léninisme.

Un regard critique, même partiel, sur les écrits de Mao, sur la façon dont il traite les problèmes fondamentaux portant sur le rôle du parti communiste, sur les questions de la révolution, de la construction du socialisme etc., permet de discerner très clairement la différence radicale qui existe entre la «pensée maotsétoung» et le marxisme-léninisme.

Prenons d'abord les questions de l'organisation du Parti et de son rôle dirigeant. Mao se disait pour l'application des principes léninistes sur le parti, mais, si l'on analyse concrètement ses idées sur le parti, et surtout la pratique de la vie du parti, il ressort clairement qu'il a remplacé les principes et les normes léninistes par des thèses révisionnistes.

Mao Tsétoung n'a pas organisé le Parti communiste chinois sur la base des principes de Marx, Engels, Lénine et Staline. Il n'a pas oeuvré à en faire un parti de type léniniste, un parti bolchevik. Mao Tsétoung n'était pas pour un parti de classe prolétarien mais pour un parti sans frontières de classes. S'il a employé le mot d'ordre du caractère de masse à donner au parti, il l'a fait afin d'effacer toute ligne de démarcation entre le parti et la classe. Par suite, n'importe qui pouvait entrer dans ce parti ou en sortir quand et comme bon lui semblait. Sur cette question, les thèses de la «pensée maotsétoung» sont identiques à celles des révisionnistes yougoslaves et des «eurocommunistes».

En outre, Mao Tsétoung a toujours subordonné l'édification, les principes et les normes du parti à ses positions et à ses intérêts politiques, à sa politique aventureuse, opportuniste tantôt de droite, tantôt de gauche, à la lutte entre les fractions, etc.

Dans le Parti communiste chinois il n'y a eu ni il n'y a de véritable unité marxiste-léniniste de pensée et d'action. La lutte entre les fractions, menée depuis la fondation du Parti communiste chinois, a empêché l'établissement en son sein d'une juste ligne marxiste-léniniste, le rôle dirigeant de la pensée marxiste-léniniste. Les diverses tendances qui se manifestaient chez les principaux dirigeants du parti, étaient parfois de gauche, parfois opportunistes de droite, parfois centristes, et allaient même jusqu'à des conceptions ouvertement anarchistes, chauvines et racistes. Tant que Mao et son groupe ont été à la direction du parti, ces tendances constituaient l'un des traits distinctifs du Parti communiste chinois. Mao Tsé toung lui-même a prôné la nécessité de «deux lignes» dans le parti. Selon lui, l'existence de deux lignes et la lutte entre elles sont un phénomène naturel, l'expression de l'unité des contraires, d'une souplesse politique qui allie l'esprit de principe et le compromis. «On pourra ainsi, écrit il, utiliser les deux mains à l'égard d'un camarade fautif : avec l'une, on luttera contre lui, avec l'autre, on fera l'unité avec lui. Le but de cette lutte, c'est de maintenir les principes du marxisme, ce qui signifie fermeté sur les principes; c'est là un aspect du problème. L'autre aspect, c'est de faire l'unité avec lui. L'unité a pour but de lui offrir une issue, de réaliser un compromis avec lui»* *(Mao Tsétoung, Oeuvres choisies, éd. fr., t. 5, p. 560, Pékin, 1977, (année de la première publication de ce volume par les Chinois).).

Ces vues sont diamétralement opposées aux enseignements léninistes sur le parti communiste en tant que détachement organisé et avant-garde, qui doit être doté d'une ligne unique et d'une unité d'acier de pensée et d'action.

La lutte de classes au sein du parti, en tant que reflet de la lutte de classes qui se livre en dehors de lui, n'a rien de commun avec les conceptions de Mao Tsétoung sur les «deux lignes dans le parti». Le parti n'est pas une arène de classes où se livre une lutte entre des classes antagonistes, ce n'est pas un rassemblement de gens animés de desseins opposés. Le véritable parti marxiste-léniniste est le parti de la seule classe ouvrière, et a pour fondements les intérêts de cette dernière. C'est là le facteur décisif de la victoire de la révolution et de la construction du socialisme. Staline, soutenant les principes léninistes sur le parti, qui ne permettent pas l'existence de plusieurs lignes, de courants d'opposition dans le parti communiste, indiquait que:

«...le parti communiste est le parti monolithique du prolétariat et non le parti d'un ensemble d'éléments de diverses classes» *(. Staline, Oeuvres, éd. alb., t. 11, p. 280.).*

Mao Tsétoung, par contre, conçoit le parti comme une union de classes aux intérêts contraires, comme une organisation où se dressent face à face et se combattent deux forces, le prolétariat et la bourgeoisie, «le quartier général prolétarien» et «le quartier général bourgeois», qui doivent avoir leurs représentants à tous les niveaux du parti, depuis la base jusqu'à ses instances dirigeantes suprêmes. C'est ainsi qu'en 1956 il demandait l'élection au Comité central des dirigeants des fractions de droite et de gauche en avançant à l'appui de cette demande des arguments aussi naïfs

que ridicules. «Tout le pays, dit-il, le monde entier même, sait bien qu'ils ont commis des erreurs de ligne, et c'est justement leur célébrité qui est la raison de leur élection. Que voulez-vous? Ce sont des gens connus, alors que vous, qui n'avez pas commis d'erreurs ou qui n'en avez commis que de petites, n'êtes pas aussi célèbres qu'eux. Dans notre pays où la petite bourgeoisie est si nombreuse, ils sont deux bannières»* *(Mao Tsétoung, Oeuvres choisies, éd. fr., t. 5, p. 343, Pékin, 1977.). En renonçant à la lutte sur le plan des principes dans les rangs du parti, Mao Tsétoung faisait le jeu des fractions, il recherchait des compromis avec certaines d'entre elles pour s'opposer à certaines autres et renforcer ainsi ses propres positions.

Avec une telle plate-forme organisationnelle, le Parti communiste chinois n'a jamais été ni ne pouvait être un parti marxiste-léniniste. Les principes et les normes léninistes n'y étaient pas respectées. Le congrès, en tant qu'organe collégial suprême du parti, n'a pas été convoqué régulièrement. C'est ainsi par exemple que onze ans se sont écoulés entre le VIIe et le VIIIe Congrès, et treize ans entre le VIIIe et le IXe Congrès tenus tous deux après la guerre. D'ailleurs, même ces congrès ont été formels, c'étaient plutôt des réunions de parade que de travail. Les délégués aux congrès n'étaient pas élus conformément aux principes et aux normes marxistes-léninistes de la vie du parti, mais désignés par les organes dirigeants, et ils agissaient selon le système de la représentation permanente.

Ces derniers temps, il a été publié dans le «Renmin Ribao» un article, écrit par un soi-disant groupe théorique du «Bureau général» du Comité central du Parti communiste chinois* *(Ayons toujours présents à l'esprit les enseignements du président Mao», «Renmin Ribao», 8 septembre 1977.). L'article affirme que Mao, sous le nom du «Bureau général», avait constitué autour de lui un appareil spécial, qui surveillait et maintenait sous son contrôle le Bureau politique, le Comité central du Parti, les cadres de l'Etat, de l'armée, de la sûreté, etc. L'accès à ce bureau et la connaissance de son travail étaient interdits à tous, y compris les membres du Comité central et le Bureau politique. C'est là qu'étaient élaborés les projets de renversement ou de promotion de tel ou tel groupe fractionnel. Les gens de ce bureau se trouvaient partout, épiaient, surveillaient et rapportaient de façon indépendante et en dehors du contrôle du parti. En outre, ce Bureau disposait d'entiers détachements armés, qui se camouflaient sous le nom de «garde du président Mao». Cette garde prétorienne de plus de 50.000 hommes se mettait en action lorsque le président décidait de «porter un grand coup», comme cela s'est souvent produit dans l'histoire du Parti communiste chinois et comme cela a eu lieu dernièrement lors de l'arrestation des «quatre» et de leurs défenseurs, sur l'ordre de Houa Kouo-feng.

Sous prétexte de maintenir des contacts avec les masses, Mao Tsétoung avait créé aussi un réseau spécial d'indicateurs pour le terrain, chargés d'inspecter et de surveiller, à l'insu de tous, les cadres de la base, l'état d'esprit et la psychologie des masses. Ils rendaient directement compte de leur travail au seul Mao Tsétoung, qui avait rompu toute communication avec les masses et se faisait une idée du monde à travers les données de ses agents du «Bureau général». Mao a déclaré: «Pour ma part, je n'écoute jamais la radio, pas plus les stations étrangères que les chinoises, je transmets seulement». Il a également reconnu: «J'ai déclaré ouvertement que je ne lirai plus le «Renmin Ribao». J'ai du reste dit aussi à son rédacteur en chef: Je ne lis pas ton journal»* *(Extraits de l'entretien de Mao Tsétoung avec les camarades de notre Parti, 3 février 1967, Archives centrales du Parti du Travail d'Albanie. (A.C.P.).)

L'article du «Renmin Ribao» fournit de nouvelles données qui permettent de comprendre~ encore mieux l'orientation antimarxiste et le pouvoir personnel de Mao Tsétoung dans le parti et l'Etat chinois. Mao Tsétoung n'avait pas la moindre considération pour le Comité central, pas plus que pour les congrès du parti, et ne parlons pas du parti en général et de ses comités à la base. Les comités du parti, les cadres dirigeants et même le Comité central recevaient des ordres du «Bureau général», de ce «quartier général», qui ne relevait que de Mao Tsétoung. Les instances du parti, ses organes élus, étaient dépourvus de toute attribution. Dans l'article du «Renmin Ribao» il est dit qu'«aucun télégramme, aucune lettre, aucun document, aucun ordre ne pouvaient être transmis par qui que ce soit sans l'examen et l'approbation préalables de Mao Tsétoung lui-même». Il est apparu que

depuis 1953 Mao Tsétoung avait donné un ordre strict: «Désormais, tous les documents et télégrammes à envoyer au nom du Comité central doivent être soumis à mon examen avant d'être expédiés. Dans le cas contraire, ils seront nuls et non avenue»* *(Mao Tsétoung, Oeuvres choisies, éd. fr., t 5, p. 96, Pékin, 1977.). Dans ces conditions, il ne saurait même être question de collégialité, de démocratie interne dans le parti, ni de normes léninistes.

Le pouvoir de Mao Tsétoung était si illimité qu'il désignait même ses successeurs. Jadis, il avait porté son choix sur Liu Shao-chi. Plus tard il déclara qu'à sa mort, son successeur au pouvoir et au parti serait Lin Piao. Cette façon d'agir, sans précédent dans la pratique des partis marxistes-léninistes, a été sanctionnée même dans les statuts du parti. C'est encore Mao Tsétoung qui désigna Houa Kouo-feng comme devant lui succéder à la tête du parti, après sa mort. Disposant d'un pouvoir absolu, Mao lui-même critiquait, jugeait, sanctionnait, puis réhabilitait de hauts dirigeants du parti et de l'Etat. Il en est allé ainsi de Teng Hsiao-ping, qui a avoué, dans la prétendue autocritique qu'il a faite le 23 octobre 1966, que «Liu Shao-chi et moi, nous sommes de vrais monarchistes. L'essence de mes erreurs réside dans le fait que je n'ai pas confiance dans les masses, que je ne soutiens pas les masses révolutionnaires, mais que je m'oppose à elles, que j'ai suivi une ligne réactionnaire pour réprimer la révolution, que dans la lutte de classes je ne me suis pas rangé du côté du prolétariat, mais de celui de la bourgeoisie. . . Tout cela prouve que. . . je ne suis pas apte à assumer des postes de responsabilité»* *(Tiré de l'autocritique de Teng Hsiao-ping, A.C.P.). Et malgré tous ces crimes, ce révisionniste fieffé a été réinstallé dans le fauteuil qu'il occupait.

L'essence antimarxiste de la «pensée maotsétoung» sur le parti et son rôle dirigeant, apparaît également dans la manière dont les rapports entre le parti et l'armée étaient conçus en théorie et appliqués dans la pratique. Indépendamment de ses formules comme «le parti commande à l'armée», «la politique commande aux fusils» etc., etc., Mao Tsétoung, dans la pratique, attribuait à l'armée le rôle politique principal dans la vie du pays. Déjà pendant la guerre il disait: «Tous les cadres de l'armée doivent être habiles à diriger les ouvriers et à organiser des syndicats, à mobiliser et à organiser la jeunesse, à s'unir avec les cadres des nouvelles régions libérées et à les instruire, à administrer l'industrie et le commerce, à diriger des écoles, des journaux, des agences d'information et des stations de radiodiffusion, à s'occuper des affaires étrangères, à régler les problèmes relatifs aux partis démocratiques et aux organisations populaires, à coordonner les relations entre la ville et la campagne, à résoudre les problèmes de l'alimentation et de l'approvisionnement en charbon et autres articles et produits de première nécessité, ainsi qu'à régler les questions monétaires et financières»* *(Mao Tsétoung, Oeuvres choisies, éd. fr. t. -3, p. 355, Pékin, 1982.).

L'armée se situait donc au-dessus du parti, au-dessus des organes d'Etat, au-dessus de tout. Par conséquent, les propos de Mao Tsétoung sur le rôle du parti, en tant que facteur décisif de la direction de la révolution et de la construction du socialisme, n'étaient que des slogans. A l'époque de la guerre de libération comme après la création de la République Populaire de Chine, l'armée a joué le rôle décisif dans toutes les luttes qui ont été livrées pour la prise du pouvoir par l'une ou l'autre faction. Au cours de la Révolution culturelle également, c'est l'armée qui a joué le rôle principal, elle constituait la dernière réserve de Mao. «Nous nous appuyons, a dit Mao Tsétoung en 1967, sur la force de l'armée. . . Nous n'avons que deux divisions à Pékin, mais au mois de mai nous en avons fait venir deux autres pour régler

nos comptes avec l'ex-comité du parti de Pékin»* *(Extrait de l'entretien de Mao Tsétoung avec la délégation d'amitié de la R.P.A., en date du 18.12.1967, A.C.P.). Pour liquider ses adversaires idéologiques, Mao Tsétoung a toujours mis en action l'armée. Il l'a dressée, avec à sa tête Lin Piao, contre le groupe de Liu Shao-chi et de Teng Hsiao-ping.

Plus tard, avec Chou En-lai, il a organisé l'armée et l'a lancée contre Lin Piao. S'inspirant de la «pensée maotsétoung», l'armée a continué de jouer ce rôle même après la mort de Mao. Comme tous ceux qui ont accédé au pouvoir en Chine, Houa Kouo-feng également s'est appuyé sur l'armée et a agi avec son soutien. Dès le lendemain de la disparition de Mao, Houa Kouo-feng a dressé aussitôt l'armée et avec l'aide des militaires Yé Kien-ying, Wang Toung-sing et autres, il organisa son putsch et arrêta ses adversaires.

En Chine, le pouvoir est toujours entre les mains de l'armée, alors que le parti est à sa remorque. C'est là la caractéristique générale des pays où règne le révisionnisme. Les véritables pays socialistes renforcent l'armée, en tant qu'arme puissante de la dictature du prolétariat, pour réprimer les ennemis du socialisme s'ils se rebellent, ainsi que pour défendre le pays contre une attaque éventuelle de la part des impérialistes et de la réaction extérieure. Mais pour que l'armée puisse toujours jouer ce rôle, il faut qu'elle soit, comme nous l'enseigne le marxisme-léninisme, constamment sous la direction du parti, et que ne se produise pas l'inverse.

Actuellement, en Chine, ce sont les fractions les plus puissantes de l'armée qui font la loi, précisément les plus réactionnaires, celles qui visent à faire de la Chine un pays social-impérialiste. Dans l'avenir, à mesure que la Chine revêtira toujours plus les traits d'une superpuissance impérialiste, le rôle et la force de l'armée ne cesseront de s'accroître dans la vie du pays. Elle se renforcera comme une garde prétorienne armée jusqu'aux dents pour la défense d'un régime et d'une économie capitalistes. Elle se muera en un instrument d'une dictature bourgeoise capitaliste, d'une dictature qui, dans le cas d'une puissante résistance populaire, pourra même revêtir des formes ouvertement fascistes.

En prônant la nécessité de plusieurs partis à la direction du pays, le soi-disant pluralisme politique, la «pensée maotsetoung» se met entièrement en opposition avec la doctrine marxiste-léniniste sur le rôle sans partage du parti communiste dans la révolution et la construction socialiste. Comme il l'a déclaré à E. Snow, Mao Tsétoung jugeait la présence de plusieurs partis politiques, selon le modèle américain, à la direction d'un pays, la forme la plus démocratique de gouvernement. «Vaudrait-il mieux, tout compte fait, avoir un seul parti ou plusieurs?», demandait Mao Tsétoung. Et il répondait: «Il est préférable d'en avoir plusieurs, à ce qu'il nous semble. Il en a été ainsi dans le passé et il pourra en être de même dans l'avenir. C'est la coexistence à long terme et le contrôle mutuel»* *(Mao Tsétoung, Oeuvres choisies, éd. fr., t. 5, p. 319, Pékin, 1977.). Mao estimait indispensable la participation au pouvoir et à l'administration du pays, de partis bourgeois investis des mêmes droits et des mêmes attributions que le Parti communiste chinois. Qui plus est, ces partis de la bourgeoisie, «historiques» selon lui, ne peuvent s'éteindre avant que ne s'éteigne aussi le Parti communiste chinois, autrement dit ils sont appelés à coexister jusqu'au communisme.

Suivant la «pensée maotsetoung» l'existence d'un régime nouveau, démocratique, et la construction du socialisme ne sont possibles que sur la base de la collaboration de toutes les classes et de tous les partis. Une telle conception de la démocratie socialiste, du système politique socialiste, qui se fonde sur «la coexistence prolongée et le contrôle réciproque» de tous les partis et qui ressemble beaucoup aux thèses actuelles des révisionnistes italiens, français, espagnols, etc., constitue une négation flagrante du rôle dirigeant et sans partage du parti marxiste-léniniste dans la révolution et l'édification socialistes. L'expérience historique a déjà démontré que sans le rôle dirigeant et sans partage du parti marxiste-léniniste, la dictature du prolétariat ne peut exister, le socialisme ne peut être construit ni défendu.

«...la dictature du prolétariat, disait Staline, ne peut être complète que si elle est dirigée par un parti, le parti des communistes, qui ne partage ni ne doit jamais partager la direction avec d'autres partis» *(J. Staline, Oeuvres, éd. alb., t. 10, p. 97.)*

Les conceptions révisionnistes de Mao Tsétoung ont pour fondement la politique de collaboration et d'alliance avec la bourgeoisie, politique que le Parti communiste chinois n'a cessé d'appliquer. C'est là qu'a également sa source le cours antimarxiste et antiléniniste: «que cent fleurs s'épanouissent et cent écoles rivalisent», qui est une directe expression de la coexistence d'idéologies contraires.

Selon Mao Tsétoung, dans la société socialiste, parallèlement à l'idéologie prolétarienne, au matérialisme et à l'athéisme, il convient de permettre aussi l'idéologie bourgeoise, l'idéalisme et la religion, la croissance d'«herbes vénéneuses» à côté des «fleurs parfumées», etc. Une telle ligne serait soi-disant indispensable pour le développement du marxisme, pour ouvrir la voie aux débats,

à la liberté de pensée, alors qu'en réalité, il cherche par cette ligne à doter d'une base théorique la politique de collaboration avec la bourgeoisie et de coexistence avec son idéologie. Mao

Tsé-toung dit que: «Interdire aux gens d'entrer en contact avec ce qui est faux, pernicieux ou ce qui nous est hostile, d'aborder l'idéalisme et la métaphysique et de connaître les propos de Confucius, de Lao tseu et Tchiang Kai-chek serait une politique dangereuse. Elle conduirait à la régression de la pensée, à des vues unilatérales et rendrait l'homme incapable de résister aux épreuves de la vie...»*.

(Mao Tsé-toung, Oeuvres choisies, éd. fr., t. 5, p. 397, Pékin. 1977.) D'où il tire la conclusion que l'idéalisme, la métaphysique et l'idéologie bourgeoise existeront éternellement, et que par conséquent il faut non seulement ne pas les interdire, mais leur donner même la possibilité d'émerger, de jaillir et de se mesurer avec leurs contraires. Et il pousse si loin cette attitude conciliante à l'égard de tout élément réactionnaire, qu'il juge les troubles dans la société socialiste inévitables, et erroné d'interdire d'agir aux ennemis. «A mon avis, dit-il, quiconque a envie de provoquer des troubles pourra le faire, et aussi longtemps qu'il voudra: si un mois ne suffit pas, nous lui en accorderons deux; en tout cas, nous ne déclarerons l'affaire close que quand il en aura assez. Si vous vous hâtez de mettre un terme aux troubles, ils se renouvelleront un jour» *(Mao Tsé-toung, Oeuvres choisies, éd. fr., t. 5, pp. 405-406, Pékin, 1977.).

Il ne s'agit pas ici d'opinions émises au cours de débats académiques, «scientifiques», mais d'une ligne politique opportuniste contre-révolutionnaire qui a été opposée au marxisme-léninisme et qui a désorienté le Parti communiste chinois, au sein duquel ont circulé cent points de vue et idées et où vraiment aujourd'hui rivalisent cent écoles. C'est ce qui a fait que les guêpes bourgeoises voltigent librement dans ce jardin aux cent fleurs et y répandent leur venin.

Une telle attitude opportuniste sur les questions idéologiques a ses racines, entre autres, dans le fait que le Parti communiste chinois, depuis sa fondation jusqu'à la libération du pays et par la suite, ne s'est pas attaché à se consolider idéologiquement, il n'a pas oeuvré à inculquer dans l'esprit et le cœur de ses membres la théorie de Marx, Engels, Lénine et Staline, il n'a pas lutté pour assimiler les questions fondamentales de l'idéologie marxiste-léniniste et pour les appliquer avec esprit de suite et pas à pas dans les conditions concrètes de la Chine.

La «pensée maotsé-toung» est en opposition avec la théorie marxiste-léniniste de la révolution.

Mao Tsé-toung, dans ses écrits, traite souvent du rôle des révolutions dans le processus de développement de la société, mais il s'en tient, quand au fond, à une conception métaphysique, évolutionniste. En opposition avec la dialectique matérialiste, qui démontre l'évolution progressive en spirale, Mao Tsé-toung professe l'évolution sous forme cyclique, en circuit fermé, comme un processus ondulatoire, qui se traduit par le passage alternatif de l'équilibre au déséquilibre, du mouvement à l'immobilité, de l'ascension au déclin, de la progression à la régression, etc. Ainsi, s'en tenant à la conception de l'ancienne philosophie sur la fonction purificatrice du feu, Mao Tsé-toung écrit: «Il faudra «allumer le feu» périodiquement. Comment s'y prendre à l'avenir? D'après vous, devrait-on le faire une fois par an ou tous les trois ans? Je pense qu'on doit le faire au moins deux fois chaque quinquennat, tout comme le mois intercalaire du calendrier luni-solaire revient une fois tous les trois ans ou deux fois tous les cinq ans»* *(Mao Tsé-toung, Oeuvres choisies, éd. fr., t. 5, p. 499, Pékin, 1977). Ainsi donc, à l'instar des astrologues d'antan, il tire du calendrier lunaire la loi sur le jaillissement périodique du feu, sur l'évolution, qui va de la «grande harmonie» au «grand désordre» pour revenir à la «grande harmonie», en sorte que les cycles se répètent périodiquement. Ainsi à la conception matérialiste dialectique sur l'évolution, qui comme le dit Lénine, «...nous donne la clé de l'«auto mouvement» de tout ce qui est; ...nous donne la clé des «sauts», de l'«interruption dans la gradation», du «changement en contraire», de l'abolition de l'ancien et de la naissance du nouveau»,* *(V. Lénine, Oeuvres, éd. alb. t. 38. p. 396) la «pensée maotsé-toung» oppose la conception métaphysique qui «est sans vie, pâle, aride».

Cela apparaît encore plus clairement à la façon dont Mao Tsé-toung traite le problème des contradictions, auquel il aurait apporté, selon la propagande chinoise, une «contribution particulière», poussant ici prétendument plus avant la dialectique matérialiste. A vrai dire, Mao Tsé-toung, dans beaucoup de ses écrits, traite souvent des

contraires, des contradictions, de l'unité des contraires, il évoque même des citations et des phrases marxistes, mais il n'en reste pas moins éloigné de la conception matérialiste dialectique sur ces questions. Lorsqu'il traite des contradictions, il ne part pas des thèses marxistes, mais des thèses des anciens philosophes chinois, il regarde les contraires de façon mécanique comme des phénomènes extérieurs et leur transformation comme une simple interversion des deux termes. Tout en manipulant certains contraires éternels empruntés à la vieille philosophie, comme haut et bas, devant et derrière, droite et gauche, facile et difficile, etc., etc., Mao Tsétoung nie fondamentalement les contradictions internes dans les objets et les phénomènes eux-mêmes, et considère l'évolution comme une simple répétition, comme une succession d'états immuables, où s'observent les mêmes contraires et le même rapport entre eux. La transformation de chacun des deux termes d'une contradiction en son contraire, conçue Gomme une simple interversion et non comme la solution de la contradiction ni Gomme un changement qualitatif du phénomène même qui comporte ces contraires, est utilisée par Mao Tsétoung comme un schéma formel auquel tout est subordonné. Par tant de ce schéma, Mao va jusqu'à déclarer que « Quand le dogmatisme se transforme en son contraire, il devient soit marxisme soit révisionnisme »* *(Mao Tsétoung, Oeuvres choisies, éd. fr., t. 5, p. 4 79, Pékin, 1977.), « la métaphysique se transforme en dialectique et la dialectique en métaphysique », etc. Sous de telles affirmations absurdes et cette jonglerie sophistique sur les contraires, Mao Tsétoung cache ses conceptions opportunistes et antirévolutionnaires. Ainsi il ne conçoit pas la révolution socialiste comme un changement qualitatif de la société, qui entraîne la suppression des classes antagonistes, de l'oppression et de l'exploitation de l'homme par l'homme, mais il l'imagine Gomme une simple interversion de rôles entre la bourgeoisie et le prolétariat. Afin de démontrer cette « invention », Mao écrit: « Si la bourgeoisie et le prolétariat ne peuvent se convertir l'un en l'autre, comment expliquez-vous que, par la révolution, le prolétariat devient la classe dominante et la bourgeoisie une classe dominée?... Nous et le Kuomintang de Tchiang Kai-chek sommes foncièrement en opposition. Par suite de la lutte et de l'exclusion mutuelle des deux aspects contradictoires, nous avons changé de place avec le Kuomintang... »* *(Ibid, pp. 399-400.). Cette même logique a conduit Mao Tsétoung à réviser aussi la théorie marxiste-léniniste sur les deux phases de la société communiste. « La dialectique estime que le régime socialiste, en tant que phénomène historique, disparaîtra un jour, tout comme l'homme doit mourir, et que le régime communiste en sera la négation. Comment peut-on considérer comme marxiste l'assertion selon laquelle le régime socialiste, ainsi que les rapports de production et la superstructure du socialisme, ne disparaîtront pas? Ne serait-ce pas là un dogme religieux, la théologie qui professe l'éternité de Dieu? »* *(Mao Tsétoung, Oeuvres choisies, éd. fr. t. 5, p. 409, Pékin, 1977.).

C'est ainsi que, révisant ouvertement la conception marxiste-léniniste du socialisme et du communisme, qui sont, fondamentalement, deux phases d'un même type, d'un même ordre économique et social et ne se distinguent que par leur degré de développement et de maturité, Mao Tsétoung présente le socialisme comme étant quelque chose de diamétralement opposé au communisme.

C'est à partir de telles conceptions métaphysiques et antimarxistes que Mao Tsétoung traite en général la question de la révolution, qu'il considère comme un processus illimité, se répétant périodiquement durant toute l'existence de l'humanité, comme un processus allant de la défaite à la victoire, de la victoire à la défaite et ainsi de suite. Les conceptions antimarxistes, tantôt évolutionnistes, tantôt anarchistes, de Mao Tsétoung sur la révolution, apparaissent encore plus clairement lorsqu'il traite les problèmes de la révolution en Chine.

Comme il ressort de ses écrits, Mao Tsétoung ne s'est pas fondé sur la théorie marxiste-léniniste pour analyser les problèmes de la révolution chinoise et en définir les tâches. Dans son discours prononcé à la conférence élargie de travail convoquée par le Comité central du Parti communiste chinois en janvier 1962, il reconnaît lui-même: « Nous avons mené notre activité révolutionnaire pendant plusieurs années à l'aveuglette, sans savoir comment doit être accomplie la révolution,

contre qui doit être dirigé son fer de lance, sans nous représenter ses étapes, sans savoir qui il faut renverser d'abord, et qui ensuite, etc.». C'est cela qui a rendu le Parti communiste chinois incapable d'assumer la direction du prolétariat pendant la révolution démocratique et de la transformer en révolution socialiste. Tout le développement de la révolution chinoise témoigne de la voie chaotique suivie par le Parti communiste chinois, qui ne se guidait pas sur le marxisme-léninisme mais sur les conceptions antimarxistes de la «pensée maotsétoung» à propos du caractère de la révolution, de ses étapes, de ses forces motrices, etc.

Mao Tsétoung n'a jamais pu comprendre ni expliquer correctement les liens étroits existant entre la révolution démocratique-bourgeoise et la révolution prolétarienne. En opposition avec la théorie marxiste-léniniste, qui a démontré scientifiquement qu'entre la révolution démocratique bourgeoise et la révolution socialiste ne se dresse pas une muraille de Chine, que ces deux révolutions ne doivent pas être séparées l'une de l'autre par de longs intervalles, Mao Tsétoung affirmait que «La transformation de notre révolution en révolution socialiste est une question qui appartient à l'avenir... Quant à savoir quand s'effectuera ce passage ...il se peut que cela nécessite une assez longue période. Tant que toutes les conditions politiques et économiques requises ne sont pas réunies pour ce passage, tant que cette transition ne peut profiter, mais seulement nuire à l'immense majorité de notre peuple, il ne doit pas en être question»* *(Mao Tsétoung, Oeuvres choisies, éd. alb., t. 1, p. 210.).

Mao Tsétoung s'en est tenu, tout au long de la révolution, et même après la libération, à cette conception antimarxiste, qui n'est pas pour la transformation de la révolution démocratiquebourgeoise en révolution socialiste. Ainsi, en 1940, Mao Tsétoung a dit que «La révolution chinoise doit nécessairement traverser ... la phase de la nouvelle démocratie et, seulement après, la phase du socialisme. De ces deux phases, la première sera relativement longue...»* *(Mao Tsétoung, Oeuvres choisies, éd. alb., t. 3, p. 169.) En mars 1949, au plénum du Comité central du Parti où il a présenté le programme de développement de la Chine après la libération, Mao Tsétoung a dit: «Durant cette période il faudra admettre tous les éléments du capitalisme, de la ville et de la campagne». Ces vues et ces «théories» ont fait que le Parti communiste chinois et Mao Tsétoung ne luttent pas pour la montée de la révolution en Chine vers la révolution socialiste mais laissent le champ libre au développement de la bourgeoisie et des rapports sociaux capitalistes.

Dans la question du rapport entre la révolution démocratique et la révolution socialiste, Mao Tsétoung se maintient sur les positions des chefs de file de la IIe Internationale, qui ont été les premiers à attaquer et à déformer la théorie marxiste-léniniste sur la croissance de la révolution et à avancer leur thèse selon laquelle la révolution démocratique-bourgeoise et la révolution socialiste sont séparées par une longue période durant laquelle la bourgeoisie développe le capitalisme et crée les conditions pour le passage à la révolution prolétarienne. Ils jugeaient impossible la transformation de la révolution démocratique bourgeoise en révolution socialiste, sans permettre au capitalisme de se développer plus avant; selon eux, ce serait là brûler les étapes. C'est à cette conception que s'en tient entièrement Mao Tsétoung aussi, lorsqu'il écrit: «S'efforcer de construire le socialisme sur les ruines de l'ordre colonial, semi-colonial et semi-féodal, sans un Etat uni de démocratie nouvelle... sans développer l'économie capitaliste privée... serait une pure utopie»* *(Mao Tsétoung, Oeuvres choisies, éd. alb., t. 4, p. 366.).

Les conceptions antimarxistes de la «pensée maotsétoung» sur la révolution apparaissent plus clairement encore dans la façon dont Mao traite la question des forces motrices de la révolution. Mao Tsétoung ne reconnaissait pas le rôle prépondérant du prolétariat. Lénine a dit que pendant la période de l'impérialisme, dans toute révolution, et par conséquent dans la révolution démocratique, dans la révolution anti-impérialiste de libération nationale ainsi que dans la révolution socialiste, c'est au prolétariat que doit appartenir le rôle dirigeant. Mao Tsétoung, par contre, bien qu'il parlât du rôle du prolétariat, sous estimait dans la pratique son hégémonie dans la révolution, et rehaussait le rôle de la paysannerie. Mao Tsétoung a dit que «. . la lutte actuelle contre les occupants japonais est, quant au fond, une lutte paysanne. L'ordre politique de la nouvelle démocratie signifie, dans son essence, donner le pouvoir à la paysannerie»* *(Mao Tsétoung, Oeuvres choisies, éd. alb., t. 3, pp. 177-178).

Cette théorie petite-bourgeoise, Mao Tsétoung l'exprimait dans sa thèse globale «encercler les villes à partir des campagnes». «...la campagne plénum du Comité central du Parti où il a présenté le programme de développement de la Chine après la libération, Mao Tsétoung a dit: «Durant cette période il faudra admettre tous les éléments du capitalisme, de la ville et de la campagne». Ces vues et ces «théories» ont fait que le Parti communiste chinois et Mao Tsétoung ne luttent pas pour la montée de la révolution en Chine vers la révolution socialiste mais laissent le champ libre au développement de la bourgeoisie et des rapports sociaux capitalistes.

Dans la question du rapport entre la révolution démocratique et la révolution socialiste, Mao Tsétoung se maintient sur les positions des chefs de file de la IIA Internationale, qui ont été les premiers à attaquer et à déformer la théorie marxiste-léniniste sur la croissance de la révolution et à avancer leur thèse selon laquelle la révolution démocratique-bourgeoise et la révolution socialiste sont séparées par une longue période durant laquelle la bourgeoisie développe le capitalisme et crée les conditions pour le passage à la révolution prolétarienne. Ils jugeaient impossible la transformation de la révolution démocratique bourgeoise en révolution socialiste, sans permettre au capitalisme de se développer plus avant; selon eux, ce serait là brûler les étapes. C'est à cette conception que s'en tient entièrement Mao Tsétoung aussi, lorsqu'il écrit: «S'efforcer de construire le socialisme sur les ruines de l'ordre colonial, semi-colonial et semi-féodal, sans un Etat uni de démocratie nouvelle... sans développer l'économie capitaliste privée... serait une pure utopie»* *(Mao Tsétoung. Oeuvres choisies, éd. alb., t. -1, p. 366.).

Les conceptions antimarxistes de la «pensée maotsétoung» sur la révolution apparaissent plus clairement encore dans la façon dont Mao traite la question des forces motrices de la révolution. Mao Tsétoung ne reconnaissait pas le rôle prépondérant du prolétariat. Lénine a dit que pendant la période de l'impérialisme, dans toute révolution, et par conséquent dans la révolution démocratique, dans la révolution anti-impérialiste de libération nationale ainsi que dans la révolution socialiste, c'est au prolétariat que doit appartenir le rôle dirigeant. Mao Tsétoung, par contre, bien qu'il parlât du rôle du prolétariat, sous-estimait dans la pratique son hégémonie dans la révolution, et rehaussait le rôle de la paysannerie. Mao Tsétoung a dit que «... la lune actuelle contre les occupants japonais est, quant au fond, une lune paysanne. L'ordre politique de la nouvelle démocratie signifie, dans son essence, donner le pouvoir à la paysannerie»* *(Mao Tsétoung. Oeuvres choisies, éd. alb., t. 3, pp. 177-173.).

Cette théorie petite-bourgeoise, Mao Tsétoung l'exprimait dans sa thèse globale «encercler les villes à partir des campagnes». «...la campagne révolutionnaire, écrivait-il, peut encercler les villes... le travail à la campagne doit jouer le rôle principal dans le mouvement révolutionnaire chinois, tandis que le travail dans la ville, un rôle secondaire»* *(Mao Tsétoung, Oeuvres choisies, éd. alb., t. 1, pp. 27-28.). Mao a repris cette idée lorsqu'il a traité aussi du rôle de la paysannerie au pouvoir. Il a dit que tous les partis et les autres forces politiques doivent se soumettre à la paysannerie et à ses conceptions». «... on verra, écrit-il, des centaines de millions de paysans se dresser, impétueux, invincibles, tel l'ouragan, et aucune force ne pourra les retenir. . . Ils mettront à l'épreuve tous les partis et les groupes révolutionnaires, tous les révolutionnaires, afro qu'ou bien ils acceptent leur vues ou bien les rejettent»* *(Mao Tsétoung, Oeuvres choisies, éd. alb., t. 1, pp. 27-28.). Selon Mao, ce serait à la paysannerie et non à la classe ouvrière qu'appartiendrait le rôle hégémonique dans la révolution.

Il a aussi professé la thèse sur le rôle hégémonique de la paysannerie dans la révolution Gomme une voie de la révolution mondiale. C'est là qu'a sa source la conception antimarxiste qui considère le prétendu tiers monde, que la littérature politique chinoise qualifie aussi de «campagnes du monde», Gomme «la principale force motrice pour la transformation de la société actuelle». Selon les points de vue chinois, le prolétariat constitue une force sociale secondaire et incapable de jouer le rôle que lui attribuent Marx et Lénine dans la lune contre le capitalisme et dans la victoire de la révolution, en alliance avec toutes les forces opprimées par le capital.

Dans la révolution chinoise c'est la petite et la moyenne bourgeoisie qui ont joué le rôle prépondérant. Cette large couche petite-bourgeoise a influé sur toute l'évolution de la Chine.

Mao Tsétoung ne tenait pas compte de la théorie marxiste-léniniste, qui indique que la paysannerie et la petite bourgeoisie en général, sont chancelantes. Certes, la paysannerie pauvre et moyenne joue un rôle important dans la révolution et elle doit devenir une étroite alliée du prolétariat. Mais la classe paysanne, la petite bourgeoisie, ne peuvent diriger le prolétariat dans la révolution. Penser et professer le contraire c'est être en opposition avec le marxisme-léninisme. C'est là une des principales sources des conceptions antimarxistes de Mao Tsétoung, qui ont exercé une influence néfaste dans tout le cours de la révolution chinoise.

Le Parti communiste chinois n'a pas eu non plus une claire vision théorique du principe révolutionnaire et conducteur fondamental qu'est l'hégémonie du prolétariat dans la révolution, et, par suite, il ne l'appliquait pas non plus Gomme il se doit et de manière conséquente dans la pratique. L'expérience démontre que la paysannerie ne peut

jouer son rôle révolutionnaire que si elle agit en alliance avec le prolétariat et sous sa direction. C'est ce qu'a confirmé aussi l'expérience de la Lutte de libération nationale dans notre pays. La paysannerie albanaise constituait la force principale de notre révolution, pourtant c'est notre classe ouvrière, bien que numériquement très petite, qui dirigea la paysannerie, car la révolution se guidait sur l'idéologie marxiste-léniniste, l'idéologie du prolétariat, incarnée dans le Parti communiste, aujourd'hui le Parti du Travail, avant-garde de la classe ouvrière. Voilà pourquoi nous l'avons emporté non seulement dans la Lutte de libération nationale mais aussi dans la construction du socialisme.

Nous avons remporté des succès successifs malgré les difficultés innombrables que nous avons rencontrées en chemin. Ces succès, nous les avons obtenus avant tout parce que le Parti a parfaitement assimilé l'essence de la théorie de Marx et de Lénine, il a compris ce qu'était la révolution, qui la faisait et qui devait la conduire, il a compris que la classe ouvrière, alliée à la paysannerie, devait avoir à sa tête un parti de type léniniste. Les communistes ont compris que ce parti ne devait pas avoir de communiste que le nom, mais qu'il devait être aussi un parti qui applique dans les conditions de notre pays la théorie marxiste-léniniste de la révolution et de l'édification du parti, qui se mette à la tâche pour la création de la société nouvelle, socialiste, à l'exemple de l'édification du socialisme en Union soviétique du temps de Lénine et de Staline. C'est cette attitude qui a assuré à notre Parti la victoire, et à notre pays la grande force politique, économique et militaire qui est la sienne aujourd'hui. Si l'on avait agi différemment, si dans un petit pays Gomme le nôtre, encerclé d'ennemis, on n'avait pas appliqué de façon conséquente ces principes de notre grande théorie, on n'aurait pu construire le socialisme. Et même si, pour un moment, on s'était emparé du pouvoir, la bourgeoisie l'aurait arraché à nouveau, Gomme cela s'est produit en Grèce, où, avant même la fin victorieuse de la guerre, le Parti communiste grec déposa les armes devant la bourgeoisie réactionnaire locale et l'impérialisme anglais.

C'est pourquoi la question du rôle hégémonique dans la révolution revêt une grande importance de principe, car de la question même de savoir qui la conduit dépendent sa direction et son développement.

« L'abandon de l'idée de l'hégémonie, soulignait Lénine, est la variété la plus grossière du réformisme ».* *(V. Lénine, Oeuvres, éd. alb., t. 17, p. 252.)

C'est, entre autres raisons, précisément parce que la «pensée maotsétoung» a nié le rôle prépondérant du prolétariat que la révolution chinoise est restée une révolution démocratique-bourgeoise et n'est pas passée au stade supérieur de révolution socialiste. Dans son écrit, «La Démocratie nouvelle», Mao Tsétoung prêchait l'instauration, après la victoire de la révolution en Chine, d'un régime qui s'appuyât sur l'alliance des «classes démocratiques», où il incluait aussi, outre la paysannerie et le prolétariat, la petite bourgeoisie de la ville et la bourgeoisie nationale. «S'il est juste, écrit-il, que «tous doivent manger», il est alors inadmissible qu'un seul parti, un seul groupe ou une seule classe s'approprient le pouvoir»* *(Mao Tsétoung, Oeuvres choisies, éd. alb., t. 3, p. 235). Cela se reflète jusque sur le drapeau national de la République Populaire de Chine, qui porte

quatre étoiles représentant quatre classes: la classe ouvrière, la paysannerie, la petite bourgeoisie de la ville et la bourgeoisie nationale.

La révolution chinoise, qui amena la libération du pays et la création de l'Etat chinois indépendant, était une grande victoire pour le peuple chinois, pour les forces anti-impérialistes et démocratiques mondiales. Après la libération, la Chine fut le théâtre de multiples transformations positives: on y liquida la domination de l'impérialisme étranger et des grands propriétaires terriens, on combattit la pauvreté et le chômage, on procéda à une série de réformes économiques et sociales en faveur des masses travailleuses, on lutta contre le retard dans le domaine de l'instruction et de la culture, prit une série de mesures pour la reconstruction du pays dévasté par la guerre, et réalisa aussi quelques transformations de caractère socialiste. En Chine où, dans le passé, les gens mouraient de faim par millions, ce mal, entre autres, fut éliminé. Ce sont là des faits incontestables, des victoires importantes pour le peuple chinois.

L'adoption de ces mesures et le fait que le Parti communiste chinois accéda au pouvoir, donnèrent à penser que la Chine s'acheminait vers le socialisme. Mais il n'en fut rien. Après la victoire de la révolution démocratique-bourgeoise, le Parti communiste chinois devait avancer prudemment, ne pas se montrer gauchiste, ne pas brûler les étapes; or, se guidant dans son action sur la «pensée maotsetoung», il s'avéra «démocratique», libéral, opportuniste et ne conduisit pas le pays de façon conséquente dans la juste voie du socialisme.

Les conceptions politiques et idéologiques non marxistes, éclectiques, bourgeoises de Mao Tséoung ont donné à la Chine libérée une superstructure instable, une organisation étatique et économique chaotique, qui n'a jamais réussi à se stabiliser. La Chine se trouvait dans un désordre continu, unire anarchiste, désordre que Mao Tséoung lui-même encourageait par son slogan «il faut troubler pour éclaircir».

Dans le nouvel Etat chinois, Chou En-laï a joué un rôle particulier. Economiste et organisateur capable, il ne fut jamais un politicien marxiste-léniniste. Il a su, en pragmatiste typique, faire appliquer ses conceptions non marxistes et les accorder parfaitement aux vues de chaque groupe qui prenait le pouvoir en Chine. C'était un *poussah** qui se remettait toujours debout, bien qu'il oscillât constamment entre le centre et la droite, mais jamais vers la gauche.

Chou En-laï était passé maître en matière de compromis sans principes. Il a tout à la fois appuyé et condamné Tchiang Kai-chek, Kao Gang Liu Shao-chi, Teng Hsiao-ping, Mao Tséoung, Lin Piao, les «quatre», mais il n'a jamais soutenu Lénine et Staline, le marxisme-léninisme.

Après la libération, par suite des vues et des prises de position de Mao Tséoung, de Chou En-laï, etc., on a constaté dans la ligne du parti de multiples oscillations dans toutes les directions. En Chine fut maintenue vivace la tendance prônée par la «pensée maotsetoung» selon laquelle l'étape de la révolution démocratique-bourgeoise devait être de longue durée. Mao Tséoung insistait sur le fait qu'à cette étape, parallèlement au développement du capitalisme, auquel il donnait la priorité, se créeraient aussi les prémisses du socialisme. A quoi se rattache également sa thèse sur la très longue coexistence du socialisme avec la bourgeoisie, coexistence qu'il prétend être fructueuse à la fois pour le socialisme et pour la bourgeoisie. Répondant à ceux qui s'opposaient à une telle politique et qui avançaient comme argument l'expérience de la Révolution socialiste d'Octobre, Mao Tséoung a dit: «La bourgeoisie russe était une classe contre-révolutionnaire; à l'époque, elle refusait le capitalisme d'Etat, tirait au flanc, se livrait au sabotage et recourait même aux armes. Le prolétariat russe n'avait d'autre choix que de la supprimer. D'où la fureur de la bourgeoisie des différents pays, qui se mit à lancer des invectives. En Chine, nous traitons la bourgeoisie nationale de façon relativement modérée, et celle-ci se sent plus à l'aise et estime quelle peut quand même trouver quelque avantage»* *(Mao Tséoung, Oeuvres choisies, éd. fr., t. 5, p. 338, Pékin, 1977.). Selon Mao Tséoung, cette politique aurait acquis à la Chine un bon renom aux yeux de la bourgeoisie internationale, mais en fait elle a causé un grave préjudice au socialisme en Chine.

Mao Tséoung a cherché à faire passer son attitude opportuniste envers la bourgeoisie pour une application créatrice des enseignements de Lénine sur la NEP. Mais entre la thèse de Lénine et la conception de Mao Tséoung sur la liberté totale laissée à la production capitaliste et sur le maintien

des rapports bourgeois en régime socialiste, il y a une différence radicale. Lénine admet que la NEP était un recul qui permettait, pour un certain temps, aux éléments du capitalisme de se développer, mais il souligne que

*« . . . il n'y a là rien de dangereux pour le pouvoir prolétarien tant que le prolétariat détient fermement le pouvoir, tant qu'il tient solidement dans ses mains les transports et la grande industrie »** *(V. Lénine, Œuvres, éd. Alb., t.32 p.434)

En Chine, pas plus en 1949 qu'en 1956, lorsque Mao Tsétoung soutenait ces thèses, le prolétariat, en fait, n'avait en main ni le pouvoir, ni la grande industrie.

Par ailleurs, Lénine considérait la NEP Gomme une politique provisoire imposée par les conditions concrètes de la Russie d'alors, dévastée par la longue guerre civile, et non Gomme une loi générale de l'édification socialiste. Il est de fait qu'un an après la proclamation de la NEP, Lénine indiquait que la retraite avait pris fin et il lançait le mot d'ordre appelant à préparer l'offensive contre le capital privé dans l'économie. En Chine, par contre, on prévoyait que le maintien de la production capitaliste durerait quasi indéfiniment.

Selon la conception de Mao Tsétoung, l'ordre établi en Chine après la libération devait être un ordre démocratique bourgeois, et le Parti communiste chinois ne serait au pouvoir qu'en apparence. Telle est la «pensée maotsétoung».

Le passage de la révolution démocratique-bourgeoise à la révolution socialiste ne peut s'accomplir que lorsque le prolétariat chasse résolument la bourgeoisie du pouvoir et l'exproprie. Du moment que la classe ouvrière en Chine a partagé le pouvoir avec la bourgeoisie, que celle-ci a conservé ses privilèges, le pouvoir qui y a été instauré ne pouvait être le pouvoir du prolétariat, ni, partant, la révolution chinoise se muer en révolution socialiste.

Le Parti communiste chinois a observé une attitude bienveillante, opportuniste, à l'égard des classes exploiteuses, et Mao Tsétoung a ouvertement prôné l'intégration pacifique des éléments capitalistes dans le socialisme. Mao Tsétoung disait : «Bien que tous les ultra-réactionnaires au monde soient aujourd'hui des ultra-réactionnaires et qu'ils demeureront tels et demain et après-demain, ils ne peuvent pas le demeurer indéfiniment, ils finiront par changer. . . Les ultra réactionnaires sont, fondamentalement, des éléments entêtés, mais non stables. . . Il arrive que les ultra-réactionnaires aussi changent en mieux. . . qu'ils reconnaissent leurs erreurs et s'engagent dans la juste voie. Bref, les ultra-réactionnaires évoluent»* *(Mao Tsétoung, Oeuvres choisies, éd. alb., t. 1, p. 239.).

Soucieux de donner une base théorique à cette conception opportuniste et jouant avec la «transformation des contraires», Mao Tsétoung disait qu'à travers le débat, la critique et la transformation, les contradictions antagonistes se convertissent en contradictions non antagonistes, que les classes exploiteuses et l'intelligentsia bourgeoise peuvent se muer en leur contraire, c'est-à-dire devenir révolutionnaires. «Mais dans les conditions de notre pays, écrivait Mao Tsétoung en 1956, la majorité (des contre-révolutionnaires) se transformeront à des degrés divers. Etant donné que nous avons adopté une politique juste à (leur) égard beaucoup d'entre eux ont été transformés et ne s'opposent plus à la révolution. Certains ont même rendu quelque servite»* *(Mao Tsétoung ;, Oeuvres choisies, éd. fr., t. 1, p. 321, Pékin, 1971,).

Partant de ces conceptions antimarxistes, selon lesquelles, avec le temps, les ennemis de classe se corrigent, il a prôné la conciliation de classe avec eux et leur a permis de continuer de s'enrichir, d'exploiter, de s'exprimer et d'agir ouvertement contre la révolution. Afin de justifier une telle attitude capitulante envers les ennemis de classe, Mao Tsétoung a écrit: «Nous avons beau coup de choses à faire. Les attaquer tous les jours, et pendant cinquante ans, c'est impossible! Ceux qui ne veulent pas corriger leurs erreurs, qu'ils les emportent jusque dans leur cercueil quand ils iront voir le Roi de l'Enfer»* *(Mao Tsétoung, Oeuvres choisies, éd. fr., t. 5, p. X12, Pékin, 1977.). En agissant dans la pratique conformément à ces considérations conciliantes à l'égard des ennemis, l'administration d'Etat en Chine resta entre les mains des anciens fonctionnaires. Les généraux de Tchiang Kai-chek furent même nommés ministres, et l'Empereur P'u-I du Mandchoukouo, l'empereur fantoche des

occupants japonais, a été l'objet d'une grande sollicitude, on en a fait un objet de musée, en sorte que les délégations étrangères puissent le rencontrer, s'entretenir avec lui et voir comment des hommes de ce genre sont rééduqués en Chine «socialiste». La publicité faite à cet ex-empereur fantoche visait, entre autres, à rassurer aussi les rois, les chefs de file et les fantoches de la réaction des autres pays, à les persuader que le «socialisme» de Mao est raisonnable, et qu'ils n'ont pas lieu de s'en effaroucher.

Des attitudes qui n'ont rien de commun avec la lutte de classe ont également été observées en Chine envers les féodaux et les capitalistes, qui ont perpétré des crimes sans nombre contre le peuple Illinois. Erigeant ces attitudes en théorie et prenant ouvertement la défense des contre-révolutionnaires, Mao Tsétoung déclarait: «. . . aucune exécution, pas d'arrestation dans la plupart des cas. . . Les services de sécurité publique ne les arrêteront pas, le parquet n'engagera pas de poursuites et le tribunal pas de procès contre eux. Plus de 90 pour cent des contre-révolutionnaires seront traités de cette manière»* *(). Raisonnant en sophiste, Mao Tsétoung dit que l'exécution des contre-révolutionnaires n'est d'aucun profit, que des actions de ce genre entravent la production, le développement de la science du pays, que cela serait mal jugé dans le monde, etc., que si l'on supprime un contre-révolutionnaire «on se verrait obligé de comparer son cas avec un autre, avec un troisième et ainsi de suite, il s'ensuivrait alors que beaucoup de têtes tomberaient. . . une tête, une fois tombée, ne saurait être remise en place, elle n'est pas comme le poireau qui repousse chaque fois qu'on le coupe»* *().

Par suite de ces conceptions antimarxistes sur les contradictions, sur les classes et sur leur rôle dans la révolution, que prêche «la pensée maotsétoung», la Chine n'a jamais avancé dans la juste voie de la construction socialiste. Dans la société chinoise subsistent non seulement des survivances économiques, politiques, idéologiques et sociales. du passé, mais les classes exploiteuses elles-mêmes, en tant que classes, qui ont été et sont toujours au pouvoir. Non seulement la bourgeoisie existe encore, mais elle recueille aussi les revenus des ses anciennes richesses. En Chine, légalement, la rente capitaliste n'a pas été supprimée, car la direction chinoise s'en est tenue à la stratégie de la révolution démocratique-bourgeoise formulée en 1935 par Mao Tsétoung, qui disait alors que «les lois du travail de la République populaire... ne sont pas dirigées contre l'enrichissement de la bourgeoisie nationale...»* *(Mao Tsétoung, Oeuvres choisies, éd. alb., t. 1, p. 209.). La couche des koulaks, sous les formes qui étaient les siennes en Chine, a conservé, conformément à la «politique du droit égal à la terre», de grands avantages et profits. Mao Tsétoung lui-même donnait comme directive de ne pas toucher aux koulaks, car cela pouvait irriter la bourgeoisie nationale avec laquelle le Parti communiste chinois avait formé un unique front politique, économique et organisationnel commun* *(Mao Tsétoung, Oeuvres choisies, éd. fr., t. 5, p. 22, Pékin, 1977.). Tout cela montre que la «pensée maotsétoung» n'a conduit ni ne pouvait conduire la Chine sur la véritable voie du socialisme. Du reste, comme Chou En-laï l'a déclaré en 1949, en sollicitant secrètement l'aide du gouvernement américain, ni Mao Tsétoung ni ses principaux tenants n'étaient pour la voie du socialisme. «La Chine, écrivait Chou En-laï, n'est pas encore un pays communiste, et si la politique de Mao Tsétoung est appliquée de façon juste, elle tardera beaucoup à le devenir»* *.

Démagogique ment, Mao Tsétoung et le Parti communiste chinois ont subordonné toutes leurs déclarations sur l'édification de la société socialiste et communiste à leur politique pragmatiste. C'est ainsi que, dans les années du prétendu grand bond, au lieu de jeter de la poudre aux yeux des masses, qui, sorties de la révolution, aspiraient au socialisme, ils déclaraient qu'en l'espace de deux ou trois quinquennats ils passeraient directement au communisme. Par la suite cependant, pour dissimuler leurs échecs, ils se mirent à élucubrer une théorie selon laquelle l'édification et la victoire du socialisme demanderaient dix mille ans.

Certes, le Parti communiste chinois s'intitulait communiste, mais il a évolué dans un autre sens, dans une voie libérale chaotique, dans une voie opportuniste, et il ne pouvait être une force apte à conduire le pays vers le socialisme. La voie qu'il suivait, et qui a été concrétisée davantage après la

mort de Mao, n'était pas la voie du socialisme, mais celle de la création d'un grand Etat bourgeois, social-impérialiste.

«La pensée maotsétoung» en tant que doctrine antimarxiste, a substitué à l'internationalisme prolétarien le chauvinisme de grand Etat.

Dès les premiers pas de son activité le Parti communiste chinois a manifesté des tendances ouvertement nationalistes et chauvines, qui, comme le montrent les faits, n'ont pu être extirpées même dans les périodes ultérieures. Li Ta-chao, l'un des fondateurs du Parti communiste chinois, disait que «les Européens pensent que le monde appartient exclusivement aux Blancs, que ceux-ci constituent la classe supérieure, et les peuples de couleur la classe inférieure. Le peuple chinois, poursuit Li Ta-chao, doit être prêt à mener contre les autres races du monde une lutte de classe où il montrera une fois de plus ses propres traits nationaux». C'est avec de telles conceptions que le Parti communiste chinois fut pétri dès le début.

Ces vues racistes et nationalistes ne s'étaient sans doute pas entièrement effacées non plus de la mentalité de Mao Tsétoung et encore moins de Liu et de Teng. Dans son rapport présenté au Comité central du Parti en 1938, Mao Tsétoung disait: «La Chine actuelle est le produit de tout le développement passé du pays ... Nous devons procéder à la synthèse de tout notre passé - de Confucius à Sun Yat Sen - . . . et assimiler ces valeurs. Ce sera là un solide appui pour la direction du grand mouvement actuel»* *(Mao Tsétoung, Oeuvres choisies, éd. alb., t. 2, pp. 250-251.).

Bien entendu, tout parti marxiste-léniniste affirme qu'il doit s'appuyer sur le patrimoine du passé de son propre peuple, mais il a présent à l'esprit qu'il ne doit pas se fonder sur n'importe quel patrimoine qui lui a été légué, mais seulement sur le patrimoine progressiste. Les communistes rejettent le patrimoine réactionnaire dans le domaine des idées comme dans tout autre domaine. Les Chinois ont été très conservateurs, voire même xénophobes, quant à la forme et au contenu de ce patrimoine et à leurs vieilles idées. Ils préservaient le legs du passé comme un précieux trésor. Ainsi qu'il ressort des entretiens que nous avons eus avec eux, ils n'attachaient pas un grand prix à toute l'expérience révolutionnaire mondiale. Les seules choses qui comptaient pour eux étaient leur politique, la ligne qu'ils avaient menée contre Tchiang Kaï-chek, la Longue Marche, la théorie de Mao Tsétoung. Les Chinois n'appréciaient guère ou fort peu les valeurs progressistes des autres peuples et ils ne prenaient même pas la peine de les étudier. Mao Tsétoung a déclaré que «les Chinois doivent laisser de côté les formules créées par les étrangers». Mais il ne précise pas quelles sont ces formules. Il a condamné «tous les clichés et tous les dogmes empruntés aux autres pays». Et ici une question se pose: la théorie du socialisme scientifique, qui n'a pas été conçue par les Chinois, serait-elle aussi un de ces «dogmes» et «clichés» étrangers à la Chine?

La direction du Parti communiste chinois a considéré le marxisme-léninisme comme le monopole de l'Union soviétique, à l'égard de laquelle Mao Tsétoung et ses compagnons ont eu des vues chauvines, des vues de grand Etat, et éprouvé, si l'on peut dire, une certaine jalousie bourgeoise. Ils ne voyaient pas dans l'Union soviétique du temps de Lénine et de Staline la grande patrie du prolétariat mondial sur laquelle les prolétaires du monde entier devaient s'appuyer pour le triomphe de la révolution, et qu'il leur appartenait de défendre de toutes leurs forces contre la bourgeoisie et l'impérialisme.

Il y a quelques décennies, Mao Tsétoung et Chou En-laï, les deux principaux leaders du Parti communiste chinois, ont médité de l'Union soviétique dirigée par Staline et ont agi contre elle, et ils ont également médité de Staline lui-même. Mao Tsétoung accusait Staline de subjectivisme en prétendant qu'«il ne voyait pas la liaison entre la lutte des contraires et leur unité»* *(Mao Tsétoung, Oeuvres choisies, éd. fr., t. 5, p. -00, Pékin, 1977.) qu'il aurait commis «un certain nombre d'erreurs au sujet de la Chine, (qu') il fut à l'origine de l'aventurisme «de gauche» de Wang Ming, vers la fin de la Deuxième guerre civile révolutionnaire, et de son opportunisme de droite, au début de la guerre de Résistance contre le Japon»* *(Ibid., p. 328.) que les actes de Staline à l'égard de la Yougoslavie et de Tito ont été erronés, etc.

Bien que, pour les apparences, Mao Tsétoung prît parfois la défense de Staline en affirmant que les erreurs de celui-ci ne constituent que 30 pour cent de son action, en fait, il n'évoquait que ses erreurs. Ce n'est pas par hasard que Mao, dans sa déclaration à la Conférence des partis communistes et ouvriers, à Moscou en 1957, a dit: «Quand je suis venu chez Staline, je me suis senti Gomme un élève devant son maître, alors que maintenant avec Khrouchtchev, nous nous sentons entre camarades, nous sommes à l'aise». Par là même, il saluait et approuvait publiquement les calomnies de Khrouchtchev à l'encontre de Staline et il défendait la ligne khrouchtchévienne.

De même que les autres révisionnistes, Mao Tsétoung a mis à profit les critiques à l'égard de Staline pour justifier son écart des principes marxistes-léninistes, que Staline a défendus avec esprit de suite et encore enrichis. Par leur attaque contre Staline, les révisionnistes chinois visaient à ravalier l'œuvre et l'autorité de Staline, afin d'élever l'autorité de Mao Tsétoung au rang d'un dirigeant de status mondiale, d'un classique du marxisme-léninisme, qui n'aurait cessé de suivre une ligne juste et infaillible! Ces critiques traduisaient aussi les rancœurs accumulées à l'encontre de Staline à cause des observations et des critiques que celui-ci et le Komintern avaient adressées à la direction du Parti communiste chinois et à Mao Tsétoung parce qu'ils n'appliquaient pas de manière conséquente les principes du marxisme-léninisme sur le rôle dirigeant du prolétariat dans la révolution, sur l'internationalisme prolétarien, la stratégie et la tactique de la lutte révolutionnaire, etc. Ce mécontentement, Mao Tsétoung l'a ouvertement exprimé en disant: «Quand nous eûmes gagné la guerre, Staline soupçonna que c'était là une victoire du genre de celle de Tito et, en 1949 et 1950, il exerça sur nous une très forte pression»* (Mao Tsétoung, œuvres choisies, éd. fr., t. 5, p. 328, Pékin, 1977.). De même, dans les entretiens que nous avons eus ensemble ici à Tirana, Chou En-laï nous a dit: «Staline nous soupçonnait de pencher pour les Américains ou de vouloir suivre la voie yougoslave». Le temps a prouvé que Staline avait parfaitement raison. Ses prévisions sur la révolution chinoise et sur les idées qui la guidaient se sont avérées exactes.

Les contradictions entre le Parti communiste chinois, dirigé par Mao Tsétoung et le Parti communiste de l'Union soviétique, dirigé par Staline, ainsi que les contradictions entre le Parti communiste chinois et le Komintern ont été des contradictions de principe sur des questions fondamentales de la stratégie et de la tactique révolutionnaires marxistes-léninistes. Ainsi, par exemple, le Comité central du Parti communiste chinois a ignoré la thèse du Komintern sur le développement correct et conséquent de la révolution en Chine, la directive que celui-ci avait donnée pour une action conjointe de la classe ouvrière dans les villes et de l'armée de libération, les thèses du Komintern sur le caractère et les étapes de la révolution chinoise, etc. Mao Tsétoung et les autres dirigeants du Parti communiste chinois ont toujours exprimé leur mépris pour les délégués du Komintern en Chine, les qualifiant de «grossiers», d'«ignorants», les accusant de «ne pas connaître la réalité chinoise», etc. Concevant chaque pays Gomme une «réalité objective en soi», Gomme «fermé aux autres», Mao Tsétoung considérait laide des délégués du Komintern Gomme étant tout simplement impossible et inutile. Dans son discours à la Conférence de travail élargie du Comité central du Parti communiste chinois en janvier 1962, Mao Tsétoung a dit: «Ce sont les Chinois qui ont connu la Chine en tant que monde

objectif, et non pas les camarades du Komintern qui s'occupaient de la question chinoise. Ces camarades du Komintern ne connaissaient pas ou connaissaient peu la société, la nation et la révolution chinoises. Aussi pourquoi devrait-on parler ici de ces camarades étrangers?».

Mao Tsétoung ne fait pas mention du Komintern quand il est question des succès. Par contre, quand il s'agit des défaites et des déviations du Parti communiste chinois, de l'incompréhension du cours des situations en Chine et du fait qu'il n'en a pas été tiré de justes déductions, il en rejette la responsabilité sur le Komintern ou sur ses représentants en Chine. Lui et d'autres dirigeants chinois accusent le Komintern de leur avoir fait obstacle et de leur avoir compliqué les choses dans la conduite d'une lutte conséquente pour la prise du pouvoir et la construction du socialisme en Chine. Mais les faits du passé, et surtout la réalité chinoise actuelle, prouvent que les décisions et les directives du Komintern pour la Chine ont été en général justes et que le Parti communiste chinois n'a pas agi en se fondant sur les principes du marxisme-léninisme, ni dans leur esprit.

Les conséquences du nationalisme étroit et du chauvinisme de grand Etat qui caractérisent «la pensée maotsétoung» et qui ont été et sont à la base de l'activité du Parti communiste chinois, se reflètent aussi dans les positions et l'activité de ce parti au sein du mouvement communiste international.

Cela apparaît concrètement entre autres dans l'attitude du Parti communiste chinois à l'égard des nouveaux partis marxistes-léninistes qui ont été créés après la trahison des khrouchtchéviens. Dès le début, la direction chinoise n'a pas eu la moindre confiance en eux. Ce point de vue a été ouvertement exprimé par Keng Piao, l'homme du Comité central du Parti communiste chinois qui décide des relations de celui-ci avec le mouvement communiste international. Il a dit que «la Chine n'approuve pas la création de partis marxistes-léninistes et ne souhaite pas que leurs représentants viennent en visite en Chine. Leur venue, a-t-il souligné, nous fait du tort, mais nous n'y pouvons rien, car nous ne pouvons pas les chasser. Nous les recevons tout Gomme nous recevons les représentants des partis bourgeois»* *(Extrait de l'entretien de Keng Piao avec des camarades de notre Parti, à Pékin, le 16.4.1973, A.C.P.). Et cette politique, qui n'avait rien de commun avec l'internationalisme prolétarien, était suivie du vivant de Mao Tsétoung, quand il était pleinement en mesure de réfléchir et de diriger, elle avait donc son entière approbation.

Lorsque ces jeunes partis marxistes-léninistes, contrairement aux vœux des dirigeants chinois, ont commencé à se renforcer, ceux-ci ont alors adopté une autre tactique, ils ont reconnu tous les jeunes partis et chaque groupe sans exception, sans aucune distinction, pourvu qu'ils se fussent dénommés «parti marxiste», «parti révolutionnaire», «garde rouge», etc. Le Parti du Travail d'Albanie a critiqué cette attitude et cette tactique du Parti communiste chinois. Les autres véritables partis marxistes-léninistes en ont fait autant. Néanmoins, la direction révisionniste chinoise a poursuivi dans la même voie.

Puis, suivant leur politique pragmatiste, les dirigeants chinois ont observé des attitudes différenciées à l'égard des nouveaux partis et groupes créés. Ils considéraient les véritables partis marxistes-léninistes Gomme leurs ennemis, alors que les groupes et partis qui s'opposaient à ceux-ci leur sont devenus très proches. Actuellement, les révisionnistes chinois non seulement entretiennent des rapports avec ces partis et groupes antimarxistes, qui portent aux nues «la pensée maotsétoung», mais ils convoquent aussi tour à tour leurs représentants à Pékin, où ils les travaillent, leur donnent des aides financières et des orientations politiques et idéologiques, les instruisent sur la manière d'agir contre le Parti du Travail d'Albanie et contre les véritables partis marxistes-léninistes. Ils leur demandent de propager la «pensée maotsétoung», la théorie des «trois mondes» et, en général, la politique extérieure de la Chine, d'exalter le cupe de Houa Kouo-feng et de Teng Hsiao-ping, et de condamner les «quatre». Pour les révisionnistes chinois, un parti qui satisfait à ces demandes est un parti «marxiste-léniniste», tandis que les partis qui s'y opposent sont taxés d'antimarxistes, d'aventuriers, etc.

Tout cela prouve que, dans leurs relations avec les partis marxistes-léninistes, les dirigeants révisionnistes chinois n'ont pas respecté les principes et les normes léninistes qui régissent les rapports entre les partis communistes authentiques. Tout Gomme les révisionnistes khrouchtchéviens dans leurs rapports avec les autres partis, ils ont invoqué la notion antimarxiste de «parti père», ils ont eu recours au diktat, aux pressions, aux interventions dans les affaires intérieures et ils n'ont jamais accepté les conseils et les suggestions de camarades des partis frères. Ils se sont opposés aux rencontres multilatérales des partis marxistes-léninistes, aux réunions organisées pour discuter des grands problèmes de la préparation et du triomphe de la révolution, de la lutte contre le révisionnisme moderne pour la défense du marxisme-léninisme, pour procéder à un échange d'expérience et coordonner les actions, etc. La cause d'une pareille attitude est, entre autres, leur peur de la confrontation dans des réunions multilatérales avec les marxistes-léninistes authentiques, où auraient été mises à nu et démasquées leurs théories antimarxistes et révisionnistes au service du capital mondial et de la stratégie visant à faire de la Chine une superpuissance.

Les relations que le Parti communiste chinois a entretenues et entretient avec beaucoup de partis et de groupes hétérogènes fascistes, révisionnistes, etc., sont un autre indice de l'essence antimarxiste

de la «pensée maotsétoung». A l'heure actuelle, il s'emploie à préparer le terrain pour pénétrer aussi dans les anciens partis révisionnistes de divers pays, Gomme ceux d'Italie, de France, d'Espagne et des autres pays d'Europe, d'Amérique latine et d'ailleurs, ou pour nouer des liens avec eux. Les révisionnistes chinois accordent une importance toujours plus grande à ces liens, parce que, idéologiquement, et indépendamment des différences de tactiques, qui relèvent de la nature, de la force et de la puissance du capitalisme dans chaque pays, ces partis suivent tous la même ligne que le Parti communiste chinois.

Le Parti communiste chinois et ces partis traditionnels révisionnistes front élargissant progressivement leurs rapports, ils concorderont leurs actions. Quant aux groupuscules dits «marxistes-léninistes» qui suivent le cours chinois, ce parti continuera de les utiliser pour combattre et diviser les véritables partis marxistes-léninistes, qui existent et se maintiennent sur des positions inébranlables ainsi que les autres partis qui voient et qui verront le jour. Par ces actes, les révisionnistes chinois aident ouvertement le capitalisme, les partis social-démocrates et révisionnistes, ils sabotent le déclenchement et le triomphe de la révolution et en particulier la préparation du facteur subjectif, le renforcement des partis marxistes-léninistes authentiques qui guideront cette révolution.

Le Parti communiste chinois a appliqué cette tactique dans ses rapports avec la prétendue Ligue des communistes de Yougoslavie, qui s'est employée de toutes ses forces à diviser le mouvement communiste international et n'a cessé de lutter contre le socialisme et le marxisme-léninisme. Les dirigeants chinois actuels désirent marcher du même pas que les révisionnistes yougoslaves et coordonner avec eux leur action dans la lutte contre le marxisme-léninisme et tous les partis marxistes-léninistes, contre la révolution, le socialisme et le communisme.

Mao Tsétoung et le Parti communiste chinois ont observé une attitude pragmatiste à l'égard du révisionnisme yougoslave et ont considérablement évolué dans leurs appréciations de Tito et du titisme. Au début, Mao Tsétoung a dit que Tito n'avait pas commis d'erreurs, mais que c'était Staline qui s'était trompé sur Tito. Plus tard, Mao Tsétoung lui-même a mis Tito sur le même rang que Hitler et Tchiang Kaï-chek, en affirmant: «des gens. . . Gomme Tito, Hitler, Tchiang Kaï-chek et le tsar ne peuvent pas être corrigés, il faut les supprimer».

Or, il a de nouveau modifié cette attitude en exprimant son grand désir de rencontrer Tito. Celui-ci a lui-même déclaré récemment: «J'ai été invité en Chine du vivant de Mao Tsétoung. Lors de la visite du président de la Veée fédérale exécutive, Djémal Biyédec, Mao Tsétoung lui a exprimé, à l'époque, son désir que je me rende en visite en Chine. Le président Houa Kouo-feng aussi m'a confié que Mao Tsétoung avait dit il y a cinq ans qu'il devait m'inviter en Chine, en soulignant qu'en 1948 également la Yougoslavie avait eu raison, ce que lui-même (Mao Tsétoung) avait déclaré entre intimes, à cette époque déjà. Mais, compte tenu de l'état des relations entre la Chine et l'Union soviétique à ce moment, cela n'a pas été rendu public.* *(Extrait du discours de Tito à l'actif de la R.S. de Slovénie, 8.9.1978.)

La direction révisionniste chinoise est en tram d'exécuter fidèlement ce «testament» de Mao Tsétoung. Houa Kouo-feng a profité de la visite de Tito en Chine et surtout de sa propre visite en Yougoslavie pour faire l'éloge de ce dernier, pour le présenter Gomme un «marxiste-léniniste éminent», Gomme un «grand dirigeant» non seulement de la Yougoslavie, mais aussi du mouvement communiste international. Par là, la direction chinoise a approuvé ouvertement toutes les attaques des titistes contre Staline et le Parti bolchevik, contre le Parti du Travail d'Albanie, contre le mouvement communiste international et le marxisme-léninisme.

Les étroits rapports politiques et idéologiques des révisionnistes chinois avec les titistes, les «eurocommunistes» Gomme Carillo et Cie, le soutien qu'ils accordent aux partis et aux groupes antimarxistes, trotskistes, anarchistes et social-démocraties, montrent que les dirigeants chinois, inspirés et guidés par la «pensée maotsétoung», sont en tram de créer un front idéologique commun avec les renégats du marxisme-léninisme, contre la révolution, contre les intérêts de la lune de libération des peuples. Aussi, tous les ennemis du communisme se réjouissent-ils des «théories»

chinoises, car ils voient que «la pensée maotsétoung», la politique chinoise sont dirigées contre la révolution et le socialisme.

Les questionnaires que nous venons d'évoquer ne constituent pas une analyse exhaustive du contenu antimarxiste et antiléningiste de la «pensée maotsétoung». Néanmoins, cette analyse nous suffit pour conclure que Mao Tsétoung ne fut pas un marxiste-léniniste, mais un révolutionnaire démocrate, progressiste, qui a longtemps été à la tête du Parti communiste chinois et a joué un rôle important dans la victoire de la révolution démocratique anti-impérialiste chinoise. En Chine même, dans le parti, dans le peuple, et aussi à l'étranger, il s'est fait la réputation d'un grand marxiste-léniniste, et lui-même se posait en communiste, en dialecticien marxiste-léniniste, mais il ne l'était pas. C'était un éclectique qui alliait certains éléments de la dialectique marxiste à l'idéalisme, à la philosophie bourgeoise et révisionniste, et même à la vieille philosophie chinoise. C'est pourquoi les conceptions de Mao Tsétoung ne doivent pas être étudiées seulement à partir des phrases arrangées de certaines de ses oeuvres publiées, mais dans leur ensemble, dans leur application dans la vie, en considérant aussi les conséquences qu'elles ont entraînées dans la pratique.

Dans l'appréciation de la «pensée maotsétoung» il importe de tenir compte également des conditions historiques concrètes dans lesquelles elle s'est formée. Les conceptions de Mao Tsétoung se sont développées à l'époque de la putréfaction du capitalisme, c'est-à-dire à l'époque où les révolutions prolétariennes sont à l'ordre du jour et où l'exemple de la Grande Révolution socialiste d'Octobre, les grands enseignements de Marx, Engels, Lénine et Staline sont devenus un guide infailible pour le prolétariat et les peuples révolutionnaires du monde. La théorie de Mao Tsétoung, la «pensée maotsétoung», apparue dans ces conditions nouvelles, allait chercher à revêtir et elle revêtit l'habit de la théorie la plus révolutionnaire et la plus scientifique de notre temps, du marxisme-léninisme, mais elle est restée, quand au fond, une «théorie» qui est en opposition avec la cause de la révolution prolétarienne et va au secours de l'impérialisme en crise et en putréfaction. Voilà pourquoi nous affirmons que Mao Tsétoung et la «pensée maotsétoung» sont antimarxistes.

Lorsqu'on parle de la «pensée maotsétoung», il est difficile de définir une ligne unique et claire qui lui soit propre, car, comme nous l'avons dit précédemment, c'est un amalgame d'idéologies, qui vont de l'anarchisme, du trotskisme et du révisionnisme moderne à la sauce titiste, khrouchtchévienne, ou «eurocommuniste», jusqu'à l'évocation de certaines phrases marxistes. Dans tout cet amalgame, une place d'honneur revient aux vieilles idées de Confucius, Mencius et autres philosophes chinois, qui ont influé directement sur la formation des idées de Mao Tsétoung et sur son évolution culturelle et théorique. Du reste, ces vues de Mao Tsétoung qui apparaissent sous la forme d'un marxisme-léninisme dénaturé, offrent la marque et les particularités d'un certain «asiocommunisme» panaché de fortes doses de nationalisme, de xénophobie et même de conceptions religieuses, bouddhistes, et elles étaient vouées à s'opposer ouvertement un jour au marxisme-léninisme.

Le groupe révisionniste de Houa Kouo-feng et de Teng Hsiao-ping qui règne aujourd'hui en Chine, a pour fondement théorique et plate-forme idéologique de sa politique et de son activité réactionnaires «la pensée maotsétoung».

Pour renforcer ses positions chancelantes, le groupe de Houa Kouo-feng et de Yé Kien-ying qui a accédé au pouvoir, a brandi le drapeau de Mao Tsétoung. C'est sous ce drapeau qu'il a condamné la manifestation de Tien An Men et liquidé Teng Hsiao-ping, lequel s'est vu taxé à juste titre de révisionniste. C'est sous ce drapeau que ce groupe a pris le pouvoir par un putsch et qu'il a éliminé les «quatre». Mais le chaos qui a toujours caractérisé la Chine s'est encore accentué. Cette situation confuse a ramené sur la scène Teng Hsiao-ping et imposé son accession au pouvoir, où, avec des méthodes fascistes, il a repris son chemin d'extrême droite.

L'objectif de Teng était de renforcer les positions de son propre groupe, et de suivre, sans mettre de gants, le cours de l'alliance avec l'impérialisme américain et la bourgeoisie réactionnaire mondiale. Teng Hsiao-ping a sorti le programme des «quatre modernisations», il a mis un point final à la Révolution culturelle, liquidé toute la masse de cadres promus dans l'administration d'Etat, dans le

parti et dans l'armée par cette révolution, pour les remplacer par des gens de la réaction la plus noire, antérieurement démasqués et condamnés.

La période actuelle est caractérisée par les *datsibaos* hostiles à Mao Tsétoung, dont les partisans de Teng Hsiao-ping ornent les murs de Pékin. C'est la période de la «revanche», et celle-ci vise deux objectifs; d'abord liquider «le prestige» de Mao et éliminer l'obstacle que constitue Houa Kouo-feng, ensuite faire de Teng Hsiao-ping un dictateur fasciste tout-puissant et réhabiliter Liu Shao-chi. Sur le vu de ces manoeuvres réactionnaires, il est des gens en Chine mais aussi à l'étranger, qui comparent la lune menée par Teng Hsiao-ping contre Mao, qui n'a jamais été marxiste-léniniste, au crime de Khrouchtchev, qui a couvert de boue Staline, lequel a été et demeure un grand marxiste-léniniste. Personne de tant soit peu sensé ne saurait admettre une pareille analogie.

La plus fuste comparaison à faire serait celle entre Teng Hsiao-ping et Brejnev, car de même que celui-ci et son groupe révisionniste ont renversé Khrouchtchev, aujourd'hui le Brejnev chinois, Teng Hsiao-ping, renverse de son piédestal le Khrouchtchev chinois, Mao Tsétoung.

Tout cela n'est qu'un jeu révisionniste, une lutte pour le pouvoir personnel. En Chine, il en a toujours été ainsi. Il n'y a rien de marxiste là-dedans. Cette situation ne pourra être redressée que par la classe ouvrière chinoise et par un véritable parti marxiste-léniniste, épuré de la «pensée maotsétoung», de la «pensée tenghsiaoping» et d'autres pensées antimarxistes, révisionnistes, bourgeoises de ce genre. Ce sont les idées de Marx, Engels, Lénine et Staline qui peuvent sauver la Chine de cette situation à travers une véritable révolution prolétarienne.

Nous croyons fermement qu'un jour le marxisme-léninisme et la révolution prolétarienne triompheront en Chine et que les ennemis du prolétariat et du peuple chinois seront vaincus.

Naturellement, cela ne peut se réaliser que de haute lune et au prix du sang versé, parce qu'en Chine il faudra beaucoup d'efforts pour créer le parti révolutionnaire marxiste-léniniste, la direction indispensable pour assurer la victoire sur les traîtres et le triomphe du socialisme.

Nous sommes convaincus que le peuple frère chinois, les véritables révolutionnaires chinois, s'affranchiront des mythes et des illusions. Ils comprendront, politiquement et idéologiquement, que la direction du Parti communiste chinois n'est pas faite de révolutionnaires marxistes-léninistes, mais de gens de la bourgeoisie, du capitalisme, qui suivent une voie qui n'a aucun rapport avec le socialisme et le communisme. Mais, pour que les masses et les révolutionnaires le comprennent, il est nécessaire qu'ils réalisent que la «pensée maotsétoung» n'est pas le marxisme-léninisme et que Mao Tsétoung n'a pas été un marxiste-léniniste. La critique que nous, marxistes-léninistes, faisons de la «pensée maotsétoung» n'a rien de commun avec les attaques lancées contre Mao Tsétoung par le groupe de Teng Hsiao-ping dans sa lutte pour le pouvoir.

En traitant ouvertement et franchement ces. questions, nous, communistes albanais, accomplissons notre devoir pour la défense du marxisme-léninisme et, dans le même temps, Gomme internationalistes, nous aidons le peuple et les révolutionnaires chinois à trouver la juste voie dans la situation difficile qu'ils traversent.

LA DEFENSE DU MARXISME-LENINISME, GRAND DEVOIR DE TOUS LES VERITABLES REVOLUTIONNAIRES

La situation internationale actuelle est confuse, la crise s'aggrave dans les pays capitalistes révisionnistes, la politique agressive des superpuissances crée de jour en jour de nouveaux et grands dangers pour la liberté et l'indépendance des peuples et pour la paix. Les théories bourgeoises et révisionnistes khrouchtchéviennes, titistes, «eurocommunistes» et, avec elles, les théories chinoises, s'inscrivent dans le grand plan stratégique de l'impérialisme et du révisionnisme moderne visant à détruire le socialisme et à étouffer la révolution.

Dans ces conditions, la défense du marxisme-léninisme, des principes de l'internationalisme prolétarien, l'attitude conséquente et révolutionnaire à l'égard des grands problèmes mondiaux

constituent aujourd'hui pour notre Parti, ainsi que pour tous les véritables marxistes-léninistes, un devoir fondamental. Notre juste lutte doit raffermir chez les peuples et les hommes progressistes la confiance en la victoire de la cause de la révolution, du socialisme et de la libération des peuples. Notre Parti est sur la juste voie et il vaincra par ce que les révolutionnaires et les peuples du monde sont avec lui, parce que la vérité marxiste-léniniste est avec lui.

Les marxistes-léninistes et les révolutionnaires partout dans le monde voient bien que le Parti du Travail d'Albanie défend le marxisme-léninisme alors que d'autres l'attaquent, qu'il défend les principes de l'internationalisme prolétarien alors que les divers révisionnistes rejettent ces principes. Ils voient bien que dans ses attitudes il ne part pas seulement des intérêts de son propre pays, mais qu'il exprime et représente de très grands intérêts, communs et chers à tout le prolétariat, les intérêts du véritable socialisme, les intérêts de tous ceux qui se fondent sur le marxisme-léninisme et se guident sur lui pour la transformation révolutionnaire du monde.

Dans le même temps, on observe que la politique suivie par la Chine dans ses rapports avec l'impérialisme américain ainsi qu'avec le social-impérialisme soviétique, suscite partout la méfiance, le mécontentement, la critique incessante, et ce surtout dans les pays du prétendu tiers monde. Cela est naturel, car les gens honnêtes dans ces pays voient que la politique chinoise n'est pas juste, que c'est une politique qui soutient un impérialisme oppresseur, que bien des thèses des dirigeants chinois ne correspondent pas à leurs actes ni à la réalité concrète. Les peuples voient que la Chine pratique une politique social-impérialiste, menaçante pour leurs intérêts.

Notre Parti aussi, modestement, apporte sa contribution dans ce sens. Les peuples ont confiance en lui, parce qu'il dit la vérité, et la vérité émane de la théorie marxiste-léniniste, appliquée concrètement en Albanie. Le développement de notre pays, ses luttes de libération, sa condition sociale, économique, politique et spirituelle dans le passé s'apparentent à ceux de beaucoup de pays du monde, qui ont souffert ou souffrent encore du joug féroce des oppresseurs du dedans et des oppresseurs impérialistes du dehors. L'expérience accumulée par notre Parti dans la prise du pouvoir par le peuple, dans l'instauration de la dictature du prolétariat et l'édification du socialisme, constitue un exemple et une aide concrète pour ces peuples. Les victoires et les succès remportés en République Populaire Socialiste d'Albanie ont pour fondement la théorie marxiste-léniniste dont s'inspire le Parti du Travail d'Albanie et qu'il met en pratique.

A part les laquais et les ultra-réactionnaires, personne ne prend directement la défense de la théorie chinoise faillie des «trois mondes». La politique de rapprochement des Chinois avec l'impérialisme américain ranime les spectres des guerres impérialistes, que personne ne veut voir, elle épaissit les ténèbres coloniales et néo-coloniales que personne ne supporte, elle soutient l'exploitation capitaliste dont tous veulent s'affranchir.

Le Parti du Travail d'Albanie a lutté, il lutte et luttera toujours avec fermeté pour défendre la pureté des idées marxistes-léninistes. Il sera toujours contre tous ceux qui tentent de les déformer et de leur substituer des idées bourgeoises, révisionnistes et contre-révolutionnaires. Notre Parti est un parti prolétarien, un parti marxiste-léniniste, un participant actif à la révolution mondiale pour le triomphe de laquelle il est décidé à consentir, comme il l'a fait jusqu'ici, n'importe quel sacrifice. Aucune force n'est capable d'écarter notre Parti de cette glorieuse voie de l'honneur, totalement internationaliste, aucune force ne peut l'intimider ni le faire plier. Notre Parti ne peut pactiser avec aucun opportunisme, aucune déviation du marxisme-léninisme, aucune déformation de celui-ci. Il luttera aussi contre le révisionnisme chinois, avec la même résolution qu'il le fait contre toutes les sortes de révisionnisme.

Notre Parti est un parti marxiste-léniniste et en tant que tel il ne doit pas hésiter à dire ouvertement la vérité. Comme notre pays, notre Parti est petit par le nombre, mais c'est un parti trempé dans des luttes. Il a toujours eu le courage de traiter ouvertement les questions quand il s'agit de défendre la pureté du marxisme-léninisme, de la révolution et du socialisme. Les faits prouvent que notre lutte contre le révisionnisme chinois est juste, quelle est indispensable et c'est pourquoi elle est approuvée et soutenue par les marxistes-léninistes et les révolutionnaires authentiques.

Un véritable parti révolutionnaire, Gomme l'est le nôtre, ne renonce en aucun cas à ses attitudes conformes aux principes. Ce n'est pas parce les autres taxent de présomption la vertu de courage de notre Parti, que nous reculerons. Le Parti n'a pas appris à ses membres à être présomptueux, mais à être toujours résolu et justes, sévères à l'encontre de l'ennemi de classe. En ces questions, peu importe que le parti soit grand ou petit.

Les communistes, les véritables révolutionnaires, les marxistes-léninistes doivent bien comprendre l'évolution actuelle de la situation dans le monde. Cette évolution n'obéit pas à un cliché. C'est seulement si l'on étudie, si l'on comprend et assimile Gomme il se doit les enseignements de Marx, Engels, Lénine et Staline, l'expérience des luttes révolutionnaires du prolétariat mondial, ainsi que l'expérience de tout parti marxiste-léniniste authentique, que l'on comprendra correctement l'évolution de cette situation et aidera puissamment la révolution.

Nous, communistes albanais, devons bien nous persuader qu'il est absolument indispensable d'assimiler le marxisme-léninisme. Il ne faut jamais sous-estimer l'encerclement capitaliste-révisionniste ni la pression qu'il exerce sur nous. Nous ne devons pas faire preuve de suffisance dans la compréhension de ces questions ni être présomptueux dans la véritable lutte qu'il nous faut livrer aux ennemis qui nous encerclent.

La révolution s'est heurtée et se heurte dans sa marche à des écueils quelle doit miner et faire sauter. Certains doivent être abattus directement, d'autres doivent être sapés, d'autres enfin être pris à revers, avant de se voir porter le coup décisif. Voilà comment il faut comprendre la stratégie et la tactique de la révolution. Afin de créer la conviction quelle vaincra, il est indispensable d'organiser les larges masses du peuple, de rendre le prolétariat conscient qu'il est fermement conduit par son véritable parti marxiste-léniniste, sinon on risque d'aller à des aventures, de compromettre la cause de la révolution. Les communistes et les masses opprimées du peuple doivent savoir que l'impérialisme et le capitalisme mondial ont acquis une grande expérience dans l'oppression des masses, dans l'organisation de la contre-révolution. C'est pourquoi il faut aussi comprendre les tactiques et la stratégie des ennemis et leur Lenin tête, car notre idéologie, notre politique, notre stratégie et nos tactiques sont plus puissantes que tout ennemi, du fait même qu'elles servent une cause juste, la cause du communisme.

Actuellement, pour notre Parti, Gomme pour tous les partis marxistes-léninistes dans le monde, la lune contre le révisionnisme chinois mérite une attention primordiale. C'est là une question importante et à laquelle nous devons nous consacrer, mais il ne nous est pas permis pour autant d'oublier le révisionnisme soviétique, le révisionnisme titiste ou l'«eurocommunisme», ces très dangereuses variantes du révisionnisme moderne. Indépendamment de leurs différences dans les formes de lutte, tous ces courants antimarxistes sont, en ce qui concerne leurs tactiques et leur stratégie, du même lit, ils visent le même but, ils livrent le même combat.

Pour toutes ces raisons, nous ne devons jamais détourner notre attention de la lutte à mener non seulement contre l'impérialisme américain et toute la bourgeoisie réactionnaire capitaliste mondiale, mais aussi contre le révisionnisme soviétique, le révisionnisme yougoslave, le révisionnisme chinois, etc. Tous ces ennemis, malgré les contradictions qui les divisent, sont liés entre eux par le même fil, la lutte contre la révolution, contre les partis marxistes-léninistes, contre leur unité, contre l'organisation générale du prolétariat et de toutes les masses travailleuses pour se lancer dans la révolution.

La lutte contre le révisionnisme moderne, et en particulier contre le révisionnisme soviétique, le révisionnisme titiste et le révisionnisme chinois, n'est pas chose facile. Au contraire c'est une lutte ardue et elle sera longue. Pour la mener victorieusement, pour remporter victoire sur victoire, il faut que les communistes, les cadres, l'intelligentsia et toutes les masses travailleuses de notre pays se pétrissent de l'idéologie de Marx, Engels, Lénine et Staline, qu'ils étudient aussi la riche expérience de notre Parti dans la lutte contre le révisionnisme moderne. C'est seulement ainsi que nous serons en mesure de franchir les obstacles sans nous écorcher aux ronces dans cette grande forêt hostile.

Notre Parti du Travail doit, Gomme il l'a toujours fait, observer des attitudes claires, résolues, courageuses, dans la juste ligne marxiste-léniniste. Cette ligne de notre Parti, aux objectifs clairs et bien déterminés, aidera à démasquer l'impérialisme américain, le social-impérialisme soviétique, ainsi que le social-impérialisme chinois, et à mener victorieusement une lutte implacable contre eux.

Notre Parti, ainsi que tous les vrais communistes dans le monde, ont pour devoir de lutter avec dévouement pour défendre et épurer notre théorie marxiste-léniniste de toutes les déformations dont elle est l'objet de la part de la bourgeoisie, des révisionnistes modernes et de tous les opportunistes et les traîtres.

Le marxisme-léninisme est l'idéologie triomphante. Qui l'embrasse, la défend et la développe, fait partie de la glorieuse armée de la révolution, de cette grande armée invincible des communistes authentiques, lui dirigent le prolétariat et tous les opprimés dans la lutte pur la transformation du monde, la destruction du capitalisme et l'édification du monde nouveau, le monde socialiste.